

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX – TRAVAIL – PATRIE

REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE – WORK – FATHERLAND

PROJET DE LOI PORTANT CODE DE PROCEDURE PENALE

BILL TO INSTITUTE THE CRIMINAL PROCEDURE CODE

LIVRE I
DISPOSITIONS GENERALES

TITRE 1
DES DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

ARTICLE 1er La présente loi porte code de procédure pénale. Elle édicte les règles concernant notamment :

- a) La constatation des infractions à la loi pénale ;
- b) la recherche de leurs auteurs ;
- c) l'administration de la preuve ;
- d) les attributions des organes de poursuite ;
- e) l'organisation, la composition et la compétence des juridictions répressives ;
- f) le prononcé de la culpabilité ou de la non culpabilité ;
- g) l'application de la sanction pénale ;
- h) les voies de recours ;
- i) les droits des parties ;
- j) les modalités d'exécution des peines.

ARTICLE 2 Le présent Code est d'application générale sous réserve de certaines dispositions prévues par le Code de Justice Militaire ou des textes particuliers.

ARTICLE 3 (1) La violation d'une règle de procédure pénale est sanctionnée par la nullité absolue lorsqu'elle :

- a) préjudicie aux droits de la défense définis par les dispositions légales en vigueur ;

PART I
GENERAL PROVISIONS

PRELIMINARY PROVISIONS

SECTION I This law instituting the Criminal Procedure Code stipulates the rules which deal particularly with :

- (a) the investigation of offences ;
- (b) the search and identification of offenders ;
- (c) the method of adducing evidence;
- (d) the powers of those charged with prosecution ;
- (e) the organization, composition and competence of courts in criminal matters ;
- (f) verdict;
- (g) sentencing ;
- (h) the setting aside of judgements in default and appeals ;
- (i) the rights of the parties;
- (j) the methods of executing sentences.

SECTION 2 This code shall be of general application except where there is provision to the contrary as provided in the Code of Military Justice or in any special law.

SECTION 3 (1) The sanction against the infringement of any rule of criminal procedure shall be an absolute nullity when it is:

- (a) prejudicial to the rights of the defence as defined by legal provisions in force ;

b) porte atteinte à un principe d'ordre public.

(2) La nullité prévue au paragraphe 1 du présent article ne peut être couverte. Elle peut être invoquée à toute phase de la procédure par les parties, et doit l'être d'office par la juridiction de jugement.

ARTICLE 4 (1) Les cas de violation autres que ceux prévus à l'article 3 sont sanctionnés d'une nullité relative.

(2) L'exception de nullité relative doit être soulevée par les parties in limine litis et devant la juridiction d'instance. Elle est couverte après cette phase du procès.

ARTICLE 5 Les actes annulés sont retirés du dossier de la procédure et classés au greffe.

Il est interdit d'y puiser des renseignements contre la personne concernée sous peine de poursuites en dommages-intérêts.

ARTICLE 6 (1) La jonction de procédures est obligatoire dans les cas d'indivisibilité et facultative dans les cas de connexité.

(b) contrary to public policy.

(2) Nullity as referred to in subsection (1) of this section shall not be overlooked. It may be raised at any stage of the criminal proceedings by any of the parties and shall be raised by the trial court of its own motion.

SECTION 4 (1) The cases of infringement other than those provided for in section 3 shall result in relative nullity.

(2) Cases of relative nullity shall be raised by the parties in limine litis before the trial court.. It shall not be considered after this stage of the proceedings.

SECTION 5 Any document nullified by a decision of the court shall be withdrawn from the case file and filed in the registry.

It shall be forbidden to obtain information from the document withdrawn for use against the person concerned under pain of a civil action in damages.

SECTION 6 (1) A joint trial shall be obligatory in the case of indivisible offences and optional in the case of related offences.

(2) Il y a indivisibilité :

a) en cas de pluralité d'auteurs ou de complices d'une même infraction ;

b) lorsqu'il existe entre plusieurs infractions commises par une même personne une relation si étroite que l'une ne peut être jugée sans l'autre ;

c) lorsque des infractions distinctes commises dans le même temps visent un même but.

(3) Il y a connexité :

a) lorsque les infractions ont été commises au même moment par plusieurs personnes agissant ensemble ;

b) lorsque des infractions ont été commises par différentes personnes même en différents temps et divers lieux, mais par suite d'une conspiration ;

c) lorsqu'une infraction a été perpétrée, soit pour faciliter la commission d'une autre, soit pour assurer l'impunité de celle-ci ;

d) lorsqu'il y a recel ;

e) dans tous les cas où il existe entre les infractions des rapports étroits analogues à ceux énumérés au présent alinéa.

(2) Offences are said to be indivisible :

(a) when the same offence has been committed by several persons as co-offenders or with accomplices ; or

(b) when one and the same person commits several offences which are so connected that one cannot be tried, heard and determined without the other ; or

(c) when separate offences have been committed at the same time for the same objective.

(3) Offences are said to be related :

(a) when they are committed at the same time by several persons acting together ; or

(b) when they are committed by different persons even in different places and at different times in pursuance of a conspiracy ; or

(c) when the offenders have committed the offences either to facilitate the commission of another offence or to ensure that the offence is not punished.

(d) when there is a case of receiving property procured by the commission of a misdemeanour or felony whether knowing or having reason to suspect the criminal origin of the property.

(e) in all cases where the relationship existing between them is as close as that of offences enumerated in this subsection.

ARTICLE 7 Les délais prévus au présent code se calculent comme suit :

a) le jour où l'acte a été commis n'entre pas dans la computation du délai ;

b) le jour où s'accomplit l'acte qui fait courir le délai n'entre pas dans la computation du délai ;

c) le délai fixé en années ou en mois se calcule de date à date ;

d) le délai fixé en heures se calcule d'heure en heure ;

e) Lorsque le dernier jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

ARTICLE 8 (1) Toute personne suspectée d'avoir commis une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui seront assurées.

(2) La présomption d'innocence s'applique au suspect, à l'inculpé, au prévenu et à l'accusé.

SECTION 7 Time-limit in this code shall be calculated as follows:

(a) the day when the act was committed shall not be included in calculating the time-limit ;

(b) the day on which the act was done which sets the time running shall not be included in calculating the time-limit ;

(c) the time-limit fixed in years or months shall be calculated from date to date ;

(d) Time-limit fixed in hours shall be calculated from hour to hour.

(e) Time-limit shall be extended to the next working day when the last day is a Saturday, a Sunday or a public holiday.

SECTION 8 (1) Any person suspected of having committed an offence shall be presumed innocent until his guilt has been legally established in the course of a trial where he shall be given all necessary guarantees for his defence.

(2) The presumption of innocence shall apply to every suspect, defendant and accused.

ARTICLE 9 (1) Le suspect est toute personne contre qui il existe des renseignements ou indices susceptibles d'établir qu'elle a pu commettre une infraction ou participer à la commission de celle-ci.

(2) L'inculpé est le suspect à qui le Juge d'Instruction notifie qu'il est présumé désormais comme étant soit auteur ou co-auteur, soit complice d'une infraction.

(3) Le prévenu est toute personne qui doit comparaître devant une juridiction de jugement pour répondre d'une infraction qualifiée contravention ou délit et l'accusé, toute personne qui doit comparaître devant une juridiction de jugement pour répondre d'une infraction qualifiée crime.

ARTICLE 10 Lorsqu'au cours d'une procédure d'instruction ou de jugement, il est constaté qu'un individu a usurpé un état civil ou a été condamné sous une fausse identité, l'examen de l'affaire est suspendu, jusqu'à la rectification de la fausse identité, à la diligence du Ministère public qui, à cet effet, saisit, selon le cas, le service d'identité judiciaire compétent ou la juridiction répressive dont la décision est entachée d'erreur sur l'identité du condamné.

SECTION 9 (1) A suspect shall be a person against whom there exists any information or clue which tends to establish that he may have committed an offence or participated in its commission.

(2) The defendant shall be any suspect whom an Examining Magistrate notifies that he is presumed henceforth either as the offender or co-offender, or as an accomplice.

(3) An accused shall be a person who must appear before the trial court to answer to the charge brought against him.

SECTION 10 Where in the course of the investigation or trial, it is established that a person has usurped a civil status or has been convicted under a false identity, the proceedings shall be stayed until such identity is rectified, at the instance of the Legal Department which shall, to this effect, and as the case may be, refer the issue to the competent judicial identity service or to the court whose decision contains the error on the identity of the convict.

TITRE II
DES MANDATS DE JUSTICE

ARTICLE 11 (1) Le mandat de justice est un acte écrit par lequel un magistrat ou une juridiction ordonne :

- la comparution ou la conduite d'un individu devant lui ou elle ;
- la détention provisoire d'un inculpé, d'un prévenu, d'un accusé ou d'un témoin soupçonné de perturber la recherche des preuves ;
- l'incarcération d'un condamné ;
- la recherche d'objets ayant servi à la commission d'une infraction ou en constituant le produit.

(2) Constituent des mandats de justice, le mandat de comparution, le mandat d'amener, le mandat de détention provisoire, le mandat d'extraction, le mandat de perquisition, le mandat d'arrêt et le mandat d'incarcération.

ARTICLE 12 (1) Le Procureur de la République peut décerner :

a) des mandats de comparution, d'amener, de perquisition et d'extraction ;

b) des mandats de détention provisoire en cas de flagrant délit.

PART II
COURT PROCESSES

SECTION 11 (1) A court process shall be a written document by which a magistrate or a court orders either:

- the appearance or production of an individual before them; or
- the remand in custody of a suspect, defendant, an accused or, a witness suspected of hindering the search for evidence; or
- the imprisonment of a convict; or
- the search of objects either used for or procured by the commission of an offence.

(2) The following shall constitute court processes: summons, bench warrant, remand warrant, production warrant, search warrant, warrant of arrest and imprisonment warrant.

SECTION 12 (1) (a) The State Counsel may issue summonses, warrants of arrest, search warrants, or production warrants;

(b) In cases of offences committed flagrante delicto, he may issue remand warrants.

(2) Le Juge d'Instruction peut décerner mandat de comparution, d'amener, de perquisition, d'arrêt, de détention provisoire et d'extraction.

(3) La juridiction de jugement peut décerner mandat de comparution, d'amener, de perquisition, d'arrêt, de détention provisoire, d'incarcération et d'extraction.

ARTICLE 13 (1) Le mandat de comparution met la personne concernée en demeure de se présenter devant son signataire, aux date et heure y indiquées.

(2) Le mandat de comparution est notifié à la personne y désignée, par un officier ou un agent de police judiciaire ou par tout autre agent habilité à le faire.

(3) La notification consiste en la remise d'une copie à la personne concernée, qui signe l'original, lequel est retourné à l'auteur du mandat. Si cette personne ne peut signer, elle appose l'empreinte du pouce de la main droite ou de tout autre doigt. Si elle refuse de signer ou d'apposer son empreinte, mention en est faite sur l'original.

(4) En cas de comparution effective de la personne désignée sur le mandat, elle est entendue sans délai. En cas de non-comparution, il peut être décerné mandat d'amener contre elle.

(2) The Examining Magistrate may issue, a summons, a bench warrant, search warrant, a remand warrant, and a production warrant.

(3) The trial court may issue a summons, a bench warrant, a summons, a search warrant, a remand warrant, an imprisonment warrant, and a production warrant.

SECTION 13 (1) The purpose of a summons is to command the person named therein to appear before the State Counsel, an Examining Magistrate, or a trial court on the date and hour mentioned in the summons.

(2) It shall be served on the person named therein by an officer or agent of the judicial police or by any other person who has been assigned such duties.

(3) Service shall consist of the delivering of a summons to the person named therein, and he shall sign the original which shall be returned to the magistrate who issued it. If he cannot sign, he shall make a right hand-thumb print or make a print by using any other finger. If he refuses to sign or to thumb-print, mention shall be made of this fact on the original.

(4) Where the person named therein appears, he shall without delay be heard. If he fails to appear, a warrant may be issued for his arrest.

ARTICLE 14.- (1) Le mandat d'amener est l'ordre donné aux officiers de police judiciaire de conduire immédiatement devant son auteur, la personne y désignée. Il est exécuté conformément à l'article 27 ci-dessous.

(2) a) Le signataire du mandat entend la personne concernée aussitôt qu'elle lui est présentée.

b) Le mandat d'amener cesse de produire ses effets à la fin de l'audition.

(3) Si la personne contre laquelle le mandat d'amener a été décerné est arrêtée hors du ressort territorial de la juridiction ou en un lieu autre que celui où réside l'auteur du mandat, elle est conduite au parquet le plus proche, lequel, après vérification de son identité, prend toutes mesures en vue de son transfèrement devant ledit auteur.

(4) Pendant la durée de l'accomplissement des formalités prévues au paragraphe 3, et durant le transfèrement, le régime applicable à la personne concernée est celui de la garde à vue.

5) Si la personne contre laquelle a été décerné le mandat d'amener ne peut être trouvée, un procès-verbal circonstancié de recherches infructueuses est établi et adressé à l'autorité judiciaire qui a décerné ledit mandat.

SECTION 14 (1) A bench warrant shall be an order given by a court to any officer of the judicial police to bring immediately before it, the person named therein. It shall be executed in accordance with section 27 herein.

(2) (a) The signatory of the warrant shall hear the person named therein as soon as he is brought before him ;

(b) At the end of the hearing, the said warrant shall have no further effect.

(3) If the person against whom a bench warrant has been issued is arrested outside the territorial jurisdiction of the court or outside the place of residence of the judicial authority who issued the said warrant, he shall be brought to the nearest Legal Department which, after ascertaining his identity, shall take all necessary steps to ensure his appearance before such authority.

(4) Throughout the formalities and the transfer referred to in the preceding sub-section, the person against whom the bench warrant has been issued shall be considered as having been remanded in police custody.

(5) If the person against whom the bench warrant has been issued cannot be found, a detailed report on the unsuccessful attempts to find him shall be drawn up and sent to the judicial authority who issued it.

6) En cas de recherches infructueuses comme prévu au paragraphe 5 du présent article :

- l'original du mandat est signé, soit par le chef de circonscription administrative, le maire, soit par le chef de village ou de quartier du lieu du domicile ou de la dernière résidence connue ;
- une copie du mandat est affichée dans les bureaux de la circonscription administrative, à la mairie ou à la maison commune du village ;
- mention de cet affichage est faite sur l'original ;
- il est dressé procès-verbal du tout pour être transmis à l'auteur du mandat ;
- copie du procès-verbal est affichée au même lieu que copie du mandat.

ARTICLE 15 Le mandat de détention provisoire est l'ordre donné par le Procureur de la République en cas de crime ou délit flagrant, le Juge d'Instruction ou la juridiction de jugement, au régisseur d'une prison, de recevoir et de détenir l'inculpé ou l'accusé. Il est régi par les dispositions des articles 218 à 221.

ARTICLE 16 Le mandat de perquisition est l'ordre donné à l'officier de police judiciaire par le Procureur de la République, le Juge d'Instruction ou la juridiction de jugement, de pénétrer dans tout lieu public ou privé, de le fouiller aux fins de rechercher et de saisir tous objets ou documents qui ont servi à la commission d'une infraction ou qui apparaissent comme le produit d'une infraction.

(6) In the case provided for in sub-section (5) above:

- the original of the warrant is signed either by the head of the administrative unit, or the mayor, or the village or quarter head of the residence or the last known place of abode of the wanted person;
- a copy of the warrant shall be posted either at the residence or last known place of abode of that person, or at the offices of the administrative unit, the council office or the community hall of same;
- mention of such posting shall be made on the original of the warrant;
- a report of the entire process shall be made, for transmission to the author of the warrant;
- a copy of the report shall be posted at the same place as the copy of the warrant.

SECTION 15 A remand warrant shall be an order given by the State Counsel in case of felony or misdemeanour committed ifragnate delicto, the Examining Magistrate or the trial court to the superintendent of prison to receive and detain a defendant or an accused. It shall be issued in accordance with the provisions of sections 218 to 221.

SECTION 16 A search warrant shall be an order given to a judicial police officer by the State Counsel, an Examining Magistrate or a trial court to enter any public or private place and search it for the purpose of seizing any articles or documents used in committing an offence, or which appear to be the product of an offence.

ARTICLE 17 Le mandat d'extraction est l'ordre donné au régisseur d'une prison, par l'une des autorités judiciaires visées à l'article 12, de faire conduire, soit devant elle, soit à l'audience, un inculpé, un prévenu, un accusé ou un condamné.

ARTICLE 18 (1) Le mandat d'arrêt est l'ordre donné à un officier de police judiciaire de rechercher un inculpé, un prévenu, un accusé ou un condamné et de le conduire devant l'une des autorités judiciaires visées à l'article 12.

(2) Lorsque l'inculpé, l'accusé ou le condamné est en fuite, le Juge d'Instruction ou la juridiction de jugement peut décerner contre lui mandat d'arrêt, si l'infraction visée est passible d'une peine privative de liberté, ou en cas de condamnation à une telle peine.

(3) Lorsque l'inculpé, le prévenu, l'accusé ou le condamné réside hors du territoire national et ne défère pas à la convocation de la justice, le Juge d'Instruction ou la juridiction de jugement peut, aux fins d'extradition, décerner contre lui mandat d'arrêt si l'infraction visée est punie d'une peine privative de liberté au moins égale à six mois, ou en cas de condamnation à une telle peine.

ARTICLE 19 (1) La personne arrêtée en vertu d'un mandat d'arrêt est conduite sans délai devant le Juge d'Instruction ou le président de la juridiction qui l'a décerné, lequel peut en donner sur-le-champ mainlevée, si cette personne fournit l'une des garanties prévues à l'article 246 (g).

SECTION 17 A production warrant shall be an order given by one of the judicial authorities cited in section 12, to the superintendent of a prison that a defendant, an accused or a convict be brought before him or before a trial court.

SECTION 18 (1) A warrant of arrest shall be an order given to an officer of the judicial police to arrest a defendant, an accused or a convict and bring him before one of the judicial authorities cited in section 12.

(2) If the defendant, the accused or a convict is at large, the Examining Magistrate or the trial court may issue a warrant for his arrest if the offence in question is punishable with loss of liberty, or in case of imprisonment sentence.

(3) If the defendant, or the accused or convict resides out of the national territory, and does not appear after having been summoned, the Examining Magistrate or the trial court may for purposes of extradition, issue a warrant for his arrest if the offence in question is punishable with loss of liberty of at least six months, or if he is sentenced to the same imprisonment term.

SECTION 19 (1) A person arrested on a warrant shall be brought immediately before the Examining Magistrate or the president of the trial court who issued the warrant, who may order his immediate release if he fulfils any of the conditions referred to in section 246 (g).

(2) a) Dans le cas contraire, elle est conduite immédiatement à la prison indiquée sur le mandat, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article.

b) Dans les 48 heures de l'incarcération de cette personne, il est procédé à son interrogatoire par le Juge d'Instruction ou, le cas échéant, dès la plus prochaine audience par la juridiction du jugement qui a décerné le mandat d'arrêt.

(3) Le Juge d'Instruction ou la juridiction de jugement statue sur la détention dans les conditions prévues aux articles 221 et 222.

(4) Si la personne est arrêtée hors du ressort territorial du Juge d'Instruction ou de la juridiction de jugement qui a délivré le mandat, elle est conduite immédiatement devant le Procureur de la République du lieu de l'arrestation, lequel informe sans délai le Juge d'Instruction ou le président de la juridiction ayant délivré le mandat, de l'arrestation, de ses diligences et requiert le transfèrement de la personne arrêtée.

ARTICLE 20 (1) Si la personne faisant l'objet d'un mandat d'arrêt est introuvable après recherches minutieuses, copie dudit mandat est notifiée à sa dernière résidence connue ou au chef de village ou du quartier.

(2) Un procès-verbal des diligences effectuées est établi et adressé à l'auteur du mandat.

(2) a) If he fails to fulfil the condition, he shall be taken immediately to the prison indicated on the warrant subject to the provisions of sub-section (3) of this section.

b) Within 48 hours of the detention of the person, he shall be interrogated by the Examining Magistrate or, as the case may be, at its next sitting by the trial court which issued the warrant.

(3) The Examining Magistrate or the trial court shall decide on his detention in accordance with sections 221 and 222.

(4) If the person is arrested outside the jurisdiction of the Examining Magistrate or of the trial court that issued the warrant, he shall be immediately taken before the State Counsel of the place of arrest who shall without delay, inform the Examining Magistrate or the president of the court that issued the warrant of arrest about the arrest and the action taken thereafter and shall request the transfer of the person arrested.

SECTION 20 (1) If the person against whom a warrant of arrest is issued cannot be found after careful search, a copy of the warrant shall be left at his last known place of abode or with the village or quarter-head.

(2) A report on the steps taken to execute the warrant shall be made in writing and forwarded to the person who issued the warrant.

(3) L'officier de police judiciaire chargé de l'exécution du mandat d'arrêt fait viser son procès-verbal par l'une des autorités administratives citées à l'article 14 (6), et lui en laisse copie pour affichage.

ARTICLE 21 (1) Hormis le cas de crime passible de la peine de mort, le mandat d'arrêt peut contenir la mention que la personne à arrêter sera remise en liberté si elle produit les garanties qu'il énumère. Dans cette hypothèse, la mention précise outre le magistrat devant lequel ou la juridiction devant laquelle la personne à arrêter doit comparaître :

- soit le nombre de garants, s'il y a lieu, et le montant de la somme d'argent qu'ils s'engagent à payer en cas de non représentation ;
- soit le montant du cautionnement à verser par la personne à arrêter.

(2) Lorsqu'une telle mention est faite, l'officier de police judiciaire met la personne désignée sur le mandat en liberté, dès que les conditions ainsi posées sont remplies.

(3) L'engagement souscrit par la personne arrêtée ou ses garants, et le cas échéant, les références de la quittance de versement du cautionnement sont transmis, accompagnés du procès-verbal d'exécution du mandat, au magistrat devant lequel ou à la juridiction devant laquelle cette personne doit comparaître.

(3) The judicial police officer charged with executing the warrant shall have his report signed and stamped by one of the administrative authorities mentioned in section 14 (6) and shall leave a copy thereof with him.

SECTION 21 (1) Except in cases of offences punishable with death, a warrant of arrest may contain an endorsement that the person to be arrested shall be released if he fulfils the conditions listed in the warrant. In such a case, the endorsement shall specify, apart from the magistrate before whom or the court before which the person to be arrested is to appear:

- either the number of sureties, if any, and the amount by which they bind themselves to pay in case of non-appearance ; or
- the amount of security to be deposited by the person to be arrested.

(2) When such endorsement is made, the judicial police officer shall release the person if the conditions laid down in the preceding sub-section (1) have been fulfilled.

(3) The recognizance signed by the person arrested or his sureties or, where applicable, the particulars from the receipt of the security deposited shall be transmitted along with the report on the execution of the warrant to the magistrate before whom or the court before which the person is bound to appear.

ARTICLE 22 L'officier de police judiciaire chargé de l'exécution d'un mandat peut se faire accompagner d'éléments de la force de l'ordre en nombre suffisant pour que la personne ne puisse s'échapper.

ARTICLE 23 L'officier de police judiciaire chargé de l'exécution d'un mandat d'arrêt ne peut à cette fin s'introduire dans une résidence avant 06 heures et après 18 heures.

ARTICLE 24 L'officier de police judiciaire qui a procédé à l'exécution d'un mandat d'arrêt est tenu de diffuser un avis de cessation de recherches dès la mise à disposition de la personne à l'autorité judiciaire compétente.

ARTICLE 25 Le mandat d'incarcération est l'ordre donné au régisseur d'une prison par une juridiction de jugement, de recevoir et de détenir un condamné.

ARTICLE 26 Tout mandat, à l'exception du mandat d'extraction, précise les nom, prénoms, date et lieu de naissance, filiation, profession et adresse de la personne concernée ; il est daté et signé par le magistrat, l'ayant décerné, et est revêtu de son sceau.

Le mandat d'extraction peut ne contenir que les noms et prénoms de la personne concernée, ainsi que la prison où elle est incarcérée.

SECTION 22 The judicial police officer charged with the execution of a warrant of arrest may be accompanied by a sufficient number of law enforcement officers to prevent the person from escaping.

SECTION 23 The judicial police officer charged with the execution of a warrant of arrest may not enter any place of abode before 6 a. m. or after 6 p.m. for the purpose of executing the warrant.

SECTION 24 The judicial police officer who executes a warrant of arrest shall be bound to take steps to issue a notice of discontinuance of the search for the person arrested as soon as such person has been handed over to the competent judicial authority.

SECTION 25 An imprisonment warrant shall be an order given by a trial court to the superintendent of a prison to receive and detain a convict.

SECTION 26 With the exception of a production warrant, all warrants or summonses shall state the full name, date and place of birth, affiliation, occupation and address of the person named therein and it shall be dated, stamped and signed by the magistrate issuing it or by the president of the trial court.

A production warrant may state only the full name of the detainee and the prison where the person is detained.

ARTICLE 27 (1) Les mandats de Justice sont exécutoires sur toute l'étendue du territoire national.

(2) Tout mandat demeure exécutoire sauf son retrait par le magistrat compétent.

ARTICLE 28 Sous réserve des dispositions de l'article 23, les mandats peuvent être exécutés à tout moment y compris les dimanches et jours fériés.

ARTICLE 29 Un mandat peut être exécuté même si au moment de l'exécution, l'officier de police judiciaire ne l'a pas en sa possession.

Dans ce cas, tout document en tenant lieu doit être notifié à la personne arrêtée, et l'officier de police judiciaire procède comme prescrit à l'article 19 (4).

SECTION 27 (1) Court processes shall be executed throughout the Republic of Cameroon.

(2) A court process remains enforceable unless it is withdrawn by the competent magistrate.

SECTION 28 Subject to the provisions of section 23, any court process may be executed at any time and on any day including Sundays and Public holidays.

SECTION 29 A court process may be executed notwithstanding the fact that the judicial police officer executing it does not have it in his possession at the time.

In such a case, all documents in lieu thereof shall be shown to the person arrested, and the judicial police officer shall proceed as stipulated in section 19 (4).

TITRE III
DE L'ARRESTATION

ARTICLE 30 (1) L'arrestation consiste à appréhender une personne en vue de la présenter sans délai devant l'autorité prévue par la loi ou par le titre en vertu duquel l'arrestation est effectuée.

(2) L'officier, l'agent de police judiciaire ou l'agent de la force de l'ordre qui procède à une arrestation enjoint à la personne à arrêter de le suivre et, en cas de refus, fait usage de tout moyen de coercition proportionnée à la résistance de l'intéressé.

(3) Tout particulier peut, en cas de crime ou délit flagrant tel que défini à l'article 103, procéder à l'arrestation de son auteur.

(4) Aucune atteinte ne doit être portée à l'intégrité physique ou morale de la personne appréhendée.

ARTICLE 31 Sauf cas de crime ou de délit flagrant, celui qui procède à une arrestation doit décliner son identité, informer la personne du motif de l'arrestation et le cas échéant, permettre à un tiers d'accompagner la personne arrêtée afin de s'assurer du lieu où elle est conduite.

PART III
ARREST

SECTION 30 (1) An arrest shall consist of apprehending a person for the purpose of bringing him without delay before the authority as prescribed by the law or by the warrant.

(2) A judicial police officer, agent of judicial police or any officer of the forces of law and order effecting an arrest, shall order the person to be arrested to follow him and, in the event of refusal, he shall use the force necessary to arrest the person.

(3) Any individual may in case of a felony or misdemeanour committed flagrante delicto as defined in section 103, arrest the author of such an offence.

(4) No bodily or psychological harm shall be caused to the person arrested.

However reasonable force may be used where necessary.

SECTION 31 Except in the case of a felony or misdemeanour committed flagrante delicto, the person effecting the arrest shall disclose his identity and inform the person to be arrested of the reason for the said arrest, and where necessary, allow a third person to accompany the person arrested in order to ascertain the place to which he is being detained.

ARTICLE 32 L'officier ou l'agent de police judiciaire peut dans tout lieu public ou ouvert au public, arrêter et sans préjudice des dispositions de l'article 83 paragraphe 3, garder à vue pendant une période d'au plus 24 heures, l'auteur d'une contravention qui, soit refuse de décliner son identité, soit indique une identité jugée fausse.

ARTICLE 33 Tout magistrat, témoin d'un crime ou d'un délit flagrant, peut verbalement ou par écrit et après avoir décliné son identité, sa qualité et ses fonctions, ordonner l'arrestation de l'auteur ou du complice et leur présentation devant l'autorité compétente.

ARTICLE 34 Les officiers de police judiciaire adressent quotidiennement au Procureur de la République compétent, l'état des personnes gardées à vue dans leurs services.

ARTICLE 35 (1) L'officier de police judiciaire qui procède à une arrestation ou devant lequel un agent de la force publique ou un particulier conduit un suspect, peut le fouiller ou le faire fouiller, retenir et mettre en lieux sûrs tous objets trouvés en sa possession, à l'exception des vêtements nécessaires.

(2) Un inventaire des objets saisis est établi sur -le-champ, signé de l'officier de police judiciaire et de la personne arrêtée et d'un témoin.

SECTION 32 Any officer or agent of the judicial police may, in a public place or a place open to the public, and subject to the provisions of section 83 (3), arrest the author of a simple offence who either refuses to disclose his identity or discloses an identity suspected to be false and, where necessary, detain him for not longer than 24 hours.

SECTION 33 Any magistrate who witnesses a felony or misdemeanour being committed flagrante delicto may, verbally or in writing, and after disclosing his identity, capacity and functions, order the arrest of the offender and the accomplice and direct that they be brought before the competent authority.

SECTION 34 Judicial police officers shall forward daily a list of persons detained at their police stations to the competent State Counsel.

SECTION 35 (1) The judicial police officer who arrests or to whom an officer of the forces of law and order or an individual hands over a suspect may search the suspect or cause him to be searched, take away and keep in safe custody all articles found in his possession except necessary clothing.

(2) An inventory of the articles seized shall be prepared and signed on the spot by the judicial police officer, the suspect and a witness.

(3) Lorsqu'une personne arrêtée est remise en liberté, ceux de ses biens saisis qui ne constituent pas des pièces à conviction lui sont immédiatement restitués sur procès-verbal et le cas échéant, devant témoin.

ARTICLE 36 (1) Lorsqu'un officier de police judiciaire chargé de l'exécution d'un mandat de justice a de bonnes raisons de croire que la personne recherchée a trouvé refuge dans un lieu privé, l'occupant est tenu de lui en faciliter l'accès.

(2) En cas de refus, l'officier de police judiciaire en dresse procès-verbal, requiert tout témoin immédiatement disponible et s'introduit de force dans ledit lieu.

ARTICLE 37 Toute personne arrêtée bénéficie de toutes les facilités raisonnables en vue d'entrer en contact avec sa famille, de constituer un conseil, de rechercher les moyens pour assurer sa défense, de consulter un médecin et recevoir des soins médicaux, et de prendre les dispositions nécessaires à l'effet d'obtenir une caution ou sa mise en liberté.

ARTICLE 38 Toute personne est tenue, lorsqu'elle en est requise, de prêter son concours au magistrat, à l'officier ou l'agent de police judiciaire, en vue d'appréhender une personne ou de l'empêcher de s'échapper. En cas de refus, les dispositions de l'article 174 du Code Pénal sont applicables.

(3) When a person arrested is released, any property seized from him which may not be used as an exhibit shall be immediately returned to him before witnesses, if any, and against his signature. A report shall be made of the restitution.

SECTION 36 (1) Whenever an officer of the judicial police charged with the execution of a warrant has good reason to believe that the person to be arrested has taken refuge in a house, a place not open to the public, the occupant shall be bound to facilitate his ingress therein.

(2) In the event of a refusal, the officer of the judicial police shall make a report thereof, and before available witnesses, break into the house or place.

SECTION 37 Any person arrested shall be given reasonable facilities in particular to be in contact with his family, obtain legal advice, make arrangements for his defence, consult a doctor and receive medical treatment and take necessary steps to obtain his release on bail.

SECTION 38 Every person shall be bound to assist a magistrate or officer or agent of the judicial police or a member of the forces of law and order when such assistance is required for the purpose of apprehending a person or for preventing him from escaping. In the case of refusal, the provisions of section 174 of the Penal Code shall be applicable.

TITRE IV
DES NOTIFICATIONS, CITATIONS ET SIGNIFICATIONS

CHAPITRE I
DES NOTIFICATIONS

ARTICLE 39 La notification consiste à porter un acte juridique à la connaissance d'une personne. Elle est faite par voie administrative, notamment par lettre recommandée avec accusé de réception ou par un officier de police judiciaire, lequel en dresse procès-verbal.

CHAPITRE II
CITATIONS

ARTICLE 40 (1) La citation est une sommation à comparaître devant une juridiction.

(2) Elle est délivrée par exploit d'huissier à l'inculpé, au prévenu, à l'accusé, à la partie civile, aux témoins, au civilement responsable et éventuellement à l'assureur.

(3) La citation est délivrée à la requête du Ministère public, de la personne lésée par l'infraction ou de toute personne intéressée.

(4) Elle est servie à personne, au lieu de travail, à domicile, à mairie ou à parquet.

PART IV
LEGAL NOTIFICATION, SUMMONSES AND SERVICE

CHAPTER I
LEGAL NOTIFICATION

SECTION 39 Legal notification shall consist of bringing a legal document to the knowledge of the interested party. It shall be done through administrative channels, in particular by registered letter with acknowledgment of receipt due, or by an officer of the judicial police who shall make a report thereon.

CHAPTER II
SUMMONSES

SECTION 40 (1) A summons shall be an order requesting a person to appear before a court.

(2) A summons shall be served by the bailiff on the defendant, the accused, the civil party, the witnesses, on the person vicariously liable and where applicable, on the insurer.

(3) A summons shall be issued at the request of the Legal Department or the aggrieved party or any other interested party.

(4) It shall be served on the person, at his place of work, at his residence, at the mayor's office, or the Legal Department.

ARTICLE 41 (1) La citation mentionne outre la date de sa délivrance, les nom, prénoms, les filiation, date et lieu de naissance, profession, adresse, résidence et éventuellement le domicile élu du requérant, les nom, prénoms et adresse de l’huissier, les noms, prénoms, filiation et l’adresse complète du destinataire, particulièrement son domicile ou son lieu de travail.

(2) La citation énonce les faits incriminés et vise le texte de loi qui les réprime.

Elle indique en outre, suivant le cas, le Juge d’Instruction ou la juridiction de jugement saisie, détermine les lieu, heure et date de l’audition et précise que la personne est citée en qualité d’inculpé, de prévenu, d’accusé, de partie civile, de civilement responsable, de témoin ou d’assureur.

(3) La citation délivrée à un témoin doit également mentionner que la non-comparution, le refus de témoigner et le faux témoignage sont punis par la loi.

ARTICLE 42.- La partie civile, qui met en mouvement l’action publique par voie de citation directe, doit faire élection de domicile dans le ressort de la juridiction saisie si elle n’y est pas domiciliée.

ARTICLE 43.- (1) L’huissier doit faire toutes diligences pour servir la citation à la personne même du destinataire. Il mentionne sur l’original ainsi que sur la copie laissée au destinataire de la citation, ses diligences et les réponses faites à ses éventuelles interpellations.

SECTION 41 (1) A summons shall state besides the date of service, the full name, affiliation, date and place of birth , occupation, address, residence and where necessary, the address for service on the complainant, the full name and address of the bailiff. It shall state the full name, affiliation and the full address of the addressee and particularly his residence or his place of work.

(2) A summons shall state the facts of the case and provisions of the law under which the defendant is charged.

It shall also state, as the case may be, the Examining Magistrate or the court seised of the matter, the place, date and hour of the hearing, and shall specify whether the person has been summoned as defendant, accused, civil party, person vicariously liable, witness or as insurer.

(3) The summons served on a witness shall in addition mention that non-appearance, refusal to testify or giving of false evidence is punishable by law.

SECTION 42.- The civil party who institutes criminal action by private prosecution shall choose an address for service on himself within the jurisdiction of the court, if he is resident elsewhere.

SECTION 43.- (1) The bailiff shall make every effort to effect personal service. He shall state on the original as well as on the copy left for the person to whom the summons is addressed, not only the action which he has taken to effect service but also the replies to his eventual enquiries.

(2) Le Ministère public, le Juge d’Instruction ou la juridiction de jugement peut prescrire à l’huissier de nouvelles diligences s’il estime incomplètes celles qui ont été effectuées.

ARTICLE 44 La personne citée signe l’original et les copies.

Si elle ne sait, ne veut ou ne peut signer, mention en est faite par l’huissier sur l’original et les copies.

ARTICLE 45 (1) Lorsque l’huissier ne trouve la personne à citer, ni à son domicile, ni à sa résidence, ni à son lieu de travail, il laisse copie de la citation à toute personne trouvée sur les lieux. Sous réserves des dispositions de l’article 44 alinéa 2, la personne qui reçoit l’acte signe l’original et les copies.

(2) L’huissier indique dans la citation les nom, prénoms et adresse de la personne à laquelle copie de la citation est remise, ainsi que sa qualité par rapport au destinataire.

(3) Dans le cas visé aux paragraphes 1 et 2, la copie doit être délivrée sous enveloppe fermée ne portant sur une face, que les nom, prénoms et adresse du destinataire et sur l’autre, le cachet de l’étude de l’huissier apposé sur la fermeture du pli.

(2) The Legal Department the Examining Magistrate or the court may order the bailiff to undertake further action if it considers that former actions were incomplete.

SECTION 44 The person summoned shall sign the original and the copies.

If he does not know how to sign or refuses to sign or cannot sign, mention shall be made of this fact on the original and the copies.

SECTION 45 (1) Where the bailiff does not find the person summoned, at home, in his residence or at his place of work, he shall leave a copy thereof to any person found on the place. Subject to the provisions of section 44 subsection (2), the person to whom the summons is handed shall sign the original and the copies.

(2) The bailiff shall indicate in the summons the full name and address of the person to whom he delivered the copy of the summons, as well as the person’s relationship with the person to whom the summons is addressed.

(3) In the case referred to in subsections (1) and (2), the copy shall be delivered in a sealed envelope with only the full name and address of the person to whom it is addressed on the one side and the stamp of the office of the bailiff affixed on the cover flap on the other side.

ARTICLE 46 (1) Lorsque l'huissier ne trouve personne à l'adresse du destinataire de l'acte ou lorsque les personnes y trouvées refusent de recevoir l'acte, il vérifie immédiatement l'exactitude de ladite adresse.

(2) Lorsque l'adresse est exacte, l'huissier mentionne sur l'original et les copies ses diligences et constatations, puis les fait viser par le maire ou celui qui le remplace ou à défaut, par le chef de village ou de quartier. Une copie est remise sous enveloppe fermée dans les formes prévues à l'article 45.

ARTICLE 47 (1) Dans les cas prévus aux articles 45 et 46, l'huissier informe sans délai, la personne citée, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la remise effectuée.

(2) Lorsqu'il résulte de l'avis de réception que la personne citée a reçu la lettre recommandée dans le délai prévu à l'article 52, la citation est réputée avoir été servie à personne.

ARTICLE 48 Lorsque la personne à citer est sans domicile, résidence, ou lieu de travail connu, l'huissier fait viser l'original et les copies de la citation par le Procureur de la République et lui en laisse copie pour affichage aux portes du Palais de Justice.

SECTION 46 (1) If the bailiff does not find any person at the address of the person to whom the summons is addressed, or if the person found therein refuses to receive the summons, he shall immediately ascertain the correctness of the address.

(2) If the address is correct, the bailiff shall mention on the original and on the copies what action he has taken and facts observed by him, then he shall have the mayor or the person acting for him, visa the documents, or in default, the village or quarter head. A copy shall be delivered in a sealed envelope as prescribed in section 45.

SECTION 47 (1) In the cases referred to in sections 45 and 46, the bailiff shall immediately inform the person summoned, by a registered letter with acknowledgment of receipt, of the person to whom the copy of the summons was delivered.

(2) Where it is found from the receipt that the person summoned received the registered letter within the time-limit prescribed in section 52 the summons shall be deemed to have been served on the person.

SECTION 48 Where the person to be summoned has no residence or abode, or known place of work, the bailiff shall have the State Counsel visa the original and the copies and shall leave a copy with him, to post at the entrance of the court hall.

ARTICLE 49 (1) Lorsqu'il n'est pas établi que la personne citée a reçu la lettre recommandée à lui adressée par l'huissier conformément aux dispositions de l'article 47, ou lorsque la citation a été délivrée à parquet ou à mairie, un officier de police judiciaire peut être requis par le Ministère public à l'effet de procéder à de nouvelles recherches en vue de notifier effectivement la citation à la personne concernée.

(2) Dans tous les cas, l'officier de police judiciaire dresse procès-verbal de ses diligences et le transmet sans délai au Ministère public.

(3) Lorsque l'officier de police judiciaire a effectivement notifié la citation à la personne concernée, celle-ci est réputée avoir été citée à personne.

ARTICLE 50 (1) Les personnes résidant à l'étranger sont citées à parquet.

(2) Le Ministère public transmet une copie sous enveloppe fermée au Ministère chargé des affaires étrangères, lequel la fait notifier sans délai au destinataire par voie diplomatique.

(3) Lorsqu'il existe une convention judiciaire entre le Cameroun et le pays dans lequel réside la personne citée, le Ministère public transmet directement copie sous enveloppe fermée à l'autorité visée dans la convention.

SECTION 49 (1) Where it is not established that the person summoned has received the registered letter addressed to him by the bailiff in accordance with the provisions of section 47 or where the summons was served on the Legal Department or the mayor's office, a judicial police officer may be requested by the Legal Department to undertake another search with a view to effectively notifying the person concerned.

(2) In all cases, the judicial police officer shall draw up a report of the action he has taken and forward it without delay to the Legal Department.

(3) Where a judicial police officer has effectively served the summons on the person cited therein, this shall be deemed personal service.

SECTION 50 (1) Summonses on persons residing abroad shall be served on the Legal Department.

(2) The Legal Department shall send a copy in a sealed envelope to the Ministry in charge of Foreign Affairs, which shall cause the summons to be served without delay on the addressee through diplomatic channels.

(3) Where there is a judicial convention between Cameroon and the foreign country in which the person summoned resides, the Legal Department shall send the copy in a sealed envelope directly to the authority provided for in the convention.

ARTICLE 51 (1) L'original de toute citation est adressé sans délai au requérant.

(2) Si la citation a été délivrée à la requête du Ministère public, une copie doit être jointe à l'original.

(3) L'huissier est tenu d'indiquer le coût de l'acte, au pied tant de l'original que des copies, sous peine d'une amende civile de 5 000 à 25.000 francs. Cette amende est prononcée par ordonnance du Président de la juridiction saisie, soit d'office, soit sur réquisitions du Ministère Public.

ARTICLE 52 (1) Le délai entre le jour où la citation est délivrée et le jour fixé pour la comparution est de 5 jours au moins si la personne citée réside dans la ville ou la localité où a lieu son audition ou son interrogatoire.

(2) a) Le délai est de cinq jours, plus un délai de distance d'un jour pour 25 kilomètres, lorsque la personne citée réside hors de la ville ou de la localité où a lieu l'audition ou l'interrogatoire.

SECTION 51 (1) The original of any summons shall be immediately sent to the party who requested it.

(2) If the summons was issued at the request of the Legal Department, a copy of the summons shall be attached to the original.

(3) The bailiff shall indicate at the bottom of the original and of the copies of the summons the costs of issuing and serving it; otherwise, he shall be liable to pay a civil fine of from 5.000 to 25.000 francs which shall be ordered by a ruling of the President of the court seised either of his own motion or at the request of the Legal Department.

SECTION 52 (1) The delay between the day when the summons is issued and the day fixed for appearance shall be five (5) days if the person summoned resides in the town or the locality where he is to be heard.

(2) (a) It shall be five (5) days, in addition to an additional day for every 25 kilometres, if the person summoned resides out of the town or locality where he is to be heard.

b) Ces délais sont calculés sur la distance séparant la résidence de la personne citée du lieu de l'audition ou de l'interrogatoire.

(3) Le délai est de 90 jours si elle réside à l'étranger.

ARTICLE 53 En cas d'inobservation des délais prescrits à l'article 52 ci-dessus, les règles suivantes sont applicables :

a) Si la personne citée ne se présente pas, la citation doit être déclarée nulle par la juridiction ou le Juge d'Instruction, lequel ordonne une nouvelle citation.

b) Si la personne citée se présente, elle doit être informée de ce qu'elle a été irrégulièrement citée et qu'elle peut demander un délai ou accepter d'être entendue ou jugée.

ARTICLE 54 La nullité d'une citation peut être prononcée lorsque les omissions ou les erreurs relevées par une partie ont porté atteinte à ses intérêts.

ARTICLE 55 Lorsque la citation est déclarée nulle du fait de l'huissier, celui-ci en supporte les frais. Il est en outre condamné aux dépens de la décision d'annulation.

b) This delay shall be calculated on the basis of the distance between the residence of the person concerned and the seat of court before which he is to appear.

(3) The interval shall be 90 days if the person resides abroad.

SECTION 53 Where the prescribed time-limit of the preceding section are not observed, the following rules shall apply:

(a) If the person summoned does not appear, the summons shall be cancelled either by the court or by the Examining Magistrate who shall order that a new summons be issued.

(b) If the person summoned appears, he shall be informed that he has been irregularly summoned and that he has a right to either apply for an adjournment, accept to be heard or to have the matter proceeded with.

SECTION 54 A summons may be declared void where omissions or errors pointed out by one of the parties are prejudicial to his interest.

SECTION 55 Where the summons is declared void because of the fault of the bailiff, he shall be liable for the expenses of the irregular summons in addition to the costs of the decision declaring the summons void.

CHAPITRE III
DES SIGNIFICATIONS

ARTICLE 56 (1) La signification est la remise, par exploit d'huissier, d'un acte de procédure ou d'une décision de justice, à son destinataire. Elle est faite à la diligence du Ministère public ou de toute partie intéressée.

(2) Les dispositions des articles 40 à 55 sont applicables aux exploits de signification.

ARTICLE 57 Si la signification n'a pas été faite à personne, elle peut être faite à domicile, à mairie, à parquet, à garant ou au lieu de travail.

ARTICLE 58 L'huissier ne peut instrumenter ni pour lui-même, son conjoint, ses ascendants, ses descendants, ses collatéraux et leurs descendants ainsi que ceux de leurs conjoints, ses alliés, les parents des alliés au même degré, ni pour ses employés.

LIVRE II
DE LA CONSTATATION ET DE LA POURSUITE
DES INFRACTIONS

TITRE I
DE L'ACTION PUBLIQUE ET DE L'ACTION CIVILE

ARTICLE 59 (1) Toute infraction peut donner lieu à une action publique et, éventuellement, à une action civile.

CHAPTER III
SERVICE

SECTION 56 (1) Service shall mean the delivery of a court process or judgment by the bailiff to the addressee. It shall be executed at the instance of the Legal Department or any other interested party.

(2) The provisions of sections 40 to 55 shall apply to service.

SECTION 57 Where personal service has not been effected it may be made at his place of residence, the council office, the Legal Department, on his surety or at his place of work.

SECTION 58 A bailiff shall not carry out his official duties either on himself, his spouse, his ascendants, his descendants, collaterals and their descendants, as well as those of their spouses, his parents in law and the relatives by marriage to the same degree, or his employees.

BOOK II
INVESTIGATION AND PROSECUTION OF OFFENCES

PART I
CRIMINAL AND CIVIL ACTIONS

SECTION 59 (1) The commission of any offence may lead to the institution of criminal proceedings and as the case may be, to a civil action.

(2) L'action publique tend à faire prononcer contre l'auteur d'une infraction, une peine ou une mesure de sûreté édictée par la loi.

(3) L'action civile tend à la réparation du dommage causé par une infraction.

ARTICLE 60 L'action publique est mise en mouvement et exercée par le Ministère public.

Elle peut aussi être mise en mouvement par une administration ou par la victime, dans les conditions déterminées par la loi.

ARTICLE 61 L'action civile peut être exercée en même temps que l'action publique devant la même juridiction lorsque les deux résultent des mêmes faits.

Elle peut aussi être exercée séparément de l'action publique . Dans ce cas, la juridiction saisie de l'action civile sursoit à statuer jusqu'à décision définitive sur l'action publique.

ARTICLE 62 1) L'action publique s'éteint par :

- a) la mort du suspect, de l'inculpé, du prévenu ou de l'accusé ;
- b) la prescription ;
- c) l'amnistie ;
- d) l'abrogation de la loi ;
- e) la chose jugée ;

(2) The institution of criminal proceedings aims at procuring a sentence or a preventive measure against an offender as provided by law.

(3) Civil action is intended to provide compensation for damages resulting from an offence.

SECTION 60 Criminal proceedings shall be instituted and prosecuted by the Legal Department.

They may also be instituted by any government department or by the injured person under the conditions laid down by law.

SECTION 61 A civil claim may be made along side a criminal action before the same court so long as they arise from the same offence.

It may also be brought separately from a criminal action. In such a case, the court seised of the civil matter shall stay proceedings until a final decision on the criminal action has been pronounced.

SECTION 62 (1) Criminal proceedings shall be discontinued in the following cases :

- (a) the death of the suspect, the defendant or of the accused ;
- (b) prescription ;
- (c) amnesty ;
- (d) repeal of the law ;
- (e) after a successful plea of autrefois convict or acquit ;

- f) la transaction lorsque la loi le prévoit expressément.
- g) le retrait de la plainte, lorsque celle-ci est une condition de la mise en mouvement de l'action publique ;
- h) le retrait de la plainte ou le désistement de la partie civile en matière de contravention et de délit, lorsqu'elle a mis l'action publique en mouvement.

2) Les dispositions de l'alinéa (1) (h) ci-dessus ne sont applicables que si :

- le désistement ou le retrait de la plainte est volontaire ;
- il n'a pas encore été statué au fond ;
- les faits ne portent atteinte ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs ;
- en cas de pluralité de parties civiles, toutes se désistent ou retirent leur plainte ;
- le désistement ou le retrait de la plainte n'est pas suscité par la violence, le dol ou la fraude.

(3) Dans le cas prévu à l'alinéa 2 ci-dessus, le Tribunal donne acte à la partie civile de son désistement ou du retrait de sa plainte et la condamne aux dépens.

ARTICLE 63 Lorsqu'une juridiction a été saisie à la fois de l'action publique et de l'action civile, la survenance d'un des événements prévus à l'article 62 (1) ci-dessus laisse subsister l'action civile, sauf dans le cas visé à l'alinéa (1) (h) dudit article. La juridiction saisie statue sur celle-ci.

- (f) by agreement between the parties, if the law expressly so provides ;
- (g) the withdrawal of a complaint, where the lodging of such a complaint is a precondition for the commencement of prosecution.;
- (h) the withdrawal of the complaint or the civil claim by the civil party who lodged the complaint in respect of a simple offence or a misdemeanour.

(2) The provisions of subsection (1) (h) above are applicable only where :

- the withdrawal is voluntary;
- the matter has not been heard on the merits;
- the offence committed does not disturb public order or good morals;
- in case of many civil claimants, all of them withdraw their complaints or civil claims;
- the withdrawal is not as a result of violence, fraud or deceit.

(3) In the case referred to in sub-section (2) above, the Court shall grant the application and award costs against the civil claimant.

SECTION 63 When a court has been seised at the same time of a criminal action and a civil action, the occurrence of one of the events provided for in section 62 (1) above shall not bar the continuation of the civil action, and the judge seised of the matter shall be bound to adjudicate there upon.

ARTICLE 64 (1) Le Procureur Général près une Cour d'Appel peut, sur autorisation écrite du Ministre chargé de la Justice, requérir par écrit puis oralement, l'arrêt des poursuites pénales à tout stade de la procédure avant l'intervention d'une décision au fond, lorsque ces poursuites sont de nature à compromettre l'intérêt social ou la paix publique.

(2) Dans le cas prévu au paragraphe 1er du présent article, le Juge d'Instruction ou la juridiction de jugement constate son dessaisissement sur l'action publique et donne mainlevée des mandats éventuellement décernés contre le bénéficiaire de l'arrêt des poursuites.

(3) Lorsque l'action publique a été arrêtée en application de l'alinéa 1er, le Juge d'Instruction ou la juridiction de jugement poursuit l'instruction ou l'examen de l'affaire sur l'action civile.

(4) En dehors des cas prévus à l'alinéa 1^{er} ci-dessus et à l'article 62(1)(h), l'action publique ne doit être, de quelque façon que ce soit, à peine de prise à partie contre le magistrat intéressé, ni suspendue, ni arrêtée.

ARTICLE 65 (1) La prescription est l'extinction de l'action publique résultant du non-exercice de celle-ci avant l'expiration du délai prévu pour agir.

(2) En matière de crime, l'action publique se prescrit par dix années à compter du lendemain du jour où le crime a été commis, si dans cet intervalle, il n'est intervenu aucun des actes visés à l'article 66.

(3) Si l'un des actes a été effectué dans cet intervalle de temps, l'action publique ne se prescrit qu'après dix années révolues à compter du lendemain de la date de cet acte.

SECTION 64 (1) The Procureur General of a Court of Appeal may, by express authority of the Minister in charge of Justice, enter a nolle prosequi, at any stage before judgment on the merits is delivered, if such proceedings could seriously imperil social interest or public order.

(2) In the case contemplated in sub section (1) above, the Examining Magistrate or the court shall record the fact of the discontinuance of the criminal action, and order if need be, the cancellation of any warrant against the suspect or the accused.

(3) When the criminal action has been discontinued pursuant to sub-section (1) above, the Examining Magistrate or the court shall continue with the matter for the purpose of determining the civil claim.

(4) Except for the case contemplated in sub section (1) above, prosecution regularly instituted, shall not in anyway be discontinued or suspended, without the risk of a civil action for damages against the magistrate who so does.

SECTION 65 (1) Prescription shall be the barring of prosecution, following the failure to commence action within the prescribed limitation period.

(2) In the case of a felony, criminal proceedings shall be time-barred after ten years have elapsed from the day following the day of commission of the felony, if within the interval no step is taken within the meaning of section 66.

(3) Where a step has been taken within that interval, prosecution can only be time-barred after ten years have elapsed from the day following the date of such step.

(4) En matière de délit, sous réserve des dispositions spécifiques à certaines infractions, le délai de prescription de l'action publique est de trois années. Il se calcule suivant les distinctions spécifiées aux alinéas (2) et (3).

5) En matière de contravention, le délai de prescription de l'action publique est d'une année. Il se calcule suivant les distinctions spécifiées aux paragraphes (2) et (3).

6) En cas de poursuites pour des infractions connexes, le délai de prescription est celui prévu pour l'infraction la plus sévèrement réprimée.

ARTICLE 66 Constituent des actes interruptifs de la prescription de l'action publique : la plainte, les instructions écrites du Ministère public prescrivant des mesures d'enquête, les exploits d'huissiers, les procès-verbaux d'enquête de police, les mandats de Justice, l'interrogatoire de l'inculpé, du prévenu ou de l'accusé et l'audition de la partie civile, du civilement responsable, des témoins et de l'assureur à l'information judiciaire ou à l'audience, les jugements avant-dire-droit et les déclarations de recours.

ARTICLE 67 Les actes interruptifs de la prescription de l'action publique produisent effet même à l'égard des personnes qui ne sont pas impliquées ou désignées dans ces actes.

ARTICLE 68 (1) Le délai de prescription est suspendu par tout obstacle de droit ou de fait qui empêche la mise en mouvement de l'action publique.

(4) In the case of a misdemeanour, except where there are special provisions in relation to certain offences, the period of prescription shall be three years. It shall be calculated according to the circumstances specified in sub-sections (2) and (3).

(5) In the case of a simple offence the period of prescription shall be one year. It shall be calculated according to the circumstances specified in sub-sections (2) and (3).

(6) In the case of prosecution for several related offences, the delay for prescription to be taken into consideration shall be that of the offence with the most severe punishment.

SECTION 66 Time shall start to run afresh if one or more of the following acts should occur : complaints, written orders issued by the legal department instituting measures of investigations, processes served by bailiffs, reports of police investigations, court processes, hearing of the parties and witnesses during preliminary inquiry or in court, interlocutory rulings and declarations of appeal.

SECTION 67 Acts which set the time prescribed for prosecution to run afresh shall have an effect even as regards persons who are not implicated or named in such acts.

SECTION 68 (1) The time-limit shall be suspended by any de jure or de facto bars which may prevent the commencement of criminal action.

(2) Constituent des obstacles de droit :

- a) L'invocation d'une exception préjudicielle à la décision sur l'action publique ;
- b) l'immunité parlementaire ;
- c) l'attente d'une autorisation légale préalable à la poursuite ;
- d) le pourvoi en cassation ;
- e) l'existence d'un conflit de juridiction.

(3) Constituent notamment des obstacles de fait :

- a) l'invasion du territoire par les armées ennemies ;
- b) la démente du suspect, de l'inculpé, du prévenu ou de l'accusé survenue postérieurement à la commission de l'infraction ;
- c) la fuite du suspect, de l'inculpé, du prévenu ou de l'accusé ;
- d) l'inscription des affaires au rôle d'une audience ;
- e) les renvois de cause constatés au plume ;
- f) le fait pour une juridiction de ne pas accomplir un acte de sa compétence empêchant ainsi une partie au procès d'agir ou de se défendre.

ARTICLE 69 (1) La prescription de l'action publique est d'ordre public.

(2) La durée de la prescription se détermine suivant la qualification donnée à l'infraction par la juridiction de jugement au moment où elle statue sur l'action publique.

ARTICLE 70 Le désistement de l'action civile ne peut suspendre l'exercice de l'action publique, sauf dispositions contraires de la loi.

ARTICLE 71 (1) L'action civile née d'une infraction appartient à toute personne physique ou morale qui a subi un préjudice.

(2) It shall be considered as de jure bars where :

- a) there is an interlocutory plea against the judgment being given ;
- b) there is parliamentary immunity ;
- c) a fiat to prosecute is being awaited ;
- d) an appeal to the Supreme Court has been lodged;
- e) there is a conflict of jurisdiction.

(3) De facto bars shall in particular include the following :

- a) invasion of the territory by enemy forces ;
- b) insanity of the suspect, the defendant or the accused after the commission of the offence ;
- c) the escape of the suspect, defendant or accused ;
- d) the enlisting of the case for hearing ;
- e) adjournment of the case entered in the record- book ;
- f) the fact that a court by failing to perform an act within its jurisdiction, has prevented a party from exercising his legal rights to take action or to defend himself.

SECTION 69 (1) Prescription of prosecution shall be a matter of public policy.

(2) The period of prescription shall be determined according to the statement of offence as laid down by the trial court when delivering judgment in the criminal matter.

SECTION 70 The withdrawal of a civil claim may not stay criminal proceedings except otherwise provided by law.

SECTION 71 (1) A civil claim based on an offence may be made by any natural or legal person who has suffered injury, loss or damage.

Toutefois, le mineur non émancipé ou toute personne frappée d'une incapacité ne peut exercer lui-même l'action civile devant la juridiction que par l'intermédiaire de son représentant légal.

(2) L'action civile dirigée contre une personne incapable doit l'être à travers son représentant. Elle ne met point en cause le patrimoine de ce dernier.

ARTICLE 72 L'assureur de responsabilité peut, à la demande de la victime de l'infraction ou du civilement responsable, être cité à comparaître devant la juridiction saisie pour s'entendre condamner, solidairement avec l'accusé, à réparer le préjudice causé par l'infraction.

ARTICLE 73 En cas de décès de la victime, l'action civile est dévolue à ses ayants cause.

ARTICLE 74 (1) Les associations, syndicats et ordres professionnels ne peuvent exercer l'action civile à l'occasion d'une procédure répressive qu'à la condition d'invoquer un dommage certain et un intérêt collectif ou professionnel.

(2) L'assureur de responsabilité de la partie civile ou du civilement responsable est irrecevable à solliciter, dans une procédure répressive, la condamnation du prévenu au paiement des débours par lui effectués en vertu du contrat d'assurance.

ARTICLE 75 (1) L'action civile jointe à une action répressive n'est recevable que si elle est fondée sur un préjudice direct, certain et actuel.

(2) Sauf dispositions contraires de la loi, l'action civile née d'une infraction se prescrit par trente années même si elle est jointe à une action répressive.

However an infant or any other person who has lost his legal capacity may not by himself make a claim before the court. He may do so only through his legal representative (committee or next friend).

(2) A civil action instituted against someone who in law has no legal capacity shall be instituted through his legal representative (guardian ad litem), without involving the estate of the latter.

SECTION 72 The insurer may at the request of the victim of the offence or the person vicariously liable be summoned to appear before the court to be heard and to be found liable jointly with the accused to compensate the victim for the damage caused by the offence.

SECTION 73 In the event of the victim's death, his right of action shall devolve on his heirs.

SECTION 74 (1) Associations, trade unions and professional organisations may make civil claims in criminal actions only if they invoke specific damages and a collective or professional interest.

(2) An insurance company shall not, in a criminal action, be competent to bring a civil claim against an accused person for the recovery of compensation paid by it by virtue of a contract of insurance.

SECTION 75 (1) A civil claim made in a criminal action shall be entertained only where it is based on a direct, certain and actual damage.

(2) Except where otherwise provided by law, a civil claim emanating from an offence shall be barred after thirty years even where it is embodied in a criminal action.

ARTICLE 76 Une partie qui a engagé un procès civil pour des faits déterminés peut, par la suite, à propos des mêmes faits, soit se joindre à une action du Ministère Public, soit mettre l'action publique en mouvement à condition de se désister, dans le procès civil.

ARTICLE 77 Sous réserve des conventions internationales, les dispositions de l'article 76 sont inapplicables lorsque le procès civil a été engagé devant un Tribunal étranger.

TITRE II

DE LA POLICE JUDICIAIRE ET DES AUTORITES CHARGEES DES ENQUETES DE POLICE JUDICIAIRE

CHAPITRE I

DE LA POLICE JUDICIAIRE

ARTICLE 78 (1) La police judiciaire est exercée, sous la direction du Procureur de la République, par les officiers de police judiciaire, les agents de police judiciaire et tous autres fonctionnaires ou personnes auxquels des lois spéciales confèrent des pouvoirs de police judiciaire.

(2) Les personnes énumérées au paragraphe 1er sont, en cette qualité, des auxiliaires du Procureur de la République.

(3) La police judiciaire est placée, dans le ressort de chaque Cour d'Appel, sous le contrôle du Procureur général qui apprécie, à la fin de chaque année, l'activité de police judiciaire des fonctionnaires visées à l'alinéa 1^{er} du présent article.

SECTION 76. A party who brings a civil suit on the basis of specific facts, may afterwards in respect of the same facts, either link his action to that of the Legal department, or undertake a private prosecution, provided that he withdraws his initial civil suit.

SECTION 77 With the exception of international conventions, the provisions of section 76 shall be inapplicable where the civil suit was brought in a foreign court.

PART II

THE AUTHORITIES RESPONSIBLE FOR POLICE INVESTIGATION

CHAPTER I

JUDICIAL POLICE

SECTION 78 (1) The duties of the judicial police shall be performed under the supervision of the State Counsel by judicial police officers, judicial police agents and all other civil servants or persons to whom judicial police duties are assigned by law.

(2) In this capacity, the persons referred to in the preceding sub-section shall be auxiliaries of the State Counsel.

(3) In each jurisdiction of the Court of Appeal, the judicial police shall be under the control of the Procureur General. The Procureur General shall evaluate, at the end of each year, the work of judicial police personnel referred to in subsection (1).

SECTION I
DE LA QUALITE D'OFFICIER
DE POLICE JUDICIAIRE

ARTICLE 79 Ont la qualité d'officier de police judiciaire :

- a) les officiers et sous-officiers de la gendarmerie ;
- b) les gendarmes chargés même par intérim, d'une brigade ou d'un poste de gendarmerie ;
- c) les commissaires de police ;
- d) les officiers de police ;
- e) les inspecteurs de police ayant satisfait à un examen d'officier de police judiciaire et ayant prêté serment;
- f) les fonctionnaires exerçant même par intérim les fonctions de chef d'un service extérieur de la Sûreté Nationale.

ARTICLE 80 Les fonctionnaires et agents des administrations et services publics auxquels des textes spéciaux attribuent certaines compétences de police judiciaire, les exercent dans les conditions et limites fixées par ces textes.

ARTICLE 81 (1) Les gendarmes non officiers de police judiciaire, les inspecteurs de police et les gardiens de la paix ont la qualité d'agents de police judiciaire.

Ils assistent les officiers de police judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions, et rendent compte à leurs supérieurs hiérarchiques de toute infraction dont ils ont connaissance.

SUB-CHAPTER I
THE STATUS OF A JUDICIAL
POLICE OFFICER

SECTION 79 The following shall have the status of judicial police officers:

- (a) officers and non-commissioned officers of the gendarmerie ;
- (b) gendarmes in charge even in an acting capacity of a gendarmerie brigade or gendarmerie post ;
- (c) superintendents of police ;
- (d) deputy superintendents of police ;
- (e) the inspectors of police who have passed the judicial police officer's examination and taken the oath ;
- (f) public servants even if they are temporarily performing the functions of head of an external service of the National Security.

SECTION 80 Public servants and other public employees who have been assigned judicial police duties by special instruments shall discharge those duties under the conditions and within the limits fixed by the said instruments.

ARTICLE 81 (1) Gendarmes who are not judicial police officers, police inspectors and constables shall have the status of judicial police agents.

They shall assist judicial police officers in the performance of their duties, and shall report to their superior officers of all offences which have come to their knowledge.

(2) Les agents de police n'ont pas qualité pour décider des mesures de garde à vue.

SECTION II
DES ATTRIBUTIONS ET DEVOIRS
DE LA POLICE JUDICIAIRE

ARTICLE 82 La police judiciaire est chargée :

- a) de constater les infractions, d'en rassembler les preuves, d'en rechercher les auteurs et complices et, le cas échéant de les déférer au parquet ;
- b) d'exécuter les commissions rogatoires des autorités judiciaires ;
- c) de notifier des actes de justice.

ARTICLE 83 (1) Outre les attributions définies à l'article 82, les officiers de police judiciaire reçoivent les plaintes et les dénonciations. Ils procèdent à des enquêtes préliminaires dans les conditions prévues par les articles 116 à 120.

(2) En cas de crime et délits flagrants, ils exercent les pouvoirs qui leur sont conférés par les articles 104 à 115.

(3) Ils ont le droit de requérir directement le concours de la force de l'ordre pour l'exécution de leur mission.

(4) Ils reçoivent du Procureur de la République mission d'effectuer toute enquête ou complément d'enquête qu'il juge utile.

(2) Judicial police agents shall have no authority to take decisions to remand in police custody.

SUB-CHAPTER II
DUTIES OF THE JUDICIAL POLICE

SECTION 82 Judicial police shall be responsible for :

- (a) investigating of offences, collecting evidence, identifying offenders and accomplices and bringing them before the Legal Department ;
- (b) executing rogatory commissions of judicial authorities ;
- (c) serving court processes.

SECTION 83 (1) Apart from the duties defined in section 82, judicial police officers shall receive complaints and reports against persons and shall make preliminary investigations according to the conditions provided for in sections 116 to 120.

(2) In cases of felonies and misdemeanours committed flagrante delicto, they shall exercise the powers conferred on them by sections 104 to 115.

(3) They shall have a right to request directly the assistance of the forces of law and order in the discharge of their duties.

(4) They shall receive instructions from the State Counsel to carry out all investigations or any additional investigation which he considers necessary.

(5) Le Procureur de la République peut décharger d'une enquête tout officier de police judiciaire. Dans ce cas, il communique les motifs de sa décision au supérieur hiérarchique direct de l'officier dessaisi.

ARTICLE 84 L'officier de police judiciaire saisi le premier d'une infraction est, sous réserve des pouvoirs conférés au Procureur de la République par l'article 83 (5), seul compétent pour effectuer l'enquête.

Toutefois, il doit se dessaisir d'office en faveur des agents visés à l'article 80 ci-dessus en raison de leur compétence.

ARTICLE 85 L'officier de police judiciaire non militaire peut enquêter sur une infraction prévue dans le code de justice militaire tant qu'aucun officier de police judiciaire militaire n'est disponible.

Dans ce cas, il transmet le dossier au Ministre chargé de la Justice Militaire.

ARTICLE 86 (1) Les officiers de police judiciaire sont habilités à contrôler et à vérifier l'identité et la situation de toute personne suspecte, conformément aux dispositions de l'article 32 et à user, le cas échéant à son encontre, d'une mesure de garde à vue spéciale n'excédant pas 24 heures.

(2) A l'expiration du délai prévu à l'alinéa 1er, la personne gardée à vue est, à moins que cette mesure ne se justifie par une autre cause légale, immédiatement remise en liberté sous peine de poursuites à l'encontre de l'officier de police judiciaire, conformément à l'article 291 du Code Pénal.

(5) The State Counsel may stop any judicial police officer from continuing with the investigation. In such a case, he shall inform that officer's immediate superior of his reason for doing so.

SECTION 84 Subject to the powers conferred on the State Counsel by section 83 (5), the judicial police officer who is first detailed to carry out the investigation of an offence shall be the only competent officer to carry out the said investigation.

However, the judicial police officer shall automatically hand over the cases to any agent mentioned in section 80 above by virtue of their special knowledge.

SECTION 85 A non-military judicial police officer may investigate offences provided for in the provisions of the Military Justice Code when no military judicial police officer is available.

In such a case, he shall forward the case-file to the Minister in charge of Military Justice.

SECTION 86. (1) Judicial police officers shall be empowered to check the identity and situation of any suspected person, in accordance with the provisions of section 32, and where necessary, may detain him in a special police custody for not longer than 24 hours.

(2) Upon the expiry of this period, the person so detained shall be released, unless the detention is justified on some other legal ground otherwise the judicial police officer may be prosecuted under the provisions of section 291 of the Penal Code.

ARTICLE 87 (1) Les officiers de police judiciaire peuvent en outre, dans tout lieu public ou ouvert au public, procéder ou faire procéder à la fouille de toute personne soupçonnée de porter une arme ou tout autre objet de nature à servir à la commission d'une infraction.

(2) La fouille à corps ne doit être opérée que par une personne de même sexe que le suspect.

Elle peut être effectuée en public ou en privé.

(3) Le droit de fouille prévu au paragraphe 2 peut s'étendre aux véhicules, aux passagers et aux bagages.

(4) Dans tous les cas, la personne à fouiller doit être au préalable informée des motifs de la fouille.

(5) La fouille ne doit en aucun cas être faite avec l'intention de soumettre la personne à fouiller ou un tiers à une forme quelconque d'humiliation ou de vice.

ARTICLE 88 (1) Les officiers de police judiciaire exercent leurs fonctions dans les limites territoriales définies par la réglementation en vigueur.

Toutefois, dans l'hypothèse d'une enquête diligentée par un officier de police judiciaire des services centraux ou provinciaux, celui-ci est tenu d'en référer au Procureur de la République du lieu de ses investigations, de qui il reçoit éventuellement toutes les directives nécessaires.

SECTION 87 (1) A judicial police officer may, whether in a public place or a place open to the public, search or cause to be searched, any person suspected of being in possession of arms or any other object likely to be used in the commission of an offence.

(2) Bodily search shall be carried out only by a person of the same sex as the suspect.

It may be carried out in public or in private.

(3) The right to search as provided for in subsection (2) may be extended to vehicles, passengers and luggage.

(4) In all cases, the person to be searched shall first of all be informed of the reasons for the search.

(5) Bodily search shall not be intended in any case to subject the person searched or a third person to any form of humiliation or depravity.

SECTION 88 (1) Judicial police officers shall perform their duties within the territorial limits defined by the regulations in force.

However, a judicial police officer of the central or provincial services, in carrying out an investigation of a case, shall first inform the State Counsel in charge of the area where he is to carry out the investigations and shall thereafter perform his duties subject to the directives of the said State Counsel.

(2) a) L'officier de police judiciaire peut, sur commission rogatoire du Juge d'Instruction ou de la juridiction de jugement, instrumenter sur toute l'étendue du territoire national. Il doit, dans ce cas, être assisté d'un officier de police judiciaire exerçant ses fonctions dans la circonscription territoriale où il se transporte.

b) Le Procureur de la République du ressort où l'officier de police judiciaire se transporte en est informé par le Procureur de la République de la juridiction dont émane la commission.

ARTICLE 89 (1) L'officier de police judiciaire est tenu d'informer sans délai le Procureur de la République des infractions dont il a connaissance.

(2) Dès la clôture de l'enquête, il doit lui faire parvenir directement l'original et une copie des procès-verbaux qu'il a dressés, ainsi que tous autres documents y relatifs.

(3) Les objets saisis sont inventoriés et déposés sous scellé au parquet du Procureur de la République ; copie du procès-verbal de saisie est remise au détenteur de ces objets.

ARTICLE 90 (1) Le procès-verbal doit énoncer :

- a) les date et heure du début et de la fin de chaque opération de l'enquête ;
- b) les noms, prénoms, et qualité de l'enquêteur ;
- c) le cas échéant, l'autorisation prévue à l'article 88 (2).

(2) a) A judicial police officer may, on the basis of a rogatory commission received from an Examining Magistrate or the trial court, carry out investigations throughout the national territory. He shall be assisted by a judicial police officer serving within the area into which he has entered.

b) The State Counsel of the area shall be informed of these operations by the State Counsel of the jurisdiction which ordered the commission.

SECTION 89 (1) The judicial police officer shall without delay inform the State Counsel of the offences of which he has knowledge.

(2) At the close of the investigations he shall forward directly to the State Counsel the original and a copy of his report as well as all other relevant documents.

(3) An inventory shall be made of all the objects seized. They shall then be placed under seal and deposited with the Legal Department. A copy of the report on the seizure shall be given to the person who had possession of the objects.

SECTION 90 (1) The police report shall state :

- (a) the date and time when each phase of investigations started and ended ;
- (b) the full name and the status of the investigator;
- (c) where necessary, the authorisation referred to in section 88 (2).

(2) Chaque feuillet de l'original du procès-verbal ou du carnet de déclarations porte la signature de l'enquêteur.

(3) Lorsque tout ou partie d'un procès-verbal est consacré à une audition ou à une confrontation, les personnes entendues ou confrontées doivent, après lecture et si nécessaire, interprétation, être invitées à parapher chaque feuillet du carnet ou du procès-verbal d'audition ou de confrontation, et approuver par leurs paraphes les ratures, surcharges et renvois. L'interprète est également appelé à parapher les feuillets, ratures, surcharges ou renvois. Toute rature, surcharge ou renvoi non approuvé est nul.

(4) La dernière page du procès-verbal ou du carnet de déclarations est signée de l'enquêteur, des déclarants et, s'il y a lieu, de l'interprète.

(5) Toute personne invitée à signer un procès-verbal ou carnet et qui ne peut le faire, y appose l'empreinte de son pouce droit ou, à défaut, de tout autre doigt indiqué par l'enquêteur, lequel authentifie l'empreinte.

(6) En cas de refus, soit de signer, soit d'apposer une empreinte, l'enquêteur le mentionne dans le procès-verbal.

(7) Toute personne invitée à signer un procès-verbal ou carnet peut faire précéder sa signature de toute réserve qu'elle estime opportune. Cette réserve doit être explicite et exempte de toute ambiguïté.

(2) Each sheet of the original of the report or of the statement register shall bear the signature of the investigator ;

(3) When all or part of a written report is devoted to the recording of statements from or to the confrontation of persons, the said persons shall, after the reading and, where necessary, interpretation of the statements, initial each sheet of the report and all erasures, alterations and interlineations therein. The interpreters shall also initial each sheet of the report and all erasures, alterations and interlineations therein. Any erasures, alterations and interlineations not initialled shall be inadmissible.

(4) The last page of the report or statement register shall be signed by the maker, the investigator and by the interpreters, if any.

(5) Any person asked to sign a report or statement register but who does not know or cannot sign shall be asked to affix his right thumb-print to the document. Where this is not possible the investigator shall choose any other finger and authenticate its print.

(6) The investigator shall, in case of refusal to sign or thumb-print, mention this fact in his report.

(7) Any person asked to sign a report or statement register may make any necessary reservations thereon before signing it. Such reservation shall be explicit and unambiguous.

(8) Toute personne appelée à faire une déclaration peut, soit la dicter à l'enquêteur, soit l'écrire dans le carnet de déclarations ou à défaut, sur toute autre feuille de papier.

ARTICLE 91 Sauf dispositions contraires de la loi, les procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire ont valeur de simples renseignements.

CHAPITRE II
DES ENQUETES DE POLICE

SECTION I
DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 92 (1) a) L'officier de police judiciaire peut, au cours d'une enquête, entendre toute personne dont les déclarations lui paraissent utiles à la manifestation de la vérité.

b) La personne convoquée est tenue de comparaître et de déposer; si elle ne comparait pas, l'officier de police judiciaire en informe le Procureur de la République qui peut décerner contre elle mandat d'amener. Cette personne est conduite devant ce magistrat.

(8) Any person who is called upon to make a statement may either dictate it to the investigator or write it in a statement register or where there is none, write it on any sheet of paper.

SECTION 91 Unless otherwise provided by law, reports written by judicial police officers shall serve only as mere information.

CHAPTER II
POLICE INVESTIGATIONS

SUB-CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

SECTION 92 (1) a) A judicial police officer may, in the course of an investigation, question any person whose statement is likely to lead to the discovery of the truth.

b) The person summoned for questioning shall appear and answer any question and if he fails to appear, the judicial police officer shall inform the State Counsel who may issue a writ *habeas corpus* against him. Such person shall be brought before the said State Counsel.

(2) L'officier de police judiciaire peut :

- procéder à des perquisitions, visites domiciliaires et saisies dans les conditions prévues aux articles 93 à 100;
- procéder à la garde à vue dans les conditions prévues aux articles 119 et suivants ;
- requérir tout expert et éventuellement toute personne susceptible de l'assister pendant une opération déterminée ;
- requérir par écrit, avec effet immédiat, tout passage dans tout véhicule ou transport maritime, ferroviaire, terrestre ou aérien, public ou privé. L'original de la réquisition doit être laissé au transporteur.

(3) En cas de délit ou de crime puni d'une peine d'emprisonnement d'au moins 2 ans, l'officier de police judiciaire peut, sur autorisation écrite du Procureur de la République et sous le contrôle de ce dernier, dans les conditions prévues à l'article 245 et pendant la durée de l'enquête :

- intercepter, enregistrer ou transcrire toutes correspondances émises par voie de télécommunication ;
- procéder à des prises de vue dans les lieux privés.

(4) Une personne entendue à titre de témoin ou de civilement responsable ne peut en aucun cas faire l'objet d'une garde à vue.

(2) A judicial police officer may :

- conduct the search of a house, and premises and make seizures in accordance with the provisions of sections 93 to 100;
- remand persons in police custody in pursuance of sections 119 and seq;
- request the assistance of any expert or of any person capable of assisting him in any given phase of the investigation ;
- request in writing to be transported with immediate effect, in any public or private road, railway, water or air transport vehicle. The original of the written request shall be left with the carrier.

(3) In cases of felonies and misdemeanours punishable with at least two years of imprisonment, the judicial police officer may, on the written authorisation of the State Counsel, and under the control of the latter, in accordance with the conditions laid down in section 245, and throughout the investigations :

- intercept, record or transcribe all correspondences sent by means of telecommunication;
- take any photographs at private premises.

(4) Any one heard as a witness or as a person vicariously liable, may not whatsoever be subject to remand in police custody.

ARTICLE 93 (1) Les perquisitions et les saisies sont effectuées par l'officier de police judiciaire muni d'un mandat de perquisition.

Toutefois, il peut agir sans mandat en cas de crime ou délit flagrant.

(2) Toute perquisition ou saisie est opérée en présence du maître des lieux, du détenteur des biens à saisir ou leur représentant ainsi que deux témoins pris parmi les personnes présentes ou les voisins.

(3) Le maître des lieux, le détenteur des biens à saisir ou leur représentant ont le droit de fouiller l'officier de police judiciaire avant que celui-ci n'entreprenne la perquisition. Il doit être informé de ce droit et mention est faite au procès-verbal, de l'accomplissement de cette formalité.

(4) En cas d'absence du maître des lieux ou du détenteur des biens ou de leur représentant, et s'il y a urgence, le Procureur de la République peut, par écrit, autoriser l'officier de police judiciaire à effectuer la perquisition ou saisie en présence des témoins indiqués à l'alinéa (2) et d'un autre officier de police judiciaire ou de deux agents de police judiciaire.

(5) Lorsque l'officier de police judiciaire ne peut communiquer avec le parquet, il procède à la perquisition, et éventuellement, à la saisie dans les conditions déterminées à l'alinéa (4). Il fait mention de ses diligences dans le procès-verbal.

SECTION 93 (1) Searches and seizures shall be carried out by judicial police officers who possess search warrants.

However, he may act without a search warrant in cases of a felony or a misdemeanour committed flagrante delicto.

(2) Any search or seizure shall be carried out in the presence of the occupant of the place and the person in possession of the objects to be seized, or in case of their absence, their representatives, as well as two witnesses chosen from among the persons or neighbours present.

(3) The occupant of the place and the person in possession of the objects to be seized, or in case of their absence, their representatives shall have the right to search the judicial police officer before the latter commences his search. He shall be informed of the said right and mention of it shall be made in the report of the fulfilment of this formality.

(4) In the absence of the occupant or of the person in possession of the objects or of their representatives, and in case of urgency, the State Counsel may, in writing, authorize the judicial police officer to conduct the search or seizure in the presence of the witnesses described in sub-section (2) above and one other judicial police officer or two judicial police agents.

(5) Where the judicial police officer cannot get in touch with the Legal Department, he shall proceed with the search and as the case may be, seizure in accordance with the provisions of sub-section (4) above and shall mention the action he has taken in his report.

ARTICLE 94 (1) A défaut de mandat, les perquisitions et les saisies de pièces à conviction ne peuvent être effectuées qu'avec le consentement du maître des lieux ou du détenteur des biens à saisir.

(2) Le consentement doit faire l'objet d'une déclaration signée de l'intéressé ou suivie de son empreinte digitale, si celui-ci ne sait signer.

(3) Le consentement n'est valable que si la personne concernée a été préalablement informée par l'officier de police judiciaire qu'elle pouvait s'opposer à la perquisition.

ARTICLE 95 Un officier de police judiciaire effectuant une perquisition à l'occasion d'une infraction déterminée ne peut opérer une saisie se rapportant à une autre infraction que si celle-ci est passible d'une peine d'emprisonnement.

ARTICLE 96 (1) Les objets saisis sont présentés au suspect ou s'il n'est pas présent, à son représentant ou à leur détenteur, à l'effet de les reconnaître et de les parapher s'il y a lieu. En cas de refus, il en est fait mention au procès-verbal.

(2) Sous réserve des dispositions de l'article 97, les objets saisis sont, dans tous les cas, présentés aux témoins aux fins de les reconnaître et de les parapher, s'il y a lieu.

(3) a) Les objets saisis sont, séance tenante, inventoriés, décrits avec précision et placés sous scellé.

SECTION 94 (1) In the absence of a search warrant, searches, and seizures of exhibits may be carried out only with the consent of the occupant or of the person in possession of the objects to be seized.

(2) The consent shall be a written declaration signed by the person concerned, and if he cannot sign he shall make a thumb-print at the bottom of the declaration.

(3) The consent of the person concerned shall be valid only if he had been informed before hand by the judicial police officer of his right to object to the search.

SECTION 95 Any judicial police officer conducting a search in connection with a specific offence may carry out a seizure in connection with another offence only if the latter attracts an imprisonment sentence.

SECTION 96 (1) All articles seized shall be shown to the suspect, or if he is not present, to his representative or to the person in possession of them so that he may identify them and initial them if necessary. Where he refuses to do so, mention of this fact shall be made in the report.

(2) Subject to the provisions of section 97, all articles seized shall in all cases be shown to the witnesses in order that they may identify and initial them if necessary.

(3) (a) An inventory of the articles seized shall be made on the spot, described in full detail and kept under seal.

b) Si leur inventaire sur place présente des difficultés, ils font l'objet de scellés fermés provisoires, jusqu'à leur inventaire et leur mise sous scellé définitive et ce, en présence des personnes visées à l'article 93 alinéa (2).

c) Si les dimensions des objets saisis ou les nécessités de leur conservation l'imposent, ils sont placés sous scellés sans sac ni enveloppe.

ARTICLE 97 Lorsque l'officier de police judiciaire procède à une perquisition, il a seul le droit de prendre connaissance du contenu des papiers ou documents trouvés sur les lieux de l'opération avant de les saisir. Il est tenu au secret professionnel.

ARTICLE 98 (1) Le procès verbal de perquisition et de saisie est dressé conformément aux dispositions de l'article 90. Il est signé par le maître des lieux, le détenteur des biens ou leur représentant, les témoins et éventuellement les autres personnes qui ont participé à ces opérations.

(2) Le procès-verbal indique les noms, prénoms, qualités, filiations, dates et lieux de naissance ainsi que le domicile des signataires.

ARTICLE 99 (1) Toute perquisition dans un lieu privé est interdite entre 18 heures et 6 heures du matin.

(2) Une perquisition commencée avant 18 heures peut se poursuivre au-delà sur autorisation du Procureur de la République.

(b) If it is not convenient to make an inventory on the spot, the articles shall be provisionally put away under seal until an inventory is made and they are finally sealed. This shall be done in the presence of the persons mentioned in section 93 (2).

(c) If the sizes of the articles seized or of the conditions for their preservation so require, they may be put under seal without using a bag or envelope.

SECTION 97 When a judicial police officer conducts a search, he alone shall have the right to examine the contents of the documents found in the place before they are seized. He shall be bound by professional secrecy.

SECTION 98 (1) The report on the search and seizure shall be drawn up in accordance with the provisions of section 90. It shall be signed by the occupant of the place and the person in possession of the articles or in case of their absence, their representative, as well as the witnesses and any other person who took part in the search.

(2) The report shall state the full name, status, names of parents, dates and places of birth as well as the permanent addresses of the signatories.

SECTION 99 (1) No search may be conducted on a private house and premises between 6 p.m. and 6 a.m.

(2) However, a search already begun may continue after 6 p.m. on the authorisation of the State Counsel.

(3) En cas d'impossibilité matérielle de joindre le Procureur de la République, l'officier de police judiciaire peut exceptionnellement poursuivre la perquisition au-delà de 18 heures à charge pour lui de l'en informer sans délai.

ARTICLE 100 L'inobservation des formalités prescrites aux articles 93 à 99 est sanctionnée par la nullité de la perquisition et de la saisie.

Toutefois, les objets saisis au cours d'une perquisition déclarée nulle peuvent être admis comme pièces à conviction s'ils ne font l'objet d'aucune contestation.

ARTICLE 101 (1) L'officier de police judiciaire peut, au cours d'une enquête, charger tout autre officier de police judiciaire placé sous son autorité, d'une partie des investigations à effectuer.

(2) Les procès-verbaux dressés par le ou les officier(s) de police judiciaire délégué (s) doivent expressément contenir mention de cette délégation.

ARTICLE 102 (1) La procédure durant l'enquête de police judiciaire est secrète. Toutefois, le secret de l'enquête n'est pas opposable au Ministère public.

(2) Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel sous peine des sanctions prévues à l'article 310 du Code Pénal.

(3) In case of impossibility of getting in touch with the State Counsel, the judicial police officer may exceptionally continue with the search after 6 p.m., and shall, without delay, keep the STATE COUNSEL informed.

SECTION 100 Failure to comply with the provisions of sections 93 to 99 shall render the search and seizure null and void.

However, where the search has been declared null and void, the articles seized in the course thereof may be admitted as exhibits if they are not contested.

SECTION 101 (1) A judicial police officer may, in the course of an investigation, assign part thereof to any other judicial police officer under his authority.

(2) Any judicial police officer to whom any part of the investigation has been assigned shall in his report specifically mention the fact of such delegation.

SECTION 102 (1) The entire judicial police investigation process shall be secret. However, the secrecy of the investigation shall not apply to the Legal Department.

(2) Any person who assists in these investigations shall be bound by professional secrecy subject to the penalties laid down in section 310 of the Penal Code

(3) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les officiers de police judiciaire peuvent, après visa du Procureur de la République, publier des communiqués et documents relatifs à certaines affaires dont ils sont saisis.

(4) Les communiqués et documents ainsi publiés par la police judiciaire doivent être diffusés sans commentaires par les organes de presse, sous peine des sanctions prévues aux articles 169 et 170 du Code Pénal.

SECTION II
DE LA FLAGRANCE DES CRIMES
ET DES DELITS

ARTICLE 103 (1) Est qualifié crime ou délit flagrant, le crime ou le délit qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre.

(2) Il y a aussi crime ou délit flagrant lorsque :

a) après la commission de l'infraction, la personne est poursuivie par la clameur publique ;

b) dans un temps très voisin de la commission de l'infraction, le suspect est trouvé en possession d'un objet ou présente une trace ou indice laissant penser qu'il a participé à la commission du crime ou du délit.

(3) Notwithstanding the provisions of sub-section (1), judicial police officers may with the approval of the State Counsel, publish press releases and documents relating to certain matters which have been the subject of the investigation.

(4) Press releases and documents published by the judicial police shall be disseminated without comments by the press. Any violation of this provision shall be punished under sections 169 and 170 of the Penal Code.

SUB-CHAPTER II
FELONIES AND MISDEMEANOURS COMMITTED
FLAGRANTE DELICTO

SECTION 103 (1) Felonies and misdemeanours are deemed to be committed flagrante delicto when they are in the course of being committed or when they have just been committed.

(2) Shall also be classified as felonies or misdemeanours committed flagrante delicto when:

(a) after the commission of the offence, the suspect is pursued by public clamour ;

(b) soon after the commission of the offence, the suspect is caught in possession of an article or shows a sign or trace which tends to suggest that he took part in the commission of the felony or misdemeanour.

(3) Il y a également flagrante delicto lorsqu'une personne requiert le Procureur de la République ou un officier de police judiciaire de constater un crime ou un délit commis dans une maison qu'elle occupe ou dont elle assure la surveillance.

ARTICLE 104 (1) a) En cas de crime flagrant, l'officier de police judiciaire avisé informe immédiatement le Procureur de la République.

b) Tout compte-rendu téléphonique ou verbal doit être confirmé dans les quarante huit heures par tout moyen laissant trace écrite.

c) Mention de ces diligences est faite au procès verbal.

(2) L'officier de police judiciaire se transporte sans délai sur le lieu du crime et procède à toutes diligences utiles, notamment :

a) défendre, sous peine des sanctions prévues par le Code Pénal pour les témoins défaillants, à toute personne susceptible de le renseigner utilement, de s'éloigner sans son autorisation. Cette interdiction ne peut se prolonger au-delà de douze heures, sous peine de poursuites pénales pour séquestration ;

b) user, si nécessaire, de la mesure de garde à vue à l'encontre de toute personne suspecte ;

(3) There shall equally be flagrante delicto where a person requests the State Counsel or a judicial police officer to investigate a felony or misdemeanour committed in a house, which he occupies, or over which he has charge.

SECTION 104 (1) (a) A judicial police officer informed of a felony committed flagrante delicto shall immediately inform the State Counsel of it.

(b) Any notice whether given by telephone or other oral communication shall be confirmed in writing, within forty eight hours of the oral message.

(c) Mention of these measures shall be made in the report.

(2) The judicial police officer shall without delay visit the place where the felony was committed and shall take all necessary steps particularly :

(a) to prevent any person likely to supply useful information from leaving the place without his permission, subject to the punishment provided in the Penal Code for defaulting witness. He may not, under pain of prosecution for false arrest, detain such person for more than 12 hours.

(b) to, where necessary, remand in police custody any suspected person;

c) veiller à la conservation des indices et tout ce qui peut servir à la manifestation de la vérité ;

d) saisir tous objets ou documents qui ont servi ou devaient servir à la commission du crime ou qui apparaissent comme le produit de ce crime ;

e) en cas d'urgence, instrumenter hors de son ressort territorial conformément aux dispositions de l'article 88 (2);

f) effectuer des perquisitions aux domiciles des personnes suspectées, soit de détenir les pièces ou objets relatifs aux faits incriminés, soit d'avoir participé à la commission du crime.

ARTICLE 105 Les objets qui ne sont pas utiles à la manifestation de la vérité sont, après accord écrit du Procureur de la République, restitués par l'officier de police judiciaire, contre décharge et sur procès-verbal, à leur propriétaire ou à toute autre personne chez qui ils ont été saisis.

ARTICLE 106 (1) Les perquisitions dans un cabinet d'avocat n'ont lieu que pour saisir les documents ou objets en rapport avec une procédure judiciaire ou lorsque lui-même est mis en cause ou que les documents ou objets concernés sont étrangers à l'exercice de sa profession.

(2) La perquisition est effectuée par le magistrat compétent en présence de l'avocat, du bâtonnier ou de son représentant.

(c) to ensure the preservation of evidence that may be used for the discovery of the truth ;

(d) to seize any articles or documents used in committing, or which appear to be the product of the felony ;

(e) to, in case of urgency, carry out his duties outside his territorial jurisdiction in accordance with section 88 (2);

(f) to conduct searches in the houses of persons suspected of either keeping documents or articles relating to the particulars of the offence or of having participated in the commission of the felony.

SECTION 105 Articles which are not useful for revealing the truth shall, after the written approval of the State Counsel, be returned by the judicial police officer, to the owner or to any other person from whom they were seized, who shall acknowledge receipt thereof in the police diary. A report of the return shall be drawn up.

SECTION 106 (1) Searches in an advocate's chambers shall be conducted only for the purpose of seizing documents or objects connected with legal proceedings or where the advocate is being investigated or where the documents or objects are unrelated to the practice of his profession.

(2) The search shall be conducted by the competent law officer of the Legal Department in the presence of the advocate and the President of the Bar Council or his representative.

Elle est effectuée dans les conditions qui préservent le secret professionnel et la dignité de l'avocat.

(3) Les formalités prévues par le présent article sont prescrites à peine de nullité.

ARTICLE 107 Les perquisitions dans un cabinet de médecin, une étude de notaire, d'huissier de justice ou au bureau de toute autre personne tenue au secret professionnel, sont faites en présence du magistrat compétent.

ARTICLE 108 Sous réserve des nécessités de l'enquête, celui qui sans l'autorisation du suspect ou de son conseil, du signataire ou du destinataire d'un document saisi au cours d'une perquisition, en révèle le contenu à une personne sans qualité pour en prendre connaissance, est puni des peines prévues par le Code Pénal pour violation du secret professionnel.

ARTICLE 109 (1) S'il apparaît nécessaire au cours d'une enquête de police, d'établir ou de vérifier l'identité d'une personne, celle-ci doit, à la demande de l'officier de police judiciaire ou de l'un des fonctionnaires visés à l'article 78 (1), se prêter aux opérations qu'exige cette mesure.

(2) Le refus de se soumettre aux opérations prévues par le présent article constitue une contravention de quatrième classe.

It shall be conducted under conditions which safeguard professional secrecy and maintain the dignity of the advocate.

(3) Failure to comply with the provisions of the present section shall render the search null and void.

SECTION 107 Searches in the office of a physician, a public notary or all other persons bound by professional secrecy shall be conducted in the presence of the competent magistrate.

SECTION 108 Except for the purpose of the investigation, any person who, without the authorization of the suspect or his counsel or of the person who signed or received the documents seized in the course of a search, reveals the contents thereof to a person not qualified to have knowledge of the same shall be subject to the punishment provided for in the Penal Code for breach of professional secrecy.

SECTION 109 (1) Where it appears necessary in the course of an investigation to establish or to check the identity of any person, such person shall, at the request of a judicial police officer or one of the public servants mentioned in section 78 (1), make himself available for that purpose.

(2) Any refusal to submit to the identity check shall be punishable as a simple offence of the fourth class.

ARTICLE 110 (1) Nonobstant les dispositions de l'article 88 (1) ci-dessus, l'officier de police judiciaire peut, en cas de flagrante et lorsque les nécessités de l'enquête l'exigent, se transporter, soit hors de son ressort territorial, soit hors du ressort territorial du parquet où il exerce ses fonctions, à l'effet de poursuivre ses investigations. Dans ce cas, il doit, sous peine de nullité des actes accomplis et de sanctions disciplinaires, obtenir l'autorisation du Procureur de la République de son ressort.

(2) Ce magistrat en avise, le cas échéant, le Procureur de la République du ressort du tribunal dans lequel l'officier de police judiciaire se transporte.

(3) L'officier de police judiciaire doit, à son arrivée et avant de poursuivre l'enquête, se présenter au Procureur de la République compétent et dans tous les cas, à l'officier de police judiciaire compétent avant de procéder à l'enquête.

ARTICLE 111 En cas de crime flagrant, le Procureur de la République est compétent pour diligenter l'enquête.

L'arrivée du Procureur de la République sur les lieux de l'infraction dessaisit de plein droit l'officier de police judiciaire qui s'y trouvait, à moins que ce magistrat n'en décide autrement.

ARTICLE 112 Le Procureur de la République peut décerner mandat d'amener contre toute personne soupçonnée d'avoir participé à la commission du crime. Il l'interroge sur-le-champ dès son arrivée.

SECTION 110 (1) Notwithstanding the provisions of section 88 (1) above, the judicial police officer may, in case of felonies and misdemeanours committed flagrante delicto, and where the investigations necessitate, go outside, either his territorial jurisdiction, or outside the territorial jurisdiction of the legal department where he carries out his duties, to follow up his investigations. In this case, he shall, under pain of nullity of the acts accomplished and disciplinary sanctions, obtain the authorisation of the State Counsel of his area of jurisdiction.

(2) The said State Counsel, shall, where necessary, inform the State Counsel of the jurisdiction to which the judicial police officer is going.

(3) The judicial police officer shall on his arrival and before carrying out his investigations, report to the competent State Counsel and in all cases, to the competent judicial police officer.

SECTION 111 In the case of a felony committed flagrante delicto, the State Counsel shall be competent to carry out the investigation.

When the State Counsel arrives at the scene of the commission of the offence, the powers of the judicial police officer to carry out the investigation shall cease immediately unless the said State Counsel decides otherwise.

SECTION 112 The State Counsel may issue a warrant of arrest against any person suspected of having participated in the commission of a felony and shall interrogate him on the spot upon his arrival.

Il ne peut engager des poursuites contre le suspect d'un crime flagrant que par la voie de l'information judiciaire.

ARTICLE 113 Les dispositions des articles 104 à 112 sont applicables en cas de délit flagrant.

ARTICLE 114 (1) Le suspect arrêté en flagrant délit est déféré par l'officier de police judiciaire devant le Procureur de la République qui procède à son identification, l'interroge sommairement et, s'il engage des poursuites, le place en détention provisoire, ou le laisse en liberté avec ou sans caution.

(2) Dans tous les cas, le Procureur de la République dresse procès-verbal de ses diligences et en cas de poursuites, traduit le suspect devant le tribunal à la plus prochaine audience.

(3) Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à ce que le Procureur de la République engage des poursuites par voie de citation directe ou requière l'ouverture d'une information judiciaire.

ARTICLE 115 En cas de mort suspecte, l'officier de police judiciaire informé en rend compte immédiatement au Procureur de la République.

Les dispositions des articles 104 et suivants sont applicables.

He may only institute criminal proceedings against the suspect of a felony committed flagrante delicto after a preliminary investigation.

SECTION 113 The provisions of sections 104 to 112 above shall be applicable in cases of misdemeanours committed flagrante delicto.

SECTION 114 (1) A suspect arrested flagrante delicto shall be brought by the judicial police officer before the State Counsel who shall proceed to check his identity, interrogate him summarily and if he decides to prosecute shall place him under temporary detention or release him on bail with or without sureties.

(2) In all cases the State Counsel shall make a report on the measures he has taken and where he intends to prosecute him, he shall do so at the very nearest session of the court.

(3) The provisions of the present section shall not prevent the State Counsel from instituting criminal prosecution against the suspect, by way of a direct summons or after preliminary investigation.

SECTION 115 In case of suspicious death, the judicial police officer notified of such death shall immediately report to the State Counsel.

The provisions of section 104 and seq. shall be applicable.

SECTION III
DE L'ENQUETE PRELIMINAIRE

ARTICLE 116 (1) Les officiers de police judiciaire et agents de police judiciaire procèdent aux enquêtes préliminaires soit sur leur initiative, soit sur instructions du Procureur de la République.

(2) L'Officier de police judiciaire est tenu, dès l'ouverture de l'enquête préliminaire et, à peine de nullité, d'informer le suspect de son droit de se faire assister d'un conseil.

(3) Mention de cette information doit être faite au procès-verbal.

ARTICLE 117 (1) Les officiers de police judiciaire jouissent, au cours de l'enquête préliminaire, des prérogatives édictées aux articles 83 à 93, 95, 97, 99, 101, 102, 104, 109, 110, 114, 115 et 116.

(2) A la clôture de l'enquête, le suspect qui n'a pas de résidence connue ou qui ne présente aucune des garanties prévues à l'article 246 (g) est arrêté et conduit devant le Procureur de la République s'il existe contre lui des indices graves et concordants.

Le suspect qui a une résidence connue ou qui présente l'une des garanties prévues à l'article 246 (g) est laissé en liberté.

SUB-CHAPTER III
POLICE INVESTIGATION

SECTION 116 (1) Judicial police officers and agents shall carry out investigations either on their own initiative or on the instructions of the State Counsel.

(2) As soon as investigations are opened, the judicial police officer shall, under the penalty of nullity, inform the suspect of his right to counsel.

(3) Mention of this information shall be made in the report.

SECTION 117 (1) Judicial police officers shall while conducting investigations have the powers provided for under sections 83 to 93, 95, 97, 99, 101,102, 104, 109, 110, 114, 115 and 116.

(2) At the close of the investigations, the suspect who has no known residence or who cannot fulfil any of the conditions referred to in section 246 (g) shall be arrested and taken before the State Counsel if there is strong corroborative evidence against him.

A suspect who has a known residence or who fulfils one of the conditions provided for in section 246 (g) shall be released on bail.

SECTION IV
DE LA GARDE A VUE

ARTICLE 118 (1) La garde à vue est une mesure de police en vertu de laquelle une personne est, dans le cas d'une enquête préliminaire, en vue de la manifestation de la vérité, retenue dans un local de police judiciaire, pour une durée limitée, sous la responsabilité d'un officier de police judiciaire à la disposition de qui il doit rester.

(2) Toute personne ayant une résidence connue ne peut, sauf cas de crime ou de délit flagrant et s'il existe contre elle des indices graves et concordants, faire l'objet d'une mesure de garde à vue.

(3) En dehors des cas prévus aux alinéas (1) et (2) ci-dessus, toute mesure de garde à vue doit être expressément autorisée par le Procureur de la République.

(4) Mention de cette autorisation doit être faite au procès-verbal.

ARTICLE 119 (1) a) Lorsqu'un officier de police judiciaire envisage une mesure de garde à vue à l'encontre du suspect, il avertit expressément celui-ci de la suspicion qui pèse sur lui et l'invite à donner toutes explications qu'il juge utiles.

b) Mention de ces formalités est faite au procès-verbal.

SUB-CHAPTER IV
POLICE CUSTODY

SECTION 118 (1) Police custody shall be a measure whereby, for purposes of criminal investigation and the establishment of the truth, a suspect is detained in a judicial police cell, wherein he remains for a limited period available to and under the responsibility of a judicial police officer.

(2) Except in case of a felony or a misdemeanour committed flagrante delicto, and unless strong corroborative evidence exists against him, a person with a known place of abode may not be remanded in police custody.

(3) Save in the cases provided for in paragraphs (1) and (2) above, no person may be remanded in police custody for the purpose of criminal investigation without the written approval of the State Counsel.

(4) Mention of this approval shall be made in the police report.

SECTION 119 (1) (a) Where a judicial police officer intends to remand a suspect in police custody, he shall inform him of the grounds for the suspicion and invite him to give any explanation he deems necessary ;

(b) Mention of these formalities shall be made in the police report.

(2) a) Le délai de la garde à vue ne peut excéder quarante huit(48) heures renouvelable une fois.

b) Sur autorisation écrite du Procureur de la République, ce délai peut , à titre exceptionnel, être renouvelé deux fois.

c) Chaque prorogation doit être motivée.

(3) En tout état de cause, l'audition d'un témoin ne peut seule, justifier une prorogation de garde à vue.

(4) Sauf cas de crime ou de délit flagrant, la mesure de garde à vue ne peut être ordonnée les samedi, dimanche ou jour férié. Toutefois, si elle a commencé un vendredi ou la veille d'un jour férié, elle peut être prorogée dans les conditions précisées à l'alinéa (2).

ARTICLE 120 (1) Nonobstant les dispositions de l'article 119 alinéa (2), le délai de la garde à vue est prorogé, le cas échéant, en fonction de la distance qui sépare le lieu d'arrestation du local de police ou de gendarmerie où elle doit être exécutée.

(2) La prorogation est de 24 heures par 50 kilomètres.

(3) Mention de chaque prorogation est faite au procès-verbal d'arrestation.

(2) (a) The time allowed for remand in custody shall not exceed forty-eight hours, renewable once.

(b) This period may, with the written approval of the State Counsel, be exceptional extended twice.

(c) Reasons shall be given for each extension.

(3) However, the period of remand in police custody shall not be extended solely for the purpose of recording the statement of a witness.

(4) Except in cases of felonies or misdemeanours committed Ifagrante delicto, remand in police custody shall not be ordered on Saturdays, Sundays or public holidays. However, where the remand in police custody has commenced on a Friday or on the eve of a public holiday, it may be extended as provided for in subsection (2).

SECTION 120 (1) Notwithstanding the provisions of section 119 (2), the period of remand in police custody shall be extended, where applicable, having regard to the distance between the place of arrest and the police station or the gendarmerie brigade where such remand has to be effected.

(2) The extension shall be 24 hours for every 50 kilometres.

(3) Mention of this fact shall be made on the report of arrest.

ARTICLE 121 Le délai de la garde à vue court à partir de l'heure à laquelle le suspect se présente ou est conduit dans les locaux du commissariat de police ou de la brigade de gendarmerie. Cette heure est mentionnée dans le registre de main courante et au procès-verbal d'audition.

ARTICLE 122 (1) a) Le suspect doit être immédiatement informé des faits qui lui sont reprochés. Il doit être traité matériellement et moralement avec humanité.

b) Au cours de son audition, un temps raisonnable lui est accordé pour se reposer effectivement.

c) Mention de ce repos doit être portée au procès-verbal.

(2) Le suspect ne sera point soumis à la contrainte physique ou mentale, à la torture, à la violence, à la menace ou à tout autre moyen de pression, à la tromperie, à des manœuvres insidieuses, à des suggestions fallacieuses, interrogatoires prolongés, à l'hypnose, à l'administration des drogues ou à tout autre procédé de nature à compromettre ou à réduire sa liberté d'action ou de décision, à altérer sa mémoire ou son discernement.

(3) La personne gardée à vue peut, à tout moment, recevoir aux heures ouvrables la visite de son avocat et celle d'un membre de sa famille, ou de toute autre personne pouvant suivre son traitement durant la garde à vue.

SECTION 121 The period of police custody shall start to run from the time the suspect presents himself or is brought to the police station or gendarmerie brigade. The time of his arrival at the station shall be mentioned in the station diary and in the police report.

SECTION 122 (1) (a) The suspect shall immediately be informed of the allegations against him, and shall be treated humanely both morally and materially.

(b) He shall be given reasonable time to rest fully in the course of the investigation;

(c) The period of rest shall be mentioned in the police report

(2) The suspect shall not be subjected to any physical or mental constraints, or to torture, violence, threats or any pressure whatsoever, or to deceit, insidious manoeuvres, false proposals, prolonged questioning, hypnosis, the administration of drugs or to any other method which is likely to compromise or limit his freedom of action or decision, or his memory or sense of judgment.

(3) The person on remand may at anytime within the period of detention and during working hours, be visited by his counsel, members of his family, and by any other person following up his treatment while in detention.

(4) L'Etat assure l'alimentation des personnes gardées à vue. Toutefois, ces personnes sont autorisées à recevoir quotidiennement de leur famille ou de leurs amis les moyens nécessaires à leur alimentation et à leur entretien.

(5) Tout manquement, violation ou entrave à l'application des dispositions du présent article expose son auteur à des poursuites judiciaires sans préjudice, le cas échéant, des sanctions disciplinaires.

ARTICLE 123 (1) La personne gardée à vue peut, à tout moment, être examinée par un médecin requis d'office par le Procureur de la République. Le médecin ainsi requis peut être assisté d'un autre choisi par la personne gardée à vue, et aux frais de celle-ci.

(2) Le Procureur de la République peut également requérir cet examen médical à la demande de l'intéressé, de son avocat ou d'un membre de sa famille. Il est procédé audit examen médical dans les vingt-quatre 24 heures de la demande.

(3) A la fin de la garde à vue, il est obligatoirement procédé à l'examen médical du suspect à ses frais et par un médecin de son choix si l'intéressé, son conseil ou un membre de sa famille en fait la demande. Dans tous les cas, il est informé de cette faculté.

(4) Le rapport du praticien requis est versé au dossier de procédure et copie en est remise au suspect. Il peut être contresigné par le médecin choisi, qui, le cas échéant, y formule des observations.

ARTICLE 124 (1) L'officier de police judiciaire mentionne au procès-verbal les motifs de la garde à vue et des repos qui ont séparé les

(4) The State shall be responsible for feeding persons remanded in police custody. However, such persons shall have the right to receive from members of their families or from their friends the means of subsistence and other necessities.

(5) Whoever violates or fails to comply with the provisions of this section or prevents their compliance with, shall be liable to prosecution without prejudice, where necessary, to disciplinary sanctions.

SECTION 123 (1) The person remanded in police custody may, at any moment, be examined by a medical officer appointed by the State Counsel of his own motion. Such medical officer may be assisted by another chosen by the person on remand at his own expense.

(2) The State Counsel may also order such medical examination at the request of the person concerned, his lawyer or a member of his family. Such medical examination shall be carried out within twenty-four hours after the request.

(3) At the end of the police custody, it shall be obligatory to medically examine the suspect at his expense and by a doctor of his choice, on condition that either the suspect himself, his counsel or his family members so request. In all cases he shall be informed of this discretion.

(4) The report of the commissioned medical officer shall be put in the suspect's case file and a copy thereof given to him. It may be counter-signed by the medical officer chosen by the person so remanded who may, where necessary, endorse it with his views.

SECTION 124 (1) The judicial police officer shall mention in his report the reasons for remanding the suspect in police custody, the

interrogatoires, le jour et l'heure à partir desquels il a été soit libéré, soit conduit devant le Procureur de la République.

(2) Les mentions prévues à l'alinéa (1) doivent être visées par le suspect dans les formes prescrites à l'article 90 (3), (4), (5) et (7). En cas de refus, l'officier de police judiciaire en fait mention au procès-verbal.

(3) Les mêmes mentions doivent figurer sur un registre spécial tenu dans tout local de police judiciaire susceptible de recevoir des suspects ; ce registre est soumis au contrôle du Procureur de la République.

(4) L'inobservation des règles édictées au présent article entraîne la nullité des procès-verbaux et des actes subséquents sans préjudice des sanctions disciplinaires contre l'officier de police judiciaire.

ARTICLE 125 (1) Lorsque l'officier de police judiciaire se trouve éloigné du siège du Tribunal, les demandes de prorogation de garde à vue sont faites par voie téléphonique, message-radio, message-porté, télécopie, courrier électronique et tout autre moyen de communication rapide.

(2) La décision du Procureur de la République est donnée par les mêmes voies et, le cas échéant, confirmée par écrit. Elle est immédiatement notifiée au suspect par l'officier de police judiciaire.

length of time within which he was subjected to questioning, the interval of rest during questioning, the day and hour when he was either released or brought before the State Counsel.

(2) The suspect shall sign the said entries and in the manner prescribed in section 90 (3), (4), (5) and (7). Where he refuses to sign, the judicial police officer shall mention that fact in his report.

(3) These entries shall be made in a special register kept in all the judicial police stations where suspects may be remanded. The said register shall be submitted to the State Counsel for inspection and control.

(4) The non-observation of the provisions of this section shall lead to the nullity of the police report as well as all subsequent acts, without prejudice to disciplinary sanctions against the judicial police officer concerned.

SECTION 125 (1) Where by distance the judicial police officer is far from the seat of the court, he may apply for extension of the remand period from the State Counsel by telephone, radio message, hand mail, electronic mail, telecopy or any other means of urgent communication.

(2) The State Counsel shall notify his decision to the judicial police officer by the same means, and where necessary confirm in writing. The judicial police officer shall immediately inform the suspect of the decision.

(3) Si l'officier de police judiciaire ne peut entrer rapidement en communication avec le Procureur de la République, il doit remettre le suspect en liberté avec ou sans caution.

Toutefois, en cas de crime ou de délit flagrant, ou si le suspect n'a pas de résidence connue ou ne peut fournir une des garanties prévues à l'article 246 (g), l'officier de police judiciaire peut, nonobstant les dispositions des articles 119 et 120, proroger la garde à vue pour une durée maximum de huit (8) jours.

(4) Mention de cette prorogation est faite au procès-verbal.

ARTICLE 126 : Lorsque la prorogation de la garde à vue est refusée, les dispositions de l'article 117 alinéa 2 sont applicables.

TITRE III
DU MINISTERE PUBLIC

CHAPITRE I
DES DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 127 (1) Le Ministère Public est indivisible.

Tout acte de procédure accompli par un magistrat d'un Parquet est censé l'être au nom du Parquet tout entier.

(3) If the judicial police officer cannot immediately get in touch with the State Counsel, he shall release the suspect on bail with or without sureties.

Provided that, and notwithstanding the provisions of section 119 and 120, the judicial police officer may, in the case of a felony or misdemeanour committed flagrante delicto or where the suspect does not have a known abode or cannot fulfil one of the conditions provided for in section 246 (g), extend the remand in police custody for a maximum period of eight (8) days.

(4) Mention of this extension shall be made in the police report.

SECTION 126: Where an extension of remand in police custody is refused, the provisions of section 117 (2) shall be applicable..

PART III
THE LEGAL DEPARTMENT

CHAPTER I
COMMON PROVISIONS

SECTION 127 (1) The Legal Department shall be indivisible.

Any judicial act done by any magistrate of the Legal Department shall be presumed to be done in the name of the entire Department.

(2) Le Ministère Public est, suivant les distinctions établies au présent article, constitué de l'ensemble des magistrats du Parquet Général de la Cour Suprême, du Parquet Général de la Cour d'Appel, du Parquet du Tribunal de Grande Instance et du Parquet du Tribunal de Première Instance.

(3) Le Parquet Général près la Cour Suprême comprend le Procureur Général près ladite Cour et l'ensemble des magistrats dudit Parquet. Son ressort territorial est celui de la Cour Suprême.

(4) Le Parquet Général près une Cour d'Appel comprend le Procureur Général près ladite Cour d'Appel et l'ensemble des magistrats dudit Parquet. Son ressort est celui de la Cour d'Appel.

(5) Le Parquet près le Tribunal de Grande Instance comprend le Procureur de la République près ledit tribunal et l'ensemble des magistrats dudit Parquet. Son ressort est celui du Tribunal de Grande Instance.

(6) Le Parquet près le Tribunal de Première Instance comprend le Procureur de la République près ledit tribunal et l'ensemble des magistrats dudit Parquet. Son ressort est celui du Tribunal de Première Instance.

(2) The magistrates of the Legal Department shall, as provided for in this section, comprise the magistrates in the Legal Department of the Supreme Court, the Court of Appeal, the High Court and the Court of First Instance.

(3) The Legal Department of the Supreme Court shall comprise the Procureur General at the said Court and all the magistrates of the said Legal Department. Its jurisdiction shall be that of the Supreme Court.

(4) The Legal Department of the Court of Appeal shall comprise the Procureur General at the said Court and all the magistrates of the said Legal Department. Its jurisdiction shall be that of the Court of Appeal

(5) The Legal Department of the High Court shall comprise the State Counsel and all the magistrates of the said Legal Department. Its jurisdiction shall be that of the High Court.

(6) The Legal Department of the Court of First Instance shall comprise the State Counsel and all the magistrates of the said Legal Department. Its jurisdiction shall be that of the Court of First Instance.

(7) Les magistrats du Parquet Général de la Cour Suprême, du Parquet Général d'une Cour d'Appel, du Parquet d'un Tribunal de Grande Instance et du Parquet d'un Tribunal de Première Instance exercent, sous le contrôle, la direction et la responsabilité du Chef de chaque Parquet, les attributions conférées par la loi au Procureur Général près la Cour Suprême, au Procureur Général près une Cour d'Appel et au Procureur de la République.

ARTICLE 128 (1) Le Ministère Public est partie principale au procès devant toute juridiction répressive. Il doit, à peine de nullité de la décision, être présent à toutes les audiences.

(2) Sous réserve des pouvoirs du Président en matière de police d'audience, le Ministère Public peut intervenir à tout moment lors des débats.

(3) Le Ministère Public est tenu, avant la clôture des débats, de prendre oralement ou par écrit dans chaque affaire, des réquisitions sans que la parole puisse lui être refusée ou retirée.

ARTICLE 129 Le Ministère Public doit être entendu même lorsqu'il ne s'agit plus que de l'examen des intérêts civils.

ARTICLE 130 Le Ministère Public peut soulever l'irrégularité d'un acte de procédure et saisir la juridiction compétente aux fins de l'annuler.

(7) The magistrates of the Legal Department of the Supreme Court, a Court of appeal a High Court and a Court of First Instance shall under the control, direction and authority of the Heads of the said Legal Departments, exercise the powers conferred by the law on the Procureur General at the Supreme Court, the Procureur General at the Court of Appeal and the State Counsel respectively.

SECTION 128 (1) The Legal Department shall be a principal party in a criminal trial before the court and shall always be represented at such trials under pain of rendering the entire proceedings and the decision null and void.

(2) Subject to the powers of the presiding magistrate to maintain order in court, the Legal Department may intervene at any stage of the trial.

(3) The Legal Department shall, at the close of the hearing in every case, address the court or tender written submissions without being denied the right of hearing or stopped when addressing the court.

SECTION 129 The Legal Department shall be heard even when its submissions are based only on the civil claim.

SECTION 130 The Legal Department may raise any procedural irregularity and seize the competent court with a view to annulling the irregular act.

ARTICLE 131 En cas de non-lieu ou d'acquittement, le Ministère Public ne peut être condamné au paiement des frais du procès ou à des dommages-intérêts envers la partie poursuivie.

CHAPITRE II
DES ATTRIBUTIONS DU MINISTERE PUBLIC

SECTION I
**DES ATTRIBUTIONS DU PROCUREUR GENERAL
PRES LA COUR SUPREME**

ARTICLE 132 (1) Le Procureur Général près la Cour Suprême est partie jointe aux pourvois formés par les parties. Il peut d'office soulever des moyens tendant à l'annulation de la décision attaquée.

(2) Il est partie principale lorsque la Cour Suprême est saisie de son pourvoi.

SECTION II
**DES ATTRIBUTIONS DU PROCUREUR GENERAL
PRES LA COUR D'APPEL.**

ARTICLE 133 (1) Le Procureur Général près la Cour d'Appel veille à l'application de la loi pénale dans toute l'étendue du ressort de la Cour d'Appel.

SECTION 131 Where there is a ruling of no case or where there is an acquittal, the Legal Department shall not be made to bear the costs of the proceedings or to pay damages to the party prosecuted.

CHAPTER II
FUNCTIONS OF THE LEGAL DEPARTMENT

SUB CHAPTER I
**FUNCTIONS OF THE PROCUREUR GENERAL
AT THE SUPREME COURT**

SECTION 132 (1) The Procureur General at the Supreme Court shall be a party to appeals lodged by the parties and may of his own motion raise grounds for the annulment of the decision appealed against.

(2) He shall be the principal party in all appeals brought by him before the Supreme Court.

SUB CHAPTER II
**FUNCTIONS OF THE PROCUREUR GENERAL
AT THE COURT OF APPEAL.**

SECTION 133 (1) The Procureur General at the Court of Appeal shall ensure that the criminal law is applied throughout the jurisdiction of the Court of Appeal.

(2) Il a autorité sur tous les magistrats du Ministère Public de son ressort.

(3) Il a, dans l'exercice de ses fonctions, le droit de requérir directement les forces de maintien de l'ordre.

ARTICLE 134 (1) Le Procureur Général près la Cour d'Appel peut prescrire aux magistrats du Ministère Public de son ressort d'enquêter sur les infractions dont il a connaissance, de procéder à un classement sans suite ou d'engager des poursuites.

- (2) Le Procureur Général près la Cour d'Appel :
- a) assure le contrôle des officiers et agents de police judiciaire en service dans le ressort de la Cour d'Appel ;
 - b) adresse semestriellement au Ministre chargé de la Justice un rapport sur leurs activités et leur conduite ;
 - c) peut charger les officiers et agents de police judiciaire de recueillir tous renseignements utiles à la bonne administration de la Justice ;
 - d) apprécie le travail et note chaque officier de police judiciaire en service dans son ressort ;
 - e) transmet ses appréciations et les notes au chef de l'administration d'origine de l'officier de police judiciaire concerné.

(2) He shall have authority over all the magistrates of the Legal Department within his jurisdiction.

(3) He shall, in the exercise of his functions, have the right to call directly on the forces of law and order.

SECTION 134 (1) The Procureur General at the Court of Appeal may instruct the magistrates of the Legal Department within his jurisdiction to investigate offences of which he has knowledge, to close a case file or to institute proceedings.

- (2) The Procureur General at the Court of Appeal:
- (a) shall supervise the activities of the judicial police officers and agents working within the jurisdiction of the Court of Appeal;
 - (b) shall submit half yearly reports to the Minister in charge of Justice on their activities and conduct;
 - (c) may direct them to obtain any information which he deems useful for the proper administration of Justice;
 - (d) shall evaluate the work and give marks to each judicial police officer within his jurisdiction;
 - (e) shall forward his appreciation and the marks given to the judicial police officer concerned, to the head of his service of origin.

SECTION III
DES ATTRIBUTIONS DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

ARTICLE 135 (1) a) Le Procureur de la République est saisi soit par :

- une dénonciation écrite ou orale ;
- une plainte ;
- un procès-verbal établi par une autorité compétente.

b) Il peut également se saisir d'office.

(2) Toute personne ayant connaissance d'une infraction qualifiée crime ou délit, est tenue d'en aviser directement et immédiatement, soit le Procureur de la République, soit tout officier de police judiciaire, ou à défaut, toute autorité administrative de la localité.

(3) L'autorité administrative ainsi informée est tenue de porter cette dénonciation à la connaissance du Procureur de la République ou de l'officier de police judiciaire le plus proche.

(4) a) Lorsqu'une déclaration écrite ou verbale émane de la partie lésée par l'infraction, elle est qualifiée plainte ; elle est qualifiée dénonciation lorsqu'elle émane d'un tiers.

b) Les dénonciations et les plaintes ne sont assujetties à aucune forme et sont dispensées du droit de timbre. Les autorités visées à l'alinéa (2) ne peuvent refuser de les recevoir.

SUB-CHAPTER III
FUNCTIONS OF THE STATE COUNSEL

SECTION 135 (1) (a) Matters shall be brought to the State Council either by way of :

- a written or oral information ;
- a written or oral complaint ; or
- a written report by a competent authority.

(b) He may also be seised of his own motion.

(2) Any person who has knowledge of an offence classified as a felony or misdemeanour shall directly and immediately inform either the State Council or any judicial police officer or in their absence, any administrative authority of the locality.

(3) Any administrative authority so informed shall be bound to bring such information to the knowledge of the nearest State Council or judicial police officer.

(4) (a) When the written or oral report is made by the victim of the offence, it shall be considered as a complaint. If it is made by a third party, it shall be considered as information.

(b) Informations and complaints shall not be subjected to any formalities or fiscal stamps. The authorities referred to in the sub-section (2) shall be bound to receive the information or complaints.

(5) Tout fonctionnaire au sens de l'article 131 du Code Pénal qui, dans l'exercice de ses fonctions, a connaissance d'un crime ou d'un délit, est tenu d'en aviser le Procureur de la République en lui transmettant, le cas échéant, tout procès-verbal ou tout acte y relatif

ARTICLE 136 L'inobservation des dispositions des alinéas 2, 3, 4 et 5 de l'article 135 est passible des peines de l'article 171 du Code Pénal.

ARTICLE 137 (1) Le Procureur de la République dirige et contrôle les diligences des officiers et agents de police judiciaire.

(2) Il peut, à tout moment, se transporter dans les locaux de police ou de gendarmerie pour procéder au contrôle de la garde à vue prévue à l'article 124 (3). Au cours de ce contrôle, les personnes dont il ordonne la libération d'office ou en vertu d'une ordonnance d'habeas corpus, doivent être immédiatement libérées, sous peine de poursuites judiciaires pour détention illégale contre l'officier de police judiciaire responsable du local où s'effectue la garde à vue.

(3) Le Procureur de la République peut, à tout moment, agir aux lieu et place de tout officier de police judiciaire.

(5) Any public servant as defined under section 131 of the Penal Code, who in the exercise of his duties has knowledge of a felony or a misdemeanour, shall be bound to inform the State Counsel and shall forward to him any document relating thereto.

SECTION 136 Failure to comply with the provisions of subsections 2, 3, 4 and 5 of the preceding section shall be punishable under section 171 of the Penal Code.

SECTION 137 (1) The State Counsel shall direct and control the operations of the officers and agents of the judicial police.

(2) He may, at any time, visit the police post or the gendarmerie brigade in order to verify the conditions of persons in custody provided for in section 124 (3). In the course of such control, the persons whose release he orders of his own motion or by virtue of an order of habeas corpus, must immediately be set free, under pain of prosecution for unlawful detention against the judicial police officers in charge of the police post or gendarmerie brigade where the custody takes place.

(3) The State Counsel may, at any time and place, act as a judicial police officer.

ARTICLE 138 (1) Le Procureur de la République a, dans l'exercice de ses fonctions, le droit de requérir directement les forces de maintien de l'ordre.

- (2) a) Il peut, pour l'accomplissement de ses fonctions, requérir également le concours de toute personne susceptible d'aider à la manifestation de la vérité.
- b) La personne requise perçoit une indemnité dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

ARTICLE 139 Le Procureur de la République est destinataire de l'original de tout procès-verbal relatif aux infractions commises dans son ressort et relevant des juridictions de droit commun.

ARTICLE 140 (1) Est compétent, le Procureur de la République :

- a) soit du lieu de commission de l'infraction ;
 b) soit du lieu du domicile du suspect ;
 c) soit du lieu d'arrestation du suspect.

(2) En cas de saisine concurrentielle, la priorité revient au Procureur de la République du lieu de commission de l'infraction.

SECTION 138 (1) The State Counsel shall, in the exercise of his duties, have the right to directly request the use of the forces of law and order.

- (2) (a) He may, in order to accomplish his duties, also request the assistance of any person who is likely to help in the discovery of the truth.
- (b) The person so requested shall receive an allowance as provided for by the regulations in force.

SECTION 139 The original of case files concerning offences committed within his jurisdiction and triable by the ordinary law courts, shall be sent to the State Counsel.

SECTION 140 (1) The competent State Counsel shall be either:

- (a) that of the place of commission of the offence;
 or
 (b) that of the place of residence of the suspect; or
 (c) that of the place of arrest of the suspect.

(2) When more than one State Counsel are seized of the same matter, priority shall be given to the State Counsel in whose jurisdiction the offence was committed.

ARTICLE 141 Le Procureur de la République saisi, dans les conditions prévues aux articles 135, 139 et 140, peut :

- a) transmettre la dénonciation ou la plainte pour enquête à un officier de police judiciaire ;
- b) faire retour des procès-verbaux d'enquête à la police judiciaire pour complément d'enquête ;
- c) décider du classement sans suite d'une affaire et le faire notifier au plaignant; copie de toute décision de classement sans suite est transmise dans le mois au Procureur Général près la Cour d'Appel ;
- d) décider du dépôt aux archives des procès-verbaux concernant les contraventions ayant fait l'objet d'amendes forfaitaires payées.
- e) décider de la poursuite du suspect.

SECTION 141 A State Counsel before whom a criminal matter has been brought under conditions laid down in sections 135, 139 and 140, may:

- (a) refer the information or complaint to a judicial police officer for investigation ;
- (b) return the casefiles to the judicial police for further investigation ;
- (c) decide to close the matter and inform the complainant of his decision. A copy of the decision closing the file shall be forwarded to the Procureur General at the Court of Appeal within a month.
- (d) decide to put in the archives the written reports on simple offences for which fixed fines have been paid.
- (e) decide to institute criminal proceedings against the suspect.

TITRE IV
DE L'INFORMATION JUDICIAIRE.

CHAPITRE I
DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 142 (1) L'information judiciaire est obligatoire en matière de crime, sauf dispositions contraires de la loi.

(2) Elle est facultative en matière de délit et de contravention.

(3) Elle est conduite par le Juge d'Instruction, magistrat du siège.

ARTICLE 143 (1) Sous réserve des dispositions de l'article 157, le Juge d'Instruction ne peut ouvrir une information judiciaire que s'il est saisi par un acte du Procureur de la République.

(2) L'acte par lequel le Procureur de la République saisit le Juge d'Instruction s'appelle réquisitoire introductif d'instance.

ARTICLE 144 (1) Le réquisitoire introductif d'instance est écrit. Il est pris contre une personne dénommée ou non dénommée.

(2) Il contient la qualification pénale des faits reprochés et la mention que l'action publique n'est pas éteinte par l'un des évènements visés à l'article 62.

PART IV
PRELIMINARY INQUIRIES

CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

SECTION 142 (1) Preliminary inquiries shall be obligatory in cases of felonies unless otherwise provided by law.

(2) They shall be discretionary in cases of misdemeanours and simple offences.

(3) They shall be carried out by the Examining Magistrate who shall be a magistrate of the bench.

SECTION 143 (1) Subject to the provisions of section 157 the Examining Magistrate may carry out preliminary inquiries only if the State Counsel, by a judicial act, requests him to do so.

(2) The judicial act by which the State Counsel seises the Examining Magistrate shall be called a holding charge.

SECTION 144 (1) The holding charge preferred by the State Counsel shall be in writing and made against a known or an unknown person.

(2) It shall contain the statement of the offence committed, and mention that prosecution has not been discontinued by virtue of any of the circumstances referred to in section 62.

(3) Il est daté et signé par le Procureur de la République.

ARTICLE 145 (1) Le réquisitoire introductif d'instance est transmis au Juge d'Instruction par l'intermédiaire du Président du Tribunal.

(2) Le Procureur de la République peut, à toute étape de l'information judiciaire, par un acte appelé réquisitoire supplétif, requérir le Juge d'Instruction de faire tous actes qui lui paraissent nécessaires à la manifestation de la vérité, et, spécialement, de procéder à de nouvelles inculpations.

A cet effet, le Procureur de la République se fait communiquer le dossier de la procédure d'information, à charge de le rendre au Juge d'Instruction assorti de son réquisitoire supplétif, dans les quarante-huit (48) heures.

(3) Toutes les fois que le Juge d'Instruction communique le dossier d'information judiciaire au Procureur de la République, il prend un acte appelé ordonnance de soit communiqué. Cet acte est versé dans ce dossier.

(4) Si le Juge d'Instruction n'estime pas devoir procéder aux actes requis par le Procureur de la République, il rend une ordonnance motivée appelée ordonnance de refus de plus ample informé, et notification en est faite au Procureur de la République dans les vingt-quatre (24) heures.

(3) It shall be dated and signed by the State Counsel.

SECTION 145 (1) The holding charge shall be forwarded to the Examining Magistrate through the president of the Court.

(2) The State Counsel may at any stage of the preliminary inquiry, by an act known as an additional holding charge, request the Examining Magistrate to perform any acts which he deems necessary for the discovery of the truth and in particular to prefer new charges.

In this regard, the State Counsel shall ask for the inquiry file and return it to the Examining Magistrate with the additional holding charge within forty-eight (48) hours.

(3) Whenever the Examining Magistrate forwards the file of the inquiry to the State Counsel, he shall, by a ruling, make an order known as a forwarding order which shall be included in the said file.

(4) Where the Examining Magistrate does not deem it necessary to act as required by the State Counsel, he shall, by a ruling, make a reasoned order known as an order of refusal of further inquiry which shall be notified to the State Counsel within twenty-four (24) hours.

ARTICLE 146 (1) Lorsqu'il existe dans un Tribunal plusieurs juges d'instruction, le Président du Tribunal désigne pour chaque affaire soumise à l'information judiciaire, le juge qui en sera chargé.

(2) Le Procureur de la République peut, par requête motivée, et dans l'intérêt d'une bonne administration de la Justice demander au Président du Tribunal le dessaisissement du Juge d'Instruction désigné au profit d'un autre.

(3) L'inculpé ou la partie civile peut également le demander par requête motivée adressée au Président du Tribunal.

(4) Le Président statue dans les cinq (5) jours par ordonnance motivée non susceptible de recours.

(5) En cas d'urgence et pour des actes spécifiques isolés, tout Juge d'Instruction peut, avec l'autorisation du Président, suppléer un autre Juge d'Instruction du même Tribunal pour les accomplir.

ARTICLE 147 Dès réception du réquisitoire introductif d'instance, le Juge d'Instruction est tenu de rendre une ordonnance à fin d'informer.

SECTION 146 (1) Where there are several Examining Magistrates in a court, the President shall for each preliminary inquiry appoint the magistrate who shall be responsible for it.

(2) The State Counsel may, by a reasoned application, request the President of the court to replace the Examining Magistrate in charge of the inquiry with another Examining Magistrate, in the interest of the proper administration of justice.

(3) The defendant or the civil party may also by a reasoned application make such a request to the President of the court.

(4) The President of the court shall within five (5) days determine the issue by a reasoned ruling, which shall not be subject to appeal.

(5) In case of urgency and with respect to specific isolated acts, an Examining Magistrate may, with the authorization of the President of the court, urge another Examining Magistrate of the same court to perform such acts.

SECTION 147 As soon as the holding charge is received, the Examining Magistrate shall be bound to make an order of commencement of the inquiry.

ARTICLE 148 Par dérogation aux dispositions de l'article 147, l'obligation d'informer cesse lorsque le Juge d'Instruction saisi constate que, pour des causes affectant l'action publique, les faits ne peuvent donner lieu à poursuites ou que les faits objet de la poursuite ne constituent pas une infraction pénale ou que le suspect bénéficie d'une immunité.

ARTICLE 149 Le Juge d'Instruction rend une ordonnance de refus d'informer lorsqu'il se trouve en présence d'une des circonstances visées à l'article 148 ou lorsque l'action publique paraît éteinte pour l'une des causes prévues à l'article 62.

ARTICLE 150 (1) Lorsque le Juge d'Instruction décide d'informer, il procède à tous les actes d'information qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité.

(2) Il a pouvoir d'inculper toute personne identifiée ayant pris part à la commission de l'infraction comme auteur, co-auteur ou complice

ARTICLE 151 (1) Le Juge d'Instruction peut procéder ou faire procéder soit par un officier de police judiciaire, soit par toute personne habilitée, à une enquête sur la personnalité, la situation matérielle, familiale ou sociale de l'inculpé.

(2) Les investigations du Juge d'Instruction doivent tendre à la recherche de tous les éléments favorables ou défavorables à l'inculpé.

SECTION 148 Notwithstanding the provisions of the section 147, the obligation to commence the inquiry shall cease when the Examining Magistrate discovers that, for reasons affecting the criminal prosecution itself, the facts cannot legally sustain a prosecution, or the facts do not legally constitute a criminal offence, or that the suspect has immunity.

SECTION 149 The Examining Magistrate shall make an order refusing to carry out the inquiry when he is faced with one of the situations mentioned in section 148 or when the criminal prosecution is considered discontinued for any of the reasons provided for in section 62.

SECTION 150 (1) Where the Examining Magistrate decides to commence an inquiry, he shall carry out all acts he deems necessary for the discovery of the truth.

(2) He shall have powers to prefer a charge against any person he identifies to have taken part in the commission of the offence either as principal offender, co-accused or an accomplice.

SECTION 151 (1) The Examining Magistrate may carry out or cause to be carried out, either by the judicial police officer or by any other authorized person, an inquiry into the antecedents and character of the defendant as well as into his material, family and social situation.

(2) The investigation of the Examining Magistrate shall be directed to the search for ingredients favourable or unfavourable to the defendant.

(3) S'il se trouve dans l'impossibilité de procéder lui-même à tous les actes d'information, il peut donner commission rogatoire aux officiers de police judiciaire afin de leur faire exécuter tous les actes d'information nécessaires dans les conditions et sous les réserves prévues aux articles 191 et suivants

ARTICLE 152 Le Juge d'Instruction ne peut donner commission rogatoire à un officier de police judiciaire pour procéder en son lieu et place aux inculpations, interrogatoires et délivrance des mandats de justice.

ARTICLE 153 (1) Le Juge d'Instruction est assisté d'un greffier.

(2) Le greffier d'instruction est chargé de la dactylographie des actes d'information. Il notifie ou fait signifier aux personnes intéressées tous les actes de procédure soumis à cette formalité.

(3) a) Les notifications ont lieu à personne.

b) A défaut, le greffier procède par lettre recommandée avec accusé de réception.

(3) Where he is unable to carry out all the measures of the inquiry himself, he may give rogatory commission to judicial police officers to carry out all the necessary measures under the conditions and subject to the provisions of section 191 and following.

SECTION 152 The Examining Magistrate shall not give rogatory commission to a judicial police officer to carry out on his behalf, the preferring of a charge against the defendant, interrogation and the issuing of court processes.

SECTION 153 (1) The Examining Magistrate shall be assisted by a registrar.

(2) The registrar of the inquiry shall be responsible for the typing of orders and documents of the inquiry. He shall serve or cause to be served on all interested parties all documents of the proceedings requiring formal notification.

(3) (a) Services shall be effected on the person concerned.

(b) Failing this, the registrar shall forward the process by registered mail with acknowledgment of receipt.

ARTICLE 154 (1) L'information judiciaire est secrète.

(2) Toute personne qui concourt à cette information est tenue au secret professionnel sous peine des sanctions prévues à l'article 310 du Code Pénal. Toutefois, le secret de l'information judiciaire n'est opposable ni au Ministère Public, ni à la défense.

(3) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1er, le Juge d'Instruction peut, s'il l'estime utile à la manifestation de la vérité, effectuer publiquement certaines de ses diligences ou faire donner par le Procureur de la République des communiqués sur certains faits portés à sa connaissance.

(4) Les communiqués du Juge d'Instruction visés à l'alinéa 3 doivent être diffusés sans commentaires par les organes d'information écrite, parlée ou télévisée, sous peine des sanctions pour commentaires tendancieux prévues à l'article 169 du Code Pénal.

ARTICLE 155 (1) La diffusion par quelque moyen que ce soit, de nouvelles, photographies, opinions relatives à une information judiciaire est interdite jusqu'à l'intervention d'une ordonnance de non-lieu ou, en cas de renvoi, à la comparution de l'accusé devant les juridictions de jugement, sous peine des sanctions prévues à l'article 169 du Code Pénal.

(2) Il en est de même de toute expression publique d'une opinion sur la culpabilité de l'accusé.

ARTICLE 156 (1) Toute diffusion portant atteinte, soit à l'honneur, soit

SECTION 154 (1) Preliminary inquiries shall be secret.

(2) Anyone participating in the proceedings shall be bound by professional secrecy subject to the penalties provided for in section 310 of the Penal Code; provided that the secrecy of preliminary inquiries shall neither apply to the Legal Department nor to the defence.

(3) Notwithstanding the provisions of sub-section (1), the Examining Magistrate may, if he considers it necessary for the discovery of the truth, hold some of the proceedings in public or cause the State Counsel to publish some of the facts which have been brought to his knowledge.

(4) Any press release made by an Examining Magistrate, by virtue of sub-section 3 above shall, under pain of the penalties provided for under section 169 of the Penal Code, be published by the media without comments, be they written, spoken or televised.

SECTION 155 (1) Publication by any means whatsoever of news, photographs, opinions concerning any pending preliminary inquiry shall, subject to the penalties provided for in section 169 of the Penal Code, be forbidden until the proceedings are closed by a no-case order or until the accused appears before the trial court.

(2) The same shall apply to any public expression of an opinion on the guilt of the accused.

SECTION 156 (1) Any publication adversely affecting the honour or

à la vie d'une personne protégée dans les conditions prévues à l'article 152 du Code Pénal, est passible des peines prévues à l'article 169 dudit Code.

(2) Les personnes condamnées en application du présent article sont passibles des déchéances de l'article 30 du Code Pénal.

CHAPITRE II
DE LA PLAINTÉ AVEC
CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE.

ARTICLE 157 (1) Toute personne qui se prétend lésée par un crime ou par un délit peut, en portant plainte, se constituer partie civile devant le Juge d'Instruction compétent.

(2) La plainte avec constitution de partie civile met en mouvement l'action publique.

(3) La règle édictée à l'alinéa (1) n'est applicable ni aux contraventions, ni aux infractions dont la poursuite est réservée au seul Ministère Public.

private life of a person by any of the means provided under section 152 of the Penal Code, shall be punishable under section 169 of same.

(2) Any person convicted under this section shall be subject to the forfeitures provided under section 30 of the Penal Code.

CHAPTER II
COMPLAINT WITH A CIVIL CLAIM.

SECTION 157 (1) Any person who alleges that he has suffered injury resulting from a felony or misdemeanour may when lodging a complaint with the competent Examining Magistrate, file a claim for damages.

(2) The complaint in which a victim claims damages shall set the criminal action in motion.

(3) The provisions of sub-section (1) shall not be applicable either to simple offences or to offences, the prosecution of which is solely reserved for the Legal Department.

ARTICLE 158 (1) La personne qui met en mouvement l'action publique conformément à l'article 157 (1) est tenue, à peine d'irrecevabilité, de consigner au greffe du Tribunal de Première Instance compétent la somme présumée suffisante pour le paiement des frais de procédure.

Cette somme est fixée par ordonnance du Juge d'Instruction.

(2) Un supplément de consignation peut être fixé au cours de l'information.

ARTICLE 159 (1) Lorsque le plaignant n'est pas domicilié dans le ressort du Tribunal où se déroule l'information judiciaire, il doit y élire domicile par acte du greffe de ce Tribunal.

(2) A défaut de l'élection de domicile, il ne peut opposer le défaut de notification des actes qui auraient dû lui être notifiés en vertu de la loi.

ARTICLE 160 (1) Dès que la partie civile a versé la consignation visée à l'article 158, le Juge d'Instruction communique la plainte au Procureur de la République pour son réquisitoire.

SECTION 158 (1) The victim who sets the criminal action in motion by virtue of section 157 (1) shall, at the risk of his complaint being inadmissible, deposit at the registry of the Court of First Instance an amount considered sufficient for defraying the costs of the proceedings.

The amount of the deposit shall be fixed by an order of the Examining Magistrate.

(2) An additional deposit may be fixed in the course of the inquiry.

SECTION 159 (1) When the complainant does not reside within the jurisdiction of the court where the preliminary inquiry is held, he shall choose an address for service therein by preparing and depositing a document to that effect at the registry of the said court.

(2) Where he fails to choose his address for service, he shall not be heard to say that he had no knowledge of any documents which he ought to have been served with, as provided for by the law.

SECTION 160 (1) As soon as the civil party has deposited the sum of money provided for in section 158, the Examining Magistrate shall forward the complaint to the State Counsel for his submissions.

(2) Le réquisitoire du Procureur de la République peut tendre :

- a) à l'irrecevabilité de la constitution de partie civile ;
- b) à ce qu'il soit informé contre personne dénommée ou non dénommée.

(3) Le Procureur de la République peut également requérir, si la plainte n'est pas suffisamment motivée ou que les pièces produites ne l'étayent pas suffisamment, que l'individu visé soit entendu comme témoin par le Juge d'Instruction.

ARTICLE 161 Dans le cas où le Juge d'Instruction saisi n'est pas territorialement compétent, il rend, après le réquisitoire du Ministère Public, une ordonnance d'incompétence et renvoie la partie civile à mieux se pourvoir.

ARTICLE 162 Lorsqu'une plainte avec constitution de partie civile aboutit à une ordonnance de non-lieu, l'inculpé peut saisir la juridiction civile pour demander des dommages-intérêts pour constitution de partie civile abusive.

ARTICLE 163 (1) Le Procureur de la République n'est pas lié, dans son réquisitoire, par la qualification donnée aux faits par l'auteur de la plainte avec constitution de partie civile.

(2) Le Juge d'Instruction n'est pas lié par la qualification donnée aux faits dans la plainte ou par le réquisitoire du Procureur de la République.

(2) The submissions of the State Counsel may :

- (a) declare the civil claim inadmissible ;
- (b) order the commencement of an inquiry against a known or unknown person.

(3) The State Counsel may also, in the case of a complaint without sufficient grounds or inadequate justification having regard to the supporting documents, request that the person mentioned in the complaint be heard as a witness by the Examining Magistrate.

SECTION 161 Where the Examining Magistrate seized of the matter is not territorially competent, he shall, after the submissions of the Legal Department, rule on his lack of jurisdiction and shall request the civil party to seek redress elsewhere.

SECTION 162 Where a complaint involving a civil claim results in a no-case ruling, the defendant may bring a civil action for damages against the complainant for malicious prosecution.

SECTION 163 (1) The State Counsel shall, when making his submissions, not be bound by the statement of offence as given by the complainant who files a claim for damages.

(2) The Examining Magistrate shall not be bound by the statement of offence in the complaint or that stated by the State Counsel in his submissions.

CHAPITRE III
DU DEROULEMENT DE L'INFORMATION JUDICIAIRE

ARTICLE 164 (1) L'ordonnance à fin d'informer peut être prise contre une personne dénommée ou non dénommée.

Elle mentionne :

- a) les nom, prénoms et qualité de son auteur ;
- b) la qualification pénale des faits reprochés ;
- c) les nom, prénoms et qualité de la personne poursuivie, lorsque celle-ci est connue ou la mention « X » lorsque la personne poursuivie est inconnue ;
- d) l'énonciation précise des dispositions pénales violées ;
- e) les lieu et date de la commission des faits.

(2) L'ordonnance doit être signée du Juge d'Instruction et revêtue de son sceau.

ARTICLE 165 (1) La procédure d'information judiciaire est écrite. Les actes sont dactylographiés par le greffier sous le contrôle effectif du Juge d'Instruction.

(2) L'information judiciaire donne lieu à l'ouverture d'un dossier.

CHAPTER III
PROCEDURE DURING THE PRELIMINARY INQUIRY

SECTION 164 (1) The order for commencing an inquiry may be made against a known or unknown person.

It shall specify:

- (a) the full name and function of the Examining Magistrate who made it ;
- (b) the statement of the offence committed ;
- (c) the full name and identity of the defendant if he is known, or the sign « X » if he is unknown ;
- (d) a precise statement of the provisions of the law which have been violated;
- (e) the place and date of the commission of the offence.

(2) The order shall be signed and stamped by the Examining Magistrate who made it.

SECTION 165 (1) All proceedings in a preliminary inquiry shall be in writing. Records of the proceedings shall be typed by the registrar under the effective control of the said Examining Magistrate.

(2) A file shall be opened for every preliminary inquiry.

(3) a) Le dossier d'information fait l'objet d'un inventaire détaillé tenu à jour.

b) Toutes les pièces du dossier sont cotées et inventoriées par le greffier d'instruction au fur et à mesure de leur rédaction ou de leur réception.

(4) Toutes les pièces du dossier, y compris l'inventaire, sont établies au moins en double exemplaire, afin de permettre, en cas de recours, la transmission d'un double à la Cour d'Appel.

(5) a) Le Ministère Public peut se faire délivrer, par le greffier d'instruction, copie certifiée conforme de tous les actes de la procédure.

b) Les autres parties peuvent également, à leur requête et contre paiement des frais, se faire délivrer copie de toute pièce de la procédure.

(6) Les copies peuvent être établies à l'aide de tout procédé de reproduction.

ARTICLE 166 (1) Toutes déclarations donnent lieu à la rédaction d'un procès-verbal établi conformément aux dispositions des articles 164 et 165.

(2) Les dispositions des articles 182 à 190 sont applicables.

SECTION I

(3) (a) An up-to-date detailed inventory shall be kept of the inquiry file.

(b) All the documents in the file shall be numbered and listed by the registrar as soon as they are drawn up or received.

(4) All documents in the case file including the inventory shall be drawn up in at least two copies so that in the event of an appeal, a copy shall be forwarded to the Court of Appeal.

(5) (a) The Legal Department may request to be given certified true copies of the record of proceedings by the registrar of the inquiry.

(b) The other parties may also, at their request and upon payment of the required fees, be given copies of any document of the proceedings.

(6) Copies may be made by all means of reproduction.

SECTION 166 (1) Any statement made shall give rise to the drawing up of a report in compliance with the provisions of the sections 164 and 165.

(2) The provisions of sections 182 to 190 shall apply.

SUB-CHAPTER I

DES DROITS DE L'INCULPE

ARTICLE 167 (1) a) Lors de la première comparution devant le Juge d'Instruction, le suspect est, après vérification de son identité, informé des faits qui lui sont reprochés et des dispositions de la loi pénale applicable.

b) Cette information constitue l'inculpation.

(2) L'inculpation est un acte de la compétence exclusive du Juge d'Instruction ; elle ne peut donner lieu à commission rogatoire si ce n'est à un autre Juge d'Instruction.

ARTICLE 168 La qualification donnée aux faits lors de l'enquête de police ne lie pas le Juge d'Instruction.

ARTICLE 169 (1) Lorsque le Juge d'Instruction découvre des faits nouveaux constitutifs d'une autre infraction, il communique le dossier au Procureur de la République en vue d'un réquisitoire supplétif, avant de procéder à l'inculpation complémentaire.

(2) Il peut également modifier l'inculpation lorsque l'information permet de donner aux faits une nouvelle qualification.

(3) Il peut en outre inculper toute personne ayant participé à la commission de l'infraction.

THE RIGHTS OF THE DEFENDANT

SECTION 167 (1) (a) On the first appearance of the suspect, the Examining Magistrate shall, after verifying his identity, inform him of the case against him, and the provisions of the criminal law violated.

(b) Such information shall be known as the charging of the defendant.

(2) The preferring of a charge shall be the exclusive prerogative of the Examining Magistrate, it shall not be the subject of a rogatory commission except to another Examining Magistrate.

SECTION 168 The Examining Magistrate shall not be bound by the statement of offence which the police have given to the facts of the case.

SECTION 169 (1) Where in the course of the inquiry the Examining Magistrate discovers fresh facts which constitute another offence, he shall transmit the case file of the inquiry to the State Counsel for further submission before proceeding to prefer an additional charge or count.

(2) He may also amend the charge where the inquiry permits a new statement of offence to be made on the facts.

(3) He may, in addition, prefer charges against any person who took part in the commission of the offence.

ARTICLE 170 (1) Lors de la première comparution, le Juge d’Instruction informe l’inculpé qu’il se trouve devant un Juge d’Instruction et ne peut plus être entendu par la police ou la gendarmerie sur les mêmes faits, sauf sur commission rogatoire, et que si à l’issue de l’information les charges sont réunies contre lui, il sera renvoyé pour jugement devant la juridiction compétente.

(2) Le Juge d’Instruction avertit en outre l’inculpé que:

- a) il est libre de ne faire aucune déclaration sur-le-champ ;
- b) il peut, à son choix, se défendre seul ou se faire assister d’un ou de plusieurs conseils ;
- c) au cas où il a plusieurs avocats, il doit faire connaître le nom et l’adresse de celui à qui toutes convocations et notifications devront être adressées ;
- d) au cas où il ne peut choisir sur-le-champ un avocat, il peut en constituer un à tout moment jusqu’à la clôture de l’information.

(3) Le Juge d’Instruction avertit l’inculpé enfin qu’il doit :

- a) élire domicile au siège du tribunal pour la notification des actes de procédure ;
- b) informer le Juge d’Instruction de tout changement d’adresse.

SECTION 170 (1) The Examining Magistrate shall inform the defendant during his first appearance that he is now before an Examining Magistrate and may not thereafter be heard by the police or the gendarmerie on the same facts except by rogatory commission and that if the inquiry confirms the charges preferred against him, he shall be committed for trial before the competent court.

(2) The Examining Magistrate shall in addition inform the defendant that:

- (a) he is free to reserve his statement ;
- (b) he has the choice to prepare his defence either without counsel; or with the assistance of one or more counsel;
- (c) where he is represented by more than one counsel, he shall give the name and address of one of them to whom all summonses and other processes shall be addressed;
- (d) where he cannot immediately brief counsel, he shall be free to do so at any time before the close of the inquiry.

(3) The Examining Magistrate shall finally inform the defendant that :

- (a) he shall choose an address within the seat of the court for service of all documents of the inquiry ;
- (b) he shall inform the Examining Magistrate of any change of address.

(4) Si l'inculpé fait sur-le-champ choix d'un ou de plusieurs avocats, le Juge d'Instruction mentionne les nom, prénoms et adresses de ces avocats ainsi que l'adresse de celui d'entre eux à qui seront notifiés les actes de procédure et les convocations.

(5) Si l'inculpé, bien qu'ayant fait choix d'un avocat, manifeste le désir de faire des déclarations immédiatement, et ce, en l'absence de cet avocat, le Juge d'Instruction se borne à les enregistrer, sans lui poser des questions relatives à sa responsabilité pénale.

(6) Le Juge d'Instruction notifie à l'inculpé toute mesure de restriction ou de privation de liberté prise à son encontre.

ARTICLE 171 (1) Si l'avocat de l'inculpé assiste à la première comparution, le Juge d'Instruction n'est pas tenu de lui communiquer le dossier à l'avance.

Toutefois, avant tout interrogatoire et confrontation ultérieure, le Juge d'Instruction est tenu de convoquer le conseil de l'inculpé conformément aux dispositions de l'article 172.

(2) Les déclarations de l'inculpé sont consignées dans le procès-verbal. Les formalités édictées par les articles 183 (1), 185 et 186 sont applicables à l'interrogatoire et à la confrontation de l'inculpé.

(4) Where the defendant immediately briefs one or more counsel, the Examining Magistrate shall state the names and addresses of such counsel as well as the address of the one on whom all documents of the inquiry and summonses shall be served.

(5) Where the defendant who has briefed counsel manifests his intention to make a statement immediately in the absence of his counsel, the Examining Magistrate shall simply record the statement without asking him questions concerning his criminal responsibility.

(6) The Examining Magistrate shall inform the defendant of all measures of restraint or of loss of liberty taken against him.

SECTION 171 (1) Where counsel for the defendant is present during the first appearance, the Examining Magistrate shall not be bound to give the case file of the inquiry to him in advance.

Provided that before any subsequent interrogation or confrontation, the Examining Magistrate shall be bound to summon the counsel of the defendant in accordance with the provisions of section 172.

(2) The statement of the defendant shall be included in the report. The formalities provided for under sections 183 (1), 185 and 186 shall apply to the interrogation and confrontation of the defendant.

ARTICLE 172 (1) L'avocat constitué a le droit d'assister son client chaque fois que celui-ci comparaît devant le Juge d'Instruction.

(2) Il doit être avisé de la date et de l'heure de comparution au moins quarante-huit (48) heures avant le jour de cette comparution si le conseil réside au siège du tribunal, et soixante-douze (72) heures s'il réside hors du siège du tribunal, par tout moyen laissant trace écrite.

(3) Le dossier de procédure est tenu à la disposition de l'avocat au cabinet d'instruction, vingt-quatre (24) heures avant chaque interrogatoire ou confrontation.

(4) Si le conseil convoqué ne se présente pas, il est passé outre et mention du tout est faite au procès-verbal.

(5) Il en est de même lorsque l'inculpé renonce expressément à n'être entendu ou confronté qu'en présence de son conseil.

Cette renonciation ne vaut que pour l'interrogatoire ou la confrontation concernée.

ARTICLE 173 Les dispositions de l'article 172 ci-dessus s'appliquent également au conseil de la partie civile.

SECTION 172 (1) Counsel for the defendant shall have the right to defend his client whenever he appears before the Examining Magistrate.

(2) He shall be notified in writing of the date and time of appearance at least forty-eight (48) hours before the said appearance, if the counsel resides within the seat of the court, and at least seventy-two (72) hours, if he resides outside the seat of the court.

(3) The case file of the inquiry shall be placed at the disposal of the counsel at the chambers of the inquiry twenty-four (24) hours before each interrogation or confrontation.

(4) Where the counsel who has been summoned does not appear, the inquiry shall continue in his absence and these facts shall be mentioned in the report.

(5) The same shall apply when the defendant expressly refuses to be heard or confronted except in the presence of his counsel.

The refusal shall apply only to the interrogation or confrontation in question.

SECTION 173 The provisions of section 172 above shall also apply to the counsel of the civil party.

ARTICLE 174 (1) Les formalités prescrites aux articles 166 et 169 sont mentionnées au procès-verbal de première comparution.

(2) Est nul et non avenu l'interrogatoire de l'inculpé effectué en violation de ces formalités.

(3) Toutefois, les dispositions de l'article 170 alinéas (2) et (5) ne sont pas applicables en cas de crime ou délit flagrant et dans tous les cas d'urgence, notamment lorsqu'il y a risque de disparition des indices importants ou de décès d'un témoin. Le Juge d'Instruction procède dans tous ces cas, dès la première comparution, à l'inculpation et à l'interrogatoire, même contre le gré de l'inculpé. Il peut également procéder aux confrontations utiles. Le procès-verbal doit mentionner les motifs de l'urgence.

ARTICLE 175 (1) L'inculpé est autorisé à poser directement aux témoins, aux autres inculpés et à la partie civile toutes questions qu'il estime utiles. La partie civile a également le droit de poser des questions aux témoins.

Toutefois, au cours de la confrontation, le Juge d'Instruction peut dispenser toute autre partie ou un témoin de répondre à une question qui lui paraît non pertinente, injurieuse ou contraire à l'ordre public.

(2) Les dispositions de l'alinéa 1er s'appliquent également au conseil de l'inculpé et à celui de la partie civile.

SECTION 174 (1) The formalities provided for under sections 166 and 169 shall be included in the report of first appearance.

(2) Any violation of these formalities shall render the interrogation of the defendant null and void.

(3) However, the provisions of section 170 (2) and (5) shall not apply in the case of felony or misdemeanour committed flagrante delicto and in all urgent cases, notably where relevant evidence may disappear or a witness may die. The Examining Magistrate shall in all such cases, from the first appearance of the defendant, proceed to charge and interrogate the defendant even against the latter's wish. He may also proceed to confrontations, which he deems necessary. The report shall mention the reason for the urgency.

SECTION 175 (1) The defendant shall be allowed to directly cross-examine the witnesses, the co-defendants and the civil party. The civil party shall also have the right to cross-examine the witnesses and the other parties.

However, during the confrontation, the Examining Magistrate may stop the witness or any other party from answering any question which he deems irrelevant, injurious or against public policy.

(2) The provisions of the preceding sub-section shall also apply to both the counsel for the defendant and for the civil party.

(3) Quand le Juge d’Instruction dispense une partie ou un témoin de répondre à une question, celle-ci est reproduite au procès-verbal et il y est fait mention des motifs de la dispense.

ARTICLE 176 (1) Le Procureur de la République peut assister aux interrogatoires et confrontations de l’inculpé ainsi qu’aux auditions de la partie civile et des témoins. Il informe le Juge d’Instruction de son intention.

(2) Les dispositions de l’article 175 ci-dessus sont applicables au Procureur de la République.

SECTION II
**DES TRANSPORTS SUR LES LIEUX, DES PERQUISITIONS
ET DES SAISIES.**

ARTICLE 177 (1) Le Juge d’Instruction peut se transporter sur toute l’étendue du ressort territorial de sa juridiction pour effectuer tous les actes d’information utiles à la manifestation de la vérité, et notamment procéder à des perquisitions et à des saisies.

(2) Il peut aussi se transporter hors du ressort territorial de sa juridiction à charge pour lui de prévenir le Procureur de la République compétent.

(3) When the Examining Magistrate exempts any person from answering a question, he shall record the question in the report and state the reasons for the exemption.

SECTION 176 (1) The State Counsel may be present at the interrogations and confrontations of the defendant as well as at the hearing of the civil party and the witnesses. He shall inform the Examining Magistrate of his intention to do so.

(2) The provisions of section 175 above shall be applicable to the State Counsel.

SUB-CHAPTER II
**VISIT TO THE LOCUS IN QUO, SEARCHES
AND SEIZURES**

SECTION 177 (1) The Examining Magistrate may visit any area within his jurisdiction to carry out all measures of investigation necessary for the discovery of the truth, and in particular conduct searches and seizures.

(2) He may also visit areas outside his jurisdiction after having notified the State Counsel of the area concerned.

ARTICLE 178 (1) Les perquisitions ou visites domiciliaires sont effectuées dans tous les lieux où peuvent se trouver des objets utiles à la manifestation de la vérité.

(2) L'erreur sur le lieu, le bien-fondé et l'opportunité de la perquisition ne peuvent servir de fondement à une action en dommages-intérêts.

ARTICLE 179 (1) Lorsque la perquisition a lieu au domicile de l'inculpé, le Juge d'Instruction est tenu de se conformer aux dispositions des articles 92 à 99.

(2) Lorsqu'elle a lieu dans un domicile autre que celui de l'inculpé, le maître des lieux est invité à y assister. S'il n'est pas présent, ou s'il refuse d'assister à la perquisition, celle-ci a lieu en présence de deux de ses parents ou alliés ou de deux témoins.

(3) a) Le Juge d'Instruction prend connaissance des lettres et papiers découverts et décide des objets et documents à saisir.

b) Les dispositions des articles 92 et 93 sont applicables.

(4) Les propriétaires ou détenteurs des documents saisis peuvent en obtenir copies sur leur demande et à leurs frais. Toutefois, le Juge d'Instruction peut rejeter cette demande par ordonnance motivée.

SECTION 178 (1) Searches of or visits to residential premises shall be made wherever they are likely to yield relevant evidence.

(2) Any error as to the place, justification or appropriateness of the search shall not be ground for any claim for damages.

SECTION 179 (1) When the search is conducted in the house of the defendant, the Examining Magistrate shall observe the provisions of sections 92 to 99 of this code.

(2) When a search is conducted on premises other than those of the defendant, the occupant of the premises shall be asked to be present. If he is not present or refuses to be at the search, the search shall take place in the presence of two members of his family or in-laws or two witnesses.

(3) (a) The Examining Magistrate shall read all letters and other documents found on the premises and decide on which articles and documents to seize.

(b) The provisions of sections 92 and 93 of this code shall be observed.

(4) The owners or persons in possession of documents seized may, at their request and expense obtain copies thereof. However the Examining Magistrate may, by a reasoned ruling, refuse their request.

(5) Toute autre personne qui prétend avoir droit sur les objets et documents saisis peut en réclamer la restitution au Juge d’Instruction qui statue après réquisitions du Procureur de la République, par ordonnance non susceptible de recours, notifiée aux parties.

SECTION III **DES TEMOINS**

ARTICLE 180 (1) Le Juge d’Instruction peut convoquer ou faire citer tout témoin dont la déposition lui paraît utile à la manifestation de la vérité.

(2) Les témoignages à charge doivent toujours, sauf cas de force majeure dûment consigné au procès-verbal, donner lieu à confrontation entre le témoin et l’inculpé, même si ce dernier annonce son intention de se taire lors de cette confrontation.

ARTICLE 181 (1) Les témoins sont cités par exploit d’huissier.

(2) Ils peuvent aussi être convoqués par simple lettre ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie administrative.

(3) Ils peuvent également comparaître volontairement.

(5) Any person laying claim to the articles and documents seized may file his claim before the Examining Magistrate who shall, after the submissions of the State Counsel, decide on it by a ruling not subject to appeal and served on the parties.

SUB-CHAPTER III **WITNESSES**

SECTION 180 (1) The Examining Magistrate may summon any person whose testimony may, in his opinion, be relevant.

(2) Except in the case of force majeure, which shall be duly recorded in the report, there shall be confrontation between the witnesses and the defendant, after the witnesses have given evidence for the prosecution, even when the defendant indicates that he shall say nothing during the confrontation.

SECTION 181 (1) Witnesses shall be summoned by a process of the bailiff.

(2) They may also be summoned, by ordinary mail or by registered letter with acknowledgment of receipt or through administrative channels.

(3) They may also appear voluntarily.

ARTICLE 182 Les témoins sont entendus séparément et, autant que possible, en présence de l'inculpé.

ARTICLE 183 (1) a) Lorsqu'un témoin ne s'exprime pas dans l'une des langues officielles comprises du greffier et du Juge d'Instruction, ce dernier fait appel à un interprète.

- b) l'interprète doit être âgé de vingt et un ans révolus.
- c) le greffier, le témoin et les parties ne peuvent assumer les fonctions d'interprète.
- d) l'interprète prête serment de traduire fidèlement les paroles des personnes parlant les langues ou dialectes différents; mention de cette prestation de serment est faite au procès-verbal.

2) a) Hormis le cas où la loi ou la coutume en dispose autrement, le témoin, la tête découverte, la main droite levée et dégantée, prête le serment suivant : « Je jure de dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité ».

- b) ce serment peut, à la demande du témoin, être fait dans les formes et rites non contraires à l'ordre public, en usage dans sa religion ou sa coutume.

SECTION 182 Witnesses shall be heard separately and, as much as possible, in the presence of the defendant.

SECTION 183 (1) (a) Where a witness does not speak one of the official languages which the registrar and Examining Magistrate understand, the latter shall call on the services of an interpreter.

- (b) The interpreter shall not be less than twenty-one (21) years of age.
- (c) The registrar, witnesses and the parties shall not perform the functions of an interpreter.
- (d) The interpreter shall take oath to give a true interpretation of the statement of any person who speaks in a different language or dialect. The fact of his having taken oath shall be mentioned in the record of the proceedings.

(2) (a) Unless otherwise provided for by law or custom, the witness shall, with head uncovered and his bare right hand raised, take the following oath : « I swear to speak the truth the whole truth and nothing but the truth » ;

- (b) The oath may, at the request of the witness, be made in any other form or rites of his religion or custom which are not repugnant to public policy.

- c) lorsqu'un serment a été prêté, aucun motif ne peut être ultérieurement invoqué pour remettre en cause sa validité.

ARTICLE 184 (1) Le Juge d'Instruction demande au témoin ses nom, prénoms, âge, situation de famille, profession, domicile ou résidence.

(2) Il lui demande en outre s'il est domestique, parent ou allié de l'une des parties et, dans l'affirmative, à quel degré.

(3) Il est fait mention de ces questions et réponses au procès-verbal.

ARTICLE 185 (1) a) A la fin de son audition, le témoin est invité par le Juge d'Instruction à relire sa déposition.

- b) Si le témoin ne sait pas lire, lecture lui en est faite par le greffier et, s'il y a lieu, traduction lui en est faite.

(2) Chaque page du procès-verbal est paraphée par le Juge d'Instruction, le greffier, le témoin et, s'il y a lieu, l'interprète requis et l'inculpé en cas de confrontation.

(3) Le procès-verbal est signé par le Juge d'Instruction, le greffier, le témoin s'il persiste en ses déclarations et éventuellement par l'interprète et l'inculpé en cas de confrontation.

- (c) Where an oath has been taken, on no ground shall its validity be subsequently questioned.

SECTION 184 (1) The Examining Magistrate shall ask the witness his full name, age, civil status, profession and place of residence.

(2) He shall also ask him whether he is a servant, a relative or an in-law of one of the parties and to what degree.

(3) The questions and their answers shall be written down in the report.

SECTION 185 (1) (a) After a witness has been heard, he shall be invited by the Examining Magistrate to read over his statement.

- (b) If the witness does not know how to read, the registrar shall read it and, where necessary, have the statement interpreted to him.

(2) Every folio of the record shall be initialled by the Examining Magistrate, the registrar, the witness, the interpreter, if any, and the defendant in case of confrontation.

(3) The report is signed by the Examining Magistrate, the registrar, the witness who maintains his statement, and eventually by the interpreter and the defendant in case of confrontation.

(4) a) Si le témoin ne peut signer, il appose son empreinte digitale.

b) S'il refuse de signer, mention en est faite au procès-verbal.

ARTICLE 186 (1) Les procès-verbaux d'audition des témoins ne doivent comporter aucun interligne.

(2) Les ratures, surcharges et renvois sont approuvés par le Juge d'Instruction, le greffier, le témoin, et, s'il y a lieu, l'interprète requis et l'inculpé en cas de confrontation.

(3) Les ratures, surcharges et renvois non approuvés sont nuls.

ARTICLE 187 Les mineurs de 14 ans sont entendus sans prestation de serment.

ARTICLE 188 (1) Toute personne convoquée pour être entendue comme témoin est tenue de comparaître et de prêter serment avant de déposer.

(2) Si le témoin convoqué ne comparaît pas, le Juge d'Instruction peut décerner contre lui un mandat d'amener sans préjudice des dispositions de l'article 173 du Code Pénal.

(4) (a) Where the witness is unable to sign, he shall thumbprint.

(b) Where he refuses to sign or thumbprint, mention shall be made in the report.

SECTION 186 (1) The written statements of the witnesses shall not have any space for any other entry.

(2) Any cancellation, alteration or inserted omission, shall be endorsed by the Examining Magistrate, the registrar, the witness and, where necessary, the requisitioned interpreter, and the defendant in case of a confrontation.

(3) Failing this, the erasures, insertions or interlineations shall be null and void.

SECTION 187 Children below fourteen (14) years of age shall not give evidence on oath.

SECTION 188 (1) Any person summoned as a witness shall appear and take oath before testifying.

(2) If the witness summoned does not appear, the Examining Magistrate may issue a bench warrant against him without prejudice to the provisions of section 173 of the Penal Code.

ARTICLE 189 Si le témoin est dans l'impossibilité de comparaître, le Juge d'Instruction peut, soit se transporter pour l'entendre, soit délivrer à cette fin commission rogatoire conformément aux dispositions des articles 191 à 196.

ARTICLE 190 Tout témoin a droit à une indemnité fixée conformément à la législation en vigueur.

SECTION IV **DES COMMISSIONS ROGATOIRES**

ARTICLE 191 (1) Le Juge d'Instruction peut donner commission rogatoire à tout autre Juge d'Instruction et sous réserve des dispositions de l'article 152, à tout officier de police judiciaire à l'effet de procéder à tous actes d'information.

(2) Le Juge d'Instruction ou l'officier de police judiciaire commis exerce, dans les limites de la commission rogatoire, tous les pouvoirs du Juge d'Instruction mandant.

(3) En cas d'urgence, la commission rogatoire peut être diffusée par tous les moyens laissant trace écrite; dans ce cas, ils doivent préciser les mentions essentielles de l'original, notamment : l'inculpation, le nom et la qualité du Juge d'Instruction mandant. Copie de la commission rogatoire doit être adressée à l'officier de police judiciaire ou au magistrat commis.

SECTION 189 Where a witness is unable to appear the Examining Magistrate may, either visit him where ever he is and take his statement or give a rogatory commission to another magistrate in accordance with sections 191 to 196.

SECTION 190 Every witness shall be entitled to an allowance in accordance with the regulations in force.

SUB-CHAPTER IV **ROGATORY COMMISSIONS**

SECTION 191 (1) The Examining Magistrate may give a rogatory commission to any other Examining Magistrate and, subject to the provisions of section 152, to a judicial police officer to carry out any acts of the inquiry.

(2) The Examining Magistrate or the judicial police officer commissioned shall, within the limits of the rogatory commission, exercise all the powers of the Examining Magistrate.

(3) In case of urgency the rogatory commission shall be communicated by all means with written proof; in such a case, it shall specify the essential information of the original, namely: the charge, the name and function of the Examining Magistrate granting the rogatory commission. A copy of the rogatory commission shall be sent to the judicial police officer or the commissioned magistrate.

ARTICLE 192 Le magistrat commis peut, sous réserve des dispositions de l'article 152, subdéléguer un officier de police judiciaire pour accomplir à sa place tout ou partie des actes prescrits par la commission rogatoire visée à l'article 191.

ARTICLE 193 (1) La commission rogatoire doit indiquer la nature de l'infraction objet des poursuites. Elle est datée, signée et revêtue du sceau du magistrat qui l'a délivrée.

(2) Elle ne peut prescrire que des actes d'information se rattachant directement à l'infraction objet des poursuites.

ARTICLE 194 Lorsque le Juge d'Instruction mandant prescrit des opérations simultanées sur divers points du territoire, il doit adresser aux magistrats ou aux officiers de police judiciaire chargés de l'exécution, copie ou la reproduction intégrale de la commission rogatoire.

ARTICLE 195 (1) Tout témoin cité pour être entendu au cours de l'exécution d'une commission rogatoire est tenu de comparaître et de prêter serment avant de déposer.

(2) S'il ne comparait pas, l'officier de police judiciaire en avise le Juge d'Instruction territorialement compétent qui peut le contraindre à comparaître en décernant contre lui un mandat d'amener.

SECTION 192 The commissioned magistrate may, subject to the provisions of section 152, in turn delegate a judicial police officer to carry out on his behalf all or part of the acts prescribed by the rogatory commission referred to in the section 191.

SECTION 193 (1) The rogatory commission shall state the nature of the offence which gives rise to prosecution. It shall be dated, signed and stamped by the magistrate who issued it.

(2) It may only order an inquiry into acts having a direct bearing on the offence mentioned in the charge.

SECTION 194 Where the Examining Magistrate granting the rogatory commission requires simultaneous operations in various parts of the territory, he shall forward the copy or a complete reproduction of the rogatory commission to the magistrates or to the judicial police officers responsible for its execution.

SECTION 195 (1) Any witness summoned to be heard during the execution of a rogatory commission shall appear and take oath before testifying.

(2) If he does not appear, the commissioned judicial police officer shall seize the competent Examining Magistrate who shall issue a bench warrant against the witness.

ARTICLE 196 Lorsqu'au cours de l'audition du témoin visé à l'article 195, l'officier de police judiciaire estime que ce témoin est susceptible d'être inculpé comme co-auteur ou complice de l'infraction objet de la commission rogatoire, il peut le placer en garde à vue, dans les formes et délais prévus aux articles 119 à 121. Il est tenu, à l'expiration du délai de garde à vue, de conduire cette personne devant le juge d'instruction dans le ressort duquel se poursuit l'exécution de la commission rogatoire. Après audition de cette personne, ce magistrat peut autoriser, par écrit, la prorogation de la garde à vue de quarante huit (48) heures.

ARTICLE 197 Le Juge d'Instruction mandant fixe le délai dans lequel les actes dressés par le magistrat ou l'officier de police judiciaire commis doivent lui être transmis.

ARTICLE 198 (1) Le Juge d'Instruction peut, par commission rogatoire internationale, faire procéder à toute mesure d'information judiciaire en pays étrangers notamment :

- l'interrogatoire d'un individu inculpé au Cameroun ;
- l'audition d'un témoin ;
- les perquisitions ou les saisies.

SECTION 196 Where in the course of hearing of the witness referred to in section 195, the judicial police officer finds out that the witness is likely to be charged as a co-offender or an accomplice to the offence which is the subject of the rogatory commission, he may remand him in custody in the forms and the duration provided for in sections 119 to 121. At the expiration of the period of remand, he shall be bound to bring such a person before the Examining Magistrate in the jurisdiction in which the rogatory commission is being executed. After such a person has been heard, the said Examining Magistrate may, in writing, extend the detention period for forty-eight (48) hours.

SECTION 197 The Examining Magistrate granting the rogatory commission shall fix the time-limit within which the report made by a magistrate or the judicial police officer commissioned shall be forwarded to him.

SECTION 198. (1) The Examining Magistrate may carry out, by way of an international rogatory commission, all measures of investigation in a foreign country, in particular:

- the questioning of an individual charged in Cameroon;
- the hearing of a witness; and
- searches and seizures.

(2) Il transmet à cet effet la commission rogatoire au Procureur de la République pour acheminement au Ministre chargé de la Justice par la voie hiérarchique, accompagnée d'un rapport circonstancié et des documents essentiels pour son exécution. Après examen, le Ministre chargé de la Justice transmet cette commission rogatoire au Ministre chargé des Relations Extérieures qui la fait suivre par voie diplomatique, le tout, sous réserve des conventions particulières prescrivant la transmission directe des commissions rogatoires entre les autorités judiciaires camerounaises et étrangères.

(3) En cas d'urgence, la commission rogatoire peut faire l'objet de transmission directe entre les autorités judiciaires camerounaises et étrangères. Dans ce cas, copie de cette commission rogatoire portant la mention « duplicata » et l'indication de la date de la transmission directe doit être adressée en même temps ou transmise par le Procureur Général au Ministre chargé de la Justice, qui la fait suivre par voie diplomatique.

ARTICLE 199 Lorsque la présence d'un Juge d'Instruction ou d'un officier de police judiciaire camerounais est nécessaire pour suivre l'exécution en pays étranger d'une commission rogatoire, celui-ci est accrédité par le Gouvernement camerounais auprès du Gouvernement étranger.

ARTICLE 200 Le Ministre chargé de la Justice, saisi par voie diplomatique, peut faire procéder, dans les formes prévues par la législation camerounaise ou toute convention dûment ratifiée et publiée par le Cameroun, à l'exécution des commissions rogatoires émanant des juridictions étrangères ou à la notification d'actes de procédure intéressant ces juridictions.

(2) He shall send the rogatory commission accompanied by a detail report and essential documents for execution, to the State Counsel who shall dispatch it to the Minister in charge of Justice by hierarchical channel. After study, the Minister in charge of Justice shall forward the rogatory commission to the Minister in charge of External Relations who shall dispatch it by diplomatic channels subject to special conventions prescribing the direct transmission of rogatory commissions between the Cameroonian and foreign judicial authorities.

(3) In case of urgency the rogatory commission may be transmitted directly between the Cameroonian and foreign judicial authorities. In such a case, a copy of such rogatory commission bearing the inscription « duplicata » and an indication of the date of direct transmission shall be forwarded at the same time or transmitted by the Procureur General to the Minister in charge of Justice who shall transmit it through diplomatic channels.

SECTION 199 When the presence of a Cameroonian Examining Magistrate or of a Cameroonian judicial police officer is necessary to follow up the execution of a rogatory commission in a foreign country, the Cameroon Government shall accredit him to the foreign Government.

SECTION 200 The Minister in Charge of Justice, if requested by diplomatic means, may, in accordance with the Cameroonian procedure or any international convention duly ratified and published by Cameroon, ensure the execution of a rogatory commission emanating from foreign courts or the service of processes or notices from the said courts.

ARTICLE 201 Les actes d'information prescrits dans les commissions rogatoires sont exécutés conformément aux règles édictées par le présent code.

ARTICLE 202 (1) En cas de subdélégation prévue à l'article 192, l'officier de police judiciaire est tenu, après exécution de la commission rogatoire, de retourner celle-ci au Juge d'Instruction délégué avec toutes les pièces d'exécution. La transmission du dossier à l'autorité judiciaire étrangère s'opère sous réserve des conventions internationales, par le canal du Ministère chargé de la Justice. Si aucun délai n'a été fixé, les procès-verbaux sont transmis dans les dix (10) jours à compter de la fin de la mission.

(2) Le Juge d'Instruction vérifie la régularité des opérations faites et le cas échéant, les reprend ou les fait recommencer.

SECTION V **DE L'EXPERTISE**

ARTICLE 203 (1) Lorsqu'une question d'ordre technique se pose au cours de l'information, le Juge d'Instruction peut, soit d'office, soit à la demande de l'une des parties y compris éventuellement l'assureur de responsabilité, ordonner une expertise et commettre un ou plusieurs experts.

(2) Toute décision de rejet d'une demande d'expertise doit être motivée.

SECTION 201 All activities of the inquiry shall be carried out in accordance with the rules and regulations laid down by this code.

SECTION 202 (1) In the case of sub-delegation as provided for in section 192, the judicial police officer shall, after the execution of the rogatory commission, be bound to return it to the commissioned Examining Magistrate with all the documents of execution. The transmission of the file shall, subject to international conventions signed by Cameroon, be made through the Minister in charge of Justice. Where no time-limit has been fixed, the report shall be forwarded within ten days (10) commencing from the day the inquiry ended.

(2) The Examining Magistrate shall verify the regularity of the above operations and shall, where necessary, re-do or have them re-done.

SUB-CHAPTER V **EXPERT OPINION**

SECTION 203 (1) Where a technical problem arises in the course of the preliminary inquiry, the Examining Magistrate may, of his own motion or on the application of any of the parties including the insurer of liability, where necessary, make an order for expert opinion and appoint one or more experts.

(2) Where the application for expert opinion is not granted, the Examining Magistrate shall give a reasoned decision therefore.

ARTICLE 204 L'expert doit, à peine de nullité de son rapport, prêter serment d'accomplir sa mission en honneur et conscience.

ARTICLE 205 En cas de refus ou d'empêchement d'un expert, le Juge d'Instruction procède à son remplacement par ordonnance motivée.

ARTICLE 206 (1) Les experts sont choisis sur une liste nationale.

(2) Les modalités d'inscription, de radiation des experts et de renouvellement de la liste sont fixées par décret.

ARTICLE 207 Tant qu'il n'est pas radié de la liste, l'expert n'est pas tenu de renouveler son serment chaque fois qu'il est commis.

ARTICLE 208 (1) A titre exceptionnel, le Juge d'Instruction peut, par décision motivée et avec l'accord des parties, choisir des experts ne figurant pas sur la liste nationale.

(2) A peine de nullité de leur rapport, les experts ne figurant pas sur la liste nationale doivent, chaque fois qu'ils sont commis, prêter devant le Juge d'Instruction, le serment prévu à l'article 204. Le procès-verbal de prestation de serment est signé par le Juge d'Instruction et le greffier.

(3) Lorsque l'expert ne peut prêter serment oralement, il le fait par un écrit qui est classé au dossier de la procédure.

SECTION 204 The expert shall, subject to his report being declared null and void, take oath to perform his duties on his honour and in keeping with his conscience.

SECTION 205 Where an expert refuses to give his opinion or has an impediment, the Examining Magistrate shall, by a reasoned ruling, replace him.

SECTION 206 (1) Experts shall be chosen from a national list.

(2) The conditions of enrolment of experts, striking them off the list and revision of the list shall be fixed by decree.

SECTION 207 As long as his name has not been struck off the national list, an expert shall not be required to take oath each time he is commissioned.

SECTION 208 (1) Exceptionally, the Examining Magistrate may, by a reasoned decision and with the consent of the parties, choose experts whose names do not appear on the national list.

(2) The experts, whose names do not appear on the national list, shall take the oath provided for in section 204 before the Examining Magistrate whenever they are commissioned. Failure to do so shall render their report null and void. The report on the oath shall be signed by the Examining Magistrate and the registrar.

(3) Where an expert cannot take the oath-taking ceremony orally, he shall do so by a written document which shall be put in the case file.

ARTICLE 209 Toute décision commettant un expert lui impartit un délai pour remplir sa mission. En cas de nécessité, ce délai peut être prorogé à la requête de l'expert, par ordonnance motivée.

ARTICLE 210 (1) L'expert qui ne dépose pas son rapport dans le délai impartit peut, après une mise en demeure du Juge d'Instruction, être immédiatement remplacé. Dans ce cas, il doit :

- a) rendre compte des investigations auxquelles il a déjà procédé ;
- b) dans les quarante-huit (48) heures de la notification du remplacement, restituer les objets et documents qui lui auraient été confiés, même par les parties, en vue de l'accomplissement de sa mission.

(2) Il peut en outre, à la diligence du Ministère Public, faire l'objet de poursuites judiciaires conformément aux dispositions de l'article 174 du Code Pénal.

ARTICLE 211 (1) L'expert doit remplir sa mission en liaison constante avec le Juge d'Instruction ou le magistrat commis. Il le tient notamment informé du développement de ses investigations afin de lui permettre de prendre, à tout moment, toutes les mesures utiles.

(2) Il n'y a pas violation des droits de la défense lorsqu'une ordonnance du Juge d'Instruction étend la mission de l'expert à des faits nouveaux susceptibles de justifier une inculpation complémentaire.

SECTION 209 Any decision commissioning an expert shall specify the time-limit within which he shall submit his report. In case of necessity, the time-limit may be extended at the request of the expert by a reasoned order of the Examining Magistrate.

SECTION 210 (1) Any expert, who fails to submit his report within the prescribed time-limit may, after a reminder from the competent Examining Magistrate, be immediately replaced. In such a case he shall:

- (a) give an account of the investigation which he has already carried out;
- (b) return, within forty-eight (48) hours from the moment of notification of his replacement, the objects and documents which were entrusted to him for the purpose of the investigation.

(2) He may, in addition, at the instance of the Legal Department, be prosecuted under section 174 of the Penal Code.

SECTION 211 (1) The expert shall carry out his mission in close co-operation with the Examining Magistrate or the commissioned magistrate. He shall, in particular, keep such magistrate informed of the progress of his investigation in order to enable him, at all times, to take any necessary measures.

(2) There shall be no violation of the right of the defence, where an order of the Examining Magistrate extends the mission of the expert to fresh facts likely to justify the preferring of an additional count.

ARTICLE 212 Si l'expert commis demande à être éclairé sur une question qui ne relève pas de sa spécialité, le Juge d'Instruction peut, sur sa proposition, lui adjoindre telle personne spécialement qualifiée. La personne ainsi désignée prête le serment prévu à l'article 204. Elle rédige un rapport qui est annexé à celui de l'expert.

ARTICLE 213 (1) Avant de remettre les scellés à l'expert, le Juge d'Instruction les présente à l'inculpé et recueille, le cas échéant, ses observations.

(2) La remise des scellés à l'expert donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui décrit leur état et, s'il y a lieu, leur contenu.

(3) Le rapport de l'expert fait mention de toute ouverture ou réouverture des scellés et un inventaire en est dressé, s'il y a lieu.

ARTICLE 214 (1) Au cours de l'expertise, les parties peuvent demander au Juge d'Instruction de prescrire à l'expert d'effectuer certaines recherches ou d'entendre toute personne nommément désignée, susceptible de fournir des renseignements d'ordre technique.

(2) Si l'expert estime utile d'entendre l'inculpé, il doit le faire en présence de son avocat, s'il en a un, ainsi que du Juge d'Instruction. Toutefois, le médecin expert chargé d'examiner l'inculpé peut poser à ce dernier des questions nécessaires à l'accomplissement de sa mission, hors la présence de son avocat et du Juge d'Instruction.

SECTION 212 Where the expert so appointed requests clarification on a point which is outside his field of specialization, the Examining Magistrate may, on the proposal of the expert, appoint any person specially qualified to assist him. The person so appointed shall take the oath prescribed in section 204 and his report shall be annexed to that of the expert.

SECTION 213 (1) Before handing over articles under seal to the expert, the Examining Magistrate shall present them to the defendant, and where necessary, record his observation.

(2) A report shall be made of the handing over, stating the state of the seal and where necessary, its content.

(3) The report shall make mention of the broken and unbroken seals as well as contain an inventory thereof.

SECTION 214 (1) In the course of the expert inquiry, the parties may ask the Examining Magistrate to request the expert to carry out certain investigations or hear any person specifically named who is likely to furnish him with information of a technical nature.

(2) If the expert deems it necessary to hear the defendant, he shall do so in the presence of his counsel if he has any, as well as in the presence of the Examining Magistrate. However, a medical officer appointed as an expert to examine a defendant may also ask him questions in the absence of the defendant's counsel and of the Examining Magistrate.

ARTICLE 215 (1) A la fin de sa mission, l'expert dépose son rapport en autant d'exemplaires qu'il y a de parties plus un ; ce rapport contient la description des opérations effectuées et ses conclusions.

(2) Lorsque plusieurs experts ont été commis, ils rédigent un rapport commun ; s'ils sont d'avis différents, chacun y consigne son opinion.

(3) Le rapport et les scellés ou leurs résidus sont déposés entre les mains du greffier d'instruction qui en dresse, sur-le-champ, procès-verbal.

ARTICLE 216 Le Juge d'Instruction notifie le rapport d'expertise aux parties. Il leur fixe un délai pour présenter leurs observations et éventuellement, formuler une demande d'expertise complémentaire ou de contre expertise. En cas de rejet de cette demande, le Juge d'Instruction doit rendre une décision motivée.

ARTICLE 217 L'expert peut être entendu par le Juge d'Instruction en qualité de témoin. Dans ce cas, avant son audition, il prête le serment prévu à l'article 183 (2) a). Il peut, au cours de son audition, consulter son rapport.

CHAPITRE IV
DE LA DETENTION PROVISoire

SECTION 215 (1) The expert shall, at the end of his work, submit his report in as many copies as there are parties plus one extra copy. This report shall contain a description of all activities undertaken by the expert and his findings thereon.

(2) Where there is more than one expert, they shall submit a joint report; if they have different opinions, each of them shall state his separately in the same report.

(3) The report and the exhibits under seal or their remnants shall be handed over to the registrar of the inquiry. The latter shall forthwith prepare a report of the handing over.

SECTION 216 The Examining Magistrate shall serve the parties with copies of the report. He shall fix the time-limit within which they may make their observations on it and, if necessary, make an application for an additional expert report or a counter expert report. Where the application is rejected, the Examining Magistrate shall give a reasoned decision therefore.

SECTION 217 An expert may be heard as a witness before the Examining Magistrate. In this case, before he is heard, he shall take the oath as provided for under section 183 (2) (a). While giving evidence the expert may consult his report.

CHAPTER IV
REMAND IN CUSTODY

ARTICLE 218 (1) La détention provisoire est une mesure exceptionnelle qui ne peut être ordonnée qu'en cas de délit ou de crime. Elle a pour but de préserver l'ordre public, la sécurité des personnes et des biens ou d'assurer la conservation des preuves ainsi que la représentation en justice de l'inculpé.

Toutefois, un inculpé justifiant d'un domicile connu ne peut faire l'objet d'une détention provisoire qu'en cas de crime.

(2) Le Juge d'Instruction peut décerner mandat de détention provisoire à tout moment après l'inculpation, mais avant l'ordonnance de renvoi, pourvu que l'infraction soit passible d'une peine privative de liberté. Il prend de suite une ordonnance motivant sa décision de mise en détention provisoire. Cette ordonnance est notifiée au Procureur de la République et à l'inculpé.

ARTICLE 219 Outre les mentions prévues à l'article 26, le mandat de détention provisoire doit préciser la durée de sa validité conformément aux dispositions de l'article 221.

ARTICLE 220 (1) Le mandat de détention provisoire est établi en un original et une copie.

(2) L'original et la copie sont transmis pour exécution au régisseur de la prison. Celui-ci retourne immédiatement au Juge d'Instruction l'original revêtu de la mention d'écrou et garde la copie dans le dossier pénitentiaire de l'inculpé.

SECTION 218 (1) Remand in custody shall be an exceptional measure which shall not be ordered except in the case of a misdemeanour or a felony. It shall be necessary for the preservation of evidence, the maintenance of public order, protection of life and property, or to ensure the appearance of an accused before the Examining Magistrate or the Court.

Provided that a person with a known place of abode shall not be remanded in custody except in the case of a felony.

(2) The Examining Magistrate, may, at any time after charging the defendant but before the committal order, issue a remand warrant against him; provided that the offence is punishable with loss of liberty. He shall then make a reasoned ruling committing the defendant in custody; the ruling shall be notified to the State Counsel and to the defendant.

SECTION 219 A remand warrant shall, in addition to the requirements contained in section 26, specify the period of its validity in accordance with the provisions of section 221.

SECTION 220 (1) A remand warrant shall be prepared in duplicate.

(2) The original and the copy of the warrant shall be sent for execution to the superintendent of the prison who shall keep the copy in the detainee's file and immediately return the original to the Examining Magistrate with a statement that it has been executed.

ARTICLE 221 (1) La durée de la détention provisoire est fixée par le Juge d’Instruction dans le mandat. Elle ne peut excéder six (6) mois. Toutefois, elle peut être prorogée par ordonnance motivée, au plus pour six (6) mois en cas de crime et deux (2) mois en cas de délit.

(2) A l’expiration du délai de validité du mandat de détention provisoire, le Juge d’Instruction doit, sous peine de poursuites disciplinaires, ordonner immédiatement la mise en liberté de l’inculpé, à moins qu’il ne soit détenu pour autre cause.

CHAPITRE V **DE LA MISE EN LIBERTE**

SECTION I **DE LA MISE EN LIBERTE SANS CAUTION**

ARTICLE 222 (1) Le Juge d’Instruction peut, à tout moment et jusqu’à la clôture de l’information judiciaire, d’office, donner mainlevée du mandat de détention provisoire.

(2) Lorsqu’elle n’est pas de droit ou lorsqu’elle n’est pas donnée d’office, la mise en liberté peut, sur la demande de l’inculpé et après réquisitions du Procureur de la République, être ordonnée par le Juge d’Instruction, si l’inculpé souscrit l’engagement de déférer aux convocations de celui-ci et de le tenir informé de ses déplacements.

SECTION 221 (1) The Examining Magistrate shall specify the period of remand in custody in the remand warrant. It shall not exceed six (6) months. However, such period may, by reasoned ruling of the Examining Magistrate be extended for at most six (6) months in the case of a felony and two (2) months in the case of a misdemeanor.

(2) Upon expiry of the period of validity of the warrant, the Examining Magistrate shall, under pain of disciplinary action against him, order the immediate release on bail of the defendant, unless he is detained for other reasons.

CHAPTER V **BAIL**

SUB-CHAPTER I **UNCONDITIONAL BAIL**

SECTION 222 (1) The Examining Magistrate may, at any time before the close of the preliminary inquiry, and of his own motion, withdraw the remand warrant and grant bail.

(2) Where bail is not granted as of right, or by the Examining Magistrate of his own motion, it may be granted on the application of the defendant or his counsel and after the submission of the State Counsel, when the defendant enters into a recognizance to appear before the Examining Magistrate whenever convened and undertakes to inform the latter of his movements.

ARTICLE 223 (1) L'acte de retrait du mandat de détention provisoire est appelé « ordonnance de mise en liberté ».

(2) L'acte de rejet de la demande de mise en liberté est dit « ordonnance de rejet ».

(3) Après la mise en liberté, et si des circonstances nouvelles rendent la détention nécessaire, le Juge d'Instruction peut décerner un nouveau mandat de détention provisoire.

SECTION II **DE LA MISE EN LIBERTE SOUS CAUTION**

ARTICLE 224 (1) Toute personne légalement détenue à titre provisoire peut bénéficier de la mise en liberté moyennant une des garanties visées à l'article 246 (g) et destinées à assurer notamment sa représentation devant un officier de police judiciaire ou une autorité judiciaire compétente.

(2) Toutefois, les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux personnes poursuivies pour crime passible de l'emprisonnement à vie ou de la peine de mort.

ARTICLE 225 La demande de mise en liberté sous caution est adressée, selon les cas, à l'officier de police judiciaire, au Procureur de la République, au Juge d'Instruction ou à la juridiction de jugement.

ARTICLE 226 Lorsque le requérant présente plusieurs garants pour obtenir sa mise en liberté, ceux-ci peuvent prendre leurs engagements séparément.

ARTICLE 227 La décision de mise en liberté sous caution peut être rapportée par la juridiction saisie, soit d'office, soit à la requête du

SECTION 223 (1) The ruling withdrawing a remand warrant shall be known as an « order of bail ».

(2) The ruling refusing an application for release on bail shall be known as « a refusal order ».

(3) Where new facts require remand in custody, after bail has been granted, the Examining Magistrate may issue a new remand warrant.

SUB-CHAPTER II **CONDITIONAL BAIL**

SECTION 224 (1) Any person lawfully remanded in custody may be granted bail on condition that he fulfils one of the conditions referred to in section 246 (g), in particular to ensure his appearance either before the judicial police or any judicial authority.

(2) The provisions of sub-section (1) above shall not apply to persons charged with felonies punishable with life imprisonment or death.

SECTION 225 Application for bail may be made, as the case may be, to the judicial police officer, to the State Counsel, to the Examining Magistrate or to the court seised of the matter.

SECTION 226 When the applicant presents several sureties for bail, the recognizance entered into by them may be taken separately.

SECTION 227 Bail may be cancelled on the application of the Legal Department or the civil party or, of its own motion, by the court

Ministère Public ou de la partie civile.

ARTICLE 228 (1) Le garant est responsable de la comparution de la personne libérée.

(2) Lorsque cette dernière ne comparait pas, l'autorité compétente ordonne son arrestation et met le garant en demeure de la représenter.

(3) A défaut de représentation, le garant est astreint à payer la caution fixée dans l'acte d'engagement sous peine d'y être contraint par corps conformément aux dispositions des articles 563 et suivants. Toutefois, le garant est exonéré de sa responsabilité s'il prouve que la non-comparution est due à un cas de force majeure.

ARTICLE 229 Le garant peut, à tout moment, retirer sa caution.

Dans ce cas, il est tenu de présenter le mis en cause à l'autorité compétente ; celle-ci lui donne acte du retrait de sa garantie et informe le mis en cause qu'il peut demeurer en liberté s'il présente un autre garant ou s'il verse un cautionnement.

ARTICLE 230 Lorsque l'autorité ayant accordé la liberté sous caution est informée par un garant que le mis en cause cherche à se soustraire à l'obligation de représentation, elle ordonne son arrestation et son maintien en détention à moins qu'il ne fournisse une autre garantie.

seised of the matter.

SECTION 228 (1) The surety shall be responsible for the appearance of the person released on bail.

(2) In case of non-appearance of the person released on bail, the competent authority shall order his arrest and shall summon the surety to produce him.

(3) Failing such production, the surety shall forfeit the sum of money mentioned in the recognizance, subject to being imprisoned in default of payment in accordance with the provisions of section 563 and following. However, a surety shall be discharged of his obligation if he proves that the non-appearance of the defendant was due to force majeure.

SECTION 229 The surety may at any time withdraw his recognizance.

In such a case, he shall be required to produce the person on bail before the competent authority who shall take note of the withdrawal and shall inform the person that he may remain on bail if he provides another surety or security.

SECTION 230 Where the authority who granted the bail is informed by a surety that the person on bail is trying to evade his obligation to appear before the court, such authority shall order his arrest and remand him in custody unless he provides another surety.

ARTICLE 231 Toute personne mise en liberté sous caution est considérée comme légalement privée de sa liberté au sens des dispositions de l'article 193 du Code Pénal.

ARTICLE 232 (1) Lorsque la personne mise en liberté est astreinte à un cautionnement, celui-ci garantit :

- a) sa représentation en justice;
- b) le cas échéant, le remboursement des frais engagés par la partie civile, le paiement des dommages-intérêts, des amendes et des frais de justice.

(2) Le cautionnement est remboursé en cas de représentation, de non-lieu, de mainlevée ou de cessation de la mesure de surveillance judiciaire.

(3) Le remboursement du cautionnement est ordonné par l'autorité judiciaire compétente.

ARTICLE 233 Lorsque la personne mise en liberté a fourni une ou plusieurs cautions pour garantir sa représentation en justice, les obligations prévues aux articles 228 à 232 leur sont applicables.

ARTICLE 234 En cas de fuite, le cautionnement est acquis au Trésor Public, sans préjudice des droits de la partie civile.

ARTICLE 235 Le remboursement du cautionnement consigné pendant la garde à vue est ordonné par le parquet compétent.

SECTION 231 Any person who is on bail shall be considered as being in lawful custody having regard to the provisions of section 193 of the Penal Code.

SECTION 232 (1) Where a person granted bail is required to deposit a security, it shall guarantee :

- (a) his appearance before any competent judicial authority;
- (b) where necessary, the reimbursement of costs incurred by the civil party, the payment of damages, fines and costs.

(2) The security deposited shall be reimbursed in the event of appearance, a no case ruling, withdrawal or at the end of judicial supervision.

(3) Reimbursement shall be ordered by the competent judicial authority.

SECTION 233 Where a person granted bail provides one or more sureties to guarantee his appearance before any judicial authority, the obligations contained in sections 228 to 232 shall apply.

SECTION 234 When the person jumps bail, the security deposited at the Public Treasury shall, without prejudice to the rights of the civil party, be forfeited.

SECTION 235 The reimbursement of the security deposited at the treasury during remand in police custody shall be ordered by the competent Legal Department.

CHAPITRE VI
DE L'INDEMNISATION EN RAISON D'UNE DETENTION
PROVISOIRE OU D'UNE GARDE A VUE ABUSIVE.

ARTICLE 236 (1) Toute personne ayant fait l'objet d'une garde à vue ou d'une détention provisoire abusive peut, lorsque la procédure aboutit à une décision de non-lieu ou d'acquiescement devenue irrévocable, obtenir une indemnité si elle établit qu'elle a subi du fait de sa détention un préjudice actuel d'une gravité particulière.

(2) Constitue une garde à vue ou une détention provisoire abusive au sens de l'alinéa 1 ci-dessus :

- a) la violation par l'officier de police judiciaire des dispositions des articles 119 à 126 du présent Code ;
- b) la violation par le Procureur de la République ou le Juge d'Instruction, des dispositions des articles 218 à 235, 258 et 262 du présent Code.

(3) L'indemnité est à la charge de l'Etat qui peut exercer une action récursoire contre son agent fautif.

ARTICLE 237 (1) L'indemnité prévue à l'article précédent est allouée par décision d'une Commission qui statue en premier ressort.

CHAPTER VI
COMPENSATION FOR
ILLEGAL DETENTION

SECTION 236 (1) Any person who has been illegally detained may, when the proceedings end in a no-case ruling or an acquittal which has become final, obtain compensation if he proves that he has actually suffered injury of a particularly serious nature as a result of such detention.

(2) Illegal detention within the context in subsection (1) above shall mean:

- (a) detention by the judicial police officer in disrespect of the provisions of sections 119 to 126 of this Code;
- (b) detention by the State Counsel or the Examining Magistrate in disrespect of the provisions of sections 218 to 235, 258 and 262 of this Code.

(3) The compensation shall be paid by the State which may recover same from the judicial police officer, the State Counsel or the Examining Magistrate at fault.

SECTION 237 (1) The compensation provided for under section 236 is awarded at first instance by the decision of a commission.

(2) Lorsqu'elle statue sur les demandes dirigées contre les magistrats, la Commission est composée ainsi qu'il suit :

Président : un Conseiller à la Cour Suprême.

Membres :

- deux magistrats de la Cour d'Appel ;
- un représentant de l'autorité chargée du Contrôle Supérieur de l'Etat ;
- un représentant de l'administration en charge de la Fonction Publique ;
- un représentant de l'administration en charge des Finances Publiques ;
- un député désigné par le Bureau de l'Assemblée Nationale ;
- le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats ou son représentant.

(3) Lorsqu'elle statue sur les demandes dirigées contre les officiers de police judiciaire, la Commission comprend, outre les personnalités désignées à l'alinéa 2 ci-dessus, des représentants des administrations en charge de la Police Judiciaire (Sûreté Nationale et Gendarmerie) à raison d'un représentant par administration.

(4) Chaque administration désigne un représentant titulaire et un représentant suppléant.

(5) Les membres titulaires et les suppléants sont désignés pour trois (3) années judiciaires. Ceux provenant des institutions et administrations publiques doivent avoir au moins rang de directeur de l'administration centrale.

(2) When the action is against a magistrate, the Commission shall be composed as follows:

President : A judge of the Supreme Court.

Members :

- two Court of Appeal magistrates;
- a representative of the Ministry in charge of Higher State Control ;
- a representative of the Ministry in charge of the Public Service;
- a representative of the Ministry in charge of Finance ;
- a member of parliament designated by the Bureau of the National Assembly;
- the President of the Bar Council or his representative.

(3) When the action is against a judicial police officer, the Commission shall, in addition to the above, include a representative of the Department in charge of National Security or the Gendarmerie, as the case may be.

(4) Each substantive member shall be designated with an alternate member.

(5) The substantive and alternate members shall be designated for three (3) judicial years. Those from Government Departments and Institutions shall have at least the rank of director of the central administration.

(6) La Commission est saisie par voie de requête, dans les six (6) mois de la cessation de la garde à vue, de la décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement devenue définitive. La procédure à suivre est celle applicable devant la Chambre Judiciaire de la Cour Suprême.

(7) Les débats ont lieu et la décision est rendue en Chambre du Conseil.

(8) La Commission statue par décision motivée susceptible d'appel devant la Chambre Judiciaire de la Cour Suprême. Cette décision est assimilée à un jugement civil.

(9) Les délais d'appel sont ceux prévus pour le pourvoi en matière civile.

(10) Les fonctions de Ministère Public sont exercées par le Parquet Général près la Cour Suprême.

(11) L'arrêt de la Chambre Judiciaire de la Cour Suprême statuant en appel n'est susceptible d'aucun recours.

(6) The Commission shall be seised of the matter by application within six (6) months from the date of the end of the illegal detention or from the date when the no case ruling or acquittal decision becomes final. The procedure to be followed shall be that applicable before the Judicial Bench of the Supreme Court.

(7) The proceedings shall be in camera.

(8) The Commission shall deliver a reasoned decision, subject to appeal before the Judicial Division of the Supreme Court. The decision is considered a civil judgment.

(9) The time-limits for appeal are those provided for in civil appeals to the Supreme Court.

(10) The functions of the Legal Department are performed by the Legal Department of the Supreme Court.

(11) The judgment of the Judicial Division of the Supreme Court on appeal shall be final.

CHAPITRE VII
DES VISITES ET DES CORRESPONDANCES

ARTICLE 238 (1) En cas de détention provisoire, les conjoints, ascendants, descendants, collatéraux, alliés et amis de l'inculpé ont un droit de visite qui s'exerce suivant les horaires fixés par l'administration pénitentiaire, sur avis conforme du Procureur de la République.

(2) Un permis permanent de visite peut être délivré aux personnes énumérées ci-dessus par le Juge d'Instruction qui peut, à tout moment, le retirer. Il cesse d'être valable à la clôture de l'information.

ARTICLE 239 (1) L'inculpé détenu peut, sauf prescriptions contraires du Juge d'Instruction, correspondre sans restriction avec toute personne de son choix.

(2) Ces correspondances sont soumises à la lecture du régisseur de la prison.

ARTICLE 240 (1) Les visites d'un conseil à son client détenu ne peuvent avoir lieu qu'entre six (6) heures et dix-huit (18) heures.

(2) Toute visite en dehors des heures spécifiées à l'alinéa (1) est subordonnée à l'autorisation écrite du Juge d'Instruction.

CHAPTER VII
VISITS AND CORRESPONDENCES

SECTION 238 (1) In case of remand, the right to visit shall be accorded to spouses, ascendants, descendants, collaborators, in-laws and friends of the defendant during the hours fixed by the prison authorities in agreement with the State Counsel.

(2) A permanent visiting permit may be issued to any of the above mentioned persons by the Examining Magistrate who may at any time withdraw it. It shall cease to be valid at the close of the preliminary inquiry.

SECTION 239 (1) A remanded defendant may, subject to contrary instructions given by the Examining Magistrate, correspond without restriction with any person of his choice.

(2) Such correspondence shall be read by the Superintendent of the Prison.

SECTION 240 (1) Counsel shall visit his client, in detention only between the hours of six (6) am and six (6) pm.

(2) All visits outside the hours specified in subsection (1) shall be subject to the written authorization of the Examining Magistrate.

ARTICLE 241 (1) Avant d'être mises en contact avec l'inculpé, les personnes visées à l'article 238 peuvent être préalablement soumises à une fouille aux fins d'éviter qu'elles n'introduisent en prison une arme ou tout autre objet dont la présence ou l'usage est susceptible de troubler l'ordre public ou de faciliter une évasion.

(2) La fouille est effectuée avec dignité au bureau du régisseur de la prison par une personne de même sexe et hors la présence d'une tierce personne.

(3) Après la fouille, la personne est immédiatement introduite auprès de l'inculpé dans une pièce réservée à cet effet.

ARTICLE 242 (1) Les dispositions de l'article 239 (2) ne sont pas applicables aux correspondances échangées entre l'inculpé et son conseil ou entre l'inculpé et l'autorité judiciaire.

(2) Aucune information obtenue en violation des dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus ne peut être retenue comme preuve contre l'inculpé.

ARTICLE 243 L'ouverture des correspondances aux fins de lecture telle que prévue à l'article 239 (2) a lieu en présence de l'inculpé.

ARTICLE 244 (1) a) Sous réserve des dispositions de l'article 242, le Juge d'Instruction peut, par ordonnance, prescrire au régisseur de la prison de lui communiquer tout ou partie des correspondances reçues ou envoyées par l'inculpé.

SECTION 241 (1) Before any person referred to under section 238 visits the defendant, he may first be searched in order to avoid the bringing into the prison of any weapon or object which is likely to disturb public order or to facilitate the escape of the defendant.

(2) The search shall be carried out in the office of the Superintendent of the prison in a respectful manner by a person of the same sex and in the absence of a third party.

(3) After the search, he shall be immediately taken to meet the defendant in a room reserved for that purpose.

SECTION 242 (1) The provisions of section 239 (2) are not applicable to correspondences between the defendant and his counsel or those between the defendant and the judicial authorities.

(2) Any information got in violation of subsection (1) above cannot be used against the defendant.

SECTION 243 The opening of correspondences for the purpose of their being read as provided for under section 239 (2) shall be carried out in the presence of the defendant.

SECTION 244 (1) (a) The Examining Magistrate may, subject to the provisions of section 242 above, by a ruling, direct the superintendent of the prison to send him all or part of the correspondence received or sent by a defendant with the exception of those between the latter and his counsel.

- b) Les correspondances ainsi communiquées sont, après examen et, le cas échéant, reproduction, remises ou expédiées sans délai à leur destinataire, à moins que le Juge d’Instruction ne procède à leur saisie, auquel cas l’inculpé doit en être avisé.

(2) Le Juge d’Instruction peut prescrire à tout moment au régisseur de la prison d’interdire toute visite ou communication de l’inculpé avec ses co-détenus pendant une période de six (6) jours renouvelable une fois. L’ordonnance prescrivant cette mesure est notifiée à l’inculpé et au Procureur de la République. Elle n’est susceptible d’aucun recours.

(3) L’interdiction de communiquer prévue à l’alinéa (2) ci-dessus ne s’applique, ni au Procureur de la République, ni au conseil de l’inculpé.

ARTICLE 245 (1) Sous les mêmes réserves qu’à l’article 244 (1) ci-dessus, le Juge d’Instruction peut, par ordonnance, prescrire au receveur des postes et télécommunications de lui communiquer tout ou partie des correspondances reçues ou envoyées par l’inculpé laissé en liberté avec ou sans caution, ou placé sous le régime de la surveillance judiciaire.

(2) Les dispositions de l’article 242 sont applicables.

- (b) Any correspondence thus sent shall after censorship and reproduction, where necessary, be handed over to their addressees without delay unless the Examining Magistrate decides to seize it, in which case the defendant shall be informed thereof.

(2) The Examining Magistrate may at any time direct the superintendent of the prison to prohibit any visit or communication between the defendant and his co-detainees or his visitors, for a period of six (6) days renewable once. The ruling prescribing such a measure shall be notified to the defendant and the State Counsel. It shall not be subject to any appeal.

(3) The prohibition to communicate prescribed in sub-section (2) above shall apply neither to the State Counsel, nor to the counsel for the defendant.

SECTION 245 (1) Subject to the provisions of section 244 (1), the Examining Magistrate may, by a ruling, direct the post-master to send to him all or part of the correspondences addressed to or sent by the defendant who is released with or without surety or placed under judicial supervision.

(2) The provisions of section 242 shall be applicable.

(3) La mesure prévue à l'alinéa (1) du présent article peut être rapportée par le Juge d'Instruction. Elle prend fin à la clôture de l'information. Notification de cette cessation est donnée aux autorités chargées de son exécution.

(4) a) Le Juge d'Instruction peut, lorsque les nécessités de l'information l'exigent, prescrire l'interception, l'enregistrement et la transcription de correspondances émises par voie de télécommunications. Ces opérations sont effectuées sous son autorité et son contrôle.

b) La décision d'interception :

- est écrite ;
- n'a pas de caractère juridictionnel et n'est susceptible d'aucun recours ;
- doit comporter tous les éléments d'identification de la liaison à intercepter, l'infraction qui motive le recours à cette mesure, ainsi que la durée de celle-ci.

c) La décision est prise pour une durée maximum de quatre (4) mois et ne peut être renouvelée que dans les mêmes conditions de forme et de durée.

(3) The measure provided for in subsection (1) above may be revoked by the Examining Magistrate. It shall cease to have effect at the close of the preliminary inquiry. The authorities charged with the enforcement of the measure shall be informed of its termination.

(4) (a) The Examining Magistrate may, where the inquiry so demands, order the interception, recording and transcription of correspondences sent by means of telecommunication. These operations are done under his authority and control.

(b) The interception decision:

- shall be in writing;
- shall not have a judicial character and shall not be subject to appeal;
- shall contain all the elements for the identification of the means of communication to be intercepted, the offence which has led to this measure as well as its duration.

(c) The decision shall be taken for a maximum period of four (4) months, and may be renewed only under the same formalities and duration.

- d) Le Juge d'Instruction ou l'officier de police judiciaire commis par lui peut requérir tout agent qualifié d'un service ou organisme placé sous l'autorité ou la tutelle du Ministre chargé des Télécommunications ou tout agent qualifié d'un exploitant de réseau ou fournisseur de services de télécommunications autorisé, en vue de procéder à l'installation d'un dispositif d'interception.
- e) Le Juge d'Instruction ou l'officier de police judiciaire commis par lui transcrit la correspondance utile à la manifestation de la vérité. Il en est dressé procès-verbal. Cette transcription est versée au dossier.

Les correspondances en langues nationales ou étrangères sont transcrites en français ou en anglais avec, s'il y a lieu, l'assistance d'un interprète requis à cette fin.

- f) Le Juge d'Instruction ou l'officier de police judiciaire commis par lui dresse procès-verbal de chacune des opérations d'interception et d'enregistrement ; ce procès-verbal doit mentionner la date et l'heure auxquelles l'opération a commencé et celles auxquelles elle s'est terminée. Les enregistrements sont placés sous scellé fermé.

- (d) The Examining Magistrate or the judicial police officer commissioned by him, may order the installation of an interceptive device by any qualified agent of a service or institution placed under the authority or supervision of the Minister in charge of Telecommunications or any qualified agent of the operator of a telecommunication network or a provider of authorized telecommunication services.
- (e) The Examining Magistrate or the judicial police officer commissioned by him, shall transcribe the correspondence relevant to the case, and shall make a report thereof. The transcription is put in the case file.

Correspondences in national or foreign languages shall be transcribed in English or French with the assistance of a translator requisitioned for that purpose.

- (f) The Examining Magistrate or the judicial police officer commissioned by him shall make a report of each of the operations of the interception and recording; the report shall state the date and hour that the operation started and ended. The recordings shall be kept under seal.

- g) Les enregistrements sont détruits, à la diligence du Procureur de la République ou du Procureur Général, à l'expiration du délai de prescription de l'action publique. Il est dressé procès-verbal de l'opération de destruction.
- h) Aucune interception ne peut avoir lieu sur une ligne dépendant du cabinet d'un avocat ou de son domicile sans que le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats en soit informé par le Juge d'Instruction.
- i) Aucune interception ne peut avoir lieu sur la ligne téléphonique d'un membre d'une institution publique constitutionnelle jouissant de l'immunité.

(5) Les formalités prévues par le présent article sont prescrites à peine de nullité.

(6) Les prises de vue dans les lieux privés obéissent aux mêmes règles.

- (g) The recordings shall be destroyed at the instance of the State Counsel or the Procureur General on the expiry of the prescription period for the criminal action. A report of the destruction shall be drawn up.
- (h) Unless the President of the Bar Council is informed by the Examining Magistrate, no interception can be effected on the telephone lines of a barrister's office or residence.
- (i) No interception can be effected on the telephone lines of members of a public institution provided for by the Constitution and benefiting from immunity from prosecution.

(5) Any action taken in violation of the provisions of this section shall be null and void.

(6) The taking of photographs in private places shall be subject to the same formalities.

CHAPITRE VIII
DE LA SURVEILLANCE JUDICIAIRE

ARTICLE 246 Le Juge d’Instruction peut, par ordonnance, soumettre l’inculpé à des mesures de surveillance judiciaire ou substituer de telles mesures au mandat de détention provisoire, en l’astreignant, soit à une ou plusieurs des obligations prévues aux articles 41 et 42 du Code Pénal, soit à une ou plusieurs de celles énumérées ci-après :

- a) ne pas sortir des limites territoriales déterminées par le Juge d’Instruction ;
- b) ne pas se rendre en certains lieux déterminés par le Juge d’Instruction ;
- c) répondre aux convocations de toute autorité chargée de la mission de surveillance et d’assistance ou de toute autre personne désignée par le Juge d’Instruction ;
- d) s’abstenir de conduire tous véhicules ou certains véhicules et, le cas échéant, remettre au greffe son permis de conduire contre récépissé ;
- e) s’abstenir de recevoir certaines personnes désignées par le Juge d’Instruction, ainsi que de communiquer avec elles de quelque façon que ce soit ;

CHAPTER VIII
JUDICIAL SUPERVISION

SECTION 246 The Examining Magistrate may, by a ruling, subject the defendant to judicial supervision or replace such measure, where the defendant is in detention, with one or more of the obligations provided for in sections 41 and 42 of the Penal Code, or with one or more of the following :

- (a) limit movement to a specific area determined by the Examining Magistrate ;
- (b) prohibit visit of certain places specified by the Examining Magistrate;
- (c) to appear when summoned by the authority in charge of supervision and assistance or by any other person appointed by the Examining Magistrate;
- (d) to abstain from driving all or specified vehicles and, if need be, hand over his driving licence to the registry which shall issue a receipt in acknowledgement thereof;
- (e) to refrain from receiving certain persons named by the Examining Magistrate and from communicating with them in any form whatsoever;

f) se soumettre à des mesures d'examen, de traitement ou de soins, même sous le régime de l'hospitalisation, notamment aux fins de désintoxication et de traitement des maladies contagieuses ;

g) fournir, en vue de garantir sa représentation en justice :

- soit un cautionnement dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le Juge d'Instruction, compte tenu notamment des ressources de l'inculpé ;
- soit un ou plusieurs garants conformément aux dispositions des articles 224 et suivants ;

(h) ne pas exercer certaines activités professionnelles lorsque l'infraction a été commise à l'occasion ou dans l'exercice de celles-ci et si le Juge d'Instruction estime que leur poursuite est de nature à faciliter la commission d'une nouvelle infraction.

ARTICLE 247 Le Juge d'Instruction peut, à tout moment, supprimer ou modifier une ou plusieurs des obligations résultant de la surveillance judiciaire.

(f) to submit to medical examination, treatment or care, or to be admitted in hospital, especially in cases of intoxication and contagious diseases;

(g) in order to ensure his appearance he shall :

- either deposit a sum of money, the amount and conditions of payment of which shall be fixed by the Examining Magistrate, taking into consideration the resources of the defendant;
- or provide one or more sureties in accordance with the provisions of sections 224 and following;

(h) to refrain from carrying out certain professional activities if the offence was committed within the scope or in the course of his professional duties, and if the Examining Magistrate is of the opinion that the continuation of those activities may cause him to commit another offence.

SECTION 247 The Examining Magistrate may, at any time cancel or modify one or more of the obligations resulting from judicial supervision.

ARTICLE 248 (1) Le Juge d’Instruction peut, à tout moment de l’information, soit d’office, soit à la demande de l’inculpé, donner mainlevée des mesures de surveillance judiciaire.

(2) Il statue sur la demande de l’inculpé, dans un délai de cinq (5) jours, par ordonnance motivée.

ARTICLE 249 Les pouvoirs reconnus au Juge d’Instruction par les articles 222, 238 et 246 à 248 appartiennent également à la Cour d’Appel réunie en Chambre de Contrôle comme prévue à l’article 272, et à la juridiction de jugement saisie d’une ordonnance de renvoi.

ARTICLE 250 Si l’inculpé viole l’une des obligations de la surveillance judiciaire, le Juge d’Instruction peut, quelle que soit la durée de la peine d’emprisonnement encourue, décerner à son encontre mandat d’amener, d’arrêt ou de détention provisoire.

CHAPITRE IX **DES NULLITES DES ACTES DE L’INFORMATION** **JUDICIAIRE**

ARTICLE 251 (1) Tout acte d’instruction accompli en violation des dispositions des articles 164, 167, 169 et 170 est nul.

(2) Une partie peut renoncer à se prévaloir de la nullité lorsque celle-ci ne porte atteinte qu’à ses seuls intérêts. Toutefois, la violation des dispositions substantielles du présent titre ne peut, en application des prescriptions de l’article 3 du présent Code, être couverte.

SECTION 248 (1) The Examining Magistrate may, at any stage of the inquiry, either of his own motion or on the application of the defendant, order judicial supervision to be revoked.

(2) He shall give a reasoned ruling on the application by the defendant within five (5) days.

SECTION 249 The powers conferred on the Examining Magistrate under sections 222, 238 and 246 to 248 shall also be exercised by the Court of Appeal sitting as a Control Chamber in accordance with section 272 and by the competent trial court from the time the committal order is made.

SECTION 250 If the defendant violates any of the obligations of judicial supervision, the Examining Magistrate may, regardless of the imprisonment term to which the defendant may be liable, issue a bench warrant, warrant of arrest, or a remand warrant against him.

CHAPTER IX **NULLITY OF ACTS DONE DURING** **A PRELIMINARY INQUIRY**

SECTION 251 (1) Any act of an inquiry done in violation of the provisions of sections 164, 167, 169 and 170 shall be null and void.

(2) A party may refuse to take advantage of nullity only if his interest alone is affected by it. However, any violation of the substantive provisions of this part of the Code shall lead to a nullity within the meaning of section 3 of this Code.

ARTICLE 252 (1) S'il apparaît au Procureur de la République qu'un acte d'instruction est entaché de nullité, il en avise par écrit le Juge d'Instruction et requiert la transmission du duplicatum du dossier au Président de la Chambre de Contrôle de l'Instruction, en vue de l'annulation de l'acte vicié.

(2) En cas de refus, le Juge d'Instruction statue par ordonnance motivée, notifiée au Procureur de la République et aux autres parties.

(3) Le Ministère Public a seul qualité pour relever appel de cette ordonnance, dans les quarante huit (48) heures à compter du lendemain du jour de sa notification.

(4) En cas d'appel, le greffier d'instruction procède comme indiqué à l'article 253 (3).

ARTICLE 253 (1) S'il apparaît au Juge d'Instruction qu'un acte d'instruction est entaché de nullité, il en avise par écrit le Procureur de la République qui requiert la transmission du duplicatum du dossier de procédure au Président de la Chambre de Contrôle de l'Instruction.

(2) Le Juge d'Instruction prend une ordonnance de transmission du dossier au Président de la Chambre de Contrôle de l'Instruction. Cette ordonnance est notifiée au Procureur de la République et aux parties.

SECTION 252 (1) Where the State Counsel considers that an act of the inquiry is a nullity, he shall inform the Examining Magistrate in writing and direct that the duplicate of the case file of the inquiry be forwarded to the President of the Inquiry Control Chamber of the Court of Appeal for the annulment of the act violated.

(2) In the case of refusal, the Examining Magistrate shall decide by a reasoned ruling which shall be notified to the State counsel and the other parties.

(3) Only the Legal Department shall have the right to appeal against the ruling. The appeal shall be made within forty-eight (48) hours from the day following its notification.

(4) In case of an appeal, the registrar of the inquiry shall proceed in accordance with the provisions of section 253 (3).

SECTION 253 (1) Where it appears to the Examining Magistrate that an act of the inquiry is null and void, he shall, in writing inform the State Counsel who shall request the transmission of the file to the President of the Inquiry Control Chamber.

(2) The Examining Magistrate shall make a forwarding order to the President of the Inquiry Control Chamber. It shall be notified to the State Counsel and the parties.

(3) Le greffier d'instruction transmet sans délai le duplicatum du dossier, auquel sont annexées les réquisitions du Procureur de la République, au Président de la Chambre de Contrôle de l'Instruction, lequel procédera comme prévu aux articles 273 et suivants.

(4) En cas d'appel, le greffier d'instruction procède comme indiqué à l'article 253 (3).

ARTICLE 254 (1) a) Si une partie estime qu'un acte d'instruction, à l'exception des ordonnances énumérées à l'article 257 (1) fait grief à ses intérêts ou à la bonne administration de la justice, elle adresse au Juge d'Instruction une requête tendant à l'annulation dudit acte.

b) Le Juge d'Instruction procède comme indiqué à l'article 253, puis rend, soit une ordonnance de rejet de cette requête, soit une ordonnance de transmission du dossier à la Chambre de Contrôle de l'Instruction.

(2) L'ordonnance rendue est notifiée au Procureur de la République et aux parties.

(3) Le Procureur de la République et toutes autres parties intéressées peuvent relever appel de ladite ordonnance.

(3) The Registrar of the inquiry shall immediately forward the duplicate of the inquiry file together with the State Counsel's submissions to the President of the Inquiry Control Chamber who shall proceed as provided for in sections 273 and following.

(4) Upon an appeal, the Registrar of the inquiry shall proceed as provided for in section 253 (3).

SECTION 254 (1) (a) Where a party finds that an act of the inquiry, with the exception of orders listed in section 257 (1), adversely affects his interest or the proper administration of justice, he shall apply to the Examining Magistrate for the annulment of such an act.

(b) The Examining Magistrate may proceed as provided in section 253, and shall give a ruling either dismissing the application or transmitting the file to the Inquiry Control Chamber.

(2) The ruling shall be notified to the State Counsel and to the parties.

(3) The State Counsel and any other interested party shall be competent to appeal against the said ruling.

ARTICLE 255 (1) La juridiction de jugement, saisie par l'ordonnance de renvoi, a qualité pour constater les nullités visées au présent titre, sous réserve des dispositions des articles 253 et 254.

(2) Si l'ordonnance de renvoi a visé des actes entachés de nullité, la juridiction de jugement en prend acte, joint l'incident au fond et vide sa saisine par un seul et même jugement.

(3) Toutefois et sous réserve des dispositions de l'article 3, les parties peuvent renoncer à se prévaloir des nullités visées à l'alinéa 2 ci-dessus. Dans ce cas, la renonciation doit être faite dès l'ouverture des débats et avant toute défense au fond. Mention en est faite dans le jugement.

CHAPITRE X **DE LA CLOTURE DE L'INFORMATION JUDICIAIRE**

ARTICLE 256 (1) Dès qu'il estime que l'information judiciaire est achevée, le Juge d'Instruction communique le dossier au Procureur de la République pour son « réquisitoire définitif ».

(2) Le dossier, accompagné du réquisitoire définitif est, dans les cinq (5) jours de sa réception, retourné au cabinet d'instruction par le Procureur de la République.

SECTION 255 (1) The trial court to which a committal order is referred shall be competent to decide on the nullities provided for under this part of the Code, subject to the provisions of sections 253 and 254.

(2) Where the committal order is affected by acts which are null and void, the trial magistrate shall take cognisance of such nullity, proceed to determine the case on the merits and deliver a single judgment.

(3) However and subject to section 3 of this Code, the parties may refuse to take advantage of the nullities provided for in sub-section (2) above. In such a case, the waiver shall be declared at the opening of the hearing and before the trial of the case on the merits. Mention of this fact shall be made in the judgment.

CHAPTER X **CLOSURE OF PRELIMINARY INQUIRY**

SECTION 256 (1) Where the Examining Magistrate deems that the inquiry is ended, he shall forward the inquiry file to the State Counsel for his « final submissions ».

(2) The inquiry file, together with the final submissions of the State Counsel shall within five (5) days, be returned to the Examining Magistrate.

(3) Le Juge d'Instruction s'assure qu'il existe ou non contre l'inculpé des éléments constitutifs d'infraction à la loi pénale et rend, soit une ordonnance de non-lieu, de non-lieu partiel, soit une ordonnance de renvoi.

(4) Si le Juge d'Instruction estime que les faits de la poursuite constituent une contravention ou un délit, il rend une ordonnance de renvoi devant le Tribunal ayant compétence en matière de simple police ou en matière correctionnelle.

(5) S'il estime que les faits constituent un crime, il rend une ordonnance de renvoi devant la juridiction ayant compétence en la matière.

(6) Si le Juge d'Instruction estime que les faits ne constituent aucune infraction ou que l'auteur n'est pas identifié ou qu'il n'y a pas de charges, il rend une ordonnance de non-lieu.

(7) En cas d'inculpations multiples, le Juge d'Instruction rend une ordonnance de non-lieu partiel s'il y a des charges à propos de certains faits et qu'il n'en existe pas pour d'autres.

(3) The Examining Magistrate shall ascertain whether or not any offence is sustainable on the evidence against the defendant and shall make either a total or a partial no-case ruling or a committal order.

(4) Where the Examining Magistrate finds that the facts constitute a simple offence or a misdemeanour, he shall make a committal order forwarding the case before the court having jurisdiction over simple offences or misdemeanours.

(5) Where he finds that the facts constitute a felony, he shall make an order committing the defendant for trial before the Court having jurisdiction over felonies.

(6) Where the Examining Magistrate finds that the facts do not constitute an offence or that the author of such offence is not identified or that there is insufficient evidence, he shall give a no case ruling.

(7) Where the defendant is charged with several offences, the Examining Magistrate shall give a partial no-case ruling if some of the counts do not appear to him to be supported by sufficient evidence, whereas others do.

ARTICLE 257 Les ordonnances de non-lieu, de non-lieu partiel et de renvoi contiennent les nom, prénoms, date et lieu de naissance, filiation, domicile et profession de l'inculpé, l'exposé et la qualification pénale des faits ainsi que l'indication des textes de loi applicables.

Elles indiquent en outre avec précision et concision les motifs pour lesquels il existe ou non des charges contre l'inculpé.

ARTICLE 258 (1) L'ordonnance de non-lieu entraîne la mise en liberté immédiate de l'inculpé, s'il n'est détenu pour autre cause, ainsi que la cessation des mesures de surveillance prises contre lui.

(2) Le Juge d'Instruction statue en même temps sur la restitution des objets saisis et le cas échéant, sur le cautionnement. Il arrête les dépens de la procédure et les met à la charge du Trésor Public ou de la partie civile selon que les poursuites ont été engagées par le Ministère Public ou sur la base d'une plainte avec constitution de partie civile.

Toutefois, le Juge d'Instruction peut, par une motivation spéciale de l'ordonnance de clôture, décharger la partie civile de tout ou partie des dépens s'il estime qu'elle a agi de bonne foi.

ARTICLE 259 L'ordonnance de non-lieu ne fait pas obstacle à la réouverture de l'information en cas de survenance de faits nouveaux.

SECTION 257 The no-case ruling, the partial no-case ruling and committal order shall contain the full name, date and place of birth, filiation, residence and occupation of the defendant, the particulars and statement of offence, and the section of the law applicable.

They shall, in addition, state clearly and concisely the reasons for the existence or non-existence of evidence against the defendant.

SECTION 258 (1) A no-case ruling shall immediately set the defendant free unless he is being detained for some other cause and shall also revoke any measures of judicial supervision taken against him.

(2) The Examining Magistrate shall, at the same time decide on the restitution of articles seized, and as the case may be, on the security that was deposited. He shall fix the costs of the proceedings and charge them against the Public Treasury or the civil party depending on whether the prosecution was commenced by the Legal Department or on the basis of a complaint made by a civil party.

However, the Examining Magistrate may, by special reasons given in the same ruling, relieve the civil party of all or part of the costs if he is of the opinion that the civil party acted in good faith.

SECTION 259 A no-case ruling shall not bar the re-opening of the inquiry if new facts are discovered.

ARTICLE 260 L'inculpé bénéficiaire d'une ordonnance de non-lieu devenue définitive peut agir en dénonciation calomnieuse contre la partie civile. Il peut aussi porter son action en dommages-intérêts devant la juridiction civile.

(2) En cas de condamnation, les dépens sont mis à la charge de la partie civile.

ARTICLE 261 Les ordonnances de non-lieu, de non-lieu partiel ou de renvoi sont notifiées au Procureur de la République et aux autres parties.

ARTICLE 262 (1) a) Lorsque l'inculpé détenu ou placé sous surveillance judiciaire est renvoyé devant le Tribunal pour une contravention, l'ordonnance de renvoi met fin à la détention provisoire ou à la mesure de surveillance judiciaire.

b) En cas de renvoi devant le Tribunal pour des faits constitutifs d'un délit, l'ordonnance de renvoi ne met pas fin à la détention provisoire ou à la mesure de surveillance judiciaire, lorsque le maximum de la peine encourue est supérieure à la durée de la détention.

(2) Lorsque l'inculpé détenu ou placé sous surveillance judiciaire est renvoyé devant le Tribunal pour un crime, l'ordonnance de renvoi ne met pas fin à la détention provisoire ou à la mesure de surveillance judiciaire.

SECTION 260 A defendant in whose favour a no-case ruling is made and which has become final, may institute an action for false report. He may also sue for damages before the competent trial court.

(2) In case of conviction the costs shall be borne by the civil party.

SECTION 261 The no-case ruling, partial no-case ruling or the committal order shall be notified to the State Counsel and the other parties.

SECTION 262 (1) (a) Where the defendant detained or placed under judicial supervision is committed to the court having jurisdiction for simple offences, the committal order shall put an end to such detention or judicial supervision.

(b) Where he is committed to the court having jurisdiction over misdemeanours, the committal order shall not put an end to the measures of detention or judicial supervision taken against him, when the maximum penalty provided for the offence is superior to the period of custody.

(2) Where a defendant detained or placed under judicial supervision is committed to the court having jurisdiction over felonies, the committal order shall not put an end to the detention or judicial supervision.

(3) L'inculpé en liberté le demeure jusqu'à sa comparution devant la juridiction de jugement compétente.

ARTICLE 263 (1) Les incidents de procédure soulevés mais non définitivement réglés au cours de l'information judiciaire sont joints au fond et portés en même temps que l'affaire devant la juridiction de jugement. Ils doivent être présentés avant toute défense au fond.

(2) La juridiction saisie prononce l'annulation de l'acte reconnu irrégulier et détermine l'étendue de ses effets.

Toutefois, l'arrêt de la Chambre de Contrôle de l'Instruction renvoyant l'inculpé devant la juridiction de jugement pour crime purge définitivement toutes les nullités de la procédure antérieure.

ARTICLE 264 Le dossier clôturé par une ordonnance de non-lieu est classé au greffe de la juridiction où l'information judiciaire s'est déroulée.

(3) A defendant who is at liberty, shall so remain until his appearance before the competent trial court.

SECTION 263 (1) Issues of procedure raised but not adjudicated upon in the course of a preliminary inquiry shall be jointly brought with the main case before the competent trial court. However they shall be raised before the trial of the case on the merits.

(2) The Court seised of the matter shall declare an act which it considers irregular null and void and shall determine the scope of its effects.

However, the decision of the Inquiry Control Chamber committing the defendant to the court having jurisdiction in matters of felony shall expunge definitely all the nullities of the previous proceedings.

SECTION 264 An inquiry file which has been closed by a no-case ruling shall be filed at the Registry of the trial court.

CHAPITRE XI
DE LA REPRISE DE L'INFORMATION JUDICIAIRE

ARTICLE 265 L'inculpé bénéficiaire d'une décision de non-lieu devenue irrévocable ne peut plus être poursuivi pour les mêmes faits, même sous une qualification différente. Toutefois, l'information clôturée par une décision de non-lieu, peut, à la diligence du Ministère Public ou de la partie civile, être reprise en cas de découverte d'éléments nouveaux.

ARTICLE 266 Sont considérées comme éléments nouveaux, les déclarations de témoins, l'identification de l'auteur des faits en cas d'information ouverte contre X, les pièces à conviction, les documents et procès-verbaux qui n'ont pas été produits au cours de l'instruction, et qui sont de nature, soit à renforcer les charges qui avaient été jugées insuffisantes, soit à donner aux faits de nouveaux développements utiles à la manifestation de la vérité.

CHAPITRE XII
**DES RECOURS CONTRE LES ACTES
DU JUGE D'INSTRUCTION**

SECTION I
DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 267 Les actes du Juge d'Instruction peuvent être frappés d'appel devant la Chambre de Contrôle de l'Instruction, dans les formes et délais prévus aux articles 271 et 274.

CHAPTER XI
RE-OPENING OF PRELIMINARY INQUIRY

SECTION 265 Where a no-case ruling in favour of the defendant has become final, no further proceedings shall be brought against him on the same facts, even under a different statement of offence. However, a preliminary inquiry which has ended by a no case ruling may be re-opened at the instance of the Legal Department or the civil party if new evidence or facts come to light.

SECTION 266 Statements of witnesses, identification of the actual suspect in case of inquiry against an unknown person, exhibits, documents and reports which were not produced before the Examining Magistrate, but which are likely to either strengthen evidence which was considered insufficient or to give a new character to the facts that are useful in revealing the truth, shall constitute new evidence.

CHAPTER XII
**APPEALS AGAINST DECISIONS OF
THE EXAMINING MAGISTRATE**

SUB-CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

SECTION 267 The decisions of the Examining Magistrate may be subject to appeal before the Inquiry Control Chamber in the forms and time-limits provided for in sections 271 and 274.

ARTICLE 268 Le Ministère Public peut, sauf dispositions contraires, interjeter appel contre les ordonnances rendues par le Juge d’Instruction. Cet appel est formé conformément aux dispositions des articles 252 (3) et 254 (1), (3) et 271.

ARTICLE 269 L’inculpé ne peut relever appel que des ordonnances relatives à la détention provisoire, à la mesure de surveillance judiciaire, à la demande d’expertise ou de contre-expertise et à la restitution des objets saisis.

ARTICLE 270 La partie civile ne peut relever appel que des ordonnances de refus d’informer, d’irrecevabilité de la constitution de partie civile, de rejet d’une demande d’expertise ou de contre-expertise, de restitution des objets saisis ou de non-lieu.

ARTICLE 271 Le délai d’appel est de quarante huit (48) heures. Il court à compter du lendemain du jour de la notification de l’ordonnance.

SECTION II

DE L’ORGANISATION ET DE LA PROCEDURE DEVANT LA CHAMBRE DE CONTROLE DE L’INSTRUCTION

ARTICLE 272 (1) L’appel contre les actes du Juge d’Instruction est porté devant une formation spéciale de la Cour d’Appel appelée Chambre de Contrôle de l’Instruction.

SECTION 268 The Legal Department may, except otherwise provided by law, appeal against rulings of the Examining Magistrate in accordance with the provisions of sections 252 (3), 254 (1) and (3) and 271.

SECTION 269 The defendant may only appeal against rulings in respect of remand in custody, judicial supervision, request for expert or counter-expert opinion and of restitution of articles seized.

SECTION 270 The civil party may appeal only against rulings in respect of the refusal to commence an inquiry, the inadmissibility of an application to be a civil party in a criminal case, the rejection of an application for expert or counter-expert opinion, the restitution of articles seized and no case rulings.

SECTION 271 The time-limit for appeal is forty-eight (48) hours with effect from the day following the date of service of the said ruling.

SUB-CHAPTER II

ORGANISATION OF AND PROCEDURE BEFORE THE INQUIRY CONTROL CHAMBER

SECTION 272 (1) Appeals against the decisions of the Examining Magistrate shall be brought before a special bench of the Court of Appeal known as the Inquiry Control Chamber.

(2) La Chambre de Contrôle de l'Instruction est présidée par un magistrat du siège de la Cour, désigné par ordonnance du Président de ladite Cour pour une année judiciaire.

(3) Le Ministère Public est présent aux audiences de la Chambre.

(4) Les audiences se déroulent avec l'assistance d'un greffier.

ARTICLE 273 La Chambre de Contrôle de l'Instruction se réunit toutes les fois qu'il est nécessaire, sur convocation de son Président ou à la demande du Procureur Général.

ARTICLE 274 (1) L'appel est formé par requête non timbrée adressée en quatre (4) exemplaires au Président de la Chambre de Contrôle de l'Instruction. A cette requête est jointe une copie de l'ordonnance attaquée.

(2) La requête d'appel doit, à peine d'irrecevabilité, articuler et développer les moyens produits à l'appui de l'appel.

(3) Le procès-verbal de réception de l'appel et une copie de la requête sont notifiés au Procureur Général près la Cour d'Appel et aux autres parties.

(2) The Inquiry Control Chamber shall be presided over by a magistrate of the Court appointed for one judicial year by an order of the President of the said court.

(3) The Legal Department shall be present in the sittings of the Chamber.

(4) A Registrar shall take part in the sittings of the Chamber.

SECTION 273 The Inquiry Control Chamber shall meet, whenever necessary, when convened by its President or at the request of the Procureur General.

SECTION 274 (1) The appeal shall be made by way of an unstamped application in four (4) copies and addressed to the President of the Inquiry Control Chamber. A copy of the ruling appealed against shall be attached to this application.

(2) The application for appeal shall, under pain of its being declared inadmissible, clearly state and argue the grounds of appeal.

(3) The report acknowledging receipt of the application and a copy of the application shall be served on the Procureur General of the Court of Appeal, and to the other parties.

(4) Le Procureur Général et les autres parties disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer leurs conclusions.

(5) Sous réserve des cas visés aux articles 252 et 253, le Président de la Chambre de Contrôle de l'Instruction se fait communiquer le duplicatum du dossier.

(6) Le Procureur Général et les autres parties sont informés, par tout moyen laissant trace écrite, de la date de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée.

(7) Un délai minimum de quarante huit (48) heures en matière de détention et de cinq (5) jours en toute autre matière, doit être observé entre la date de cette information et celle de l'audience. Pendant ce délai, le conseil de chaque partie peut consulter le dossier de procédure au greffe de la Chambre de Contrôle de l'Instruction et produire un mémoire qu'il communique au Ministère Public et aux autres parties.

ARTICLE 275 (1) La Chambre de Contrôle de l'Instruction statue dans les trente (30) jours de la réception de la requête d'appel.

(2) En matière de détention provisoire, il doit être statué dans les dix (10) jours de la réception de la requête d'appel.

(4) The Procureur General and the other parties shall have a time-limit of forty-eight (48) hours to file their submissions.

(5) Subject to the cases referred to in sections 252 and 253, the President of the Inquiry Control Chamber shall cause the duplicate of the inquiry file to be forwarded to him.

(6) The Procureur General and the parties shall be informed in writing of the hearing date.

(7) A minimum time-limit of forty-eight (48) hours for cases of detention and of five (5) days for all other cases shall be observed between the date of service and that of the hearing. During this period, counsel for each of the parties, may consult the inquiry file at the registry of the Inquiry Control Chamber and produce a memorandum which shall be forwarded to the Legal Department and to the other parties.

SECTION 275 (1) The Inquiry Control Chamber shall hear and determine the appeal within thirty (30) days after receiving the application.

(2) It shall be bound to deliver its ruling within ten (10) days after receiving the application, in case of remand in custody.

ARTICLE 276 (1) La Chambre de Contrôle de l'Instruction peut, soit d'office, soit à la demande du Procureur Général ou de toute autre partie, ordonner tout supplément d'information qu'elle estime utile. Il y est procédé, soit par le Président de la Chambre, soit par un magistrat du siège de la Cour d'Appel ou par un Juge d'Instruction désigné à cet effet.

(2) Après exécution du supplément d'information, le dossier de procédure est rétabli au greffe de la Chambre de Contrôle de l'Instruction. Il peut y être consulté par les conseils des parties.

ARTICLE 277 (1) Lorsque la Chambre de Contrôle de l'Instruction, statuant sur l'appel relevé contre une ordonnance du Juge d'Instruction en matière de détention provisoire ou de surveillance judiciaire ou de restitution des objets saisis, infirme cette ordonnance, elle peut, selon le cas, soit donner mainlevée du mandat ou de la mesure de surveillance judiciaire, soit décerner un mandat de détention provisoire ou d'arrêt contre l'inculpé mis en liberté en exécution de ladite ordonnance, soit ordonner ou non la restitution des objets saisis.

(2) Le Procureur Général assure immédiatement l'exécution de l'arrêt intervenu, nonobstant l'exercice éventuel d'un pourvoi en cassation formé par la partie intéressée, dans les formes prévues à l'article 480.

SECTION 276 (1) The Inquiry Control Chamber may, either of its own motion, or at the request of the Procureur General or any other party, order any further inquiry which it deems necessary. This shall be done either by the president of the Inquiry Control Chamber himself or by a judge of the Court of Appeal or by an Examining Magistrate appointed for that purpose.

(2) After carrying out the further inquiry, the case-file shall be deposited at the registry of the Inquiry Control Chamber. It may be consulted there by the counsel for the parties.

SECTION 277 (1) Where the Inquiry Control Chamber, in hearing an appeal against a ruling of the Examining Magistrate relating to remand in custody, judicial supervision, or the restitution of the objects seized, quashes such a ruling, it may, as the case may be, either cancel a remand or arrest warrant, or a judicial supervision measure against the defendant, or issue a remand or arrest warrant against the defendant set free in execution of the ruling in issue, or order the restitution or not, of the objects seized.

(2) In such a case, the Procureur General shall immediately ensure the execution of the decision given notwithstanding any eventual appeal by the party concerned made in the form prescribed in section 480.

ARTICLE 278 Lorsque la Chambre de Contrôle de l'Instruction, saisie d'un appel interjeté contre une ordonnance du Juge d'Instruction portant sur toute autre matière que la détention provisoire infirme cette ordonnance, elle peut renvoyer le dossier au Juge d'Instruction initialement saisi ou à un autre Juge d'Instruction du même Tribunal, en vue de la poursuite de l'information judiciaire.

ARTICLE 279 Lorsque la Chambre de Contrôle de l'Instruction infirme une ordonnance de clôture de l'information judiciaire, elle peut évoquer et statuer à nouveau.

ARTICLE 280 (1) Le magistrat qui effectue le supplément d'instruction visé à l'article 276 jouit des prérogatives du Juge d'Instruction. Il peut interroger l'inculpé concerné, entendre des témoins, procéder s'il y a lieu, à des perquisitions et à des saisies, délivrer des commissions rogatoires et décerner des mandats.

Toutefois, il ne peut ni statuer sur une demande de mise en liberté, ni rendre une ordonnance de clôture de l'information.

(2) Il est tenu, à la fin de sa mission, de retourner le dossier à la Chambre de Contrôle de l'Instruction.

ARTICLE 281 (1) Lorsque la Chambre de Contrôle de l'Instruction est saisie conformément aux dispositions des articles 277 et 278, elle examine la régularité de l'ensemble des actes de procédure qui lui sont soumis.

SECTION 278 Where the Inquiry Control Chamber seised of an appeal filed against a ruling of an Examining Magistrate relating to any matter other than remand in custody, quashes the order, it may either return the inquiry file to the Examining Magistrate initially seised of the matter or to another Examining Magistrate of the same court with a view to continuing the preliminary inquiry.

SECTION 279 Where the Inquiry Control Chamber quashes a ruling relating to the closure of the preliminary inquiry, it may of its own motion hear and determine the inquiry de novo.

SECTION 280 (1) The magistrate who carries out the further inquiry referred to in section 276 shall have the prerogatives of an Examining Magistrate. He may interrogate the defendant, hear witnesses and proceed where necessary with searches and seizures, give rogatory commissions and issue warrants.

However, he may neither decide on an application for bail nor make an order closing the inquiry.

(2) He shall, at the end of his mission, return the inquiry file to the Inquiry Control Chamber.

SECTION 281 (1) The Inquiry Control Chamber seised in accordance with the provisions of sections 277 and 278, shall examine the regularity of all acts which are brought before it.

(2) Si elle découvre une cause de nullité, elle prononce l'annulation de l'acte vicié et, s'il échet, celle de tout ou partie de la procédure ultérieure.

(3) Après l'annulation, elle peut procéder comme indiqué à l'article 278.

ARTICLE 282 Lorsque la Chambre de Contrôle de l'Instruction constate que le Juge d'Instruction n'a pas statué sur certains faits dont il était saisi ou que le réquisitoire introductif d'instance a omis de le saisir de tous les faits révélés par les procès-verbaux d'enquête préliminaire, elle est tenue d'ordonner qu'il soit informé sur toutes infractions ressortant du dossier d'enquête préliminaire.

ARTICLE 283 Lorsqu'elle est saisie d'un appel interjeté conformément aux dispositions des articles 267 à 271 contre une ordonnance de renvoi ou de non-lieu, la Chambre de Contrôle de l'Instruction, si elle estime que les faits ne constituent pas une infraction ou que l'auteur de celle-ci est resté inconnu ou s'il n'existe pas de charges contre l'inculpé, rend un arrêt de non-lieu et statue, s'il échet, sur la restitution des objets saisis. Les inculpés détenus sont immédiatement mis en liberté.

ARTICLE 284 (1) Si la Chambre de Contrôle de l'Instruction estime que les faits constituent une infraction, elle renvoie, en cas de crime, de délit ou de contravention, devant la juridiction compétente en matière criminelle ou correctionnelle ou de simple police, selon le cas.

(2) En cas de renvoi pour contravention, l'inculpé détenu est immédiatement remis en liberté.

(2) Where it discovers that there is reason to declare an act null and void, it shall so declare and, where necessary, all or part of the previous proceedings subsequent to the act.

(3) After annulment, it may proceed as provided for in section 278.

SECTION 282 When the Inquiry Control Chamber ascertains that the Examining Magistrate did not decide on certain facts of which it was seised or that the holding charge failed to bring to the knowledge of the Examining Magistrate all the facts contained in the police report, the Inquiry Control Chamber shall order that information concerning all offences emanating from the police report be given to it.

SECTION 283 Where the Inquiry Control Chamber seised of an appeal filed in accordance with sections 267 to 271, against a committal order or a no case ruling, finds that the facts do not constitute an offence, or that the defendant has remained unknown, or where there is insufficient evidence against the defendant, it shall deliver a no case ruling and shall, where necessary, rule on the restitution of the articles seized. The defendants in custody shall be released forthwith.

SECTION 284 (1) Where the Inquiry Control Chamber finds that the facts constitute either a felony, a misdemeanour or a simple offence, it shall refer the case to the court having jurisdiction over such offence.

(2) In case of simple offences, the defendant, if remanded, shall be released forthwith.

ARTICLE 285 (1) Dans tous les cas visés aux articles 261 à 263, l'arrêt de la Chambre de Contrôle de l'Instruction est notifié au Juge d'Instruction, au Procureur de la République, au Procureur Général et aux autres parties.

(2) Le dossier de procédure est, selon le cas, retourné sans délai au Juge d'Instruction, sous réserve des dispositions des articles 279, 283 et 284 .

(3) Le Procureur Général et la partie civile sont seuls habilités à former pourvoi devant la Cour Suprême contre les arrêts de clôture de l'information judiciaire.

ARTICLE 286 En cas d'annulation d'une ordonnance de renvoi ou de non-lieu, la Chambre de Contrôle de l'Instruction peut, dans l'intérêt d'une bonne administration de la Justice, désigner un autre Juge d'Instruction ou à défaut, tout autre magistrat du siège du même Tribunal pour continuer l'information judiciaire.

ARTICLE 287 L'appel interjeté contre les actes d'instruction autres que les ordonnances de renvoi ou de non-lieu, ne suspend pas l'information judiciaire.

SECTION 285 (1) In all the cases mentioned in sections 261 to 263, the ruling of the Inquiry Control Chamber shall be served on the Examining Magistrate, the State Counsel, the Procureur General and the other parties.

(2) Subject to the provisions of sections 279, 283 and 284, the inquiry file shall be returned without delay to the Examining Magistrate.

(3) Only the Procureur General and the civil party shall be competent to appeal to the Supreme Court against rulings relating to the closure of the preliminary inquiry.

SECTION 286 In case of annulment of a committal order or a no case ruling, the Inquiry Control Chamber may, in the interest of the proper administration of justice, appoint another Examining Magistrate or in default, another magistrate of the same court to continue with the preliminary inquiry.

SECTION 287 Appeals against a ruling delivered during a preliminary inquiry other than that relating to a committal order or a no case ruling shall not suspend a preliminary inquiry.

LIVRE III
DES JURIDICTIONS DE JUGEMENT

ARTICLE 288 (1) Une juridiction de jugement est un organe chargé de statuer conformément à la loi sur les faits dont elle est saisie et de prononcer, le cas échéant, les peines et mesures prévues par la loi.

(2) Dans le présent Code, constituent des juridictions de jugement de droit commun :

- a) le Tribunal de Première Instance ;
- b) le Tribunal de Grande Instance ;
- c) la Cour d'Appel ;
- d) la Cour Suprême.

TITRE I
DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

CHAPITRE I
DE LA COMPETENCE ET DE LA SAISINE DU
TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

SECTION I
DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 289 (1) Le Tribunal de Première Instance est compétent pour connaître des délits et contraventions tels que définis à l'article 21 (1) b) et c) du Code Pénal.

BOOK III
TRIAL COURTS

SECTION 288 (1) A trial court shall be a legal body responsible for hearing and determining any matters brought before it in compliance with the law and where applicable, pronouncing the penalty or measure provided for by law.

(2) For the purpose of this Code the following shall be the ordinary courts of law:

- (a) the Court of First Instance ;
- (b) the High Court ;
- (c) the Court of Appeal ; and
- (d) the Supreme Court.

PART I
THE COURT OF FIRST INSTANCE

CHAPTER I
COMPETENCE OF AND INSTITUTION OF PROCEEDINGS
BEFORE THE COURT OF FIRST INSTANCE

SUB-CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

SECTION 289 (1) The Court of First Instance shall be competent to try simple offences and misdemeanours as defined in section 21 (1) (b) and (c) of the Penal Code.

(2) Lorsqu'il juge en matière de contravention, il applique les mêmes règles qu'en matière de délit, à l'exception de celles relatives au flagrant délit.

ARTICLE 290 Le Tribunal de Première Instance est saisi, soit par ordonnance de renvoi du Juge d'Instruction, ou par arrêt de la Chambre de Contrôle de l'Instruction, soit par citation directe, soit par application de la procédure de flagrant délit.

ARTICLE 291 (1) En dehors des cas de flagrant délit et de citation directe à la requête de la partie civile, le Président du Tribunal, en concertation avec le Procureur de la République, fixe la date de la première audience.

(2) En cas de nécessité, cette date peut être modifiée dans les mêmes conditions.

ARTICLE 292 (1) Le dossier de procédure est communiqué au Procureur de la République, pour citation des parties et des témoins.

(2) A l'issue des formalités prescrites au paragraphe 1er, le dossier est rétabli au greffe.

ARTICLE 293 Lorsque le Tribunal de Première Instance est saisi de plusieurs procédures visant des infractions connexes, il peut en ordonner la jonction, soit d'office, soit sur réquisitions du Ministère Public, soit à la requête de toute autre partie.

(2) Where the Court of First Instance tries a simple offence, it shall apply the same procedural rules as in the case of misdemeanours, with the exception of those rules applicable to misdemeanours committed flagrante delicto

SECTION 290 Criminal proceedings in the Court of First Instance shall be commenced either by a committal order of an Examining Magistrate, an order of the Inquiry Control Chamber, by «direct summons» or by application of the procedure relating to offences committed flagrante delicto.

SECTION 291 (1) Except in respect of offences committed flagrante delicto and private prosecutions by civil parties, the President of the Court shall, in consultation with the State Counsel, fix the date for arraignment.

(2) The date may, in case of necessity, be modified under the same conditions.

SECTION 292 (1) The case file shall be forwarded to the State Counsel for service to be effected on the parties and the witnesses.

(2) Upon fulfilling the formalities referred to in the preceding sub-section, the case-file shall be returned to the registry.

SECTION 293 Where the Court of First Instance is seised of several cases referring to related offences, it may of its own motion or at the request of the Legal Department or at the request of the other parties, order a joint trial.

ARTICLE 294 Est compétent, le Tribunal :

- a) soit du lieu de la commission de l'infraction ;
- b) soit du lieu du domicile du prévenu ;
- c) soit du lieu de l'arrestation du prévenu.

ARTICLE 295 La compétence à l'égard d'un prévenu s'étend à tous les co-auteurs et complices, sauf dispositions contraires de la loi.

ARTICLE 296 (1) Le Tribunal de Première Instance est compétent pour statuer sur toutes les exceptions soulevées par les parties à l'exclusion des exceptions préjudicielles.

- (2) a) Lorsqu'une exception préjudicielle est admise, le Tribunal de Première Instance doit surseoir à statuer jusqu'à ce que la juridiction compétente se prononce sur cette exception.
 - b) Le Tribunal impartit à l'auteur de l'exception un délai pour saisir la juridiction compétente.
 - c) Si l'action n'est pas introduite dans ce délai, il est passé outre l'exception, à moins que la partie qui l'a soulevée ne justifie son inaction.
- (3) Si l'exception n'est pas admise, les débats continuent.

SECTION 294 A court shall have jurisdiction over a case when it is :

- (a) the court of the place of the commission of the offence ;
- (b) the court of the place of residence of the accused;
- or
- (c) the court of the place of arrest of the accused.

SECTION 295 A court that is competent to try an accused shall also be competent to try co-offenders and accomplices, except where the law provides otherwise.

SECTION 296 (1) The Court of First Instance shall be competent to decide on any interlocutory objections raised by the parties in the trial save for objections raising issues that are within the competence of another court.

- (2) (a) When an interlocutory objection is held to raise issues that are within the competence of another court, the Court of First Instance shall stay the proceedings until the competent court rules on the objection.
 - (b) The trial court shall grant the parties a time-limit to seize the competent court.
 - (c) If the parties fail to seize the competent court within the time-limit allowed, the objection shall, where they cannot justify their inability to act, be overruled.
- (3) If the interlocutory objection is not upheld, the trial shall continue.

ARTICLE 297 Les exceptions tirées de la nullité, soit de la citation à comparaître, soit de la procédure antérieure sont, à peine de forclusion, soulevées avant toute défense au fond.

SECTION II **DU FLAGRANT DELIT**

ARTICLE 298 Toute personne arrêtée en flagrant délit est déférée devant le Procureur de la République qui procède comme il est dit à l'article 114.

ARTICLE 299 (1) Le témoin peut être convoqué par tout moyen laissant trace écrite, même par l'officier ou l'agent de police judiciaire. Il est tenu de comparaître à l'audience.

(2) Si le témoin ne se présente pas, il est cité à la diligence du Ministère Public. En cas de non-comparution, le Tribunal peut, soit décerner contre lui mandat d'amener, soit passer outre.

SECTION 297 Objections on grounds of the nullity of either the summons or previous proceedings shall, subject to their being barred, be raised before any defence on the merits.

SUB-CHAPTER II **OFFENCES COMMITTED FLAGRANTE DELICTO.**

SECTION 298 Any person apprehended for an offence committed flagrante delicto shall be brought before the State Counsel who shall act as provided for in section 114.

SECTION 299 (1) A witness may be summoned in writing even by a judicial police officer or his agent. He shall be bound to appear in court.

(2) Where the witness fails to appear, he shall be summoned by the bailiff at the Instance of the Legal Department. Where he still fails to appear, the court shall, on the application of the Legal Department, either issue a bench warrant against him, or dispense with his presence.

ARTICLE 300 (1) Lorsqu'il comparaît à la première audience des flagrants délits, le prévenu est informé par le Président qu'il a le droit de demander un délai de trois (3) jours pour préparer sa défense.

(2) Si le prévenu use de cette faculté, le Tribunal ordonne le renvoi.

(3) Mention de cette information et de l'option du prévenu est faite dans le jugement sous peine de nullité.

ARTICLE 301 (1) Si l'affaire n'est pas en état d'être jugée, le Tribunal la renvoie à la plus prochaine audience. Dans ce cas, il peut mettre le prévenu en liberté avec ou sans caution, assortie ou non d'une mesure de surveillance judiciaire.

(2) Si l'affaire est en état d'être jugée, le Tribunal procède conformément aux dispositions des articles 302 et suivants.

SECTION 300 (1) When an accused appears at the first hearing for offences committed flagrante delicto, he shall be informed by the President of the court that he has the right to apply for three (3) days to prepare his defence.

(2) If the accused so applies, the court shall order an adjournment.

(3) Mention of this information and the decision of the accused shall be made in the judgment otherwise it shall be a nullity.

SECTION 301 (1) Where a case is not ready for hearing, the court shall adjourn it to its very next sitting and may order the release of the accused on bail, with or without sureties. The court may also order judicial supervision.

(2) Where the case is ready for hearing, the court shall proceed in accordance with the provisions of sections 302 and following.

CHAPITRE II
DE LA PUBLICITE ET DE LA POLICE
DE L'AUDIENCE

SECTION I
DE LA PUBLICITE DE L'AUDIENCE

ARTICLE 302 (1) Les audiences sont publiques.

Toutefois, lorsque la publicité est dangereuse pour l'ordre public ou les bonnes mœurs, la juridiction peut, à tout moment, d'office ou à la demande de l'une des parties et après réquisitions du Ministère Public, ordonner, par jugement avant-dire-droit, que les débats aient lieu en tout ou partie à huis clos ou que leur publicité soit restreinte.

Mention en est faite dans le jugement.

(2) Dans tous les cas, le jugement est prononcé en audience publique.

SECTION II
DE LA POLICE DE L'AUDIENCE

ARTICLE 303 Le Président assure la police de l'audience et la direction des débats.

A cette fin, des agents de la force du maintien de l'ordre sont mis à sa disposition pour la durée de chaque audience.

CHAPTER II
PUBLIC HEARING AND MAINTENANCE
OF ORDER IN COURT.

SUB-CHAPTER I
PUBLIC HEARING

SECTION 302 (1) Hearing shall be conducted in public.

However, when a public hearing is repugnant to public order or morality, the court may, at any time, of its own motion, or on the application of one of the interested parties and after the submissions of the Legal Department, rule either that the proceedings or any part thereof shall be held in camera or that public hearing shall be restricted.

Mention of this fact shall be made in the judgment.

(2) In every case, judgment shall always be delivered in public.

SUB-CHAPTER II
MAINTENANCE OF ORDER IN COURT

SECTION 303 The Presiding Magistrate shall ensure the maintenance of order in court and direct the proceedings.

For this purpose, he shall have at his disposal the forces of law and order for the duration of each session.

ARTICLE 304 (1) Le public admis dans la salle d'audience doit s'abstenir de toute manifestation d'approbation ou de désapprobation.

(2) Toute personne à qui la parole est donnée doit s'exprimer avec modération et dans le respect dû à la Justice.

(3) Toute injonction du Président pour le maintien de l'ordre à l'audience doit être exécutée sur-le-champ.

ARTICLE 305 (1) Le Président peut inviter à sortir de la salle d'audience toute personne dont l'habillement ou le comportement n'est pas convenable, et en cas de refus, la faire incarcérer pendant vingt quatre (24) heures. La décision d'incarcération ne peut faire l'objet d'aucun recours.

(2) Si l'intéressé résiste, le Président en dresse sur-le-champ procès-verbal, et après réquisitions du Ministère Public, l'inculpe d'outrage au Tribunal prévu à l'article 154 du Code Pénal sans préjudice, le cas échéant, des autres chefs de prévention relevés contre lui. Il le juge séance tenante sur tous les faits qui lui sont reprochés.

(3) Le Président peut également, après avoir inculpé la personne ayant troublé l'audience comme il est dit à l'alinéa 2, décerner contre elle mandat de détention provisoire et ordonner sa comparution à la plus prochaine audience du Tribunal pour y être jugée.

(4) Si l'infraction commise est un crime, le Président procède comme il est dit à l'article 624 (c).

SECTION 304 (1) Members of the public in the court hall shall refrain from manifesting approval or disapproval.

(2) Any person addressing the court shall do so with moderation and respect for Justice.

(3) Any order of the President of the Court for the maintenance of order shall be carried out forthwith.

SECTION 305 (1) The Presiding Magistrate may order any person whose attire or behaviour is not befitting to leave the court hall, and if he refuses, he shall order him to be detained for twenty four (24) hours. There shall be no appeal against this order.

(2) If the person concerned resists, the Presiding Magistrate shall draw up a report forthwith and after the submissions of the Legal Department charge him with contempt of court punishable under section 154 of the Penal Code without prejudice, as the case may be, to other charges preferred against him. He shall try him on the spot on all the offences preferred against him.

(3) The Presiding Magistrate may also, after charging the person mentioned in the preceding subsection with contempt of court, issue a remand warrant against him and order his appearance before the court during the next sitting for trial.

(4) If the offence committed is a felony, the Presiding Magistrate shall proceed as provided for in section 624 (c).

ARTICLE 306 (1) L'emploi de tout appareil d'enregistrement ou de prise de vues est interdit sous peine des sanctions prévues à l'article 198 (2) du Code Pénal et, si nécessaire, de la confiscation des appareils dans les conditions prévues à l'article 35 du même Code.

(2) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1er, le Président peut, par décision motivée, autoriser la sonorisation de la salle d'audience et l'usage d'appareils d'enregistrement ou de diffusion sonores pour permettre à un plus grand public de suivre le déroulement des débats.

CHAPITRE III **DES PREUVES**

SECTION I **DES REGLES GENERALES**

ARTICLE 307 La charge de la preuve incombe à la partie qui a mis en mouvement l'action publique.

- ARTICLE 308** a) Hormis les cas où la loi en dispose autrement, une infraction peut être établie par tout mode de preuve.
- b) Toute preuve contraire d'un fait peut être rapportée par tout moyen.
 - c) La preuve par interception des écoutes téléphoniques, appareils électroniques, et autres instruments de surveillance est admise dans les conditions prévues aux articles 92 et 245 ci dessus.

SECTION 306 (1) The use of any recording or sound-broadcasting instrument, camera, television or cinematographic equipment shall be prohibited in court and shall be punishable under section 198 (2) of the Penal Code, and where necessary, the said appliance shall be confiscated as provided for in section 35 of the Penal Code.

(2) Notwithstanding the provisions of sub-section 1 above, the Presiding Magistrate may by a reasoned decision, authorize the installation of a sound system in the court room and the use of recording instruments or loudspeakers to enable a wider audience to follow the proceedings.

CHAPTER III **EVIDENCE**

SUB-CHAPTER I **GENERAL RULES**

SECTION 307 The burden of proof shall lie upon the party who institutes a criminal action.

- SECTION 308** (a) Except where otherwise provided by law, an offence may be established by any means of proof.
- (b) Any proof in rebuttal of an allegation may be established by any means.
 - (c) Proof by means of wiretapping, electronic listening devices or other instruments of surveillance is admissible under the conditions laid down in sections 92 and 245 above.

ARTICLE 309 Il appartient au prévenu qui invoque un fait justificatif ou une cause de non-responsabilité de le prouver.

ARTICLE 310 (1) Le juge décide d'après la loi et son intime conviction.

(2) Sa décision ne doit être influencée, ni par la rumeur publique, ni par la connaissance personnelle qu'il aurait des faits objet de la poursuite.

(3) Elle ne peut être fondée que sur des preuves administrées au cours des débats.

ARTICLE 311 Le Tribunal ne peut fonder sa décision sur la déposition d'un co-prévenu, à moins qu'elle ne soit corroborée par des témoignages d'un tiers non impliqué dans la cause ou par tout autre moyen de preuve.

ARTICLE 312 (1) Le Tribunal ne prend connaissance du casier judiciaire et de tous autres renseignements de moralité concernant le prévenu qu'après l'avoir déclaré coupable.

(2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1er, lorsque le prévenu au cours des débats fait état de sa bonne moralité ou critique la moralité d'un témoin à charge, l'accusation peut établir sa mauvaise moralité en produisant aux débats tout renseignement en sa possession. Dans ce cas, la décision devra relever que le prévenu a été le premier à évoquer sa bonne moralité ou à critiquer celle d'un témoin à charge.

SECTION 309 Any accused who pleads any fact in justification of an offence or to establish his criminal irresponsibility, shall have the burden of proving it.

SECTION 310 (1) The judge shall be guided in his decision by the law and his conscience.

(2) His decision shall not be influenced either by public rumour or by his personal knowledge of the facts of the case.

(3) His decision shall be based only on the evidence adduced during the hearing.

SECTION 311 The court may not base its decision to convict the accused on the evidence of a co-accused unless it is corroborated by the evidence of a third party who is not implicated in the case or by any other evidence.

SECTION 312 (1) The court shall take cognisance of the criminal record and all other information concerning the character of the accused only after he has been found guilty.

(2) Notwithstanding the provisions of sub-section 1 above, when in the course of a hearing the accused puts his good character in issue, or challenges the character of a prosecution witness, the prosecution may, at the hearing, adduce evidence of his bad character by producing all available information in its possession in proof thereof. In such a case, the judgment shall mention that it was the accused person who first adduced evidence of his good character or challenged the character of a prosecution witness.

ARTICLE 313 (1) Le contenu d'un document ne peut être prouvé que par production de la preuve primaire ou, à défaut, de la preuve secondaire. La preuve testimoniale n'est pas admise.

- (2) a) Par preuve primaire, on entend l'original d'un document. Quand un document a été établi par le même procédé en plusieurs exemplaires, chaque exemplaire est une preuve primaire de ce document.
- b) Par preuve secondaire, on entend la copie conforme à l'original et certifiée par une autorité compétente.

ARTICLE 314 La preuve secondaire est admise dans les cas suivants :

- a) lorsqu'il est établi devant la juridiction que l'original est en la possession de la partie adverse ou d'un tiers qui, dûment requis, refuse de le produire ;
- b) lorsque l'existence et le contenu de l'original ne sont pas contestés par la partie adverse;
- c) lorsqu'il est établi que l'original a été détruit ou perdu;
- d) lorsque l'original ne peut être facilement déplacé.

SECTION 313 (1) The contents of a document may only be proved by primary evidence or, where necessary, by secondary evidence. Oral evidence in proof thereof shall not be admissible.

- (2) (a) Primary evidence shall mean the original of the document. Where a document has been made in several copies by the same mechanical process, each copy shall be primary evidence of the said document.
- (b) Secondary evidence shall mean copies made from the original and certified by a competent authority.

SECTION 314 Secondary evidence may be admitted in the following cases:

- (a) when it is established before the court that the original is in the possession of the adverse party or of a third party who refuses to produce same after service of a notice to produce on him;
- (b) when the existence and the contents of the original are not disputed by the adverse party;
- (c) when it is established that the original has been destroyed or lost;
- (d) when the original can not be easily moved.

ARTICLE 315 (1) L'aveu est une déclaration faite, à un moment quelconque, par le prévenu et par laquelle il reconnaît être l'auteur de l'infraction qui lui est reprochée.

(2) L'aveu n'est pas admis comme moyen de preuve s'il a été obtenu par contrainte, violence ou menace ou contre promesse d'un avantage quelconque ou par tout autre moyen portant atteinte à la libre volonté de son auteur.

(3) L'aveu fait volontairement constitue un moyen de preuve à l'encontre de son auteur.

(4) La force probante de l'aveu est laissée à l'appréciation du Tribunal, qui ne peut cependant l'admettre ou le rejeter que par décision motivée.

ARTICLE 316 La correspondance échangée entre un avocat et son client prévenu ne peut être admise comme preuve contre ce dernier.

ARTICLE 317 L'auteur d'un procès-verbal ou d'un rapport peut en outre être entendu comme témoin devant le Tribunal.

ARTICLE 318 (1) Lorsqu'il apparaît, au vu d'un acte judiciaire, que celui-ci a été régulièrement fait, les conditions légales pour son établissement sont présumées avoir été respectées.

(2) Lorsqu'un fonctionnaire au sens de l'article 131 du Code Pénal a agi dans les limites de sa compétence, les actes faits par lui sont présumés réguliers.

SECTION 315 (1) A confession is a statement made at any time by an accused in which he admits that he committed the offence with which he is charged.

(2) A confession shall not be admissible in evidence if it is obtained through duress, violence, or intimidation or in exchange of a promise for any benefit whatsoever or by any other means contrary to the free will of the maker of the confession.

(3) A voluntary confession shall constitute evidence against the person who made it.

(4) The probative value of a confession shall be left to the appreciation of the court which may however admit or reject it only by a reasoned decision.

SECTION 316 Any correspondence between the accused and his counsel shall not be admissible as evidence against the accused.

SECTION 317 The person who builds a case file or writes a report may in addition be heard as a witness before the court.

SECTION 318 (1) When a judicial act appears to the court to be regular, it shall be presumed to have been issued in conformity with the conditions laid down for its regularity.

(2) When a public servant within the meaning of section 131 of the Penal Code has acted within his competence, the acts done by him shall be presumed to be regular.

ARTICLE 319 Si la juridiction estime qu'une expertise est nécessaire à la manifestation de la vérité, il est procédé conformément aux dispositions des articles 203 et suivants.

ARTICLE 320 (1) En cas de contestation sur l'authenticité d'un document, le Tribunal peut le comparer avec un autre dont l'authenticité n'est pas contestée.

(2) Le Tribunal peut demander à toute personne présente à l'audience, lorsqu'elle a été mise en cause par l'une des parties, d'écrire quelques mots ou quelques chiffres, ou d'apposer ses empreintes digitales, en vue d'une comparaison avec les mots, chiffres ou empreintes digitales qui lui sont attribués.

ARTICLE 321 La juridiction peut, d'office ou à la demande de l'une des parties, ordonner tout transport sur les lieux.

La présence des parties et de leurs conseils au transport sur les lieux est obligatoire au même titre que leur comparution à l'audience.

Du tout, il est dressé procès-verbal.

SECTION 319 Where the court deems that expert opinion is necessary for the discovery of the truth, it shall be ordered in conformity with the provisions of sections 203 and following.

SECTION 320 (1) Where the authenticity of a document is contested, the Court may compare it with another document the authenticity of which is not contested.

(2) The court may require any person present in court and implicated by one of the parties, to write any words or figures or to make finger prints for the purpose of enabling the court to compare them with those that are attributed to him.

SECTION 321 The court may of its own motion or upon the application of any of the parties, order visits to the locus in quo.

The presence of the parties and their counsel during the visits is obligatory in the same manner as they are obliged to attend court sessions.

A written report shall be made of the visit to the locus in quo.

SECTION II
DES TEMOINS

ARTICLE 322 (1) Toute personne âgée de quatorze (14) ans au moins peut être entendue comme témoin. Toutefois, le mineur victime d'une infraction peut être entendu comme témoin, quel que soit son âge.

(2) Lorsque le Tribunal constate que la personne appelée à témoigner n'est pas en mesure de comprendre les questions qui lui sont posées, ou d'y donner des réponses cohérentes, par suite de son incapacité physique ou mentale, il passe outre, par décision motivée.

ARTICLE 323 (1) Tout prévenu peut, s'il le désire, être témoin à tous les stades de la procédure.

(2) Il peut être posé au prévenu qui a opté de témoigner toute question, même celle tendant à établir sa culpabilité.

ARTICLE 324 Lorsque le Tribunal estime nécessaire d'entendre comme témoin un prévenu qui ne peut, en raison de son état de santé, comparaître et s'il existe des raisons graves de ne pas différer son audition, il peut, par jugement avant-dire-droit, se transporter au lieu où se trouve celui-ci ou ordonner son audition par un magistrat commis à cet effet.

ARTICLE 325 (1) Les témoins sont cités ainsi qu'il est dit aux articles 41 à 53.

SUB-CHAPTER II
WITNESSES

SECTION 322 (1) Any person of not less than fourteen (14) years of age may testify as a witness. However, a minor of any age who is a victim of an offence, may testify as a witness.

(2) When the court is of the opinion that the person called upon to testify as a witness is not capable of understanding the questions put to him or giving rational answers to them as a result of his physical or mental incapacity, it shall, by a reasoned ruling, dispense with such a witness and continue with the hearing.

SECTION 323 (1) An accused may, if he so desires, be a witness at any stage of the proceedings.

(2) The accused who has opted to give evidence, may be asked any questions even where such questions tend to establish his guilt.

SECTION 324 Where the court deems it necessary to hear an accused person as a witness, and he is unable to appear before the court because of illness, and if there are serious reasons for not adjourning his examination, it may, by an interlocutory decision, move to the place where he is, or order by such decision, that he be heard by a magistrate commissioned for that purpose.

SECTION 325 (1) Witnesses shall be summoned as provided for in sections 41 to 53.

(2) Sous réserve des dispositions de l'article 322 (2), toute personne citée comme témoin est tenue de comparaître et de prêter serment avant de déposer. Toutefois et sauf dispositions contraires de la loi, le serment prêté ne délie pas le témoin de l'obligation de garder tout secret qui lui a été confié en raison de sa qualité ou de sa profession.

ARTICLE 326 Le Tribunal peut, par jugement avant-dire-droit, ordonner une nouvelle citation du témoin qui ne comparait pas et ne produit aucune excuse valable.

En cas de nouvelle défaillance, les dispositions de l'article 188 (2) sont applicables.

ARTICLE 327 (1) Le Président, après avoir procédé aux formalités prévues à l'article 338 (1) b), ordonne aux témoins de se retirer dans la salle qui leur est destinée, en attendant d'être appelés pour déposer.

(2) Il prend toutes mesures nécessaires pour empêcher les témoins de communiquer entre eux avant leurs dépositions.

ARTICLE 328 (1) Le Tribunal appelle les témoins en se conformant aux dispositions de l'article 327 (1) et leur demande de prêter serment conformément aux dispositions de l'article 183 (2).

(2) Subject to the provisions of section 322 (2), any person summoned as a witness shall be bound to appear and take oath before giving evidence. However, and, unless otherwise provided for by law, the oath taken shall not relieve the witness of his obligation to keep the secrets which have been confided to him by reason of his profession.

SECTION 326 The court may, by an interlocutory decision, order a fresh summons to be served on a witness who, though summoned, does not appear and offers no satisfactory explanation for his absence.

Where the witness still fails to appear, the provisions of section 188 (2) of this Code shall apply.

SECTION 327 (1) The Presiding Magistrate shall, after having complied with the provisions of section 338 (1) (b), order the witnesses to retire to a room set aside for them, while waiting to be called therefrom to give evidence.

(2) The Presiding Magistrate shall take all necessary measures to prevent the witnesses from communicating with each other before giving evidence.

SECTION 328 (1) The court shall call up the witnesses in accordance with the provisions of section 327 (1) to take oath in compliance with section 183 (2).

(2) Le témoin, après prestation de serment, décline ses nom, prénoms, âge, profession, domicile. Il précise s'il est parent ou allié du prévenu, du civilement responsable, de l'assureur de responsabilité ou de la partie civile ou s'il est au service de l'un d'eux.

ARTICLE 329 Le témoin qui a prêté serment n'a pas à le renouveler s'il est entendu de nouveau au cours du même procès. Le Président doit lui rappeler qu'il est encore lié par ledit serment.

ARTICLE 330 (1) Les témoins déposent séparément et oralement.

Toutefois, un témoin peut, avec l'autorisation du Tribunal, consulter un document établi à l'époque des faits, objet de sa déposition. Ce document doit être communiqué à la partie adverse si elle le demande.

(2) Les témoins du Ministère Public sont entendus les premiers, suivis de ceux de la partie civile, s'il y a lieu, et enfin, de ceux de la défense.

(3) Toute personne qui n'a pas été citée, mais qui est présente à l'audience peut, si elle en fait spontanément la demande, soit être entendue, soit produire tout document en sa possession. Elle est dispensée de serment.

Cette disposition ne s'applique pas aux membres de la juridiction.

(2) The witness, after taking the oath, shall state his full name, age, occupation and residence. He shall also specify whether he is related by blood or by marriage or by reason of his employment to the accused, the civil party, the person vicariously liable or the insurer.

SECTION 329 A witness who has taken oath shall not renew it if he is heard again in the course of the same trial. The Presiding Magistrate shall remind him that he had taken the oath and that he is still bound by it.

SECTION 330 (1) Witnesses shall give their evidence separately and orally.

However, a witness may, with leave of the court, consult any written document made at the time when the facts to which he is testifying occurred. This document shall be shown to the adverse party if he so requests.

(2) The witnesses for the prosecution shall be heard first, followed by those for the civil party, if any, and finally those for the defence.

(3) Any person not summoned but who is present in court may, if he spontaneously so requires, testify or produce any document in his possession for the purpose of information only. He shall not take oath.

This provision shall not apply to the members of the court.

(4) La partie qui cite un témoin ne peut mettre en cause le crédit de celui-ci mais, si lors de l' « examination-in-chief », le témoin fait des déclarations manifestement contraires aux premières, cette partie peut demander au Tribunal l'autorisation de le contredire en le soumettant à la « cross- examination ».

ARTICLE 331 (1) L'interrogatoire d'un témoin par la partie qui l'a fait citer est appelé « examination-in-chief » .

(2) L'interrogatoire d'un témoin par une partie autre que celle qui l'a fait citer est dit « cross-examination ».

(3) L'interrogatoire après la «cross-examination», d'un témoin par la partie qui l'a fait citer, est appelé « re-examination ».

ARTICLE 332 (1) Chaque témoin subit d'abord l' « examination-in-chief », puis si l'autre partie le désire, la « cross-examination» et, enfin, la «re-examination », si la partie qui l'a fait citer le demande.

(2) Au cours de l' « examination-in-chief », le témoin est invité à dire ce qu'il sait sur les faits de la cause.

(3) La «cross-examination» vise deux buts :

- b) affaiblir, modifier ou détruire la thèse de la partie adverse;
- c) susciter du témoin de la partie adverse des déclarations favorables à la thèse de la partie qui procède à la « cross-examination ».

(4) The party producing a witness shall not be allowed to impeach his credit ; however, where in the course of his examination-in-chief the witness gives evidence which is manifestly contradictory to his previous statement, the party calling him may apply to the court for leave to impeach his credit by subjecting him to cross-examination.

SECTION 331 (1) The examination of a witness by the party who called him shall be known as examination-in-chief.

(2) The examination of a witness by a party other than the party who called him shall be known as cross-examination.

(3) The examination of a witness after cross-examination by the party who called him shall be known as re-examination.

SECTION 332 (1) Every witness shall first undergo examination - in-chief, then, if the other party so desires, cross-examination and lastly, if the party who called him so desires, re-examination.

(2) In the course of examination-in-chief, the witness shall be invited to say what he knows about the facts of the case.

(3) The aim of cross-examination shall be two fold:

- (a) to weaken, contradict or destroy the case of the opponent ; and
- (b) to obtain from the witness of the opponent, statements favourable to the case of the party cross-examining.

(4) La « cross-examination » peut ne pas se limiter aux faits relatés dans la déposition du témoin lors de l'«examination-in-chief».

(5) Aucun fait nouveau ne doit être évoqué lors de la «re-examination».

ARTICLE 333 Lorsqu'un témoin ne s'exprime pas dans l'une des langues officielles comprises des membres de la juridiction, ou est sourd-muet ou atteint d'une infirmité qui ne lui permet pas de se faire comprendre, les dispositions des articles 183, 354, 355 et 357 lui sont applicables.

ARTICLE 334. Tout fonctionnaire qui a dénoncé un crime ou un délit, conformément aux dispositions de l'article 135 (5), est tenu de comparaître et de déposer, s'il est cité.

ARTICLE 335 Pour être admis, le témoignage doit être direct.

Est direct, le témoignage qui émane :

- h) de celui qui a vu le fait, s'il s'agit d'un fait qui pouvait être vu ;
- b) de celui qui l'a entendu, s'il s'agit d'un fait qui pouvait être entendu ;
- c) de celui qui l'a perçu, s'il s'agit d'un fait qui pouvait être perçu par tout autre sens ;

(4) Cross-examination may not be limited to the facts to which the witness testified during his examination-in-chief.

(5) No new fact shall be introduced during re-examination.

SECTION 333 If a witness speaks a language other than one of the official languages understood by the members of the court, or is deaf and dumb, or has an infirmity which hinders him from making himself understood, the provisions of sections 183, 354, 355 and 357 shall be applicable.

SECTION 334 Any public servant who has reported a felony or a misdemeanour, in accordance with the provisions of section 135 (5), shall be bound to appear in court and testify, if summoned.

SECTION 335 To be admissible, oral evidence shall be direct, that is to say:

- (a) if it refers to a fact which could be seen, it shall be the evidence of a witness who saw that fact ;
- (b) if it refers to a fact which could be heard, it must be the evidence of a witness who heard that fact ;
- (c) if it refers to a fact which could be perceived by any other sense, it shall be the evidence of a witness who perceived that fact by that sense ;

- d) de son auteur, s'il s'agit d'une opinion.

Toutefois, en cas d'assassinat, de meurtre ou de coups mortels, la déclaration verbale ou écrite de la victime relative à son décès est admise en témoignage.

ARTICLE 336 Sont, nonobstant les dispositions de l'article 335, admises comme moyens de preuve :

- a) la déposition faite au cours d'une procédure judiciaire par une personne qui ne peut être réentendue pour cause de décès, de délai trop court pour obtenir sa comparution, du coût excessif de son déplacement ou de l'impossibilité de la retrouver ;
- b) les dépositions recueillies au cours de l'enquête préliminaire.

ARTICLE 337 Dans une procédure pénale, aucun magistrat, officier ou agent de police judiciaire n'est tenu de divulguer la source de son information.

Toutefois, le témoignage provenant d'une source non révélée n'a aucune force probante.

- (d) if it refers to an opinion, it shall be the evidence of the person who holds that opinion.

However, in case of capital murder, murder or assault occasioning death, the written or verbal statements of the victim relating to his death shall be admissible in evidence.

SECTION 336 Notwithstanding the provisions of section 335, the following shall be admissible in evidence :

- (a) Any statement made in the course of a judicial proceeding by a person who cannot be heard at subsequent proceedings either because he is deceased or because of insufficient time to get him to appear before the court, the excessive expenditure involved, or the impossibility of finding him;
- (b) Statements made in the course of judicial police investigations.

SECTION 337 In criminal proceedings, no magistrate, judicial police officer or judicial police agent shall be compelled to disclose the source of his information.

However evidence based on such an undisclosed source shall not have any probative value.

CHAPITRE IV
DE LA PROCEDURE A L'AUDIENCE ET
DES DEBATS

SECTION I
DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 338 (1) a) Le Président ouvre l'audience et demande au Greffier de faire l'appel des affaires inscrites au rôle.

b) Il constate pour chaque affaire, la présence ou l'absence des parties et de toutes les autres personnes convoquées.

c) Il vérifie l'identité de chaque prévenu.

(2) Mention de ces formalités est faite au plumentif d'audience et dans le jugement par le Président.

ARTICLE 339 Le Président et, le cas échéant, les autres membres de la collégialité, ne doivent pas laisser apparaître leurs sentiments ni exprimer leur opinion au cours des débats.

ARTICLE 340 (1) Le renvoi est obligatoire lorsque le prévenu ou toute autre partie est absent et s'il ne ressort pas du dossier qu'il a été régulièrement cité.

CHAPTER IV
PROCEDURE AT THE HEARING

SUB-CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

SECTION 338 (1) (a) The Presiding Magistrate shall declare the session open and ask the Registrar to call the cases listed for hearing.

(b) He shall, for each case called, ascertain whether all the parties and other persons summoned are present or absent.

(c) He shall verify the identity of every accused.

(2) These formalities shall be mentioned in the record book and in the judgment by the Presiding Magistrate.

SECTION 339 The Presiding Magistrate, and in case of collegiality, the other members of the bench, shall not, in the course of hearing a case, portray their personal opinions or feelings.

SECTION 340 (1) A case shall be adjourned whenever the accused or any other party is not present, if from the case-file, it is not evident that he was duly served with the summons.

(2) Il en est de même lorsque le prévenu, régulièrement cité à personne, ne comparait pas, mais présente une excuse reconnue valable.

ARTICLE 341 Le renvoi est facultatif, soit lorsque les autres personnes convoquées ou citées sont absentes, soit à la demande de l'une des parties.

ARTICLE 342 Le Président qui ordonne le renvoi doit indiquer à haute voix le motif et la date fixée pour la prochaine audience.

ARTICLE 343 Le Tribunal ne peut renvoyer une affaire sine die sous peine de poursuites disciplinaires contre le magistrat, auteur du renvoi.

ARTICLE 344 (1) Le renvoi prononcé en présence des parties qui ont comparu vaut notification du renvoi et de la date de la prochaine audience.

(2) Si le renvoi a été prononcé en l'absence d'une partie régulièrement citée, celle-ci peut s'enquérir de la nouvelle date d'audience au greffe de la juridiction.

ARTICLE 345 En cas de suspension de l'audience, le Président doit fixer et indiquer l'heure et la date de la reprise.

(2) The same shall apply when an accused on whom personal service has been effected does not appear but gives an acceptable excuse for his absence.

SECTION 341 An adjournment shall be at the discretion of the court when the other persons summoned are absent or when any of the parties applies for it.

SECTION 342 The Presiding Magistrate who orders an adjournment shall, in a loud voice, announce the reason thereof and the date for the next hearing.

SECTION 343 The court shall not adjourn a case sine die, under pain of sanctions being taken against the magistrate concerned.

SECTION 344 (1) Where a party is present when the adjournment is announced, he shall be deemed to have been notified of the date of the next hearing.

(2) Where an adjournment is announced in the absence of a party who was properly summoned, that party may obtain information of the date of adjournment from the court registry.

SECTION 345 Where the Presiding Magistrate suspends the hearing, he shall specify the time and date of resumption.

ARTICLE 346 Le Président peut, en vue de la manifestation de la vérité, ordonner la citation de toute personne non partie au procès ou la production de tout document ou objet.

SECTION II **DE LA COMPARUTION DU PREVENU**

ARTICLE 347 Le prévenu détenu est conduit à l'audience par la force de maintien de l'ordre. Il comparaît sans menottes.

ARTICLE 348 (1) Le prévenu cité à personne est tenu de comparaître.

(2) Le prévenu doit également comparaître s'il est établi qu'il a eu connaissance de la citation faite dans les formes prévues aux articles 48 à 53.

ARTICLE 349 Lorsque le prévenu cité à personne ne comparaît pas et ne présente pas d'excuse reconnue valable par le Tribunal, la parole n'est donnée à son conseil que pour justifier son absence et le jugement à intervenir est contradictoire.

SECTION 346 The Presiding Magistrate may, if he considers it necessary for the discovery of the truth, order a summons to be served on any person who is not a party to the case, or order the production of any relevant document or article.

SUB-CHAPTER II **APPEARANCE OF THE ACCUSED**

SECTION 347 An accused, who is detained, shall be brought unfettered before the court by an officer of the forces of law and order.

SECTION 348 (1) An accused on whom personal service has been effected shall be bound to appear before the court.

(2) An accused shall also appear before the court if it is proved that he had knowledge of the summons in accordance with the provisions of sections 48 to 53.

SECTION 349 Where an accused on whom personal service has been effected does not appear and does not give a valid reason therefor, no right of audience shall be given to his counsel except only to justify the absence of the accused and the judgment delivered shall be considered as having been delivered after full hearing.

ARTICLE 350 (1) Par dérogation aux dispositions de l'article 349:

- a) le prévenu cité pour une infraction punie d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à deux ans peut, par lettre, demander à être jugé en son absence ; cette lettre est versée au dossier de procédure. S'il a un conseil, celui-ci est entendu et, dans les deux cas, le jugement est contradictoire ;
- b) si le Tribunal estime nécessaire la comparution personnelle du prévenu, il l'ordonne par jugement avant-dire-droit et fixe une nouvelle date d'audience qui est notifiée au prévenu à la diligence du Ministère Public ;
- c) si le prévenu ne comparait pas à cette date, le jugement rendu est contradictoire.

(2) Le jugement est également contradictoire lorsque le prévenu a comparu à une audience, même s'il n'assiste plus aux audiences de renvoi.

SECTION 350 (1) Notwithstanding the provisions of section 349 :

- (a) an accused summoned for an offence punishable with a fine or with a term of imprisonment equal to or less than two years may by letter, apply to be tried in absentia; this letter shall be filed in the case file. Where he has counsel, his counsel shall be given the right of audience and, in both cases, the judgment delivered shall be considered as delivered after full hearing ;
- (b) if the court considers that the personal appearance of the accused is necessary, it shall so order by an interlocutory ruling and fix a new date for the hearing which shall be notified to him at the instance of the Legal Department ;
- (c) if he fails to appear on that date, the judgment delivered shall be considered as delivered after full hearing.

(2) A judgment shall also be considered as having been delivered after full hearing, where the accused has appeared at a hearing even if he no longer appears at successive adjourned hearings.

ARTICLE 351 Lorsque le prévenu n'a pas été cité à personne, il est jugé par défaut s'il ne comparaît pas.

Toutefois, si le Tribunal estime nécessaire sa comparution personnelle, il l'ordonne par jugement avant-dire-droit et fixe une nouvelle date d'audience qui lui est notifiée à la diligence du Ministère Public.

ARTICLE 352 Le prévenu qui comparaît peut se faire assister d'un conseil.

ARTICLE 353 La partie civile, le civilement responsable et l'assureur peuvent se faire représenter. Dans ce cas, le jugement à intervenir est contradictoire à leur égard.

ARTICLE 354 (1) Si le prévenu ne s'exprime pas dans l'une des langues officielles comprises des membres de la juridiction ou s'il est nécessaire de traduire un document versé aux débats, le Président désigne d'office un interprète âgé de vingt et un (21) ans au moins et lui fait prêter le serment d'interpréter fidèlement les paroles des personnes parlant des langues différentes ou de traduire fidèlement le document en cause.

(2) Les parties peuvent récuser l'interprète. Dans ce cas, la juridiction statue sur-le-champ et sa décision n'est susceptible d'aucune voie de recours.

SECTION 351 Where substituted service is effected on the accused and he does not appear, he shall be tried in absentia.

However, where the court considers that the personal appearance of the accused is necessary, it shall so order by an interlocutory ruling and fix a new date for the hearing, which shall be notified to him by the Legal Department.

SECTION 352 The accused who appears may be assisted by counsel.

SECTION 353 Where the civil party, the person vicariously liable and the insurer are absent but are represented by counsel, the judgment delivered shall be considered as delivered after full hearing.

SECTION 354 (1) Where an accused speaks a language other than one of the official languages understood by the members of the court, or where it is necessary to translate any document produced in court, the Presiding Magistrate shall of his own motion appoint an interpreter of not less than twenty-one (21) years of age, who shall take oath to interpret faithfully the testimonies of persons speaking in different languages or faithfully translate the document in question.

(2) The parties may recuse the interpreter. In this case, the court shall rule immediately on the recusal and such ruling shall not be subject to appeal.

ARTICLE 355 (1) Lorsqu'un interprète ne donne pas une interprétation véridique et digne de foi, toute partie peut le relever et proposer au Tribunal le changement d'interprète.

(2) Le Tribunal peut également, d'office, relever qu'une interprétation n'est pas véridique et digne de foi et procéder, après avis des parties, au changement d'interprète.

ARTICLE 356 Le greffier audientier, les parties ou les témoins ne peuvent, même avec le consentement du prévenu, assumer le rôle d'interprète.

ARTICLE 357 Si le prévenu est sourd-muet et ne sait pas écrire, le Président désigne d'office en qualité d'interprète, la personne qui peut converser avec lui. Les dispositions des articles 354 et 355 sont applicables.

ARTICLE 358 Si le prévenu, sourd-muet ou atteint d'une infirmité qui ne lui permet pas de se faire comprendre sait écrire, le greffier prend note des questions ou observations qui lui sont faites. Celles-ci sont remises au prévenu qui répond par écrit. Lecture du tout est donnée par le greffier.

SECTION 355 (1) When an interpreter does not give a true and faithful interpretation, any party to the proceedings may point this out and move the court to have the interpreter replaced.

(2) The court may also of its own motion, point out an interpretation which is not true and faithful and shall proceed to replace the interpreter after having heard the parties.

SECTION 356 The Registrar in attendance, the parties or the witnesses, shall not, even with the consent of the accused, perform the functions of interpreter.

SECTION 357 Where an accused is deaf and dumb and does not know how to write, the Presiding Magistrate shall of his own motion appoint as interpreter a person who can communicate with him. In this case, the provisions of sections 354 and 355 shall apply.

SECTION 358 If an accused is deaf and dumb or has an infirmity which prevents him from being understood but is able to write, the registrar shall reduce into writing the questions or observations to be put to him. They shall be handed to the accused who shall reply in writing. The registrar shall read out both the questions and the answers.

SECTION III
DU DEROULEMENT DES DEBATS

ARTICLE 359 (1) Dès l'ouverture des débats, le Président, après avoir procédé aux formalités prévues à l'article 338, fait notifier au prévenu les faits qui lui sont reprochés et lui demande s'il plaide coupable ou non coupable.

(2) Le prévenu qui plaide coupable peut bénéficier, en cas de condamnation, des dispositions des articles 90 et 91 du Code Pénal.

ARTICLE 360 Si le prévenu plaide coupable :

- a) le Tribunal enregistre sa déclaration au plumentif d'audience;
- b) le Ministère Public expose les faits de la cause, pose la qualification pénale et énonce les dispositions légales applicables;
- c) la partie civile prend la parole pour ses observations sur les faits relatés par le Ministère Public;
- d) la parole est donnée au prévenu pour faire toute déclaration qu'il désire;
- e) le Tribunal se prononce sur la culpabilité.

SUB-CHAPTER III
THE TRIAL

SECTION 359 (1) At the commencement of the trial, the Presiding Magistrate shall, after having complied with the provisions of section 338, cause the charge to be read out to the accused and shall ask him whether he pleads guilty or not guilty.

(2) An accused who pleads guilty may, where the court finds him guilty, benefit from the provisions of sections 90 and 91 of the Penal Code.

SECTION 360 If the accused pleads guilty :

- (a) the court shall record his plea ;
- (b) the Legal Department shall present the facts of the case, give the statement of offence and state the provisions of the law applicable;
- (c) the civil party shall be called upon to address the court on the facts presented by the Legal Department ;
- (d) the accused shall be given the right of audience to make any statement he deems fit;
- (e) the court shall rule on the plea of guilty.

ARTICLE 361 (1) Si le Tribunal accepte le choix du prévenu qui a déclaré plaider coupable, il donne la parole à la partie civile ou à son conseil pour formuler sa demande en dommages et intérêts, puis au Ministère Public pour produire le casier judiciaire et requérir sur la peine applicable et éventuellement sur la demande des dommages et intérêts. La parole est ensuite donnée au conseil du prévenu, s'il en a un, puis au prévenu pour sa dernière déclaration.

(2) Après les réquisitions du Ministère Public, les plaidoiries et la dernière déclaration du prévenu, le Tribunal déclare les débats clos et fait application de l'article 388.

ARTICLE 362 (1) Si le Tribunal estime que les faits tels qu'exposés par l'accusation doivent être autrement qualifiés, il précise la nouvelle qualification et la notifie au prévenu.

- (2) a) Si cette qualification relève de sa compétence, il demande au prévenu s'il plaide coupable ou non coupable et procède, selon le cas, comme il est indiqué à l'article 361 ou à l'article 365.
- b) Le Tribunal peut d'office ou à la demande d'une partie, renvoyer la cause à une date ultérieure.
- (3) a) Si la nouvelle qualification ne relève pas de sa compétence, le Tribunal se déclare incompétent.
- b) Les dispositions de l'article 394 sont applicables.

SECTION 361 (1) If the court accepts the plea of guilty, it shall give the right of audience to the civil party or his counsel to apply for damages and the prosecution shall then produce the criminal record of the accused and make its submissions on the applicable penalty, and where necessary on the damages. The court shall then proceed to hear counsel for the accused, if he has one, and thereafter the accused shall be called upon to make his final statement.

(2) After the prosecution's submissions, the addresses of counsel and the final statement of the accused, the court shall declare the hearing closed and shall proceed as provided for in section 388.

SECTION 362 (1) If the court finds that the facts of the case as presented by the prosecution sustain a different offence, it shall amend the charge and inform the accused accordingly.

- (2) (a) Where the new charge is within the competence of the court, it shall ask the accused to plead to it and shall proceed, as the case may be, as provided for under section 361 or section 365.
- (b) The court may either of its own motion or at the request of one of the parties, adjourn the case to a later date.
- (3) (a) Where the new charge is not within its competence, the court shall decline jurisdiction.
- (b) The provisions of section 394 shall apply.

ARTICLE 363 Si au cours des débats, des faits nouveaux sont relevés à l'encontre du prévenu, le Président les qualifie et procède comme il est indiqué à l'article 362 (1), (2) et (3).

ARTICLE 364 Si le Tribunal n'accepte pas le choix du prévenu qui a déclaré plaider coupable, le procès se déroule conformément aux dispositions de l'article 365.

ARTICLE 365 (1) Si le prévenu plaide non coupable, la juridiction entend les témoins du Ministère Public et de la partie civile, dans les conditions prévues aux articles 328 et 330.

(2) A ce stade, notwithstanding les dispositions de l'article 361, le Ministère Public ne fait état ni du casier judiciaire, ni des renseignements concernant la moralité de l'accusé.

(3) Si le Tribunal estime, après l'audition des témoins, les réquisitions du Ministère Public et, éventuellement, les observations de la partie civile, que les faits ne constituent aucune infraction ou que les preuves n'ont pas été rapportées, il prononce la relaxe du prévenu.

SECTION 363 If in the course of the hearing, new facts emerge against the accused, the Presiding Magistrate shall amend or alter the charge in that respect and proceed as provided for in section 362 (1), (2) and (3).

SECTION 364 If the court does not accept the accused's plea of guilty, it shall proceed with the case in accordance with the provisions of section 365.

SECTION 365 (1) where the accused pleads not guilty, the court shall hear the witnesses for the prosecution and for the civil party in compliance with the provisions of sections 328 and 330.

(2) At this stage, notwithstanding the provisions of section 361, the Legal Department shall not make any reference to the criminal record of the accused or to any information concerning his character.

(3) If after hearing the witnesses, the submissions of the Legal Department and, where necessary, the observations of the civil party, the court finds that the evidence adduced does not sustain the offence or that the facts do not constitute any offence, it shall discharge the accused.

ARTICLE 366 (1) Si le Tribunal estime que des éléments de preuve suffisants sont réunis pour que le prévenu puisse présenter sa défense, il lui offre trois options :

- a) faire sans serment toute déclaration pour sa défense ;
- b) ne faire aucune déclaration ;
- c) déposer comme témoin sous serment.

(2) Le Président informe le prévenu que s'il choisit de ne rien dire ou de faire une déclaration sans serment, il ne lui sera posé aucune question et que, s'il décide de déposer sous serment, le Ministère Public, la partie civile et le Tribunal pourront lui poser des questions.

(3) Le Président informe en outre le prévenu que les déclarations faites sous serment ont plus de force probante.

(4) Le Président demande au prévenu s'il a des témoins à faire entendre ou d'autres éléments de preuve à présenter.

ARTICLE 367 L'inobservation des formalités prévues à l'article 366 est sanctionnée par la nullité de la procédure et du jugement subséquent.

SECTION 366 (1) If the court finds that there is evidence to warrant the accused to be put to his defence, it shall put the following three options to him :

- (a) that he may make a statement in his defence not on oath;
- (b) that he may say nothing ; or
- (c) that he may give evidence on oath as a witness.

(2) The Presiding Magistrate shall inform the accused that where he opts to say nothing or to give evidence not on oath, he shall not be asked any questions, and that where he opts to give evidence on oath, the prosecution, the civil party and the court may ask him questions.

(3) The Presiding Magistrate shall further inform the accused that evidence given on oath shall have more probative value.

(4) The Presiding Magistrate shall ask the accused whether he has witnesses he wants to call or other evidence to adduce.

SECTION 367 Failure to comply with the provisions of section 366 shall render the trial and the judgment null and void.

ARTICLE 368 Si le prévenu plaide non coupable sur certains chefs d'accusation et coupable sur les autres, le Tribunal doit procéder comme s'il avait plaidé non coupable sur tous les chefs d'accusation.

ARTICLE 369 Le prévenu qui a plaidé non coupable peut, à tout moment du procès, changer d'avis et plaider coupable, auquel cas, le Tribunal procède conformément aux dispositions des articles 361 (1) et 362.

ARTICLE 370 Lorsque le prévenu refuse de dire s'il plaide coupable ou non coupable, le Tribunal en prend acte et procède comme il est dit à l'article 365.

ARTICLE 371 (1) Si le prévenu ne paraît pas jouir de toutes ses facultés mentales, le Tribunal ordonne, par un jugement avant-dire-droit, une expertise médicale et renvoie la cause à une audience ultérieure pour production du rapport.

(2) S'il résulte du rapport d'expertise que le prévenu est sain d'esprit, la procédure suit son cours conformément aux dispositions de l'article 365.

(3) S'il en résulte que le prévenu n'est pas sain d'esprit, le Tribunal ordonne son internement dans une maison de santé et déclare l'action publique suspendue. Les dispositions des articles 44 (2) du Code Pénal et 68 (3) b) du présent Code sont applicables.

ARTICLE 372 Aucun nombre déterminé de témoins n'est requis pour prouver un fait.

SECTION 368 If the accused pleads not guilty to some counts of the charge but guilty to others, the court shall proceed as if he had pleaded not guilty to all the counts.

SECTION 369 The accused who pleads not guilty may at any stage of the trial, change his mind and plead guilty. In this case, the court shall proceed in accordance with the provisions of sections 361 (1) and 362.

SECTION 370 If the accused refuses to plead, the court shall record this fact and proceed as provided under section 365.

SECTION 371 (1) If it appears to the court that the accused is of unsound mind, it shall, by an interlocutory decision, order an expert to produce a medical report and shall adjourn the hearing to a later date.

(2) If it can be deduced from the report that the accused is of sound mind, the proceedings shall continue in accordance with the provisions of sections 365.

(3) If it is found that the accused is of unsound mind, the court shall order his confinement in a health institution and stay the proceedings. The provisions of sections 44 (2) of the Penal Code and 68 (3) (b) of this Code shall be applicable.

SECTION 372 No particular number of witnesses shall be required to prove any fact.

ARTICLE 373 (1) Après la déposition d'un témoin d'une partie, le Président demande à la partie adverse si elle entend soumettre ce témoin à la « cross-examination » et par la suite la partie, si elle le désire, le soumet à la « re-examination ».

(2) Le Président, ou en cas de collégialité, tout autre membre du Tribunal peut également, à la fin, poser des questions au témoin.

ARTICLE 374 Lorsqu'il existe plusieurs prévenus, le témoin produit par l'un d'eux peut être soumis à la « cross-examination » par chacun des autres prévenus et, dans ce cas, cette « cross-examination » a lieu avant celle faite par la partie civile et le Ministère Public.

ARTICLE 375 Lorsqu'il existe plusieurs prévenus, chacun d'eux peut procéder à la « cross-examination » du témoin de l'accusation et de la partie civile. La « re-examination » de ce témoin ne peut intervenir qu'après qu'il ait subi toutes les « cross-examinations ».

ARTICLE 376 Le Président présente les pièces à conviction aux témoins et aux autres parties et enregistre, le cas échéant, leurs observations.

ARTICLE 377 (1) Le Ministère Public, les autres parties et leurs conseils ont le droit de procéder à l' « examination-in-chief » et à la « re-examination », sous réserve des dispositions de l'article 379.

SECTION 373 (1) After a witness has testified, the Presiding Magistrate shall ask the adverse party if he wants to cross-examine the witness, and thereafter the party calling the witness if he wants to re-examine him.

(2) The Presiding Magistrate or any member of the court where it is sitting as a collegiate bench, may finally put questions to the witness.

SECTION 374 Where there are several accused persons, a witness called by any one of them may be cross-examined by each of the other accused persons and in that case, such cross-examination shall take place before cross-examination by the civil party and by the prosecution.

SECTION 375 Where there are several accused persons, each of them may cross-examine a witness called by the civil party and the prosecution. Re-examination of such a witness shall proceed only after all the cross-examinations of the said witness have taken place.

SECTION 376 The Presiding Magistrate shall show the exhibits to the witnesses and to the other parties and shall, where necessary, record their observations thereon.

SECTION 377 (1) The Legal Department, the other parties and their counsel shall have the right of examination-in-chief and re-examination subject to the provisions of section 379.

(2) Ils ont le droit de procéder à la « cross-examination » des témoins des autres parties.

(3) Les parties peuvent, sur autorisation du Président et dans les conditions définies à l'article 330 (4), procéder à la « cross-examination » de leurs propres témoins.

ARTICLE 378 Le témoin peut se retirer après sa déposition, à moins que le Président n'en décide autrement.

ARTICLE 379 (1) Le Président peut écarter des débats toute question qui :

- a) est indécente, offensante, scandaleuse ou insidieuse;
- b) a trait à des faits si anciens que leur vérification s'avère impossible ;
- c) est de nature à prolonger inutilement les débats.

(2) Mention de la question et de la décision du Président est portée au plumitif.

ARTICLE 380 (1) Est considérée comme insidieuse, toute question posée au témoin de manière à suggérer la réponse que celui qui la pose souhaite ou espère obtenir.

(2) Si la partie adverse fait objection à une question insidieuse posée lors de l'« examination-in-chief » ou de la « re-examination », il ne doit y être répondu qu'avec l'autorisation du Président.

(2) They shall have the right to cross-examine the witnesses of the other parties.

(3) The parties may, with leave of the Presiding Magistrate, proceed to cross-examine their own witnesses in accordance with the conditions laid down in section 330 (4).

SECTION 378 A witness may withdraw after giving evidence, unless the Presiding Magistrate decides otherwise.

SECTION 379 (1) The Presiding Magistrate may disallow any question which is :

- (a) indecent, offensive, scandalous, or leading;
- (b) related to facts so remote in time that verifying them will be impossible ;
- (c) of such a nature as to prolong the proceedings unnecessarily.

(2) The question and the decision of the Presiding Magistrate shall be written in the record book.

SECTION 380 (1) Any question suggesting the answer which the person putting it wishes or expects to receive shall be known as a leading question.

(2) Leading questions shall not, if objected to by the adverse party, be asked during examination-in-chief or in re-examination, except with leave of the Presiding Magistrate.

(3) Le Président peut autoriser des questions insidieuses lorsqu'elles portent sur des faits non contestés ou déjà suffisamment établis.

(4) Des questions insidieuses peuvent être posées pendant la « cross-examination ».

ARTICLE 381 (1) Les notes d'audience sont prises par le Président dans un registre appelé plumitif d'audience.

(2) Les notes d'audience prises dans chaque affaire sont signées par le Président et par tous les magistrats en cas de collégialité.

(3) Elles sont présumées conformes aux débats.

(4) En cas de recours, une copie des notes d'audience est versée au dossier de procédure.

ARTICLE 382 (1) Au cours des débats, le Ministère Public prend toutes réquisitions orales ou écrites conformément aux dispositions de l'article 128 (3).

(2) Les autres parties au procès peuvent également présenter des conclusions orales ou écrites.

(3) The Presiding Magistrate may permit leading questions as to matters which are undisputed or which have been already sufficiently proved.

(4) Leading questions may be asked in cross-examination.

SECTION 381 (1) The record of proceedings shall be taken down in the record book by the Presiding Magistrate.

(2) The record of proceedings taken down in every trial shall be signed by the Presiding Magistrate and, in the case of a collegiate bench, by all the other members of the panel.

(3) The record of proceedings shall be presumed to be the authentic record of the trial.

(4) In case of appeal, a copy of the record of proceedings shall be included in the case file.

SECTION 382 (1) The prosecution shall during the hearing make any oral or written submission in compliance with the provisions of section 128 (3).

(2) The other parties may also make oral or written submissions.

(3) La juridiction statue par une seule et même décision, d'abord sur les incidents et exceptions et ensuite, sur le fond.

(4) Elle statue par jugement séparé sur toute exception d'ordre public.

ARTICLE 383 (1) a) Si la déposition d'un témoin paraît fausse, le Président peut, soit d'office, soit sur réquisitions du Ministère Public ou à la demande d'une partie, lui faire observer qu'il a fait une fausse déclaration et qu'il peut la rétracter.

b) Si le témoin persiste, le Président peut lui enjoindre de demeurer dans la salle en le plaçant éventuellement sous la surveillance de la force de maintien de l'ordre.

(2) Dans ce cas, les dispositions des articles 164 du Code Pénal et 305 (2) du présent Code sont applicables.

ARTICLE 384 (1) Si les débats ne peuvent être terminés au cours de la même audience, le Président ordonne le renvoi et fixe le jour et l'heure où ils seront repris.

(2) Les parties et les témoins non entendus ou ceux qui ont été invités à rester à la disposition de la juridiction doivent comparaître, sans nouvelle citation, à l'audience de renvoi.

(3) The court shall, in the same judgment, decide first, on subsidiary issues and objections, and then on the merits of the case.

(4) It shall, by a separate decision, rule on any objection taken on grounds of public policy.

SECTION 383 (1) (a) If the testimony of a witness appears to be false, the Presiding Magistrate may, either of his own motion, or on the application of the Legal Department or of one of the parties, draw the attention of the witness to his false statement and inform him that he may withdraw it.

(b) If the witness persists, the Presiding Magistrate may order him to remain in the court hall and, if need be, under the supervision of the forces of law and order.

(2) In such a case, the provisions of sections 164 of the Penal Code and 305 (2) of this Code shall be applicable.

SECTION 384 (1) If the hearing cannot be finished in one sitting, the Presiding Magistrate shall adjourn it and announce the day and hour when it shall resume.

(2) The parties and witnesses who were not heard or those who had been invited to remain at the disposal of the court shall appear without a fresh summons on the date to which the case is adjourned.

SECTION IV
DE LA CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE.

ARTICLE 385 (1) Toute personne qui prétend avoir subi un préjudice du fait d'une infraction peut se constituer partie civile à l'audience, par conclusions écrites ou déclarations orales.

(2) La partie civile précise le montant des dommages-intérêts qu'elle réclame.

(3) Lorsque la victime d'une infraction ne s'est pas constituée partie civile, le Président lui demande si elle entend le faire.

(4) La déclaration de constitution de partie civile doit, à peine d'irrecevabilité, être faite avant la clôture des débats.

(5) Mention de la constitution de partie civile est faite dans le jugement.

(6) Lorsque la victime d'une infraction citée en qualité de partie civile ne comparait pas pour chiffrer sa demande en dommages-intérêts, le Tribunal statue uniquement sur l'action publique.

Dans ce cas, l'intéressé conserve le droit de porter son action devant la juridiction civile.

ARTICLE 386 Le désistement de la partie civile de son action en dommages-intérêts devant la juridiction répressive ne fait pas obstacle à une action devant la juridiction civile.

SUB-CHAPTER IV
CLAIM BY A CIVIL PARTY.

SECTION 385 (1) Anyone who alleges that he suffered injury as a result of the commission of an offence may make an oral or written application for damages in court.

(2) The civil party shall indicate the damages which he is claiming.

(3) Where the victim of an offence has not made an application for damages, the Presiding Magistrate shall ask him if he intends to do so.

(4) The application for damages by a civil party shall be made before the end of the proceedings otherwise it shall be inadmissible.

(5) When a person has applied for damages as a civil party, mention of this fact shall be made in the judgment.

(6) Where the victim of an offence summoned as a civil party does not appear to indicate his claim for damages, the court shall decide on the criminal action only.

In this case, the victim shall retain his right to bring a civil action.

SECTION 386 The withdrawal by a civil party of his claim for damages during a criminal trial shall not bar his right to claim damages before a civil court.

CHAPITRE V
DU JUGEMENT

SECTION I
DE LA NATURE ET DU PRONONCE DES JUGEMENTS

ARTICLE 387 (1) Le jugement est, à l'égard de chacune des parties, soit contradictoire, soit par défaut.

(2) Le jugement est toujours contradictoire à l'égard du Ministère Public.

ARTICLE 388 (1) Le jugement est rendu, soit immédiatement, soit dans un délai de quinze (15) jours après la clôture des débats. En cas de mise en délibéré de l'affaire, le Président informe les parties de la date à laquelle le jugement sera prononcé.

(2) Il peut, s'il le juge utile, rouvrir les débats avant le prononcé de la décision.

(3) Le dispositif du jugement tel que prévu à l'article 389 (5) et (6) est reproduit dans le plumeau.

CHAPTER V
JUDGMENT

SUB-CHAPTER I
NATURE AND DELIVERY OF JUDGMENTS

SECTION 387 (1) In respect of each of the parties, a judgment shall either be considered as having been delivered after full hearing or in default.

(2) A judgment is always said to be delivered after full hearing in respect of the Legal Department.

SECTION 388 (1) Judgment shall either be delivered immediately or in the next fifteen (15) days after the hearing is closed. When the matter is adjourned for judgment, the Presiding Magistrate shall inform the parties of the day when it shall be delivered.

(2) If he finds it necessary, he may re-open the hearing before passing the judgment.

(3) The verdict of the court as described in sub-section 389 (5) and (6) shall be written in the record book.

SECTION II
DE LA STRUCTURE DU JUGEMENT

ARTICLE 389 (1) Tout jugement comprend trois parties : les qualités, les motifs et le dispositif.

(2) La partie du jugement appelée « qualités » indique:

- a) la date de prononcé du jugement;
- b) le nom de la juridiction;
- c) les nom et prénoms des membres de la juridiction;
- d) les nom, prénoms et âge de l'interprète;
- e) la mention de la prestation du serment de l'interprète;
- f) les nom, prénoms et âge du prévenu et, s'il y a lieu, les nom et prénoms de son conseil ;
- g) les noms et prénoms des autres parties et, s'il y a lieu, de leurs conseils;
- h) les nom et prénoms des témoins.

(3) La partie du jugement appelée « motifs » énonce les raisons de fait et de droit qui servent de base au jugement. Elle porte sur l'action publique et, le cas échéant, sur l'action civile.

Dans les motifs, le Tribunal doit discuter chaque chef de prévention et répondre aux conclusions dont il est saisi.

SUB-CHAPTER II
ESSENTIAL PARTS OF A JUDGMENT

SECTION 389 (1) Every judgment shall consist of three parts : the heading, the reasons and the verdict.

(2) The part of the judgment comprising the heading shall include:

- (a) date of the verdict;
- (b) name of the court;
- (c) full names of the members of the court;
- (d) full name and age of the interpreter;
- (e) mention of the oath taken by the interpreter;
- (f) full names and age of the accused and the full names of his counsel, if any;
- (g) full names of other parties and their counsel, if any ;
- (h) full names of witnesses.

(3) The part of the judgment comprising the reasons shall set forth the facts and the law on which the judgment is based. The reasons shall relate to the criminal action, and where applicable, to the civil claim.

The court shall in its reasoned judgment, deal with each count and reply to the submissions made on it.

(4) La partie du jugement appelée « dispositif » indique la nature du jugement, le degré de la juridiction, la déclaration de culpabilité ou de non-culpabilité.

En cas de culpabilité, le dispositif énonce l'infraction retenue, les dispositions légales appliquées, la peine prononcée et, le cas échéant, les condamnations civiles.

En cas de non-culpabilité, les dispositions des articles 395 et 400 du présent Code sont applicables.

En outre, le dispositif liquide les frais de justice et mentionne l'avertissement prévu à l'article 399.

(5) En cas de collégialité, le juge ayant une opinion dissidente peut la formuler par écrit et la verser au dossier de procédure.

(6) Le Président donne lecture du jugement en audience publique.

(7) Les formalités prévues au présent article sont prescrites à peine de nullité du jugement.

(4) The part of the judgment known as the verdict shall indicate the nature of the judgment, the level of the court, and whether the accused is guilty or not.

If guilty, it shall state the offence for which he has been found guilty, the relevant sections of the law applied, the sentence pronounced and where necessary, the civil award.

If not guilty, the provisions of sections 395 and 400 of this code shall be applicable.

The verdict shall furthermore tax and make an order as to the payment of the costs, and also mention the warning provided for in section 399.

(5) In case of a collegiate bench, the member of that bench who holds a minority opinion may write his dissenting judgment and insert it in the case file.

(6) The Presiding Magistrate shall read the judgment in open court.

(7) The non compliance of the formalities prescribed in this section shall render the judgment null and void.

SECTION III
DES DECISIONS DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

ARTICLE 390 (1) a) Si le Tribunal estime qu'il y a lieu de procéder à un complément d'information, il l'ordonne par jugement avant-dire-droit et commet un magistrat ou un officier de police judiciaire pour le diligenter.

b) L'autorité ainsi commise dispose des pouvoirs définis aux articles 191 à 195.

(2) Ce complément d'information obéit aux règles édictées aux articles 167 à 176.

ARTICLE 391 (1) Lorsque le Tribunal déclare un prévenu coupable d'une contravention ou d'un délit, il le condamne à la peine prévue par la loi. Il statue ensuite, s'il y a lieu, sur l'action civile.

Il met en outre les dépens à la charge du condamné.

(2) Si le Tribunal relaxe certains des prévenus, il doit, par décision motivée, déterminer le montant des frais de justice à supporter par ceux qui ont été condamnés.

(3) Le Tribunal ordonne le remboursement des sommes consignées par la partie civile.

SUB-CHAPTER III
DECISIONS OF THE COURT OF FIRST INSTANCE

SECTION 390 (1) (a) If the court considers that there is need for additional inquiry, it shall by an interlocutory ruling order such inquiry and shall commission either a magistrate or a judicial police officer to carry it out.

(b) The authority so commissioned shall have the powers defined in sections 191 to 195.

(2) The additional inquiry shall be carried out in accordance with the rules laid down in sections 167 to 176.

SECTION 391 (1) Where the court finds an accused guilty of a simple offence or of a misdemeanour, it shall sentence him to the penalties provided by law. It shall, where applicable, decide on the civil claim.

In addition, the court shall order the convict to pay costs.

(2) If the court acquits some of the co-accused, it shall by a reasoned ruling determine the amount of costs to be paid by those convicted.

(3) The court shall order the reimbursement of sums of money deposited by the civil party.

ARTICLE 392 (1) Lorsque le Tribunal n'est pas encore en mesure d'évaluer le montant des dommages-intérêts dus à la partie civile, il peut, dans les cas prévus par la loi, lui accorder une provision exécutoire nonobstant opposition ou appel.

(2) Cette provision porte, en cas de non-paiement, intérêt au taux légal en vigueur à compter de la date du jugement.

ARTICLE 393 (1) a) Les condamnations pécuniaires, à l'exception des dommages-intérêts, sont exécutoires sur-le-champ par consignation au greffe de la somme concernée.

(b) A défaut de paiement immédiat, le condamné y est contraint par corps en application des dispositions des articles 564 et suivants.

(2) Lorsqu'il y a infirmation de la décision en faveur du condamné, les sommes consignées lui sont restituées, totalement ou partiellement selon le cas.

ARTICLE 394 (1) Si le Tribunal estime que les faits reprochés au prévenu constituent un crime, il se déclare incompétent et ordonne la transmission du dossier de procédure au Ministère Public.

(2) Le prévenu détenu demeure en détention jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement.

SECTION 392 (1) If the court is not yet in a position to assess the quantum of damages due to the civil party, it may, subject to the conditions provided by law, make an award to him which should be enforced notwithstanding any objection or appeal.

(2) In case of non-payment, the award shall bear interest at the legal rates in force as from the date of the judgment.

SECTION 393 (1) (a) With the exception of civil awards, fines and costs shall be paid immediately by depositing the said sums of money at the court registry.

(b) The convict shall, if he fails to pay immediately, serve a term of imprisonment in default of payment in accordance with the provisions of sections 564 and following of this code.

(2) If on appeal the decision is reversed in favour of the convict, the sums deposited shall be totally or partially reimbursed as the case may be.

SECTION 394 (1) If the court finds that the facts alleged against the accused constitute a felony, it shall decline jurisdiction and shall order the case file to be forwarded to the Legal Department.

(2) The accused under detention shall so remain until otherwise decided.

ARTICLE 395 (1) a) Lorsque les faits ne constituent aucune infraction, le Tribunal relaxe le prévenu et se déclare incompétent sur l'action civile.

(b) Il en est de même lorsque la preuve des faits n'a pas été rapportée ou que le fait établi n'est pas imputable au prévenu.

(2) En cas de doute, le prévenu est relaxé. Mention du bénéfice du doute doit être faite dans le jugement.

(3) Toute personne définitivement relaxée ou condamnée ne peut être jugée de nouveau pour les mêmes faits, même sous une qualification différente.

ARTICLE 396 (1) a) Tout prévenu détenu qui a été relaxé ou condamné à une peine d'emprisonnement ou d'amende assortie du sursis, et sans préjudice de l'application de l'article 393 en ce qui concerne les dépens, est immédiatement remis en liberté, s'il n'est détenu pour autre cause.

(b) Il en est de même en cas de condamnation à une peine d'emprisonnement égale ou inférieure à la durée de la détention provisoire.

(2) En cas de condamnation à une peine d'amende non assortie du sursis, les dispositions de l'article 393 sont applicables.

SECTION 395 (1) (a) Where the facts do not constitute an offence, the court shall acquit the accused and declare itself incompetent to proceed with the civil claim.

(b) The same shall apply where the facts have not been proved or where the facts though proved do not implicate the accused.

(2) In case of doubt, the accused shall be acquitted. Mention of the benefit of doubt shall be made in the judgment.

(3) Anyone finally acquitted or convicted of an offence shall not be retried on the same facts even under a different statement of offence.

SECTION 396 (1) (a) Any accused person who is detained but finally acquitted or whose imprisonment or fine is finally suspended shall, without prejudice to the application of the provisions of section 393 as regards costs, be immediately set free unless the detention is for some other reason.

(b) The same shall apply where he is sentenced to a term of imprisonment which is equal to or less than the period of remand.

(2) In case of fine which is not suspended, the provisions of section 393 shall apply.

ARTICLE 397 (1) Lorsque le Tribunal prononce une peine privative de liberté, il décerne un mandat d'incarcération ou d'arrêt contre le condamné.

Toutefois, lorsque le condamné manifeste l'intention de relever appel du jugement et si la peine d'emprisonnement prononcée n'excède pas un an, le Tribunal peut, à la demande du condamné, le laisser en liberté jusqu'à l'expiration des délais d'appel, s'il présente l'une des garanties prévues à l'article 246 (g).

(2) Si à l'expiration du délai d'appel, le condamné laissé en liberté conformément aux dispositions de l'alinéa 1er ne relève pas appel, le Président du Tribunal décerne contre lui mandat d'arrêt.

ARTICLE 398 Le prévenu relaxé peut intenter une action en dommages-intérêts contre la partie civile qui, dans les conditions de l'article 162, a mis l'action publique en mouvement.

ARTICLE 399 Après le prononcé du jugement, le Président avertit les parties qu'elles ont le droit d'interjeter appel dans les délais prévus aux articles 434 et suivants.

ARTICLE 400 (1) Le prévenu relaxé ne peut être condamné aux dépens.

(2) Les dépens sont à la charge du Trésor Public lorsque l'action publique a été mise en mouvement par le Ministère Public.

SECTION 397 (1) When the court pronounces a sentence of loss of liberty, it shall issue an imprisonment warrant or a warrant of arrest against the convict.

However, when the convict has indicated his intention to lodge an appeal and if his term of imprisonment does not exceed one year, the court may, on the application of the convict, grant him bail until the time for appeal has expired, if he fulfils one of the conditions provided for in section 246 (g).

(2) Where the convict released in accordance with the preceding sub-section does not eventually file an appeal, the Presiding Magistrate shall issue a warrant of arrest against him.

SECTION 398 An accused who has been acquitted may proceed against the civil party who instituted the criminal action as provided for under section 162.

SECTION 399 The Presiding Magistrate shall, after passing judgment inform the parties that they have a right to lodge an appeal within the time-limit provided for under sections 434 and following.

SECTION 400 (1) An accused who is acquitted shall not be required to pay costs.

(2) Such costs shall be defrayed by the Public Treasury where the prosecution was initiated by the Legal Department.

(3) Ils sont à la charge de la partie civile lorsqu'elle a mis en mouvement l'action publique.

(4) Le Tribunal peut néanmoins, par décision motivée, décharger la partie civile de bonne foi du paiement de tout ou partie de ces dépens.

ARTICLE 401 (1) Les dépens sont liquidés dans le jugement.

(2) En cas de difficultés d'exécution de la condamnation aux dépens, le Tribunal qui a statué en est saisi par toute partie intéressée.

ARTICLE 402 Le Tribunal peut, d'office ou à la requête de toute partie, ordonner la restitution des pièces à conviction ou de tous autres objets saisis.

ARTICLE 403 (1) Toute personne qui n'est pas partie au procès, mais qui prétend avoir un droit sur les pièces à conviction ou sur tous autres objets saisis, peut en réclamer la restitution au Tribunal.

(2) Le Tribunal statue sur la demande de restitution par jugement séparé, sans frais, après avoir entendu toutes les parties intéressées.

(3) La restitution ne peut effectivement avoir lieu qu'à l'expiration du délai d'appel.

(3) They shall be borne by the civil party where prosecution was initiated by him.

(4) However, the court may, by a reasoned judgment, exempt the civil party who acted in good faith from the payment of all or part of the costs.

SECTION 401 (1) The costs shall be taxed and set out in the judgment.

(2) In case of any difficulty in enforcing the order for payment of costs, the court that dealt with the matter may be moved by any party concerned.

SECTION 402 The court may of its own motion or at the request of any party, order the restitution of any exhibits or articles seized.

SECTION 403 (1) Any person other than the parties to the proceedings who claims to have a right to the exhibits or any other articles seized may apply to the court for restitution.

(2) The court shall rule on the application by a separate order, without costs, after hearing all the parties concerned.

(3) Even if the court grants restitution, it may only effectively take place after the expiry of the time-limit within which to appeal.

ARTICLE 404 (1) Les biens périssables saisis sont vendus aux enchères publiques à la diligence du Procureur de la République.

(2) Le produit de la vente est mis sous scellé et déposé au greffe du Tribunal.

ARTICLE 405 Le jugement est dactylographié ou saisi. L'original est signé par le Président et, en cas de collégialité, par les autres magistrats puis, dans tous les cas, par le greffier. Il est conservé au greffe du Tribunal.

ARTICLE 406 Le jugement est numéroté. Il est répertorié dans un registre spécial tenu au greffe.

TITRE II
DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

CHAPITRE I
DE LA COMPETENCE ET DE LA SAISINE
DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

ARTICLE 407 (1) Le Tribunal de Grande Instance est compétent pour connaître des crimes et, le cas échéant, des délits et contraventions connexes.

(2) Il a plénitude de juridiction pour juger les accusés renvoyés devant lui.

ARTICLE 408 Les règles de compétence territoriale du Tribunal de Grande Instance sont celles fixées à l'article 294 du présent Code.

SECTION 404 (1) Perishable articles seized shall be sold by public auction at the instance of the State Counsel.

(2) The proceeds of the sale shall be placed under seal and deposited with the registry of the court.

SECTION 405 The judgment shall be typed. The original shall be signed by the Presiding Magistrate and the other magistrates in case of a collegiate bench and the Registrar. It shall be kept at the registry of the court.

SECTION 406 The judgment shall be numbered and recorded in a special register kept at the registry of the court for judgments delivered.

PART II
THE HIGH COURT

CHAPTER I
COMPETENCE OF AND INSTITUTION OF
PROCEEDINGS IN THE HIGH COURT

SECTION 407 (1) The High Court shall be competent to try felonies, and where applicable, related misdemeanours and simple offences.

(2) It shall be competent to try all accused persons referred to it.

SECTION 408 The rules of territorial competence applicable to the High Court shall be those provided for under section 294 of this code.

ARTICLE 409 Le Tribunal de Grande Instance est saisi, soit par arrêt de la Chambre de Contrôle de l'Instruction, soit par ordonnance de renvoi du Juge d'Instruction ou par la procédure de flagrant délit lorsqu'une loi spéciale le prévoit.

CHAPITRE II
DE LA PROCEDURE AVANT L'AUDIENCE

SECTION I
DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 410 (1) L'ordonnance de renvoi du Juge d'Instruction ou l'arrêt de renvoi de la Chambre de Contrôle de l'Instruction est notifié à l'accusé détenu dans les formes prévues à l'article 39.

(2) Cette notification doit être faite à personne.

(3) Lorsque l'accusé est en liberté, sous le régime de la surveillance judiciaire ou en fuite, il est procédé conformément aux dispositions de l'article 57.

ARTICLE 411 Dès notification de l'ordonnance ou de l'arrêt de renvoi, l'accusé détenu est transféré au lieu où siège le Tribunal.

ARTICLE 412 Lorsque l'affaire n'est pas jugée au siège du Tribunal de Première Instance, le dossier de procédure ainsi que les pièces à conviction sont transférés au greffe de la juridiction du lieu où siège le Tribunal de Grande Instance.

SECTION 409 Proceedings in the High Court shall be instituted either by a committal order signed by an Examining Magistrate, by the judgment of the Inquiry Control Chamber or by the procedure applicable to offences committed flagrante delicto, where the law so provides.

CHAPTER II
PROCEDURE BEFORE THE HEARING

SUB-CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

SECTION 410 (1) An accused in detention shall be notified of the committal order by the Examining Magistrate or the committal judgment of the Inquiry Control Chamber in accordance with the provisions of section 39 of this code.

(2) The notice shall be served on him personally.

(3) Where the accused is not detained or is under judicial supervision or is at large, he shall be served in accordance with the provisions of section 57.

SECTION 411 As soon as the accused person under detention is notified of the committal order or judgment, he shall be transferred to the place where the trial will take place.

SECTION 412 When the case is not tried at the seat of the Court of First Instance, the case file and the exhibits shall be forwarded to the registry of the High Court where the sitting will take place.

ARTICLE 413 (1) Lorsque l'accusé fait choix d'un conseil ou que le Président lui en a désigné un d'office, ce dernier peut à tout moment prendre connaissance des pièces du dossier.

(2) Toute pièce versée au dossier entre la clôture de l'information et la clôture des débats doit être portée à la connaissance du conseil de l'accusé qui peut, le cas échéant, demander le renvoi de la cause.

(3) La décision rejetant une demande de renvoi doit être motivée.

ARTICLE 414 (1) Le Ministère Public et la partie civile doivent faire connaître à l'accusé, au civilement responsable et à l'assureur de responsabilité, cinq (5) jours au moins avant l'ouverture des débats, la liste de leurs témoins.

(2) L'accusé, le civilement responsable et l'assureur de responsabilité doivent également faire connaître au Ministère Public et à la partie civile, dans le même délai, la liste de leurs témoins.

(3) En cas de violation des formalités prescrites aux alinéas (1) et (2), les témoins cités ne sont pas entendus. Toutefois, le Tribunal peut, avec l'accord des parties et du Ministère Public, procéder à leur audition. Mention de cet accord est faite dans le jugement.

SECTION 413 (1) Where the accused has briefed counsel or the Presiding Magistrate of his own motion has assigned one to him, the counsel may at any time obtain information from any document in the case file.

(2) Any document deposited in the case file between the close of the preliminary inquiry and the end of the hearing shall be brought to the knowledge of the counsel for the accused who may, if he deems it necessary, ask for an adjournment.

(3) The decision dismissing an application for an adjournment shall be supported with reasons.

SECTION 414 (1) The prosecution and the civil party shall inform the accused and the person vicariously liable as well as the insurer of the list of their witnesses at least five (5) days before the hearing begins.

(2) The accused, the person vicariously liable and the insurer shall also inform the prosecution and the civil party of the list of their witnesses within the time-limit prescribed in sub-section (1).

(3) Where the formalities referred to in sub-sections (1) and (2) have not been complied with, the witnesses shall be barred from being heard. However, the court may, with the consent of the parties and of the Legal Department proceed to hear them. Mention of such consent shall be made in the judgment.

SECTION II
DES POUVOIRS DU PRESIDENT

ARTICLE 415 (1) Dix (10) jours au moins avant l'audience, le Président fait extraire l'accusé détenu.

(2) Il vérifie son identité et s'assure qu'il a reçu notification ou signification de l'ordonnance ou de l'arrêt de renvoi.

(3) Il l'informe de la date de l'audience qui est fixée conformément aux dispositions de l'article 291 du présent code.

ARTICLE 416 Si l'accusé n'est pas présent, le Président décerne contre lui mandat d'amener et s'il n'est pas retrouvé, il est jugé par défaut.

ARTICLE 417 (1) Le Président s'assure que l'accusé a constitué un conseil pour sa défense.

(2) Si l'accusé poursuivi du chef d'un crime passible de la peine capitale ou perpétuelle n'a pas fait choix d'un conseil, le Président lui en désigne un d'office.

(3) Le Président peut désigner un conseil unique pour plusieurs accusés si leurs intérêts ne sont pas opposés.

SUB-CHAPTER II
POWERS OF THE PRESIDING JUDGE

SECTION 415 (1) The Presiding Judge shall, at least ten (10) days before the trial, cause the accused person under detention to be brought before him.

(2) He shall check his identity and ensure that he has been notified of or served with the committal order or judgment.

(3) He shall inform him of the date of the trial fixed in accordance with the provisions of section 291 of this code.

SECTION 416 If the accused is not present, the Presiding Judge shall issue a bench warrant against him and if he is not found, he shall be tried in absentia.

SECTION 417 (1) The Presiding Judge shall ascertain whether the accused has briefed counsel for his defence.

(2) Where the accused is being prosecuted for a felony punishable with death or with loss of liberty for life and he has no counsel, the Presiding Judge shall of his own motion assign one to him.

(3) The Presiding Judge may of his own motion assign only one counsel to several accused persons where their interests do not conflict.

ARTICLE 418 (1) L'accusé non détenu est, dix (10) jours au moins avant l'audience, convoqué ou cité par le Président.

(2) Le Président procède comme il est dit aux articles 415 (2) et (3) et 417.

CHAPITRE III
DE LA PROCEDURE A L'AUDIENCE
ET DU JUGEMENT

ARTICLE 419 Les règles relatives à la police d'audience définies aux articles 303 à 306 sont applicables devant le Tribunal de Grande Instance.

ARTICLE 420 La procédure devant le Tribunal de Grande Instance est celle suivie devant le Tribunal de Première Instance telle que définie aux articles 307 à 389.

ARTICLE 421 (1) Lorsqu'à raison d'un crime, plusieurs ordonnances de renvoi ont été rendues contre différents accusés, le Tribunal peut, soit d'office, soit sur réquisitions du Ministère Public, par jugement avant-dire-droit, ordonner la jonction des procédures.

(2) La jonction peut être également ordonnée quand plusieurs ordonnances de renvoi ont été rendues contre un même accusé pour des infractions différentes.

ARTICLE 422 Les règles définies aux articles 387 et suivants sont applicables aux jugements rendus par le Tribunal de Grande Instance.

SECTION 418 (1) The Presiding Judge shall, at least ten (10) days before the trial summon an accused who is not in detention to appear before him.

(2) He shall proceed as laid down in sections 415 (2) and (3) and 417.

CHAPTER III
PROCEDURE AT THE HEARING
AND JUDGMENT

SECTION 419 The provisions of sections 303 and 306 relating to the maintenance of order shall be applicable before the High Court.

SECTION 420 The procedure before the High Court shall be that before the Court of First Instance as laid down in sections 307 to 389.

SECTION 421 (1) Where for the same felony, several committal orders have been made against different accused persons, the court may, of its own motion or at the request of the prosecution, order a joint trial, by an interlocutory ruling.

(2) The court may also order a joint trial where more than one committal order have been made against the same accused person for different offences.

SECTION 422 The provisions of sections 387 and following shall also be applicable to judgments of the High Court.

TITRE III
DES JUGEMENTS DE DEFAUT

CHAPITRE UNIQUE
DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 423 (1) Le jugement est rendu par défaut dans les cas visés aux articles 351 et 416.

(2) La voie de l'opposition est ouverte contre les décisions rendues par défaut.

ARTICLE 424 (1) a) Tout prévenu ou accusé jugé par défaut en application des articles 351 et 416 est présumé plaider non coupable. Dans ce cas, la procédure est celle prévue à l'article 368.

(b) Il ne peut être représenté par un avocat.

(2) Le jugement prononcé par défaut est signifié conformément aux dispositions des articles 56 et suivants du présent Code.

PART III
JUDGMENTS IN DEFAULT

UNIQUE CHAPTER
GENERAL PROVISIONS

SECTION 423 (1) Judgment in default shall be given in the cases referred to in sections 351 and 416.

(2) Applications to set aside judgments in default shall be entertained.

SECTION 424 (1) (a) Any accused person tried in absentia in accordance with sections 351 and 416 shall be presumed to have pleaded not guilty. In this case the procedure shall be that laid down in section 368.

(b) He shall not be represented by counsel.

(2) The judgment pronounced in default shall be served in accordance with the provisions of sections 56 and following of this Code.

ARTICLE 425 (1) En aucun cas, le défaut d'un prévenu ou d'un accusé ne doit provoquer la suspension des débats ni retarder le jugement des prévenus et accusés présents.

(2) Le Tribunal peut, après jugement des prévenus ou accusés présents, ordonner la restitution des pièces à conviction conformément aux dispositions des articles 402 et 403. Cette restitution est faite contre décharge dans un registre prévu à cet effet.

ARTICLE 426 (1) En cas de condamnation par défaut à une peine d'emprisonnement non assortie de sursis ou à la peine de mort, le Tribunal décerne mandat d'arrêt contre le condamné.

(2) Si avant la prescription de la peine, le condamné se présente ou est conduit devant le Ministère Public et déclare faire opposition, celui-ci dresse procès-verbal de sa comparution et le fait conduire sans délai devant le Président de la juridiction compétente, qui fixe une date d'audience et le fait conduire à la maison d'arrêt.

(3) Le Président avertit en outre le condamné qu'en cas d'évasion, il ne sera plus recevable à s'opposer à l'exécution de la décision à intervenir.

(4) La procédure applicable en cas d'opposition est celle prévue aux articles 432 et suivants.

SECTION 425 (1) The absence of an accused person shall, in no case, suspend the hearing or delay the trial of the other accused persons who are present.

(2) After the trial of the accused persons present, the court may order the restitution of the exhibits in accordance with the provisions of sections 402 and 403. The person to whom the exhibits are returned shall sign for them in a register kept for that purpose.

SECTION 426 (1) Where, by a judgment in default, a convict is sentenced to a term of imprisonment without suspension or to death, the court shall issue a warrant of arrest against him.

(2) If before the prescription of the sentence the convict appears on his own, or is brought before the Legal Department, the latter shall make a report of his appearance and shall immediately cause him to be brought before the president of the competent trial court who shall fix a date for his trial if he applies to set aside the judgment, and shall accordingly remand him in custody.

(3) The Presiding Magistrate shall in addition warn the convict that in case of escape he shall not be allowed to object to the execution of the judgment to be delivered.

(4) The procedure applicable in case of an application to set aside a judgment in default shall be that laid down in sections 432 and following.

LIVRE IV
DES VOIES DE RECOURS

TITRE I
DE L'OPPOSITION

CHAPITRE I
DES CONDITIONS ET DES EFFETS
DE L'OPPOSITION

ARTICLE 427 A l'exception du Ministère Public, toute partie au procès peut faire opposition.

Toutefois, lorsque régulièrement citée, la partie civile ne comparaît, ne conclut ni ne se fait représenter à l'audience, sans justifier d'un motif légitime de non-comparution, elle est considérée comme s'étant désistée de son action civile. Dans ce cas, elle n'est pas recevable à faire opposition au jugement intervenu. Si l'action publique a été mise en mouvement par la partie civile défaillante, le Tribunal se borne à statuer sur l'action publique, sur réquisitions du Ministère Public.

ARTICLE 428 (1) En cas d'opposition, l'exécution du jugement est suspendue.

Toutefois, les mandats décernés par le Tribunal ou la provision allouée en application des dispositions de l'article 392 demeurent exécutoires.

(2) L'opposition peut se limiter aux dispositions pénales ou civiles du jugement.

BOOK IV
SETTING ASIDE OF JUDGMENTS IN DEFAULT,
APPEALS AND REVIEW

PART I
SETTING ASIDE OF JUDGMENTS IN DEFAULT

CHAPTER I
CONDITIONS FOR AND EFFECTS OF SETTING
ASIDE OF JUDGMENTS IN DEFAULT

SECTION 427 With the exception of the Legal Department, any party to the case may file an application for the setting aside of a judgment in default.

However, if a civil party has been duly served but does not appear in court or does not submit or is not represented at the trial and does not sufficiently excuse his absence, he shall be considered as having abandoned his civil action. In such a case, he shall not be allowed to apply for the setting aside of the judgment delivered. If prosecution was commenced by the defaulting civil party, the court shall limit itself to the criminal proceedings after the submissions of the Legal Department.

SECTION 428 (1) In case of any application to set aside a judgment in default, the execution of the judgment shall be stayed.

However, the warrant issued by the court or the award granted in accordance with the provisions of section 392 shall remain enforceable.

(2) The application to set aside a judgment in default may be limited to the criminal or civil aspect of the judgment.

ARTICLE 429 (1) En cas d'opposition, la juridiction qui a rendu le jugement par défaut est compétente pour juger à nouveau l'affaire.

(2) En cas d'exécution d'un mandat d'arrêt décerné par la juridiction qui a rendu le jugement par défaut, l'affaire est enrôlée à la plus prochaine audience et au plus tard dans les sept (7) jours de l'opposition, faute de quoi l'opposant est remis en liberté, s'il présente l'une des garanties prévues à l'article 246 (g).

ARTICLE 430 (1) Le délai d'opposition est de dix (10) jours à compter du lendemain de la signification du jugement à personne, lorsque le condamné réside au Cameroun.

(2) Il est de trois (3) mois à compter du lendemain de la signification faite à personne à l'étranger.

(3) Si la signification a été faite conformément à l'article 57, le délai d'opposition est de dix (10) jours à compter du lendemain du jour de la signification.

(4) Dans les cas visés à l'alinéa (3), s'il n'est pas établi que la personne concernée a eu connaissance de la signification, l'opposition demeure recevable jusqu'à l'expiration des délais de prescription de la peine fixés par l'article 67 du Code Pénal.

SECTION 429 (1) In case of an application to set aside a judgment in default, the court that delivered the judgment shall be competent to try the matter de novo.

(2) If the convict has been arrested by virtue of a warrant of arrest issued by the trial court that delivered the judgment in default, the matter shall be listed for the next hearing or at the latest within seven (7) days of the application to set aside the judgment, failing which he shall be released on bail, if he fulfils one of the conditions provided for in section 246 (g).

SECTION 430 (1) The time-limit for applying to set aside a judgment shall be ten (10) days from the day following the date of personal service of the judgment on the convict who resides in Cameroon.

(2) It shall be three (3) months as from the day following the date of personal service of the judgment on a convict who resides abroad.

(3) If service of the judgment was made in accordance with section 57, the time-limit for the application shall be ten (10) days with effect from the day following service.

(4) In the cases referred to in sub-section 3, if it is not proven that the party concerned had personal knowledge of the service, the application shall remain admissible up to the expiration of the period of prescription of the sentence as provided for in section 67 of the Penal Code.

ARTICLE 431 L'arrestation du condamné intervenue à l'étranger en exécution d'une demande d'extradition marque le point de départ du délai d'opposition de trois (3) mois prévu à l'article 430 (2).

CHAPITRE II
DE LA PROCEDURE ET DU JUGEMENT
EN CAS D'OPPOSITION

ARTICLE 432 (1) L'exploit de signification mentionne expressément que la partie a été informée de son droit de faire opposition ou d'interjeter appel et qu'en cas d'appel, elle ne sera plus recevable à faire opposition.

(2) L'opposition est formée par :

- a) déclaration consignée sur l'acte de signification lorsque celle-ci a été faite à personne;
- b) déclaration au greffe de la juridiction qui a rendu le jugement;
- c) télégramme avec récépissé ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Greffier en Chef du Tribunal qui a statué ;
- d) tout autre moyen laissant trace écrite et ayant date certaine.

SECTION 431 The date of arrest of a convict abroad in pursuance of an extradition order shall mark the commencement of the three (3) months time-limit for the application as provided for in section 430 (2).

CHAPTER II
PROCEDURE AND JUDGMENT IN CASE OF
AN APPLICATION TO SET ASIDE A
JUDGMENT IN DEFAULT

SECTION 432 (1) The court process by which the judgment delivered in default is served shall expressly state that the party has been informed of his right to apply for the setting aside of the judgment or to appeal, and that if he appeals, he shall be barred from applying to set aside the very judgment.

(2) An application to set aside a judgment shall be made in any of the following ways:

- (a) by a declaration recorded in the court process if it is personal service ;
- (b) by a statement filed at the registry of the court which delivered the judgment ;
- (c) by telegramme against receipt or by a registered letter with acknowledgment of receipt addressed to the Registrar-in-Chief of the court which delivered the judgment; or
- (d) by any other means with written proof and precise date.

(3) Dans le cas prévu à l'alinéa (2) b), le Greffier en Chef dresse procès-verbal de la déclaration et en adresse copie au Ministère Public et aux autres parties.

(4) Dans le cas prévu à l'alinéa (2) c), les formalités spéciales suivantes doivent être accomplies :

- a) dès réception de la lettre recommandée, du télégramme, ou de tout autre moyen laissant trace écrite et date certaine, le Greffier en Chef en dresse procès-verbal indiquant cette date ou, le cas échéant, la date d'expédition d'après le timbre à date de la poste;
- b) le Greffier en Chef transmet au Ministère Public et aux autres parties une copie de son procès-verbal.

ARTICLE 433 (1) Le Président du Tribunal fait notifier au Ministère Public, aux parties et aux témoins, la date à laquelle l'affaire sera de nouveau appelée.

(3) In the case provided for in sub-section (2) (b), the Registrar-in-Chief shall draw up a report of the statement and shall send a copy thereof to the Legal Department and to the other parties.

(4) In the case provided for in sub-section (2) (c), the following special formalities shall be observed:

- (a) as soon as the Registrar-in-Chief receives the registered letter or telegram or application by any other means with written proof and precise date, he shall draw up a report mentioning such date or where applicable the date of despatch as indicated by the postmark and such date shall be considered as the date of the application;
- (b) the Registrar-in-Chief shall forward a copy of the report to the Legal Department and to the other parties.

SECTION 433 (1) The President of the court shall cause the Legal Department, the parties and the witnesses to be notified of the date on which the matter shall be retried.

(2) L'acte de notification mentionne expressément qu'en cas de non-comparution de la partie défaillante à cette date, son opposition sera nulle et non avenue et elle ne sera plus recevable à s'opposer à l'exécution du jugement.

ARTICLE 434 Lorsqu'elle n'a pas formé opposition dans les délais prescrits, la partie défaillante peut interjeter appel dans les formes et délais prévus aux articles 437 à 444.

ARTICLE 435 (1) Lorsqu'un jugement par défaut a été, dans les délais prescrits, frappé d'opposition par une partie et d'appel par une autre partie, il est d'abord statué sur l'opposition et ensuite sur l'appel.

(2) Si la Cour d'Appel a commencé l'examen de l'affaire avant le jugement sur l'opposition, toute partie intéressée peut lui signaler l'existence de cette opposition. Dans ce cas, la Cour d'Appel sursoit à l'examen de l'affaire jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'opposition.

(2) The notice shall expressly state that if the party applying does not appear at the hearing on the said date, his application shall be null and void and he shall be estopped from objecting to the enforcement of the judgment.

SECTION 434 When the party in default has not applied to have the judgment set aside within the prescribed time-limit he may file an appeal in the forms and time-limit provided for in sections 437 to 444 herein.

SECTION 435 (1) Where within the prescribed time-limit there is an application to set aside a judgment in default and an appeal against the same judgment, the application to set aside the judgment shall be dealt with before referring the matter to the Court of Appeal.

(2) If, however, the Court of Appeal has begun hearing the appeal before the ruling is made on the application to set aside the judgment, any interested party may draw the court's attention to the existence of such application. In such a case, the court shall stay the hearing of the appeal until the application is dealt with.

TITRE II
DE L'APPEL

CHAPITRE I
DES DISPOSITIONS GENERALES

SECTION I
DES JUGEMENTS SUSCEPTIBLES D'APPEL

ARTICLE 436 Tout jugement, y compris les jugements rendus par un Tribunal Militaire est, sauf dispositions contraires de la loi, susceptible d'appel.

ARTICLE 437 (1) Lorsque le Tribunal rend un jugement avant-dire-droit mettant fin à un incident de procédure, l'appel formé contre ce jugement est recevable. Les délais et les formes de cet appel sont ceux prévus aux articles 271 et suivants, et 441 et suivants.

(2) La Cour d'Appel statue dans les sept (7) jours à compter du lendemain du jour de la réception du dossier d'appel.

(3) Dès que la Cour d'Appel a statué, sa décision est notifiée aux parties et le dossier retourné au greffe du Tribunal.

ARTICLE 438 Tout jugement avant-dire-droit ordonnant une mesure d'instruction est immédiatement exécutoire. Il n'est pas susceptible d'appel.

PART II
APPEALS TO THE COURT OF APPEAL

CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

SUB-CHAPTER I
JUDGMENTS SUBJECT TO APPEAL

SECTION 436 Every judgment including that delivered by a Military Court, shall be subject to appeal, unless otherwise provided by law.

SECTION 437 (1) When the court delivers an interlocutory ruling determining a procedural issue, any appeal against that ruling shall be admissible. The time-limit and form of the appeal shall be as provided for under sections 271 and following, and 441 and following.

(2) The Court of Appeal shall give its decision within seven (7) days with effect from the date following the date of receipt of the appeal file.

(3) As soon as the Court of Appeal has given its decision, the parties shall be notified thereof and the case file returned to the registry of the trial court.

SECTION 438 Any interlocutory ruling ordering an investigation shall be immediately enforceable. It shall not be subject to appeal.

SECTION II
DES CONDITIONS D'APPEL

ARTICLE 439 Le droit d'interjeter appel appartient :

- a) au condamné ;
- b) au civilement responsable ;
- c) à l'assureur de responsabilité, s'il a été partie au procès ;
- d) à la partie civile ;
- e) au Procureur de la République ;
- f) au Procureur Général près la Cour d'Appel;
- g) aux administrations publiques ayant mis l'action publique en mouvement, dans le cas prévu par l'article 60 du présent code.

ARTICLE 440 (1) Le délai pour interjeter appel principal est de dix (10) jours pour toutes les parties, y compris le Ministère Public, à compter du lendemain de la date du jugement contradictoire.

(2) Le délai pour interjeter appel incident est de cinq (5) jours à compter du lendemain de la notification de l'acte d'appel principal aux autres parties, conformément aux dispositions de l'article 443.

(3) Si le jugement est rendu par défaut, le délai d'appel commence à courir le lendemain de la date d'expiration du délai d'opposition.

SUB-CHAPTER II
CONDITIONS OF APPEAL

SECTION 439 The following persons shall have the right to appeal:

- (a) the convict;
- (b) the person vicariously liable;
- (c) the insurer, if he has been a party to the proceedings;
- (d) the civil party;
- (e) the State Counsel;
- (f) the Procureur General at the Court of Appeal;
- (g) the government department which commenced the prosecution as provided for in section 60 of this code.

SECTION 440 (1) The time-limit allowed for filing an appeal shall be ten (10) days with effect from the day following the date the judgment after full hearing was delivered, for all the parties, including the Legal Department.

(2) The time-limit for filing a cross appeal shall be five (5) days from the day following the date other parties were notified of the main appeal in accordance with the provision of section 443.

(3) If the judgment was delivered in default, the time-limit for appeal shall start to run from the day following the expiry of the time-limit allowed for the application to set aside the judgment in default.

SECTION III
DES FORMES ET DE L'INSTRUCTION DE L'APPEL

SECTION 441 (1) A peine d'irrecevabilité, l'appel est interjeté au greffe du Tribunal qui a rendu le jugement, soit par déclaration, soit par lettre ordinaire ou par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par télégramme avec récépissé ou par tout autre moyen laissant trace écrite et ayant date certaine, adressé au Greffier en Chef de cette juridiction.

(2) a) En cas d'appel formé par télégramme ou par lettre recommandée ou par lettre ordinaire, la date de l'appel est celle du timbre à date du bureau de poste du lieu de l'expédition.

b) En cas d'appel formé par tout autre moyen laissant trace écrite, la date d'appel est celle de l'envoi.

(3) La déclaration, le télégramme, la lettre recommandée, la lettre ordinaire ou tout autre moyen laissant trace écrite et ayant date certaine sont consignés par ordre chronologique dans un registre spécial tenu au greffe de la juridiction visée à l'alinéa (1).

Toute partie au procès a le droit de s'en faire délivrer copie.

SUB-CHAPTER III
INSTITUTING APPEALS

SECTION 441 (1) To be admissible, an appeal shall be lodged at the registry of the Court that delivered the judgment either by a notice filed therein, or by ordinary mail or by registered letter with acknowledgment of receipt, or by telegram against receipt or by any other means with a written proof and precise date addressed to the Registrar-in-Chief of that court.

(2) (a) In the case of an appeal made by telegram, by ordinary mail or by registered letter, the date of the appeal shall be that on the stamp of the post-office of despatch.

(b) In case of an appeal lodged by any other means with written proof, the date of appeal shall be the date of despatch.

(3) The notice of appeal, telegram, registered letter ordinary mail or any other means with a written proof and a precise date, shall be filed in a chronological order in a special registrar kept in the registry of the court referred to in sub-section (1).

Any party to the case shall, on his application, be entitled to a copy.

ARTICLE 442 (1) La déclaration d'appel est faite soit par la partie intéressée en personne, soit par son conseil, soit par un mandataire muni d'une procuration dûment légalisée.

- (2) a) La déclaration est signée par le greffier et l'appelant ou son représentant.
- b) Si le déclarant ne peut signer, il appose son empreinte digitale sur la déclaration.
- c) Si le déclarant ne peut signer ni apposer son empreinte digitale, mention en est faite par le greffier sur cette déclaration.

(3) La procuration est annexée au procès-verbal visé à l'article 443.

(4) Nonobstant les dispositions de l'alinéa (1), la déclaration d'appel faite par un mandataire non muni d'une procuration dûment légalisée est valable si, par la suite, l'appelant a personnellement régularisé son appel, en produisant le mémoire prévu à l'article 443.

ARTICLE 443 (1) Le greffier qui reçoit la déclaration d'appel en dresse, sur-le-champ, procès-verbal et notifie par tout moyen laissant trace écrite ou par exploit d'huissier à l'appelant, qu'il est tenu, dans un délai de quinze (15) jours à compter du lendemain du jour de l'enregistrement de l'appel, à peine d'irrecevabilité de celui-ci, de lui faire parvenir un mémoire contenant ses moyens et conclusions ainsi que toutes autres pièces justificatives. Mention de cette notification est faite au procès-verbal.

SECTION 442 (1) The notice of appeal shall be filed either by the party concerned in person or by his counsel or by his representative having a duly authenticated power of attorney.

- (2) (a) The notice of appeal shall be signed by the registrar and the appellant or by his representative.
- (b) where the declarant cannot sign, he shall thumb-print on the declaration.
- (c) where the declarant can neither sign nor thumb-print, this fact shall be mentioned by the registrar on the declaration.

(3) The power of attorney of the representative shall be annexed to the report referred to in section 443.

(4) Notwithstanding the provisions of sub-section (1), the notice of appeal filed by a representative who has not got a duly authenticated power of attorney, shall be valid if afterwards, the appellant personally regularizes his appeal by producing the memorandum provided for in section 443.

SECTION 443 (1) The registrar who receives the notice of appeal shall immediately make a report thereof and shall with written proof or by a writ of the bailiff, request the appellant to file his memorandum of grounds of appeal, as well as all supporting documents within fifteen (15) days from the day following the date of registration of the appeal, otherwise the appeal shall be inadmissible. Mention of such notice shall be made on the report.

(2) Si l'appel est formé par télégramme, par lettre ordinaire ou par lettre recommandée ou par tout autre moyen laissant trace écrite, le Greffier en Chef avise l'appelant de l'obligation de produire, par lettre recommandée avec accusé de réception, le mémoire visé à l'alinéa 1er. Le délai de production de ce mémoire court à compter du lendemain du jour de réception de la lettre du Greffier en Chef, d'une copie du procès-verbal ou de la déclaration d'appel.

ARTICLE 444 (1) Lorsque l'appelant est détenu, son appel peut également être interjeté, soit par déclaration au greffe du Tribunal de Première ou de Grande Instance du lieu de détention, soit par lettre adressée au Greffier en Chef sous couvert du régisseur de la prison où l'appelant est détenu.

(2) En cas d'appel par déclaration au greffe du Tribunal, le régisseur de la prison est tenu de faire conduire l'appelant détenu devant le Greffier en Chef du Tribunal concerné.

(3) En cas d'appel par lettre, le régisseur de la prison, sous le couvert duquel elle est adressée, est tenu :

- a) de la transcrire dans un registre spécial tenu à cet effet ; cette transcription est datée, signée par le régisseur de la prison et contresignée par l'appelant ;
- b) d'établir en trois exemplaires un récépissé mentionnant la date du dépôt de la lettre et son objet ;

(2) If the appeal is lodged by telegram, by ordinary mail, by registered mail, or by any other means with written proof, the Registrar-in-Chief shall inform the appellant by a registered letter with acknowledgment of receipt of his obligation to file the memorandum referred to in sub-section (1). The time-limit for the production of this memorandum shall commence from the day following the receipt of the letter from the Registrar-in-Chief, a copy of the report or the notice of appeal.

SECTION 444 (1) Where the appellant is detained, his appeal may also be made by a declaration to the registry of the Court of First Instance or of the High Court of the place of detention, or by a letter addressed through the Superintendent of the prison.

(2) In case of declaration to the registry of the court, the prison Superintendent shall be bound to bring the appellant in detention before the Registrar-in-Chief of the court.

(3) In case of appeal by letter, the Superintendent of the prison through whom it is forwarded shall:

- (a) record it in a special register kept for that purpose. The register shall be dated, signed by the Superintendent and countersigned by the appellant;
- (b) establish in three copies a receipt mentioning the date of delivery of the letter and its subject matter;

- c) de remettre sur-le-champ un exemplaire à l'appellant, classer le deuxième au dossier pénitentiaire de l'intéressé et annexer le troisième à la lettre d'appel ;
- d) de transmettre cette lettre et le troisième exemplaire du récépissé dans les quarante huit (48) heures par tout moyen laissant trace écrite, au Greffier en Chef du Tribunal qui a rendu le jugement frappé d'appel.

(4) Dès réception des pièces visées à l'alinéa (3) c) ci-dessus, le Greffier en Chef procède comme indiqué aux articles 443 et 445.

ARTICLE 445 (1) Le Greffier en Chef adresse immédiatement au Procureur de la République ainsi qu'aux autres parties, copie du procès-verbal ou de la déclaration d'appel, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen laissant trace écrite au dossier.

(2) A l'expiration du délai de production du mémoire fixé à l'article 443, le Greffier en Chef met en état le dossier de procédure qui comprend notamment:

- l'acte d'appel;
- la procuration s'il y a lieu ;
- le procès-verbal visé à l'alinéa 1^{er} ;
- les procès-verbaux d'enquête de police judiciaire ;

- (c) immediately give a copy of the receipt to the appellant, keep the second copy in the prison file of the person concerned and attach the third to the letter of appeal;
- (d) forward this letter and the third copy of the receipt within forty-eight (48) hours, by any means with written proof, to the Registrar-in-Chief of the court which delivered the judgment appealed against.

(4) Upon receipt of the documents prescribed in subsection (3) (c) above, the Registrar-in-Chief shall proceed as indicated in sections 443 and 445.

SECTION 445 (1) The Registrar-in-Chief shall immediately forward to the State Counsel and to the other parties, a copy of the report or the notice of appeal by registered mail with acknowledgment of receipt or by any means with a written proof in the appeal file.

(2) Upon the expiry of the time-limit for the production of the memorandum prescribed in section 443, the Registrar-in-Chief shall prepare the case-file of the proceedings which shall in particular comprise:

- the notice of appeal ;
- the power of attorney, if any ;
- the report prescribed in sub-section (1) ;
- the case file of the police investigation ;

- les actes de procédure;
- les conclusions et mémoires produits par les parties devant le Tribunal;
- les notes d'audience;
- toutes les décisions avant-dire-droit rendues par le Tribunal;
- une copie du jugement attaqué.

(3) Ce dossier est immédiatement transmis au Greffier en Chef de la Cour d'Appel.

ARTICLE 446 Dès réception du dossier d'appel, le Greffier en Chef de la Cour le transmet au Président de la Cour qui, après avis du Procureur Général, fixe la date d'audience.

ARTICLE 447 (1) Le Président de la Cour fait communiquer au Procureur Général le dossier pour citation des parties et des témoins.

(2) Lorsque l'affaire présente un caractère d'urgence, le Président peut, sauf réquisitions contraires du Procureur Général, réduire de 2/5 le délai de citation des parties et des témoins prévu à l'article 52.

ARTICLE 448 A l'issue des formalités prescrites à l'article 447, le Procureur Général rétablit le dossier au greffe de la Cour.

- court processes;
- the submissions and memoranda produced by the parties before the court;
- the record of proceedings;
- all the interlocutory rulings given by the court;
- a copy of the judgment being appealed against.

(3) The appeal file shall immediately be forwarded to the Registrar-in-Chief of the Court of Appeal.

SECTION 446 Upon receipt of the record of appeal, the Registrar-in-Chief shall forward it to the president of the court who shall, after consultation with the Procureur General, fix a date for hearing.

SECTION 447 (1) The President shall forward the case file to the Procureur General for summoning the parties and the witnesses.

(2) When the matter is of an urgent nature, the president may, except otherwise requested by the Procureur General, reduce by two fifths the time-limit for summoning the parties and witnesses, as provided for in section 52.

SECTION 448 After the formalities referred to in section 447, the Procureur General shall return the case file to the registry of the court.

ARTICLE 449 (1) La procédure devant la Cour d'Appel est celle suivie devant les Tribunaux de Première et de Grande Instance.

Toutefois, la Cour peut, avec leur consentement écrit, juger hors leur présence les condamnés détenus hors de son siège. Dans ce cas, elle statue sur pièces et l'arrêt à intervenir est contradictoire, même si le condamné n'a pas été représenté par un avocat. Cet arrêt ne peut être exécuté qu'après avoir été notifié ou signifié au condamné

(2) La Cour peut, si elle le juge nécessaire, ordonner la comparution des parties.

(3) L'appellant et toutes les autres parties peuvent développer oralement devant la Cour leurs moyens et conclusions.

ARTICLE 450 (1) Les parties sont entendues dans l'ordre suivant :

- l'appellant;
- l'intimé;
- le Ministère Public.

(2) Dans tous les cas, le condamné a la parole le dernier.

ARTICLE 451 La Cour n'est pas tenue d'entendre de nouveau les témoins qui ont déjà déposé devant la juridiction inférieure.

Toutefois, lorsque l'audition de ces témoins est demandée, la Cour est tenue de motiver sa décision en cas de rejet.

SECTION 449 (1) The procedure before the Court of Appeal shall be the same as that before the Courts of First Instance and the High Courts.

However, the court may, with the written consent of the convicts detained outside the seat of the court, hear the appeal in their absence. In this case, the court shall rely solely on the records of proceedings and the judgment delivered shall be deemed to have been delivered after full hearing, even if the convict was not represented by counsel. The judgment may only be enforced after the convict has been served with it.

(2) If the court deems it necessary, it may order the personal appearance of the parties.

(3) The appellant and all the other parties may make oral submissions based on their grounds of appeal before the court.

SECTION 450 (1) The parties shall be heard in the following order:

- the appellant;
- the cross appellant or respondent;
- the Legal Department.

(2) In every case, the convict shall have the last word.

SECTION 451 The court shall not be bound to rehear the witnesses who had testified before the lower court.

However, where an application is made for any of those witnesses to testify, the court shall, where the application is not granted, give a ruling justifying the refusal.

ARTICLE 452 (1) Si la Cour estime que l'appel est tardif ou irrégulièrement formé, elle le déclare irrecevable et condamne l'appellant aux dépens.

(2) Si la Cour estime que l'appel, bien que recevable, n'est pas fondé, elle confirme le jugement attaqué et condamne l'appellant aux dépens.

(3) Si la Cour estime que l'appel est fondé, elle infirme le jugement attaqué, statue à nouveau et met, selon le cas, les dépens à la charge du Trésor Public ou de l'intimé.

(4) Lorsque l'appel émane du Ministère Public, les dépens d'appel sont mis à la charge du Trésor Public en cas de confirmation du jugement attaqué.

(5) Si la Cour estime que l'appel est partiellement fondé, elle procède conformément aux dispositions des alinéas (2) et (3) ci-dessus et peut, soit répartir les dépens entre l'appellant et l'intimé, soit les mettre à la charge du Trésor Public.

SECTION 452 (1) If the court considers that the appeal is time-barred or improperly filed, it shall declare it inadmissible and order the appellant to pay costs.

(2) Where the court considers that the appeal, even though admissible is not founded, it shall uphold the judgment appealed against and order the appellant to pay costs.

(3) Where after hearing the appeal, the court considers that the appeal is founded, it shall quash and reverse the judgment appealed against and order the Public Treasury or the respondent to bear the costs, as the case may be.

(4) Where an appeal by the Legal Department is dismissed, the costs shall be defrayed by the Public Treasury.

(5) If the court considers that the appeal is only partly founded, it shall proceed in accordance with the provisions of sub-sections (2) and (3) and may either apportion the costs between the appellant and the respondent or have them defrayed by the Public Treasury.

SECTION IV
DES EFFETS DE L'APPEL

ARTICLE 453 L'appel suspend l'exécution du jugement.

Toutefois, les titres de détention délivrés continuent à produire leurs effets et la provision accordée à la partie civile conformément à l'article 392 (1) est versée à celle-ci.

ARTICLE 454 (1) Sous réserve des dispositions de l'article 455, la Cour ne peut statuer que sur les demandes soumises au Tribunal.

(2) La Cour peut modifier la qualification des infractions retenues par le jugement frappé d'appel.

ARTICLE 455 (1) La victime de l'infraction ne peut se constituer partie civile pour la première fois en cause d'appel.

(2) La partie civile appelante ou intimée ne peut former aucune nouvelle demande devant la Cour d'Appel. Ne constitue pas une demande nouvelle, la demande en augmentation des dommages-intérêts pour le préjudice nouveau souffert depuis le prononcé du jugement frappé d'appel et qui se rattache directement à l'infraction.

SUB-CHAPTER IV
EFFECTS OF APPEAL

SECTION 453 An appeal shall stay the enforcement of the judgment.

However, all custody warrants shall remain enforceable and the provisional awards made to a civil party in accordance with the provisions of section 392 (1) shall be paid to him.

SECTION 454 (1) Subject to the provisions of section 455, the Court of Appeal shall decide only on the issues raised at the trial Court.

(2) It may amend the statement of offence upheld in the judgment appealed against.

SECTION 455 (1) The victim of the offence shall not file a civil claim for the first time before the Court of Appeal.

(2) The civil party, whether appellant or respondent, shall not make a new claim before the Court of Appeal. However, an application for an increase in damages for fresh injury suffered after the delivery of the decision appealed against and which is directly connected to the offence may be filed. Such application shall not constitute a new claim.

(3) En cas d'appel du Ministère Public, la partie civile non appelante peut, conformément aux dispositions de l'alinéa (2), introduire une demande d'augmentation des dommages-intérêts.

ARTICLE 456 (1) Lorsque l'appel est formé par la partie civile seule, la Cour ne peut statuer que sur les intérêts civils.

(2) Par dérogation aux dispositions de l'article 455, si le jugement frappé d'appel a prononcé la relaxe du prévenu ou l'acquittement de l'accusé, la Cour est tenue de vérifier si ce jugement est fondé. Si la Cour constate l'existence d'une infraction, elle infirme le jugement attaqué, déclare le prévenu ou l'accusé coupable, constate qu'en l'état, aucune condamnation pénale ne peut être prononcée, faute d'appel du Ministère Public, et alloue à la partie civile les dommages -intérêts en réparation du préjudice subi.

ARTICLE 457 En l'absence d'appel incident du Ministère Public, la Cour ne peut modifier la décision du Tribunal dans un sens préjudiciable à l'appelant, excepté dans les cas prévus à l'article 456.

ARTICLE 458 La Cour peut, sur appel du Ministère Public, confirmer ou infirmer, partiellement ou en totalité, le jugement dans un sens favorable ou défavorable au prévenu ou à l'accusé.

(3) Where an appeal is made by the Legal Department, the civil party who is not an appellant may, in accordance with sub-section (2), file an application for increase in damages.

SECTION 456 (1) Where only the civil party appeals, the Court of Appeal shall only decide on the civil claim.

(2) Notwithstanding the provisions of section 455, if the judgment appealed against acquitted the accused, the court shall be bound to verify whether or not the judgment is founded. If the court finds that an offence has been committed, it shall reverse the judgment appealed against, find the accused guilty and state that no sentence may be pronounced against him in the absence of an appeal by the Legal Department, and award to the civil party damages in compensation for the injuries suffered.

SECTION 457 In the absence of a cross appeal by the Legal Department, the Court of Appeal shall not reverse the decision of the lower court in a manner prejudicial to the appellant, except in the cases provided for in section 456.

SECTION 458 Where the Legal Department appeals, the Court of Appeal may, either uphold or reverse wholly or partially the judgment of the trial court in a manner favourable or unfavourable to the accused.

ARTICLE 459 (1) Par dérogation aux dispositions de l'article 457, lorsque le Tribunal, en violation de la loi, a infligé au prévenu ou à l'accusé une peine inférieure au minimum légal, la Cour, en cas de confirmation sur la culpabilité, substitue à cette peine le minimum prévu par la loi.

(2) Lorsque la peine excède le maximum légal, la Cour prononce, en cas de confirmation sur la culpabilité, une peine au plus égale au maximum prévu par la loi.

CHAPITRE II
DES ARRETS DE LA COUR D'APPEL EN MATIERE
DE DELITS ET DE CONTRAVENTIONS

ARTICLE 460 (1) La Cour peut, sur appel du Ministère Public, soit condamner un prévenu relaxé par le Tribunal de Première Instance ou le Tribunal Militaire, soit aggraver ou réduire la peine prononcée.

(2) Elle peut confirmer ou infirmer, en tout ou en partie, les autres points du jugement attaqué.

ARTICLE 461 Lorsque la Cour constate que les faits constituent un crime, elle déclare le Tribunal de Première Instance incompetent, annule le jugement attaqué et renvoie le Ministère Public à mieux se pourvoir. Dans ce cas, elle peut, le Ministère Public entendu, décerner par la même décision, mandat de détention provisoire ou d'arrêt contre le prévenu.

SECTION 459 (1) Notwithstanding the provisions of section 457, where a lower court has passed a sentence lower than the minimum prescribed by law, the Court of Appeal shall, where it upholds the conviction of the accused, substitute the sentence with the legal minimum.

(2) Where the sentence passed is higher than the legal maximum, the Court of Appeal may, if satisfied with the conviction of the accused, pass a sentence at most equal to the maximum provided by law.

CHAPTER II
JUDGMENTS OF THE COURT OF APPEAL IN
MISDEMEANOURS AND SIMPLE OFFENCES

SECTION 460 (1) The Court of Appeal may, in an appeal by the Legal Department, pass a sentence against an accused acquitted by the Court of First Instance, or by a Military Court, increase or reduce the sentence passed on conviction or acquit the accused.

(2) It may uphold or reverse all or part of the other points of the judgment appealed against.

SECTION 461 When the court finds that the facts constitute a felony, it shall declare the Court of First Instance incompetent, nullify the judgment of the lower court, and refer the case to the Legal Department to take appropriate action. In this case, the Legal Department having been heard, the court may in the same decision issue a remand warrant or a warrant of arrest against the accused.

ARTICLE 462 Si la Cour constate que les faits constituent non pas un délit, mais une contravention, elle les requalifie et statue en conséquence.

ARTICLE 463 Lorsqu'en application des dispositions de l'article 3 (1) du présent Code, la Cour annule le jugement attaqué, elle évoque et statue au fond.

CHAPITRE III
DES ARRETS DE LA COUR D'APPEL
EN MATIERE CRIMINELLE

SECTION I
DE LA PROCEDURE AVANT L'AUDIENCE

ARTICLE 464 Les dispositions des articles 410 à 416 sont applicables devant la Cour d'Appel siégeant en matière criminelle.

SECTION II
DE LA PROCEDURE A L'AUDIENCE

ARTICLE 465 (1) La Cour d'Appel siège aux lieu, jour et heure fixés pour l'audience. Le Président fait appeler les parties.

(2) Les dispositions des articles 417 à 422 sont applicables devant la Cour d'Appel.

ARTICLE 466 Le Président interroge l'accusé sur son identité et s'assure que les formalités de l'article 415 (1) ont été accomplies.

SECTION 462 If the court finds that the facts do not constitute a misdemeanour but a simple offence, it shall amend the statement of offence and decide on the matter.

SECTION 463 Where in accordance with the provisions of section 3 (1) of this code, the court annuls the judgment appealed against, it shall review the evidence and decide the case on the merits.

CHAPTER III
JUDGMENTS OF THE COURT OF APPEAL
IN CASES OF FELONY

SUB-CHAPTER I
PROCEDURE PRIOR TO HEARING

SECTION 464 The provisions of sections 410 to 416 shall apply before the Court of Appeal sitting in cases of felony.

SUB-CHAPTER II
PROCEDURE AT THE HEARING

SECTION 465 (1) The Court of Appeal shall sit on the day, at the place and at the hour fixed for hearing and the Presiding Judge shall cause all the parties to be called.

(2) The provisions of sections 417 to 422 shall apply to the Court of Appeal.

SECTION 466 The Presiding Judge shall question the convict on his identity and make sure that the formalities of section 415 (1) are

ARTICLE 467 La procédure devant la Cour d'Appel siégeant en matière criminelle est celle suivie devant le Tribunal de Grande Instance.

ARTICLE 468 Les débats terminés, le Président les déclare clos. Il peut ordonner la suspension de l'audience pour délibération et indiquer la date du prononcé de la décision.

SECTION III **DE L'ARRET**

ARTICLE 469 Dans le cas de suspension prévue à l'article 468, les délibérations ont lieu dans une salle du palais de justice présentant toute garantie de discrétion.

ARTICLE 470 (1) Seuls les magistrats et assesseurs qui ont siégé en la cause participent aux délibérations ; le Ministère Public n'y participe pas.

(2) Après délibérations, les membres de la Cour votent et l'opinion ayant obtenu la majorité des voix constitue la décision de la Cour.

(3) Aucun membre de la Cour ne peut s'abstenir de voter.

(4) S'il y a une opinion dissidente, elle est consignée au dossier.

fulfilled.

SECTION 467 The procedure before the Court of Appeal sitting in cases of felony shall be that of the High Court.

SECTION 468 At the end of the trial, the Presiding Judge shall declare the hearing closed and may adjourn for deliberation and fix a date for judgment.

SUB-CHAPTER III **JUDGMENT**

SECTION 469 In the case of an adjournment as provided for in section 468, the deliberations shall take place in a room of the Court which guarantees discretion.

SECTION 470 (1) Only the judges and the assessors who heard the case shall participate in the deliberations; the Legal Department shall not take part.

(2) At the end of the deliberations, the members of the court shall vote and the majority opinion shall be the judgment of the court.

(3) No member of the court shall abstain from voting.

(4) Where there is a dissenting judgment, it shall be put in the case file.

ARTICLE 471 (1) A la date fixée pour la décision, la Cour statue en audience publique après avoir fait appeler les parties. Le Président ou l'un des membres de la Cour donne lecture de la décision.

Après délibérations, rédaction et signature, la Cour rend valablement la décision, même en cas d'empêchement de l'un des membres qui avaient siégé.

(2) En cas de condamnation, le Président informe l'accusé de son droit de se pourvoir en cassation et lui en indique le délai ; mention en est faite dans la décision.

TITRE III
DU POURVOI EN CASSATION

CHAPITRE I
DES CONDITIONS DE POURVOI

SECTION I
DES ARRETS SUSCEPTIBLES DE POURVOI

ARTICLE 472 Les arrêts rendus par les Cours d'Appel sont susceptibles de pourvoi en cassation devant la Cour Suprême.

SECTION 471 (1) On the date fixed for judgment, the Presiding Judge shall cause the parties to appear and, he or any other member of the bench shall deliver the judgment in open court.

After the deliberations and after the judgment has been written and signed, the judgment delivered shall be valid even if one of the members who heard the case is unavoidably absent.

(2) In case of a conviction, the Presiding Judge shall inform the convict of his right to appeal to the Supreme Court and of the time-limit for appeal; this fact shall be stated in the judgment.

PART III
APPEALS TO THE SUPREME COURT

CHAPTER I
CONDITIONS OF APPEAL

SUB-CHAPTER I
DECISIONS SUBJECT TO APPEAL

SECTION 472 Judgments delivered by Courts of Appeal may be appealed against to the Supreme Court.

ARTICLE 473 Le pourvoi contre un arrêt avant-dire-droit n'est recevable que s'il est formé en même temps que le pourvoi contre l'arrêt rendu au fond.

Toutefois, lorsque l'arrêt avant-dire-droit ordonne des mesures illégales ou de nature à entraver le cours normal de la justice, il peut faire l'objet d'un pourvoi avant la décision au fond, dans les conditions précisées à l'article 474.

ARTICLE 474 (1) Dans les cas d'illégalité ou d'entrave au cours normal de la justice prévu à l'article 473, le demandeur doit adresser au Président de la Cour Suprême une requête précisant les violations de la loi qui servent de fondement à son pourvoi. Cette requête est déposée au greffe de la Cour d'Appel pour acheminement.

(2) Le Greffier en Chef de la Cour d'Appel transmet le dossier de procédure dans les dix (10) jours, avec l'acte de pourvoi, la requête du demandeur et une copie de l'arrêt avant-dire-droit au Greffier en Chef de la Cour Suprême.

(3) Le dossier de procédure est immédiatement communiqué au Procureur Général près la Cour Suprême pour ses réquisitions. Il est rétabli au greffe de ladite Cour dans les dix (10) jours.

(4) La Cour Suprême statue en Chambre du Conseil au plus tard dans les dix (10) jours du rétablissement du dossier au greffe et ordonne la notification de sa décision au Président de la Cour d'Appel, au Procureur Général près ladite Cour et aux parties ou à leurs conseils.

SECTION 473 An appeal against an interlocutory ruling shall be admissible only if it is brought at the same time as the substantive appeal.

However, where the interlocutory ruling orders measures which are illegal or might obstruct the normal course of justice, it may be appealed against to the Supreme Court before judgment on the merits under the conditions laid down in section 474.

SECTION 474 (1) In the cases of illegal measures or obstruction of the normal course of justice referred to in section 473, the appellant shall file his petition to the President of the Supreme Court and shall specify the violation of the law on which it is based. The petition shall be filed at the registry of the Court of Appeal for transmission.

(2) The Registrar-in-Chief of the Court of Appeal shall within ten (10) days, forward to the Registrar-in-Chief of the Supreme Court the case file together with the notice of appeal, the petition of the appellant and a copy of the interlocutory ruling.

(3) The case file shall immediately be forwarded to the Procureur General at the Supreme Court for his submissions. It shall be returned to the registry of the said court within ten (10) days.

(4) The Supreme Court shall give a ruling in chambers not later than ten (10) days after the return of the case file and shall order its decision to be notified to the President of the Court of Appeal, the Procureur General of the said court and the parties or their counsel.

(5) Le dossier de procédure est retourné au Greffier en Chef de la Cour d'Appel dans un délai de quinze (15) jours à compter du prononcé de l'arrêt de la Cour Suprême.

ARTICLE 475 En cas de pourvoi et jusqu'à la décision de la Cour Suprême, l'arrêt avant-dire-droit frappé de pourvoi ne peut être exécuté et la Cour d'Appel ne peut statuer au fond.

SECTION II
DES ARRETS NON SUSCEPTIBLES DE POURVOI

ARTICLE 476 Les arrêts rendus par défaut ne sont susceptibles de pourvoi en cassation qu'après expiration des délais d'opposition.

CHAPITRE II
DES DELAIS DE POURVOI

ARTICLE 477 Toute personne qui a été partie au procès ainsi que le Procureur Général près la Cour d'Appel peuvent se pourvoir en cassation devant la Cour Suprême, dans les délais prévus aux articles 478 et 479.

ARTICLE 478 (1) Le délai pour se pourvoir en cassation contre les arrêts rendus au fond est de dix (10) jours. Il est de sept (7) jours pour les arrêts avant-dire-droit visés à l'article 473.

(5) The case file shall be returned to the Registrar-in-Chief of the Court of Appeal within fifteen (15) days, with effect from the date of judgment of the Supreme Court.

SECTION 475 In the case of an appeal to the Supreme Court and until its decision, the interlocutory ruling appealed against shall not be enforceable and the Court of Appeal shall not deliver judgment on the merits.

SUB-CHAPTER II
**DECISIONS NOT SUBJECT TO APPEAL
TO THE SUPREME COURT**

SECTION 476 Judgments delivered in default shall not be appealed against to the Supreme Court until the time-limit for an application to set aside the judgment has expired.

CHAPTER II
TIME-LIMIT FOR APPEALS TO THE SUPREME COURT

SECTION 477 Any person who has been a party to the proceedings as well as the Procureur General of the Court of Appeal may appeal to the Supreme Court within the time-limits prescribed under sections 478 and 479.

SECTION 478 (1) The time-limit for appeal to the Supreme Court against a judgment on the merits shall be ten (10) days. It shall be seven (7) days for interlocutory rulings referred to in section 473.

(2) Les délais de pourvoi courent à compter du lendemain du jour du prononcé de l'arrêt, s'il est contradictoire.

Toutefois, ils ne commencent à courir qu'à compter du lendemain de la signification de l'arrêt pour :

- a) la partie qui, après débat contradictoire, n'était pas présente ou représentée à l'audience où l'arrêt a été prononcé et s'il ne ressort pas de l'arrêt que le Président, après avoir mis l'affaire en délibéré, avait expressément informé les parties du jour où l'arrêt devait être prononcé;
- b) le prévenu ou l'accusé qui a demandé à être jugé en son absence conformément aux dispositions de l'article 350 (1).

(3) Le délai de pourvoi contre les arrêts par défaut est de trente (30) jours. Il court à l'égard du demandeur à compter du lendemain de l'expiration du délai d'opposition.

(2) The time-limits for appeal to the Supreme Court shall begin to run from the day following the date on which the judgment was delivered, if such judgment is deemed to have been delivered after full hearing.

However, such time-limits shall only begin to run from the day following the date of service of the decision in the following cases:

- (a) where a party after a full hearing was neither present nor represented in court on the day the judgment was delivered and where it is not evident from the judgment that the Presiding Judge after having adjourned the hearing for deliberation, had expressly informed the parties of the date on which the judgment was to be delivered;
- (b) where the accused had applied to be tried in his absence as provided for in section 350 (1).

(3) The time-limit for appeal against a judgment in default shall be thirty (30) days. This period shall, in respect of the appellant, run as from the day following the date of expiry of the time-limit for applying to have the judgment set aside.

ARTICLE 479 (1) Le délai pour former pourvoi contre un arrêt de la Chambre de Contrôle de l'Instruction est de cinq (5) jours, à compter de la date de notification de cet arrêt au Ministère Public, aux parties ou à leurs conseils.

(2) Le demandeur au pourvoi doit adresser au Président de la Cour Suprême une requête articulante et développant les moyens qui servent de fondement à son recours. Cette requête est déposée au greffe de la Chambre de Contrôle de l'Instruction pour acheminement.

(3) Le Greffier de la Chambre de Contrôle de l'Instruction transmet le dossier de procédure dans les dix (10) jours avec l'acte de pourvoi, la requête du demandeur et une copie de l'arrêt attaqué, au Greffier en Chef de la Cour Suprême.

(4) Les dispositions de l'article 474 (3), (4) et (5) sont applicables.

SECTION 479 (1) The time-limit for lodging an appeal against a ruling of the Inquiry Control Chamber shall be five (5) days with effect from the date of service of the said ruling on the Legal Department and on the parties or their counsel.

(2) The appellant shall address to the President of the Supreme Court an application setting out and arguing the grounds of appeal. The application shall be filed at the registry of the Inquiry Control Chamber for onward transmission.

(3) The Registrar of the Inquiry Control Chamber shall, within ten (10) days, forward the case file, together with the notice of appeal, the application of the appellant and a copy of the decision appealed against to the Registrar-in-Chief of the Supreme Court.

(4) The provisions of section 474 (3), (4) and (5) shall apply.

CHAPITRE III
DES FORMES DU POURVOI

ARTICLE 480 (1) Le pourvoi est formé, à peine d'irrecevabilité, par la partie intéressée, soit en personne, soit par son conseil, soit par un mandataire muni d'une procuration dûment légalisée. Il est fait par déclaration au greffe de la Cour Suprême ou de la Cour d'Appel qui a statué, par télégramme avec récépissé, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen laissant trace écrite et ayant date certaine. Il est adressé au Greffier en Chef de l'une de ces juridictions.

(2) En cas de pourvoi formé par télégramme ou par lettre recommandée, ou par tout autre moyen laissant trace écrite, la date du pourvoi est celle du timbre à date du bureau de poste du lieu d'expédition ou de l'envoi pour le pourvoi fait par tout autre moyen.

(3) La déclaration, le télégramme ou la lettre recommandée ou tout autre moyen laissant trace écrite, sont consignés dans un registre spécial tenu au greffe à cet effet.

(4) Nonobstant les dispositions de l'alinéa (1), la déclaration de pourvoi faite par un mandataire non muni d'une procuration dûment légalisée est valable si par la suite, le demandeur a personnellement régularisé le pourvoi, notamment en constituant avocat ou en introduisant une demande d'assistance judiciaire dans les délais prévus à l'article 482.

CHAPTER III
FORMS OF APPEAL TO THE SUPREME COURT

SECTION 480 (1) To be admissible, an appeal to the Supreme Court shall be lodged either by the party in person or by his counsel or by his representative having a duly authenticated power of attorney. It shall be made by a notice filed at the registry of the Supreme Court or that of the Court of Appeal that delivered the judgment or by telegram against receipt, or by registered letter with acknowledgment of receipt or by any other means with written proof and precise date. It shall be forwarded to the Registrar-in-Chief of either court.

(2) In the case of an appeal by telegram, registered letter, or by any other means with written proof, the date of appeal shall be that of the date stamp of the post-office or of the date of despatch in the case of any other means.

(3) The notice of appeal, telegram, registered letter or any other means with written proof, shall be entered in a special register kept in the registry of the court to that effect.

(4) Notwithstanding the provisions of sub-section (1), the notice of appeal filed by a representative without a duly authenticated power of Attorney shall be valid if the appellant later personally regularizes the appeal; in particular, by briefing counsel to represent him or by applying for legal aid within the time-limit provided for in section 482.

ARTICLE 481 (1) Lorsque le demandeur est détenu, son pourvoi peut également être formé, soit par déclaration au greffe du Tribunal de Première Instance du lieu de détention, soit par lettre adressée au Greffier en Chef sous le couvert du régisseur de la prison où il est détenu.

(2) En cas de pourvoi par déclaration au greffe du Tribunal, le régisseur de la prison est tenu de faire conduire le demandeur détenu devant le Greffier en Chef du Tribunal concerné.

(3) En cas de pourvoi par lettre, le régisseur de la prison, sous le couvert duquel elle est adressée, est tenu :

- a) de la transcrire dans un registre spécial tenu à cet effet ; cette transcription est datée, signée par le régisseur et contresignée par le demandeur ;
- b) d'établir en trois exemplaires un récépissé mentionnant la date du dépôt de la lettre et son objet ;
- (c) de remettre sur le-champ un exemplaire au demandeur, classer le second au dossier pénitentiaire de l'intéressé, annexer le troisième à la lettre de pourvoi ;
- (d) de transmettre cette lettre et le troisième exemplaire du récépissé dans les quarante-huit (48) heures par tout moyen laissant trace écrite, au Greffier en Chef de la juridiction qui a rendu la décision frappée de pourvoi.

SECTION 481 (1) When the appellant is in custody, he may also file an appeal to the Supreme Court either by a declaration to the registry of the Court of First Instance of the place of detention, or by a letter addressed through the Superintendent of the Prison where he is detained.

(2) In case of declaration to the registry of the court, the Superintendent of Prison shall be bound to bring the appellant in detention before the Registrar-in-Chief of the court.

(3) In case of appeal by letter, the Superintendent through whom it is addressed shall:

- (a) record it in a special register kept for that purpose; the register shall be dated, signed by the Superintendent and countersigned by the appellant;
- (b) issue in three copies a receipt mentioning the date when the notice of appeal was submitted;
- (c) give a copy of the receipt to the appellant, keep the second copy in the prison file of the appellant and attach the third copy to the notice of appeal to the Supreme Court;
- (d) forward this notice of appeal and the third copy of the receipt within forty-eight (48) hours to the Registrar-in-Chief of the court which delivered the judgment appealed against, by any means with written proof.

ARTICLE 482 Au moment où le Greffier en Chef de la Cour d'Appel reçoit la déclaration de pourvoi, il notifie par écrit au demandeur qu'il lui appartient, à peine de déchéance, de communiquer au Greffier en Chef de la Cour Suprême, dans le délai de trente (30) jours, le nom de son avocat, ou de lui adresser une demande d'assistance judiciaire s'il s'estime être en droit de la solliciter. A cette demande doivent être joints, sous peine d'irrecevabilité, un certificat d'indigence délivré par le Maire de la commune de sa résidence, un extrait du rôle de ses impositions ou un certificat précisant sa situation fiscale, délivré par l'autorité compétente.

ARTICLE 483 (1) Le Greffier en Chef qui reçoit le pourvoi en dresse procès-verbal, le notifie au Ministère Public et aux autres parties, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen laissant trace écrite au dossier.

(2) Le procès-verbal établi en quatre exemplaires doit contenir, outre la mention de la déclaration de pourvoi, celle de la notification prévue à l'article 479 (1).

(3) Un exemplaire du procès-verbal est remis ou adressé respectivement au demandeur et au Greffier en Chef de la Cour d'Appel, qui ouvre un dossier dès sa réception.

(4) Au cas où la déclaration de pourvoi est reçue par le Greffier en Chef de la Cour Suprême, celui-ci adresse un exemplaire du procès-verbal au Greffier en Chef de la juridiction ayant rendu la décision frappée de pourvoi, pour mention en marge de l'arrêt attaqué.

SECTION 482 When the Registrar-in-Chief of the Court of Appeal receives the notice of appeal, he shall notify the appellant in writing that he has under pain of foreclosure, a time-limit of thirty (30) days, within which to provide the Registrar-in-chief of the Supreme Court with the name of his counsel, or to apply for legal aid if he considers himself qualified for it. In this case, the application for legal aid, shall have as annexures a certificate of lack of means issued by the Mayor of the council of his place of residence, a tax certificate or a certificate of his fiscal situation, issued by the competent authority, otherwise it shall be inadmissible.

SECTION 483 (1) The Registrar-in-Chief who receives the notice of appeal shall notify the Legal Department of the Court of Appeal and the other parties by registered letter with acknowledgment of receipt or by any other means leaving written proof in the case file. He shall make a report in respect thereof.

(2) The report drawn up in four copies shall, in addition to mentioning the notice of appeal, also mention the notification provided for in section 479 (1).

(3) A copy of the report shall be addressed to the appellant and to the Registrar-in-Chief of the Supreme Court who shall open a case file upon receiving it.

(4) Where the notice of appeal was received by the Registrar-in-Chief of the Supreme Court, he shall address a copy of the report to the Registrar-in-Chief of the Court of Appeal, the judgment of which has been appealed against. The latter shall mention the fact of the appeal on the margin of the said judgment.

ARTICLE 484 (1) Le Greffier en Chef de la Cour d'Appel met en état le dossier de procédure, qui comprend notamment les documents suivants :

- la déclaration de pourvoi;
- le procès-verbal visé à l'article 483;
- les conclusions et mémoires produits par les parties devant le Tribunal et/ou la Cour d'Appel;
- les notes d'audience du Tribunal et/ou de la Cour d'Appel;
- toutes les décisions avant-dire-droit rendues par le Tribunal et/ou la Cour d'Appel;
- une expédition de l'arrêt attaqué et une expédition du jugement du Tribunal.

(2) Le dossier est transmis au Greffier en Chef de la Cour Suprême.

CHAPITRE IV **DES CAS D'OUVERTURE A CASSATION**

ARTICLE 485 (1) Les cas d'ouverture à cassation sont, notamment :

- a) l'incompétence ;
- b) la dénaturation des faits de la cause ou des pièces de la procédure ;
- c) le défaut, la contradiction ou l'insuffisance de motifs ;

SECTION 484 (1) The Registrar-in-Chief of the Court of Appeal shall prepare the case file which shall comprise in particular the following documents :

- the notice of appeal;
- the report referred to in section 483;
- the submissions and memoranda produced by the parties before the trial court and the Court of Appeal;
- the record of proceedings of the trial court and the Court of Appeal;
- all the interlocutory rulings delivered by the trial court and the Court of Appeal;
- a copy of the judgment appealed against and a copy of the judgment of the trial court.

(2) This case file shall be forwarded to the Registrar-in-Chief of the Supreme Court.

CHAPTER IV **GROUND OF APPEAL TO THE SUPREME COURT**

SECTION 485 (1) The grounds of appeal to the Supreme Court shall include:

- (a) incompetence;
- (b) misrepresentation of the facts of the case or of the documents of the proceedings;
- (c) absence, or contradictions or insufficiency of reasons;

d) la non-réponse aux conclusions des parties ou aux réquisitions du Ministère Public ;

e) le vice de forme, en particulier:

- sous réserve des dispositions de l'article 470 (1), lorsque la décision attaquée n'a pas été rendue par le nombre de juges prescrit par la loi ou l'a été par des juges qui n'ont pas siégé à toutes les audiences;
- lorsque la parole n'a pas été donnée au Ministère Public ou que celui-ci n'a pas été représenté;
- lorsque la règle relative à la publicité de l'audience, sous réserve des exceptions prévues par la loi, n'a pas été observée ;

f) l'excès de pouvoir ;

g) la violation de la loi;

h) la violation d'un principe général du droit;

i) le non respect de la jurisprudence de la Cour Suprême ayant statué en Sections Réunies d'une Chambre ou en Assemblée Plénière.

(2) La Cour Suprême peut soulever d'office tout moyen de cassation fondé sur les cas d'ouverture prévus à l'alinéa (1) ci-dessus.

(d) failure to reply to the submissions of the parties or of the Legal Department ;

(e) procedural irregularity, in particular :

- where, subject to the provisions of section 470 (1), the decision appealed against was not delivered by the number of judges prescribed by law or was delivered by judges who had not participated in the entire hearing ;
- where the Legal Department was not given the right to be heard or it was not represented at the hearing ;
- where subject to the exceptions provided for by law, the rule pertaining to public hearing was not observed ;

(f) ultra vires;

(g) violation of the law ;

(h) violation of a general principle of law; failure to follow precedents of the plenary session of the Supreme Court on points of law;

(i) ultra vires;

(2) The Supreme Court may of its own motion raise any of the grounds of appeal referred to in sub-section (1) above.

ARTICLE 486 (1) Ne constitue pas un cas d'ouverture à cassation l'erreur sur la qualification ou sur l'énonciation du texte de loi applicable, lorsque la peine encourue pour l'infraction visée est la même que celle prévue pour l'infraction réellement commise, pourvu que ces infractions soient de même nature.

(2) Sauf cas de nullités absolues prévues par la loi, le demandeur au pourvoi n'est pas recevable à présenter comme moyen de cassation les irrégularités commises par le Tribunal, s'il ne les a pas soulevées devant la Cour d'Appel.

CHAPITRE V **DE L'INSTRUCTION DES POURVOIS**

ARTICLE 487 Le Greffier en Chef de la Cour Suprême enregistre le dossier de procédure dès sa réception et le communique au Président de la Cour Suprême qui, après l'avoir fait reproduire en cinq (5) exemplaires, le transmet à la formation compétente.

ARTICLE 488 (1) Le Greffier en Chef adresse un exemplaire des documents spécifiés à l'article 482 au conseil du demandeur ou au Procureur Général lorsque celui-ci est demandeur au pourvoi et lui notifie en même temps, par exploit d'huissier ou par tout autre moyen laissant trace écrite, qu'il dispose, à peine de déchéance, d'un délai de trente (30) jours pour le dépôt de son mémoire ampliatif au greffe.

(2) Le délai fixé à l'alinéa (1) peut être, s'il y a lieu, réduit de moitié par ordonnance motivée du Président de la formation saisie.

SECTION 486 (1) An error in stating the offence charged or in citing the applicable section of the law shall not constitute a ground of appeal where the sentence provided for the offence charged is the same as that for the offence which was in fact committed, provided that the offences are of a similar nature.

(2) Except in cases of absolute nullity provided for by the law, the appellant shall not be allowed to raise as a ground of appeal to the Supreme Court, any irregularity committed by a trial court if he did not raise the point before the Court of Appeal.

CHAPTER V **PROCESSING OF AN APPEAL IN THE SUPREME COURT**

SECTION 487 The Registrar-in-Chief of the Supreme Court shall register the case file as soon as he receives it and shall forward the same to the President of the Supreme Court who, after having had it produced in five (5) copies, shall forward it to the competent section.

SECTION 488 (1) The Registrar-in-Chief shall forward a copy of the documents specified in section 482 to the appellant's counsel or the Procureur General, where he is appellant, and shall inform him at the same time by any means with written proof, or by writ of a bailiff that he has a time-limit of thirty (30) days within which to file a memorandum of submissions in support of the appeal at the registry, otherwise the appeal will be foreclosed.

(2) The time-limit fixed in the preceding subsection may be reduced by half, by an order of the President of the section seised.

ARTICLE 489 (1) Lorsque le demandeur a sollicité l'assistance judiciaire, le Greffier en Chef en informe le Procureur Général, met en état le dossier et le soumet à la Commission d'Assistance Judiciaire instituée auprès de la Cour Suprême.

(2) Dès l'intervention de la décision accordant l'assistance judiciaire au demandeur, le Président de la Cour Suprême lui désigne un avocat et le Greffier en Chef procède aux notifications prévues à l'article 483.

(3) En cas de rejet de la demande d'assistance judiciaire, le Greffier en Chef le notifie par tout moyen laissant trace écrite ou le signifie par exploit d'huissier, au demandeur et l'invite à lui faire connaître, à peine de déchéance, dans un délai de quinze (15) jours, le nom de son avocat.

Ce délai court à compter du lendemain de la date de notification ou de la signification.

ARTICLE 490 Lorsque le demandeur au pourvoi, condamné à l'emprisonnement à vie ou à la peine de mort, n'a pas constitué d'avocat, le Président de la Cour Suprême lui en désigne un d'office, dès réception du dossier de pourvoi au greffe.

ARTICLE 491 (1) Pendant tout le déroulement de la procédure devant la Cour Suprême, le demandeur est considéré comme ayant élu domicile au cabinet de son avocat constitué ou désigné d'office.

SECTION 489 (1) Where the appellant has applied for legal aid, the Registrar-in-Chief shall inform the Procureur General of this fact and shall prepare the file for legal aid and submit it to the commission for legal aid at the Supreme Court.

(2) On the delivery of the decision granting legal aid to the appellant, the President of the Supreme Court shall assign counsel for his defence and the Registrar-in-Chief shall issue notices as provided for in section 483.

(3) Where the application for legal aid is rejected, the Registrar-in-Chief shall notify the applicant by any means with written proof or serve it by writ of a bailiff on the appellant and shall invite him to forward the name of his counsel within a time-limit of fifteen (15) days, under pain of forfeiture of his right to appeal.

Such time-limit shall run from the day following the date of notification or service.

SECTION 490 Where an appellant sentenced to life imprisonment or to death has not briefed counsel, the President of the Supreme Court shall of his own motion, assign one to him as soon as the application for appeal is received in the registry of the said court.

SECTION 491 (1) During the whole hearing before the Supreme Court, the appellant shall be presumed to have elected his address for service at the chambers of the counsel he briefed or of the one assigned to him officially.

(2) Lorsqu'il a plusieurs avocats, la notification ou la signification faite à l'un d'entre eux est suffisante, à moins qu'il n'ait indiqué celui à l'étude duquel toutes les notifications doivent être effectuées.

(3) Lorsque le demandeur a sollicité l'assistance judiciaire, il est considéré comme ayant élu domicile à l'adresse indiquée sur sa demande d'assistance judiciaire. Au cas où cette adresse est imprécise, la notification visée à l'article 483 est effectuée à la mairie de la commune où réside le demandeur ou à son lieu de travail ou au greffe de la Cour d'Appel où le pourvoi a été formé.

ARTICLE 492 Le mémoire ampliatif doit, à peine de déchéance, être déposé au greffe dans les délais impartis. Mention de ce dépôt est faite dans un registre spécial, daté, signé par le Greffier en Chef et contresigné par le déposant, à qui est délivré un récépissé. L'inobservation des délais prescrits constitue, outre une faute professionnelle, une faute susceptible d'entraîner une action en dommages-intérêts à l'encontre de l'avocat défaillant.

ARTICLE 493 Le mémoire ampliatif doit, à peine d'irrecevabilité du pourvoi, articuler et développer les moyens de droit invoqués à l'appui du pourvoi. Il doit être établi en autant d'exemplaires qu'il y a de parties plus cinq (5).

ARTICLE 494 (1) Dès réception du mémoire ampliatif, le Greffier en Chef en assure la notification aux défendeurs par exploit d'huissier ou par tout autre moyen laissant trace écrite.

(2) Where he has several advocates, notification or service on one of them shall be deemed sufficient unless he elected the chambers of the advocate to which all notifications and services should be addressed.

(3) However, where he has asked for legal aid, it shall be considered that his address for service shall be the address on his application for legal aid. If this address is not specified, the notification referred to in section 483 shall be sent to the Mayor's office of the place of residence of the appellant, or to his place of work or to the registry of the Court of Appeal.

SECTION 492 The memorandum of submissions in support of the appeal shall, under pain of foreclosure, be filed in the registry within the prescribed time-limit. Mention of this fact shall be made in a special register which shall be dated and signed by the Registrar-in-Chief and countersigned by the person who filed the memorandum. A receipt shall be issued to him. Non-compliance with the prescribed time-limit shall constitute not only a professional fault, but also a fault liable to give rise to an award of damages against the defaulting counsel.

SECTION 493 The memorandum of submissions in support of the appeal shall, under pain of the appeal being declared inadmissible, cite the provision of the law violated and argue the legal grounds of the appeal. It shall be produced in as many copies as there are parties plus five (5) other copies.

SECTION 494 (1) As soon as the Registrar-in-Chief receives the memorandum of submissions in support of the appeal, he shall notify the respondents by any means with written proof or by the writ of a bailiff.

(2) Le défendeur doit, dans le délai de trente (30) jours à compter de cette notification, à peine de déchéance, adresser personnellement ou par son avocat, au Greffier en Chef de la Cour Suprême, un mémoire en réponse en autant d'exemplaires qu'il y a de demandeurs plus cinq (5).

ARTICLE 495 (1) Dès réception du mémoire en réponse, le Greffier en Chef en assure la notification au demandeur par exploit d'huissier ou par tout autre moyen laissant trace écrite.

(2) Le demandeur peut, s'il l'estime utile, dans le délai de quinze (15) jours à compter de cette notification ou signification, adresser un mémoire en réplique par son avocat, au Greffier en Chef de la Cour Suprême. Le défendeur au pourvoi, qui reçoit notification ou signification de cette réplique, a également un délai de quinze (15) jours pour y répondre, s'il l'estime utile.

ARTICLE 496 Le dossier est réputé en état lorsqu'à l'expiration du délai de quinze (15) jours, le défendeur n'a pas déposé de mémoire en réponse ou que, quinze (15) jours après la notification qui lui en a été faite, le demandeur n'a pas répliqué.

ARTICLE 497 Quand le dossier est en état, le Greffier en Chef le transmet au Président de la formation pour désignation d'un rapporteur.

(2) The respondent shall within the time-limit of thirty (30) days with effect from the said notice, under pain of foreclosure, personally or through his counsel, forward his submissions to the Registrar-in-Chief of the Supreme Court in as many copies as there are parties plus five (5) other copies.

SECTION 495 (1) As soon as the written submissions of the respondent are received, the Registrar-in-Chief shall ensure that the appellant is notified by any means with written proof or by the writ of a bailiff.

(2) The appellant may, if he deems it necessary, within fifteen (15) days with effect from the date of notification or personal service, send a rejoinder in reply through his counsel to the Registrar-in-Chief of the Supreme Court. The respondent shall file a reply to the rejoinder within fifteen (15) days of service, if he deems it necessary.

SECTION 496 The case file shall be deemed to be ready if on the expiry of the time-limit of fifteen (15) days, the respondent has not filed his written submissions in reply or if after fifteen (15) days of service of the written submissions of the respondent, the appellant has not filed a rejoinder.

SECTION 497 When the case file is ready, the Registrar-in-Chief shall forward it to the President of the section in order to appoint a rapporteur.

ARTICLE 498 (1) Le rapporteur propose une solution précise au litige. Il peut d'office soulever des moyens de cassation.

(2) Le rapporteur rétablit le dossier au greffe dans un délai maximum de trente (30) jours sans y joindre son rapport.

(3) Le rapporteur transmet, sous pli confidentiel, son rapport établi en six (6) exemplaires, au Président de la Cour Suprême. Ce dernier communique un (1) exemplaire, sous pli confidentiel, au Procureur Général et les autres exemplaires au Président de la formation concernée.

ARTICLE 499 Le dossier rétabli au greffe, est transmis sans délai au Procureur Général.

ARTICLE 500 : (1) Le Procureur Général peut d'office soulever des moyens de cassation.

(2) Le Procureur Général propose, dans ses conclusions, une solution précise au litige.

(3) Le Procureur Général adresse, dans un délai de trente (30) jours sous pli confidentiel, ses conclusions au Président de la Cour Suprême qui les communique au Président de la formation concernée. Il rétablit le dossier au greffe.

SECTION 498 (1) The rapporteur may of his own motion raise grounds of appeal. He shall propose a precise solution to the case.

(2) The rapporteur shall return the case file to the registry within a maximum period of thirty (30) days without annexing his report thereto.

(3) The rapporteur shall forward, under confidential cover, his report in six (6) copies to the President of the Supreme Court who shall in turn forward a copy thereof under confidential cover to the Procureur General and the other copies to the President of the section concerned.

SECTION 499 When the case file is returned to the Registrar-in-Chief, he shall forward it immediately to the Procureur General.

SECTION 500 (1) The Procureur General may of his own motion raise grounds of appeals.

(2) The Procureur General shall in his submissions propose a precise solution to the case.

(4) The Procureur General shall transmit his submissions within thirty (30) days, under confidential cover to the President of the Supreme Court, who shall forward them to the President of the section concerned. He shall return the case file to the registry thereafter.

ARTICLE 501 Dès que le Procureur Général retourne le dossier au Greffier en Chef, celui-ci le soumet au Président de la formation pour fixation de la date d'audience.

Cette date est notifiée au Procureur Général et aux membres de la formation par le Greffier en Chef, les parties en sont informées par l'affichage du rôle.

ARTICLE 502 Le Président de la formation peut, à tout moment, par ordonnance prise à la requête du Procureur Général ou du demandeur au pourvoi, réduire de moitié les délais prévus aux articles 488 (1), 494, 495 (2) et 496.

La décision de réduction des délais est notifiée aux parties par le Greffier en Chef.

CHAPITRE VI **DES EFFETS DU POURVOI**

ARTICLE 503 (1) Le pourvoi en cassation n'a pas d'effet suspensif, notamment en ce que :

- a) le mandat décerné ou confirmé par la Cour d'Appel continue à produire ses effets ;
- b) les mesures de surveillance judiciaire ordonnées ou confirmées par la Cour d'Appel continuent à produire leurs effets ;

SECTION 501 As soon as the Procureur General returns the case file to the Registrar-in-Chief, the latter shall submit it to the President of the section to fix the date for hearing.

This date shall be notified to the Procureur General and to the members of the section by the Registrar-in-Chief. The parties shall be notified of it by the cause list posted on the notice board of the court.

SECTION 502 The President of the section may, at any time, by an order made at the request of the Procureur General or of the appellant, reduce to half the time-limit provided for in sections 488 (1), 494, 495 (2), and 496.

The decision of reduction of the time-limit shall be notified to the parties by the Registrar-in-Chief of the Supreme Court.

CHAPTER VI **EFFECTS OF APPEALS TO THE SUPREME COURT**

SECTION 503 (1) An appeal to the Supreme Court shall not stay the execution of a judgment; in particular :

- (a) any warrant either issued or upheld by the Court of Appeal shall continue to produce its effects;
- (b) measures of judicial supervision ordered or confirmed by the Court of Appeal shall continue to produce their effects;

- c) en cas d'acquiescement ou de condamnation par la Cour d'Appel, soit à une peine d'emprisonnement assortie du sursis, soit à une peine d'amende, ou lorsqu'il y a condamnation à une peine d'emprisonnement dont la durée est inférieure ou égale à la durée de la détention provisoire, le demandeur au pourvoi détenu est immédiatement libéré, sous réserve des dispositions de l'article 393.

(2) Toutefois, le demandeur au pourvoi peut saisir la Cour Suprême d'une demande de suspension des mesures de surveillance ou en mainlevée du mandat.

ARTICLE 504 Nonobstant les dispositions de l'article 503, lorsque la Cour Suprême est saisie d'un pourvoi contre un arrêt avant-dire-droit tel que prévu à l'article 473 et en cas de conflit de compétence ou de contrariété des décisions comme prévu aux articles 601 et 602, le pourvoi a un effet suspensif.

ARTICLE 505 (1) Les dispositions législatives en vigueur sur le sursis à exécution des condamnations civiles sont applicables devant la Cour Suprême.

(2) Le Président de la Cour Suprême ou le Président de la formation qu'il délègue à cet effet, statue seul sur les requêtes en sursis à exécution des condamnations civiles visées à l'alinéa (1), après réquisitions du Procureur Général.

- (c) where there is an acquittal or suspended sentence or a fine by the Court of Appeal or where the term of imprisonment is less or equal to the time spent in detention, the appellant in detention shall be immediately released, subject to the provisions of section 393.

(2) However, the accused may apply to the Supreme Court for suspension of the measures of judicial supervision, or the cancellation of the warrant.

SECTION 504 Notwithstanding the provisions of section 503, appeals to the Supreme Court in matters of interlocutory proceedings provided for in section 473 and in matters of conflict of jurisdiction referred to in sections 601 and 602, shall stay the proceedings of the lower courts.

SECTION 505 (1) The laws in force relating to stay of execution of civil awards shall be applicable before the Supreme Court.

(2) The President of the Supreme Court or the President of the section that he delegates for this purpose, shall decide alone on the application for stay of execution of civil awards referred to in sub-section (1) after receiving the submissions of the Procureur General.

CHAPITRE VII
DE LA PROCEDURE DEVANT LA COUR SUPREME

SECTION I
DE LA PROCEDURE A L'AUDIENCE

ARTICLE 506 Les dispositions des articles 302 à 305, 446 et suivants relatifs à la publicité, à la police et au déroulement de l'audience sont applicables devant la Cour Suprême.

ARTICLE 507 (1) Avant la date fixée pour l'audience, les membres de la Cour appelés à siéger reçoivent les documents prévus aux articles 482,484, 493 et 495.

(2) A l'audience, l'avocat du demandeur au pourvoi est entendu le premier, suivi de celui du défendeur et enfin, du Procureur Général, s'il n'est pas demandeur.

ARTICLE 508 (1) A l'audience, le rapporteur donne lecture de son rapport, les conseils des parties et le Procureur Général développent leurs arguments à l'appui de leurs mémoires et conclusions.

(2) Le renvoi ne peut être accordé que si la Cour l'estime utile.

CHAPTER VII
PROCEDURE BEFORE THE SUPREME COURT

SUB-CHAPTER I
PROCEDURE AT THE HEARING

SECTION 506 The provisions of sections 302 to 305, 446 and following relating to public hearing, maintenance of order and to the procedure at the trial shall be applicable before the Supreme Court.

SECTION 507 (1) Before the date fixed for hearing, the members of the court who are to sit shall receive the documents referred to in sections 482, 484,493 and 495.

(2) At the hearing, counsel for the appellant shall be heard first, followed by counsel for the respondent and finally by the Procureur General, if he is not the appellant.

SECTION 508 (1) At the hearing, the rapporteur shall read his report, the advocates of the parties and the Procureur General shall present their arguments basing same on their memoranda and submissions.

(2) No adjournment shall be granted unless the court deems it necessary.

(3) Toutefois :

- a) lorsque les solutions proposées par le Procureur Général et le rapporteur sont divergentes, l'affaire est mise en délibéré ;
- b) tout membre de la Cour qui, avant l'audience, n'a eu communication ni du rapport, ni des conclusions contraires du Procureur Général, peut demander d'en prendre connaissance avant de se prononcer. Dans ce cas, l'affaire est renvoyée à une audience ultérieure.

ARTICLE 509 Lorsqu'un pourvoi n'énonce aucun moyen et qu'il n'en existe pas à soulever d'office, la Cour décide de son rejet.

ARTICLE 510 *Lorsque les moyens de pourvoi soulevés, soit par les parties, soit d'office sont fondés, la Chambre judiciaire de la Cour Suprême casse et annule l'arrêt attaqué.*

Dans ce cas, elle évoque et statue.

(3) However :

- (a) when the solutions proposed by the Procureur General and the rapporteur are different, the case shall be adjourned for deliberation;
- (b) any member of the court who, before the hearing, had neither had knowledge of the report nor the contrary submissions of the Procureur General, may request to have knowledge thereof before he gives an opinion. In such a case, the matter shall be adjourned for deliberation to a later date.

SECTION 509 Where the appeal is groundless and where the court of its own motion cannot raise any grounds, the appeal shall be dismissed.

SECTION 510 Where the grounds of appeal filed by the parties or raised by the court of its own motion are founded, the Judicial Bench of the Supreme Court shall quash and annul the decision appealed against.

In this case, it shall examine and determine the matter on the merits.

SECTION II
DES ARRETS DE LA COUR SUPREME

ARTICLE 511 (1) La Cour Suprême, avant de statuer au fond, doit s'assurer que le pourvoi a été régulièrement formé.

(2) Si elle juge que certaines formalités prescrites n'ont pas été satisfaites, elle rend un arrêt d'irrecevabilité.

(3) Si le pourvoi n'est pas fondé, la Cour rend un arrêt de rejet.

ARTICLE 512 (1) La décision de la Cour est prise à la majorité.

(2) Les dispositions de l'article 389 (5) sont applicables.

ARTICLE 513 L'arrêt est rendu, soit sur le siège, soit après délibéré à jour fixe, dans la quinzaine au plus tard.

ARTICLE 514 (1) Le Président de la Cour Suprême peut, lorsqu'une affaire lui paraît complexe, ordonner qu'elle soit jugée en Sections Réunies

(2) La section pénale de la Chambre Judiciaire de la Cour siégeant à trois membres peut, à la majorité, ordonner le renvoi de l'affaire devant les Sections Réunies.

SUB-CHAPTER II
JUDGMENTS OF THE SUPREME COURT

SECTION 511 (1) Before the Supreme Court hears an appeal on the merits, it shall ascertain whether the appeal has been properly filed.

(2) If it finds that certain formalities required by law have not been satisfied, it shall, as the case may be, deliver a judgment of inadmissibility.

(3) If the appeal is without merits, the court shall dismiss it.

SECTION 512 (1) The decision of the court shall be that of the majority.

(2) The provisions of section 389 (5) shall apply.

SECTION 513 The decision shall be delivered either immediately or on an adjourned date not later than fifteen (15) days after deliberations.

SECTION 514 (1) The President of the Supreme Court may, where he considers that a case is complicated, order that it be heard in a plenary session of all the sections of a Bench.

(2) The criminal section of the Judicial Bench of the Supreme Court, sitting with three members may, by majority decision, transfer a case to a plenary session of all the sections of the Bench.

ARTICLE 515 : *Lorsque, saisie d'un pourvoi sur la recevabilité d'un appel, la Cour Suprême déclare celui-ci recevable, elle annule la décision attaquée et renvoie la cause ainsi que les parties devant la même juridiction, autrement composée, pour être statué au fond.*

Il en est de même lorsque la Cour Suprême statue sur le pourvoi contre un arrêt avant-dire-droit

ARTICLE 516 (1) La Cour Suprême ne peut statuer sur la demande de mise en liberté d'un condamné que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le condamné s'est pourvu en cassation contre l'arrêt rendu au fond par la Cour d'Appel ;
- b) le pourvoi est recevable.

(2) Le conseil du condamné est tenu de produire une requête motivée.

ARTICLE 517 L'arrêt de la Cour Suprême ordonnant la mise en liberté peut être assorti de toute mesure de surveillance judiciaire. Il est exécuté sur-le-champ.

SECTION 515 Where an appeal before the Supreme Court is based on the admissibility of the appeal before the Court of Appeal and the Supreme Court quashes the judgment appealed against by declaring the appeal admissible, it shall remit the case to the same Court of Appeal which shall be differently constituted, for a decision to be taken on the merits.

It shall be likewise where the Court decides on an appeal against an interlocutory ruling.

SECTION 516 (1) The Supreme Court may entertain an application for bail by a convict only if all the following conditions are satisfied :

- (a) the convict has appealed against the judgment on the merits delivered by the Court of Appeal ;
- (b) the appeal is admissible.

(2) Counsel for the convict shall be bound to file a reasoned application for bail.

SECTION 517 The order of the Supreme Court granting bail may prescribe any measure of judicial supervision. It shall be executed forthwith.

ARTICLE 518 (1) Le demandeur est déchu de son pourvoi dans les cas suivants :

- a) défaut de constitution d'avocat ;
- b) non dépôt du mémoire ampliatif par l'avocat ;
- c) production tardive du mémoire ampliatif par l'avocat.

(2) La déchéance est prononcée par ordonnance du Président de la Cour Suprême.

(3) Le Greffier en Chef notifie aux parties ou à leurs conseils l'ordonnance de déchéance intervenue, par lettre recommandée ou par tout autre moyen laissant trace écrite.

ARTICLE 519 Les ordonnances de déchéance peuvent être rétractées sur requête motivée du demandeur au pourvoi ou de son conseil après réquisitions du Procureur Général.

Cette requête doit, à peine d'irrecevabilité, être formée dans un délai de trente (30) jours à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordonnance de déchéance.

ARTICLE 520 La rétractation de l'ordonnance de déchéance est de droit lorsque celle-ci résulte du défaut de production ou de la production tardive du mémoire ampliatif par le Procureur Général près une Cour d'Appel.

SECTION 518 (1) The appellant's right of appeal is forfeited in the following cases:

- (a) failure to brief counsel;
- (b) failure by counsel to file a memorandum of submissions in support of the appeal;
- (c) where counsel files the memorandum of submissions in support of the appeal out of time.

(2) The forfeiture is declared by a ruling of the President of the Supreme Court.

(3) The Registrar-in-Chief shall notify the parties or their counsel of the decision of forfeiture by registered letter or by any means with written proof.

SECTION 519 The Supreme Court may set aside any order of forfeiture, upon a reasoned application by the appellant or his counsel and after the submissions of the Procureur General.

The application shall, subject to being declared inadmissible, be filed within thirty (30) days with effect from the day following the day of notification of the decision of forfeiture.

SECTION 520 The setting aside of an order of forfeiture shall be as of right when the forfeiture results from the failure to file or from filing out of time of the memorandum of submissions in support of the appeal by the Procureur General at a Court of Appeal.

ARTICLE 521 (1) Lorsque la déchéance résulte du défaut de production ou de la production tardive du mémoire ampliatif par l'avocat commis d'office, le Président de la Cour Suprême peut, après réquisitions du Procureur Général, soit désigner d'office un autre avocat, soit admettre le mémoire ampliatif déposé tardivement.

(2) Les frais de l'ordonnance de déchéance ainsi que ceux de l'ordonnance de rétractation sont mis à la charge de l'avocat défaillant.

ARTICLE 522 (1) A l'exception du Ministère Public, toute partie au procès peut se désister de son pourvoi. Dans ce cas, le dossier est aussitôt transmis au Président de la formation pour enrôlement à la plus prochaine audience.

(2) Lorsque la partie civile ou le civilement responsable se désiste de son pourvoi, la Cour Suprême rend un arrêt lui donnant acte de son désistement.

(3) Les frais du désistement sont à la charge de la partie qui se désiste.

ARTICLE 523 (1) Le désistement de l'assureur n'est recevable que s'il est sans condition. Il n'a pas d'effet sur l'action publique.

(2) L'arrêt frappé de pourvoi est considéré comme n'ayant jamais été attaqué.

SECTION 521 (1) Where the forfeiture results from the failure to file or from filing out of time of the memorandum of submissions in support of the appeal by counsel holding state brief, the President of the Supreme Court may, after the submissions of the Procureur General either appoint another counsel of his own motion or admit the memorandum of submissions in support of the appeal filed out of time.

(2) The costs of the order of forfeiture as well as the order to set aside shall be borne by the defaulting counsel.

SECTION 522 (1) With the exception of the Legal Department, any party to the proceedings may withdraw his appeal. In such a case, the file shall be immediately forwarded to the President of the section for the matter to be listed for the nearest hearing date.

(2) Where the civil party, or the party vicariously liable withdraws his appeal, the Supreme Court shall deliver a decision granting the withdrawal.

(3) The costs of the withdrawal shall be borne by the party withdrawing the appeal.

SECTION 523 (1) The withdrawal by the insurer shall only be admissible if it is unconditional. It shall have no effect on the criminal action.

(2) The decision appealed against shall be considered as never having been appealed against.

ARTICLE 524 (1) Le désistement du condamné prend effet à compter du jour de la déclaration du pourvoi.

(2) Lorsque le désistement du condamné lui paraît régulier, la Cour Suprême lui en donne acte et le condamne aux dépens.

(3) Les dispositions de l'article 526 sont applicables nonobstant le désistement du condamné de son pourvoi.

ARTICLE 525 En cas de survenance d'une loi pénale plus douce pendant l'instance en cassation, la Cour Suprême l'applique.

ARTICLE 526. (1) La décision d'irrecevabilité, de déchéance, de donner acte, de désistement ou de rejet condamne le demandeur aux dépens sous réserve des dispositions de l'article 521 (2). Toutefois, le demandeur peut être déchargé de tout ou partie des dépens, par décision motivée.

(2) En cas d'irrecevabilité ou de rejet du pourvoi du Ministère Public, les dépens sont mis à la charge du Trésor Public.

ARTICLE 527 (1) L'annulation d'une décision par la Cour Suprême peut être partielle ou totale.

(2) En cas d'annulation totale, la cause et les parties sont remises au même et semblable état où elles étaient avant l'intervention de

SECTION 524 (1) The withdrawal by the convict shall take effect from the day of the notice of appeal.

(2) Where the withdrawal by the convict appears regular, the Supreme Court shall accept it and order him to pay costs.

(3) The provisions of section 526 shall be applicable, notwithstanding the withdrawal of the convict's appeal.

SECTION 525 If during the appeal, a less severe law is promulgated, the Supreme Court shall apply it.

SECTION 526 (1) Subject to the provisions of section 521 (2), the appellant shall be liable to pay the costs of the proceedings at the Supreme Court when the court delivers a judgment of inadmissibility, forfeiture, withdrawal or of dismissal. However the appellant may be exonerated from paying part or all of the costs.

(2) In case of inadmissibility or dismissal of an appeal filed by the prosecution, the costs shall be borne by the Public Treasury.

SECTION 527 (1) The Supreme Court may quash a decision in part or in whole.

(2) Where the whole judgment is quashed, the case and the parties shall be placed in the same position in which they

la décision annulée. Dans ce cas, la Cour Suprême évoque et statue sur le tout.

(3) En cas d'annulation partielle, la Cour Suprême statue exclusivement sur les points annulés.

ARTICLE 528 Une expédition de l'arrêt portant annulation est transmise par le Greffier en Chef de la Cour Suprême au Ministère Public et au Greffier en Chef compétent, pour mention sur les registres du greffe de la juridiction dont émane la décision annulée.

ARTICLE 529 Les arrêts de la Cour Suprême contiennent:

- a) la composition de la Cour ;
- b) les nom , prénoms et qualité du représentant du Ministère Public;
- c) les nom, prénoms, qualité et adresse des parties et de leurs conseils;
- d) l'exposé sommaire des faits et de la procédure;
- e) l'analyse des moyens produits ou soulevés d'office ;
- f) des motifs et un dispositif;
- g) la signature des magistrats qui ont rendu la décision et du greffier audientier.

were before the judgment so quashed was delivered. In this case, the Supreme Court shall examine and determine the whole matter on the merits.

(3) Where the judgment appealed against is partially quashed, the Supreme Court shall decide only on the issues quashed.

SECTION 528 A copy of the quashed decision shall be forwarded by the Registrar-in-Chief of the Supreme Court to the Legal Department and to the competent Registrar-in-Chief to be recorded in the registry of the Court of Appeal from which the decision quashed emanated.

SECTION 529 Judgments of the Supreme Court shall contain:

- (a) the composition of the court;
- (b) the names and rank of the representative of Legal Department;
- (c) the full name, occupation and address of the parties and of their counsel;
- (d) a summary of the facts and the procedure;
- (e) an analysis of the grounds of appeal argued or those raised by the court of its own motion;
- (f) the reasons and the verdict;
- (g) the signature of the judges who delivered the judgment and that of the clerk of court.

ARTICLE 530 Le Greffier en Chef de la Cour Suprême adresse au Président et au Procureur Général près la Cour d'Appel dont la décision a été frappée de pourvoi, une copie de l'arrêt intervenu, pour transcription sur les registres du greffe et ceux du Parquet.

ARTICLE 531. (1) En cas de rejet ou de cassation, le Greffier en Chef de la Cour Suprême retourne au Greffier en Chef de la juridiction dont la décision a été frappée de pourvoi, le dossier de procédure auquel est annexée une copie de l'arrêt de la Cour Suprême.

(2) Il adresse semblable copie au Parquet de la même juridiction.

(3) Il notifie en outre aux parties la décision intervenue, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 532 Les décisions de la Cour Suprême sont, à la diligence du Greffier en Chef, notifiées sans délai au Procureur Général près ladite Cour.

SECTION 530 The Registrar-in-Chief of the Supreme Court shall forward to the President and the Procureur General of the Court of Appeal whose judgment was appealed against, a copy of the decision delivered by the Supreme Court to be entered in the registers of the Court of Appeal and of the Legal Department.

SECTION 531 (1) When an appeal is dismissed or when a judgment is quashed, the Registrar-in-Chief of the Supreme Court shall return the case file containing the decision of the Supreme Court to the Registrar-in-Chief of the Court of Appeal the decision of which was appealed against.

(2) A copy of the decision of the Supreme Court shall be forwarded to the Legal Department of the court the decision of which was appealed against.

(3) The Registrar-in-Chief of the Supreme Court shall also notify the parties of the decision of the Supreme Court by registered letter with acknowledgment of receipt.

SECTION 532 The Registrar-in-Chief of the Supreme Court shall forward a copy of all decisions of the Supreme Court to the Procureur General of the said court without delay.

CHAPITRE VIII
DU POURVOI DANS L'INTERET DE LA LOI

ARTICLE 533 (1) Tout acte juridictionnel entaché de violation de la loi et qui n'a fait l'objet d'aucun recours dans les formes et délais légaux, peut être déféré à la Cour Suprême par le Procureur Général près ladite Cour :

- a) dans le seul intérêt de la loi, à l'initiative de ce magistrat ; dans ce cas, ce pourvoi n'a pas d'effet à l'égard des parties ;
- b) sur ordre du Ministre chargé de la Justice ; dans ce cas, la décision de cassation intervenue produit effet à l'égard de toutes les parties.

(2) Les pourvois visés au présent article ne sont soumis à aucune condition de délai.

CHAPTER VIII
APPEAL IN THE INTEREST OF THE LAW

SECTION 533 (1) Any court decision which violates the law and which has not been appealed against in the form and within the prescribed time-limit provided by law, may be appealed against to the Supreme Court by the Procureur General at the said court in the following circumstances:

- (a) in the sole interest of the law and on the initiative of the Procureur General; in this case, the parties may not take advantage of the ruling of the Supreme Court ;
- (b) on the instructions of the Minister in charge of Justice; in this case, the decision of the Supreme Court shall be binding on all the parties.

(2) The appeals referred to in subsection 1 shall not be subject to any time-limit.

ARTICLE 534 (1) Lorsque la Cour Suprême est saisie d'un des pourvois visés à l'article 533, elle énonce les dispositions légales applicables et, en cas de cassation, statue suivant les cas, soit :

- a) en procédant par voie de retranchement ;
- b) en infligeant d'office au condamné le minimum de la peine prévue par la loi ;
- c) en prononçant d'office à l'encontre du condamné, la peine accessoire ou la mesure de sûreté qui aurait dû être appliquée..

(2) Lorsque la Cour Suprême prononce d'office contre le condamné le minimum de la peine privative de liberté prévue par la loi, elle décerne contre lui mandat d'arrêt.

(3) La décision annulée à la suite du pourvoi du Procureur Général près la Cour Suprême, formé dans l'intérêt de la loi, continue à produire ses effets à l'égard des parties.

L'arrêt de cassation intervenu est transcrit sur le registre du greffe de la juridiction qui l'a rendu.

SECTION 534 (1) Where the Supreme Court is seized of one of the appeals mentioned in section 533, it shall state the applicable legal provisions and, in the case where the decision in question is quashed, determine the matter by taking any one of the following measures:

- (a) by cancelling anything illegal in the sentence; or
- (b) of its own motion, by passing on the convict the minimum legal sentence provided by law; or
- (c) of its own motion, by ordering any accessory penalty or preventive measure which ought to have been ordered.

(2) Where the Supreme Court, of its own motion, passes a minimum sentence of loss of liberty on the convict as provided for by law, it shall issue a warrant of arrest against him.

(3) The judgment that is quashed on an appeal made in the interest of the law by the Procureur General of the Supreme Court shall continue to be binding on all the parties.

The decision of the Supreme Court quashing that of the lower court shall be entered in the register of the registry of the court that delivered it.

TITRE IV
DE LA REVISION DU PROCES PENAL

CHAPITRE I
DE LA DEMANDE EN REVISION

ARTICLE 535 (1) La révision du procès pénal peut être demandée au profit de toute personne condamnée pour crime ou délit:

- a) lorsque, après une condamnation pour homicide, de nouvelles pièces produites sont de nature à prouver que la prétendue victime est encore en vie ;
- b) lorsque, après une condamnation, il a été établi que le condamné était innocent, même s'il est responsable de l'erreur judiciaire commise ;
- c) lorsqu'une personne autre que le condamné a reconnu, devant des témoins dignes de foi, être l'auteur du délit ou du crime, et a confirmé ses aveux devant un officier de police judiciaire ;
- d) lorsque, après une condamnation, de nouvelles pièces ou des faits nouveaux de nature à établir l'innocence du condamné sont découverts.

PART IV
REVIEW OF CRIMINAL PROCEEDINGS

CHAPTER I
APPLICATION FOR REVIEW

SECTION 535 (1) A review of criminal proceedings may be applied for in favour of any person convicted of a felony or a misdemeanour in the following circumstances:

- (a) when, after a conviction for murder fresh evidence is adduced to prove that the alleged victim is still alive;
- (b) when it is found, after conviction, that the person convicted was innocent even if he was responsible for the error that misled the court;
- (c) when a person other than the person convicted admits before credible witnesses that he committed the felony or misdemeanour and confirms such admission before a judicial police officer ;
- (d) when, after a conviction, new documents or facts have come to light and are of such a nature as to establish the innocence of the person convicted.

(2) Le recours en révision n'est recevable qu'à l'encontre d'une décision de condamnation devenue irrévocable.

ARTICLE 536 L'intervention d'une loi nouvelle ne constitue pas une cause de révision.

ARTICLE 537 (1) Le droit de demander la révision appartient :

- a) au Ministre chargé de la Justice ;
- b) au condamné ou, en cas d'incapacité, à son représentant légal
- c) à toute personne ayant intérêt à agir à cette fin, en cas de décès ou d'absence juridiquement constatée, d'un condamné.

(2) Aucune condition de délai n'est exigée pour l'introduction d'une demande en révision.

ARTICLE 538 La demande en révision, accompagnée d'une copie de la décision attaquée et de toutes pièces utiles, est adressée au Procureur Général près la Cour Suprême qui met le dossier en état et en saisit la Cour.

(2) An application for review shall be admissible only when the judgment has become final.

SECTION 536 The enactment of a new law shall not constitute a ground for review.

SECTION 537 (1) The right to apply for review shall be exercised by:

- (a) the Minister in charge of Justice ;
- (b) the convict or, in the event of his disability, his legal representative;
- (c) any person interested in doing so, in the event of the death of the convict or his having been judicially declared absent.

(2) The application for review shall not be subject to a time-limit.

SECTION 538 The application for review together with a copy of the judgment appealed against and any other supporting document shall be submitted to the Procureur General of the Supreme Court, who shall prepare the case file and submit it to the court.

CHAPITRE II
DE L'INSTANCE EN REVISION

ARTICLE 539 La Chambre Judiciaire de la Cour Suprême siège en Sections Réunies pour l'examen des demandes en révision.

ARTICLE 540 Lorsque la demande n'est pas recevable, la Cour rend un arrêt d'irrecevabilité.

ARTICLE 541 (1) Lorsque la demande est recevable et l'affaire en état, la Cour :

- a) rend un arrêt de rejet, si elle la juge mal fondée ;
- b) annule la décision attaquée et relaxe ou acquitte le condamné, si elle juge la demande fondée.

(2) Lorsque la demande est recevable et que l'affaire n'est pas en état, la Cour, par arrêt avant-dire-droit, ordonne toutes mesures d'instruction utiles. Dans ce cas, l'exécution de la condamnation est différée ou suspendue.

ARTICLE 542(1) En cas d'irrecevabilité ou de rejet de la demande en révision, tout demandeur, sauf s'il s'agit du Ministre chargé de la Justice, est condamné aux frais de la procédure.

(2) Lorsque la Cour relaxe ou acquitte le demandeur ou lorsque la procédure a été introduite par le Ministre chargé de la Justice, les frais sont mis à la charge du Trésor Public.

CHAPTER II
REVIEW PROCEDURE

SECTION 539 In considering an application for review, the Judicial Bench of the Supreme Court shall sit in a joint session of all its sections.

SECTION 540 If the application is not admissible, the court shall so declare it.

SECTION 541 (1) Where the application is admissible and the case is ready for hearing, the court shall :

- (a) dismiss it where it finds that the application is baseless ;
- (b) quash the judgment appealed against and acquit the convict, if it finds the application justified.

(2) When the court finds that the application is admissible but is not ready for hearing, it shall, by an interlocutory ruling, order all necessary measures of inquiry. In such a case, if the sentence has not been executed, its enforcement shall be stayed or suspended.

SECTION 542 (1) Where the application for review is not admissible or is dismissed, the applicant other than the Minister in charge of Justice shall be liable to pay costs.

(2) Where the court acquits the applicant, or where the application has been made by the Minister in charge of Justice, the costs shall be borne by the Public Treasury.

ARTICLE 543 (1) A la requête du demandeur, la décision de relaxe ou d'acquittement est :

- b) affichée dans toutes les mairies de son choix ;
- c) publiée par extraits, dans les journaux d'annonces légales indiqués dans l'arrêt par la Cour Suprême.

(2) Si la demande de publicité est postérieure à la décision de relaxe ou d'acquittement, il y est fait droit par ordonnance du Président de la Cour Suprême.

(3) Les frais de publicité sont à la charge du Trésor Public.

ARTICLE 544 (1) La décision de relaxe ou d'acquittement peut servir de base à une demande d'indemnisation introduite devant la Commission prévue par l'article 237 ci-dessus.

(2) Si la victime de l'erreur judiciaire est décédée, le droit de demander des dommages-intérêts appartient à ses héritiers.

SECTION 543 (1) If the applicant so requests, the judgment of acquittal shall be :

- (a) posted at any council office of his choice ;
- (b) published in extract form in any of the national newspapers indicated by the Supreme Court in its judgment.

(2) If the application for publication is made after the judgment of acquittal has been delivered, the publication shall be made by an order of the President of the Supreme Court.

(3) The costs of publication shall be borne by the Public Treasury.

SECTION 544 (1) The decision of acquittal may serve as the basis for an application for compensation before the competent commission provided for in section 237 above.

(2) Where the victim of a miscarriage of justice is deceased, the right to claim damages under the same conditions shall be open to all his heirs.

LIVRE V
DE L'EXECUTION DES DECISIONS

TITRE I
DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 545 (1) Les Présidents des Cours et Tribunaux doivent s'assurer de l'exécution des décisions et ordres de leurs juridictions.

(2) Les ordres et décisions judiciaires d'arrestation, de détention ou de mise en liberté sont immédiatement exécutoires, à la diligence du parquet qui les transmet directement aux autorités chargées de leur exécution.

(3) Le Ministère Public et les parties poursuivent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution des décisions devenues irrévocables.

ARTICLE 546 Il est institué au greffe et au parquet de chaque juridiction, un registre d'exécution des décisions judiciaires.

ARTICLE 547 Sous réserve des dispositions des articles 545 (2) ci-dessus et 22 du Code Pénal, une décision est exécutoire lorsqu'elle n'est plus susceptible ni d'opposition, ni d'appel, ni de pourvoi en cassation, le tout, sauf disposition contraire de la loi.

ARTICLE 548 En cas d'erreur matérielle n'affectant pas la substance d'une décision, mais entravant simplement son exécution, la juridiction auteur de cette décision est saisie aux fins de rectification.

BOOK V
EXECUTION OF JUDGMENTS

PART I
GENERAL PROVISIONS

SECTION 545 (1) The Presidents of all courts shall ensure that the orders and judgments of their courts are enforced.

(2) A bench or remand warrant or a decision granting bail or any other court order shall be immediately executed at the instance of the Legal Department, which shall forward them directly to the authorities responsible for their execution.

(3) The prosecution and the parties shall each in their own sphere, follow up the execution of a judgment that has become final.

ARTICLE 546 A register for the execution of court decisions shall be established in the registry and in the Legal Department of each court.

SECTION 547 Subject to the provisions of section 545 (2) and of section 22 of the Penal Code, a decision shall be enforceable when it can no longer be set aside or appealed against, except otherwise provided for by law.

SECTION 548 Whenever there is an error which does not affect the substance of a judgment but hinders its execution, the court that delivered the judgment shall be called upon to rectify it.

ARTICLE 549 (1) Lorsqu'une partie estime qu'une disposition d'une décision est obscure ou ambiguë, elle peut, par requête adressée au Président de cette juridiction, demander l'interprétation de cette disposition.

(2) La juridiction procède à l'interprétation en se référant aux seuls motifs de la décision.

(3) Le pouvoir d'interprétation ne permet pas de modifier la décision.

ARTICLE 550 Les demandes de rectification ou d'interprétation prévues aux articles 548 et 549 ne peuvent être formées contre les décisions frappées de recours.

TITRE II **DE L'INCARCERATION**

ARTICLE 551 Toute personne détenue en vertu d'un mandat de justice est incarcérée dans une prison.

ARTICLE 552 L'exécution des réquisitions de transfèrement ou des mandats d'extraction est assurée, soit par la police ou la gendarmerie, soit par l'administration pénitentiaire.

SECTION 549 (1) When a party considers that an aspect of a decision delivered in a criminal case is obscure or ambiguous, he may, by an application request the President of the said court to interpret it

(2) The court seised shall proceed with this interpretation by referring particularly to the reasons it gave in support of the decision.

(3) The right of interpretation shall not permit the court to change its decision.

SECTION 550 The applications for rectification or interpretation provided for in sections 548 and 549 shall not be allowed when the judgment delivered has been challenged.

PART II **IMPRISONMENT**

SECTION 551 Any person detained by virtue of a judicial warrant shall be confined in a prison.

SECTION 552 The execution of an order of transfer or of a production warrant, in respect of detainees, shall be carried out by the police, gendarmerie or by prison authorities.

ARTICLE 553 (1) Les inculpés, les prévenus et les accusés détenus provisoirement sont incarcérés dans un quartier spécial séparé de celui des condamnés et sont soumis, autant que possible, au régime de l'emprisonnement individuel. Ils sont, s'ils le désirent, employés aux travaux d'entretien de la prison.

(2) Les effets personnels des détenus sont laissés à leur disposition, sauf décision contraire, soit de l'autorité pénitentiaire, dans un souci d'ordre, de sécurité ou de propreté, soit de l'autorité judiciaire dans l'intérêt de l'information judiciaire.

ARTICLE 554 Le régime de l'emprisonnement se substitue de plein droit à celui de la détention provisoire dès que la décision de condamnation est devenue irrévocable.

ARTICLE 555 (1) Les condamnés à une peine privative de liberté sont répartis dans différentes catégories de prisons.

(2) Les conditions d'exécution des peines privatives de liberté sont définies par un texte particulier. Elles doivent tenir compte de la nature de l'infraction, du quantum de la peine, du sexe, de l'âge, de l'état de santé mental ou physique et de la conduite du condamné, de manière à concilier la nécessité de la réinsertion sociale de celui-ci et les impératifs de la discipline.

SECTION 553 (1) Accused persons on remand shall be confined in special quarters separated from those of persons already convicted and shall, as far as possible, be kept in individual cells. They shall if they so desire be engaged in maintenance work at the prison.

(2) Detainees shall keep their personal effects in their custody, unless otherwise decided by the prison authority for the maintenance of order, security or cleanliness or by the judicial authority in the interest of preliminary inquiry.

SECTION 554 Remand shall be transformed into imprisonment as soon as the judgment becomes final.

SECTION 555 (1) Persons convicted and sentenced to a term of imprisonment shall be placed in various categories of prisons.

(2) The conditions of the execution of prison sentences shall be defined by a special enactment in such a manner as to reconcile the requirements of discipline with the needs of social rehabilitation of the convict. They shall take into account the nature of the offence, the length of the term to be served, the sex, the age, the mental and physical health and the behaviour of the convict.

TITRE III
DES CONDAMNATIONS PECUNIAIRES

CHAPITRE I
**DE L'EXECUTION DES CONDAMNATIONS
PECUNIAIRES**

ARTICLE 556 (1) Les amendes et frais de justice sont payés au Greffier en Chef de la juridiction qui a rendu la décision.

(2) a) Avant le paiement, le Greffier en Chef délivre au condamné, sans frais, une copie de la décision contenant le décompte des amendes et frais de justice prévus à l'article 558 (2) a).

b) Après paiement :

- i) il est délivré au condamné une quittance extraite d'un carnet à souches et, lorsque la décision est devenue irrévocable, une copie sans frais de ladite quittance ;
- ii) le Greffier en Chef transmet au Ministère Public une copie du reçu dudit paiement et quand la décision devient irrévocable, un extrait de celle-ci ;

(3) les intérêts civils sont recouvrés à la diligence de la partie intéressée à compter du lendemain du jour où la décision est devenue irrévocable.

PART III
PECUNIARY SENTENCES

CHAPTER I
PAYMENT OF PECUNIARY AWARDS

SECTION 556 (1) Fines and costs shall be paid to the registrar-in-chief of the court that delivered the judgment.

(2) (a) Before payment, the Registrar-in-Chief shall issue to the convict without costs, a copy of the judgment containing a break-down of the pecuniary sentence which he has to pay as provided for in section 558 (2) (a).

(b) After payment, the Registrar-in-Chief shall :

- i) issue to the convict a receipt from a receipt book with counterfoil and when the decision becomes final a copy thereof without costs;
- ii) forward to the Legal Department a copy of the receipt and an extract of the judgment when it becomes final.

(3) Civil awards shall be recovered at the instance of the party concerned from the date following the day on which the decision becomes final.

CHAPITRE II
DE LA CONTRAINTE PAR CORPS

ARTICLE 557 La contrainte par corps est une mesure qui vise à obliger le condamné à exécuter les condamnations pécuniaires ou à effectuer les restitutions ordonnées par une juridiction répressive.

Elle est applicable sans mise en demeure préalable, à la diligence du Ministère Public, en cas de non-exécution des condamnations pécuniaires ou de non-restitution des biens.

Elle consiste en une incarcération au cours de laquelle le débiteur est astreint au travail.

ARTICLE 558 (1) Lorsque la contrainte par corps concerne une personne déjà incarcérée ou détenue, elle est exécutée à l'expiration de la peine d'emprisonnement, à moins que cette personne ne fournisse une caution garantissant le paiement des condamnations pécuniaires dans les deux (2) mois de l'engagement.

- (2) a) La décision fixe le décompte des condamnations pécuniaires prononcées au profit de l'Etat ou de la partie civile, ainsi que la durée de la contrainte par corps y afférente, conformément aux dispositions de l'article 564 ci-dessous.

CHAPTER II
IMPRISONMENT IN DEFAULT OF PAYMENT.

SECTION 557 Imprisonment in default of payment shall be a procedure which aims at compelling a convict to execute a pecuniary sentence pronounced against him or make restitution ordered by a court in a criminal case.

It shall be applicable without prior notice at the instance of the Legal Department in the event of non-execution of a pecuniary sentence or non-restitution of property.

It shall consist of a term of imprisonment during which the debtor shall be obliged to work.

SECTION 558 (1) Where imprisonment in default of payment is ordered against a prisoner, it shall be enforced on expiry of the previous imprisonment unless he furnishes sufficient sureties to guarantee the payment of the pecuniary sentence within a period of two (2) months from the date of recognizance.

- (2) (a) The judgment shall fix the breakdown of the pecuniary sentence to be paid to the state or to the civil party, as well as the duration of imprisonment in default in accordance with the provisions of section 564 below.

- b) En cas de condamnations pécuniaires au profit de l'Etat, un mandat d'incarcération est immédiatement établi au prononcé de la décision et transmis pour exécution au Ministère Public.
- c) En cas de condamnation au profit de la partie civile, et lorsque la décision est devenue définitive, un mandat d'incarcération est établi à la requête de cette partie civile, si elle n'a pas encore été désintéressée.

ARTICLE 559 Tout condamné non détenu contre lequel un mandat d'incarcération a été décerné pour non-exécution des condamnations pécuniaires peut, soit en prévenir, soit en arrêter les effets en s'acquittant desdites condamnations.

ARTICLE 560 (1) Après exécution du mandat d'incarcération, le condamné peut demander la suspension de ses effets, en produisant une caution garantissant le paiement des condamnations pécuniaires dans les deux (2) mois de la signature de l'engagement par la caution.

(2) Si, lors de son arrestation, le condamné offre une caution, l'officier de police judiciaire chargé de l'exécution du mandat entend ladite caution sur procès-verbal.

- (b) Where the pecuniary award is made to the state, an imprisonment warrant shall immediately be prepared and signed at the time of delivery of the judgment and forwarded for execution to the Legal Department.
- (c) Where the award is for the civil party and the judgment has become final, an imprisonment warrant shall issue at the instance of the civil party who has not been satisfied.

SECTION 559 Any person who is not detained and against whom an imprisonment warrant has been issued for non-payment of the pecuniary sentence may either forestall or terminate the execution of the said warrant by payment of the pecuniary sentence.

SECTION 560 (1) After the execution of the imprisonment warrant, the convict may request its suspension by furnishing a surety guaranteeing payment of the pecuniary sentence within a period of two (2) months from the day following the signature of the recognizance by the surety.

(2) Where at the time of his arrest, the convict has furnished a surety, the judicial police officer charged with the execution of the warrant shall hear the surety and include his statement in the report.

(3) Copie du dossier d'arrestation est transmise au Président de la juridiction ayant décerné le mandat d'incarcération et au Ministère Public.

ARTICLE 561 (1) a) Le Président du Tribunal de Première Instance du lieu de l'exécution statue sur l'offre par ordonnance et en Chambre du Conseil après l'audition du condamné et de la caution proposée.

b) Cette ordonnance n'est pas susceptible d'appel.

(2) a) En cas d'acceptation, le Président explique à la caution les conséquences de son engagement et l'invite à signer un acte par lequel elle s'engage, à l'expiration du délai fixé à l'article 560, soit à subir la contrainte par corps en lieu et place du condamné, soit à payer le montant fixé par la décision.

b) Après lecture et signature de l'acte d'engagement par la caution, le Président ordonne la mise en liberté immédiate du débiteur.

c) Si la caution ne sait pas lire, les dispositions de l'article 185 (1) b) sont applicables.

(3) A copy of the file of the arrest shall be forwarded to the President of the court and another to the Legal Department of the court that issued the imprisonment warrant.

SECTION 561 (1) (a) The President of the Court of First Instance of the place of execution of the warrant shall rule in chambers on the application, after hearing the convict and the proposed surety.

(b) Such a ruling shall not be subject to appeal.

(2) (a) Where the application is granted, the President shall explain to the surety the consequences of his recognizance and shall request him to sign a document by which he shall undertake to pay the debt or failing that, to be subjected to imprisonment in default in place of the convict on expiry of the time limit provided for in section 560.

(b) After the surety has read and signed the recognizance, the President shall cause the debtor to be released forthwith;

(c) The provisions of section 185 (1) (b) above are applicable if the surety cannot read and write.

- d) Notification de l'ordonnance est faite sans délai au régisseur de la prison et une copie est transmise au Président de la juridiction ayant décerné le mandat d'incarcération et au Ministère Public.

(3) Lorsqu'une caution n'est pas acceptée, le condamné peut en proposer de nouvelles et autant de fois qu'il le désire.

(4) L'incarcération intervenue à la suite du non-respect de ses obligations par la caution, ne peut cesser avant terme qu'après paiement intégral des sommes dues.

ARTICLE 562 En cas de paiement partiel, la durée de la contrainte par corps est fonction du montant des sommes restant dues.

ARTICLE 563 (1) La durée de la détention provisoire subie par le prévenu ou l'accusé condamné uniquement à une peine d'amende est déduite de la durée de la contrainte par corps. Cette déduction est faite par le Président lors de la signature du mandat d'incarcération.

(2) Les dispositions de l'alinéa 1er du présent article ne s'appliquent qu'aux amendes et frais de justice.

ARTICLE 564 (1) En matière d'amende et de frais de justice, la durée de la contrainte par corps est fixée ainsi qu'il suit:

- a) vingt (20) jours, pour les sommes n'excédant pas 10.000 francs;

- (d) Notice of the ruling shall be served forthwith on the Superintendent of Prison and a copy each shall be forwarded to the President and the Legal Department of the court that issued the imprisonment warrant.

(3) Where a surety is not accepted, the convict may make new proposals as many times as he wishes.

(4) Imprisonment resulting from failure of the surety to abide by his obligation, shall be terminated before the expiry of the prescribed period, only when total payment has been made.

SECTION 562 In case of part payment of the debt, the duration of imprisonment in default shall depend only on the balance due.

SECTION 563 (1) The period of remand served by an accused sentenced only to a fine shall be deducted from the duration of imprisonment in default. This deduction shall be made by the President of the court at the time he signs the imprisonment warrant.

(2) The provisions of sub-section (1) shall apply only to fines and costs.

SECTION 564 (1) In matters of fines and costs, the duration of imprisonment in default shall be fixed as follows:

- (a) twenty (20) days for amounts not exceeding 10.000 francs;

- | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| b) quarante (40) jours, pour les sommes supérieures à 10.000 francs et n'excédant pas 20.000 francs; | (b) fourteen (40) days, for amounts higher than 10.000 francs but not exceeding 20.000 francs; |
| c) trois (3) mois, pour les sommes supérieures à 20.000 francs et n'excédant pas 40.000 francs; | (c) tree (3) months, for amounts higher than 20.000 francs but not exceeding 40.000 francs; |
| d) six (6) mois, pour les sommes supérieures à 40.000 francs et n'excédant pas 100.000 francs; | (d) six (6) months, for amounts higher than 40.000 francs but not exceeding 100.000 francs; |
| e) neuf (9) mois, pour les sommes supérieures à 100.000 francs et n'excédant pas 200.000 francs; | (e) nine (9) months, for amounts higher than 100.000 francs but not exceeding 200.000 francs; |
| f) douze (12) mois, pour les sommes supérieures à 200.000 francs et n'excédant pas 400.000 francs; | (f) twelve (12) months, for amounts higher than 200.000 francs but not exceeding 400.000 francs; |
| g) dix-huit (18) mois, pour les sommes supérieures à 400.000 francs et n'excédant pas 1.000.000 de francs; | (g) eighteen (18) months, for amounts higher than 400.000 francs but not exceeding 1.000.000 francs; |
| h) deux (2) ans, pour les sommes supérieures à 1 000 000 de francs et n'excédant pas 5 000 000 de francs ; | (h) two (2) years, for amounts higher than 1.000.000 francs but not exceeding 5.000.000 francs ; |
| i) cinq (5) ans, pour les sommes excédant 5 000 000 de francs. | (i) five (5) years, for amounts exceeding 5.000.000 francs. |

(2) En matière de dommages-intérêts, les durées sont celles prévues à l'alinéa (1), réduites de moitié.

ARTICLE 565 La contrainte par corps ne peut être exercée ni contre les personnes âgées de moins de dix-huit (18) ans ou de plus de soixante (60) ans au moment de l'exécution, ni contre les femmes enceintes.

ARTICLE 566 La contrainte par corps ne peut être exercée simultanément contre le mari et la femme, même pour le recouvrement des sommes afférentes à des condamnations différentes.

ARTICLE 567 A l'expiration du délai de prescription de la peine, aucun mandat d'incarcération ne peut plus être décerné aux fins de recouvrement des amendes et frais de justice.

ARTICLE 568 (1) Aucun mandat d'incarcération aux fins de recouvrement des dommages-intérêts ou de restitution ne peut être décerné à l'expiration du délai de dix (10) ans à compter du lendemain du jour où la décision est devenue irrévocable.

(2) L'exécution d'un mandat d'incarcération décerné avant l'expiration du délai de dix (10) ans est poursuivie jusqu'à la prescription de la dette.

ARTICLE 569 La contrainte par corps ne peut être prononcée contre :

- a) les civilement responsables;
- b) l'assureur de responsabilité.

(2) In matters of damages to the civil party, the periods provided for in sub-section (1) shall be reduced by half.

SECTION 565 An order of imprisonment in default of payment shall not be passed against a person less than eighteen (18) years of age or more than sixty (60) years old, or against pregnant women at the time of its execution.

SECTION 566 An order of imprisonment in default shall not be executed simultaneously against husband and wife even for the recovery of sums relating to different sentences.

SECTION 567 On the expiry of the time-limit for prescription of the sentence, no imprisonment warrant shall be issued any longer for the recovery of fines and costs.

SECTION 568 (1) No imprisonment warrant for the recovery of damages or for restitution may be issued ten (10) years from the date following the date when the judgment became final.

(2) The execution of an imprisonment warrant issued before the expiry of the period of ten (10) years shall be enforceable until the prescription of the debt.

SECTION 569 Imprisonment in default shall not be pronounced against:

- (a) persons declared vicariously liable;
- (b) insurers.

CHAPITRE III
DES EFFETS DE LA CONTRAINTE PAR CORPS

ARTICLE 570 Les personnes détenues en vertu de la contrainte par corps sont soumises au même régime que les condamnés de droit commun.

ARTICLE 571 (1) a) Le condamné qui a subi la contrainte par corps n'est libéré, ni des amendes et des frais de justice, ni des dommages-intérêts et restitutions pour lesquels la contrainte par corps a été exercée.

b) Le Ministère Public ou la partie civile peuvent à tout moment faire procéder à la saisie des biens mobiliers et immobiliers du condamné, à concurrence du montant de la créance, conformément aux règles édictées en matière de saisies.

(2) Le délai de prescription de l'action prévu à l'alinéa (1) b) ci-dessus est de trente (30) ans. Il court à compter du lendemain du jour où la contrainte par corps a pris fin.

ARTICLE 572 Lorsque la contrainte par corps a pris fin, elle ne peut plus être exercée pour la même créance.

CHAPTER III
EFFECTS OF IMPRISONMENT IN DEFAULT

SECTION 570 Any person imprisoned by virtue of an order of imprisonment in default shall be subject to the same prison regulations as those convicted under the ordinary law.

SECTION 571 (1) (a) A convict who has been subjected to imprisonment in default shall not be absolved from payment of fines, costs and damages, or from making restitution for which imprisonment in default has been executed.

(b) The Legal Department or the civil party may at any time attach movable or immovable property of the convict up to the amount of the debt in accordance with the Procedure for the enforcement of civil judgments.

(2) The time limit for taking of the action provided for under subsection (1) (b) above shall be thirty (30) years, to run from the day after the imprisonment in default has ended.

SECTION 572 When the duration of imprisonment in default has been served no other order of imprisonment shall be made for the same debt.

TITRE IV
DU CASIER JUDICIAIRE

CHAPITRE I
DES FICHES DU CASIER JUDICIAIRE

ARTICLE 573 (1) Il est institué un casier judiciaire:

- a) au greffe de chaque Tribunal de Première Instance;
- b) au Ministère chargé de la Justice.

(2) Le casier judiciaire institué au greffe du Tribunal de Première Instance est appelé fichier d'arrondissement et concerne les personnes nées dans le ressort dudit Tribunal.

(3) Le casier judiciaire institué au Ministère chargé de la Justice est appelé fichier central. Il centralise notamment :

- c) les fiches du casier judiciaire des personnes de nationalité camerounaise ou étrangère nées à l'étranger ;
- d) les fiches du casier judiciaire des personnes de nationalité étrangère nées au Cameroun, dont la naissance n'a pas été déclarée à l'état civil camerounais et qui résident au Cameroun ;
- e) les fiches du casier judiciaire des personnes de nationalité camerounaise ou étrangère dont le lieu de naissance est inconnu ou dont l'identité est douteuse.

PART IV
CRIMINAL RECORD

CHAPTER I
CRIMINAL RECORD CARDS

SECTION 573 (1) A criminal record shall be established:

- (a) at the registry of each Court of First Instance;
- (b) at the Ministry in charge of Justice.

(2) The criminal record established at the registry of the Court of First Instance and known as district index card shall concern persons born within the jurisdiction of the said court.

(3) The criminal record kept at the Ministry in charge of Justice, and known as the central index card shall centralize particularly:

- (a) the index cards of the criminal records of persons of Cameroonian or foreign nationality born abroad;
- (b) the index cards of the criminal records of persons of foreign nationality born in Cameroon whose birth has not been declared at the Cameroonian civil status registry and who reside in Cameroon;
- (c) the index cards of the criminal records of persons of Cameroonian or foreign nationality whose place of birth is unknown or who have doubtful nationalities.

ARTICLE 574 Lorsqu'une juridiction répressive camerounaise a prononcé une condamnation ou une mesure de sûreté, le Greffier en Chef de cette juridiction transcrit le dispositif de la décision sur une fiche appelée « fiche de casier judiciaire », établie en cinq (5) exemplaires.

Deux (2) exemplaires de cette fiche sont adressés au greffe du Tribunal de Première Instance du lieu de naissance du condamné pour classement à son casier.

Deux (2) exemplaires sont adressés au casier central aux fins d'un classement nominal et dactyloscopique, par ordre alphabétique.

Le cinquième exemplaire est classé au dossier de procédure.

ARTICLE 575 (1) Les exemplaires de la fiche adressés au fichier d'arrondissement et au fichier central portent, s'il y a lieu, la mention de l'exercice des voies de recours.

(2) Lorsqu'une voie de recours a été exercée postérieurement à la diffusion de ces exemplaires, le Greffier en Chef de la juridiction qui a statué adresse une copie de l'acte de recours aux différents fichiers en vue de la mention visée à l'alinéa précédent.

SECTION 574 Where a Cameroonian court in a criminal case passes a sentence or preventive measure, the Registrar-in-Chief of the said court shall transcribe the verdict of the judgment on an index card known as « the criminal record index card », which he shall establish in five (5) copies.

Two (2) copies of this index card shall be forwarded to the registry of the Court of First Instance of the place of birth of the convict for filing in his criminal record.

Two (2) copies of this index card shall be forwarded to the central criminal record office where they shall be filed alphabetically and according to their finger prints.

The fifth copy shall be inserted in the case file.

SECTION 575 (1) Copies of index cards sent to the sub-divisional and central card indexes shall bear, if necessary, mention of an appeal.

(2) Where an appeal has been lodged after the distribution of these copies, the Registrar-in-Chief of the court that delivered the decision shall forward a copy of the notice of appeal to the offices where the different index cards are filed, in order that mention thereof be made as provided for in the preceding sub-section.

ARTICLE 576 Le casier judiciaire de chaque personne comporte autant de fiches que de condamnations ou mesures de sûreté prononcées séparément à son encontre par une juridiction répressive camerounaise ou étrangère.

ARTICLE 577 La fiche de casier judiciaire comporte:

- a) les renseignements d'identité, la photographie, les empreintes digitales et les signalements morphologiques et anthropométriques;
- b) les condamnations et mesures de sûreté prononcées par les juridictions répressives nationales ou étrangères;
- c) les condamnations pour contraventions;
- d) les mesures spéciales prononcées en application des articles 46,48 et 49 du Code Pénal;
- e) les avis de recherche;
- f) les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire;
- g) les décisions de grâce;
- h) les décisions de réhabilitation.

SECTION 576 The criminal records of each person shall contain as many index cards as there are convictions or preventive measures separately pronounced against him by a Cameroonian or a foreign court.

SECTION 577 The index card of a criminal record shall contain:

- (a) information on identity, photograph, finger prints, anthropomorphic and morphological marks;
- (b) sentences and preventive measures pronounced by national or foreign courts;
- (c) sentences for simple offences;
- (d) the special measures pronounced in application of sections 46,48 and 49 of the Penal Code;
- (e) notices of wanted persons;
- (f) judgments declaring bankruptcy or ordering winding up;
- (g) pardons;
- (h) rehabilitation orders.

ARTICLE 578 (1) Sont retirées du casier judiciaire les fiches relatives aux condamnations ou mesures de sûreté annulées par une décision de relaxe ou d'acquiescement devenue irrévocable.

(2) Il en est de même des condamnations:

- c) annulées à la suite d'une procédure de révision;
- d) effacées par l'amnistie ou la réhabilitation.

(3) Les fiches retirées du casier judiciaire en application des alinéas (1) et (2) sont classées aux archives du casier judiciaire. Aucune information ne peut y être puisée sans autorisation écrite du Ministère Public.

ARTICLE 579 (1) En cas de modification de la condamnation ou de la mesure de sûreté à la suite d'un recours, mention en est portée sur la fiche correspondante du casier judiciaire.

(2) Lorsque la modification ne laisse subsister qu'une peine accessoire ou une mesure de sûreté, une nouvelle fiche est établie mentionnant cette peine ou cette mesure, la fiche initiale étant retirée et classée aux archives du casier judiciaire.

(3) Lorsqu'à la suite de l'amnistie ou de la réhabilitation, une peine accessoire ou une mesure de sûreté subsiste, la fiche initiale est retirée et classée aux archives du casier judiciaire.

SECTION 578 (1) Index cards shall be withdrawn from criminal records where the sentences or preventive measures recorded therein have been nullified by a judgment of acquittal which has become final.

(2) The same shall apply to sentences that are:

- (a) nullified as a result of review proceedings;
- (b) expunged by amnesty or rehabilitation.

(3) Index cards withdrawn in accordance with the provisions of sub-sections (1) and (2) above shall be filed in the archives of the criminal records and no information shall be obtained there from without the written authorization of the Legal Department.

SECTION 579 (1) Where a sentence or a preventive measure has been modified as a result of an appeal, mention of such modification shall be made on the corresponding index card of the criminal records.

(2) Where after a modification only an accessory penalty or a preventive measure subsists, a new index card shall be made stating such penalty or measure. The original index card shall be withdrawn and filed in the archives of the criminal records.

(3) Where as a result of an amnesty or rehabilitation order, an accessory penalty or preventive measure subsists, the original card index shall be withdrawn and filed in the archives of the criminal records.

ARTICLE 580 (1) Des renseignements tirés des fiches, appelés « extrait de casier judiciaire », sont délivrés, sur leur demande, aux autorités administratives et judiciaires ou à la personne concernée, sous la forme d'un bulletin de casier judiciaire.

- (2) a) Le bulletin délivré par le Greffier en Chef du Tribunal de Première Instance est signé du Procureur de la République.
- (b) Le bulletin délivré par le service central du casier judiciaire est signé du Ministre chargé de la Justice ou de son représentant.

CHAPITRE II **DES BULLETINS DU CASIER JUDICIAIRE**

ARTICLE 581 (1) Il existe trois sortes de bulletins du casier judiciaire à savoir, le bulletin n°1, le bulletin n°2 et le bulletin n°3 :

- a) le bulletin n°1 est un relevé intégral des fiches du casier judiciaire concernant une personne donnée. Il contient toutes les condamnations, mesures de sûreté et arrêté d'expulsion prononcées contre cette personne ;
- b) le bulletin n°2 comporte les mêmes mentions que le bulletin n°1, à l'exclusion des décisions effacées par l'amnistie et la réhabilitation ;

SECTION 580 (1) The information taken from the index card known as « extract of the criminal record » shall be issued on application to administrative and judicial authorities or to the person concerned in the form of a criminal record bulletin.

- (2) (a) The bulletin issued by the Registrar-in-Chief of the Court of First Instance shall be signed by the State Counsel.
- (b) The bulletin issued by the central criminal record office shall be signed by the Minister in charge of Justice or his representative.

CHAPTER II **CRIMINAL RECORD BULLETINS**

SECTION 581 (1) There exists three types of criminal record bulletins, namely: bulletin n°1, bulletin n°2 and bulletin n°3:

- (a) bulletin n°1 shall be a complete statement of the index card concerning a given person. It shall be an extract of all sentences, preventive measures and expulsion orders issued against a given person;
- (b) bulletin n°2 shall be an extract which is less complete than bulletin n°1. It shall not mention decisions expunged by amnesty and rehabilitation;

- c) le bulletin n°3 n'est délivré qu'au titulaire du casier judiciaire. Il ne mentionne que les condamnations à des peines privatives de liberté non effacées par l'amnistie ou la réhabilitation. Il mentionne en outre toutes les condamnations relatives à la circulation routière.

Les bulletins n°s1 et 2 sont délivrés aux autorités administratives et judiciaires sur leur demande.

(2) Lorsque le casier judiciaire est vierge ou que les condamnations et mesures de sûreté inscrites sur les fiches ne sont pas devenues irrévocables, le bulletin délivré porte la mention « néant ».

ARTICLE 582 (1) Toute personne qui veut faire rectifier une mention portée sur son casier judiciaire, adresse en double exemplaire une requête au Président de la juridiction qui a rendu la décision.

(2) Le Ministère Public a le droit d'agir d'office, dans la même forme, en rectification du casier judiciaire.

(3) Le Président statue en Chambre du Conseil après avoir entendu le requérant, le Ministère Public et toute autre personne dont le témoignage paraît utile.

(4) En cas de rejet de la requête, le requérant est condamné aux frais.

- c) bulletin n°3 shall be delivered only to the owner of the criminal record. It shall mention only sentences to loss of liberty not expunged by amnesty or rehabilitation. It shall in addition, for foreigners, mention all penalties relating to traffic offences.

Bulletin n°s1 and 2 shall be delivered to administrative and judicial authorities at their request.

(2) Where the criminal record is blank or where the index cards have not become final, the bulletin delivered shall bear the mark « nil ».

SECTION 582 (1) Any person who wishes to rectify any fact on his criminal record shall make an application in two copies to the President of the court that delivered the judgment.

(2) The Legal Department shall have the right to act of its own motion in the same manner in rectifying any facts on the criminal record.

(3) The President shall decide in chambers after having heard the applicant, the Legal Department and any other person whose evidence he deems necessary.

(4) Where an application is dismissed, the applicant shall pay the costs.

(5) Si la requête est admise, les frais sont supportés par le Trésor Public.

(6) Mention de la décision ordonnant la rectification est portée sur la fiche du casier judiciaire.

ARTICLE 583 Les dispositions de l'article 582 sont applicables en cas de contestation sur la réhabilitation de droit ou l'application d'une loi d'amnistie.

LIVRE VI
DES PROCEDURES PARTICULIERES

TITRE I
DE L'HABEAS CORPUS

ARTICLE 584 (1) Le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu d'arrestation ou de détention d'une personne, ou tout autre magistrat de siège dudit Tribunal désigné par lui, est compétent pour connaître des requêtes en libération immédiate, fondées sur l'illégalité d'une arrestation ou d'une détention ou sur l'inobservation des formalités prescrites par la loi.

(2) Il est également compétent pour connaître des recours intentés contre les mesures d'internement administratif.

(3) La requête est formée, soit par la personne arrêtée ou détenue, soit au nom de celle-ci par toute autre personne. Elle n'est pas timbrée.

(5) If the application is granted, the Public Treasury shall bear the costs.

(6) The decision ordering the rectification shall be mentioned on the criminal record.

SECTION 583 The provisions of section 582 shall apply in the event of any litigation in respect of rehabilitation as of right or by application of the law on amnesty.

BOOK VI
SPECIAL PROCEDURE

PART I
HABEAS CORPUS

SECTION 584 (1) The President of the High Court of the place of arrest or detention of a person or any other judge of the said court shall be competent to hear applications for immediate release based on grounds of illegality of arrest or detention or failure to observe the formalities as provided by law.

(2) He shall also be competent to deal with applications filed against administrative detention.

(3) The application shall be filed either by the person arrested or detained or on his behalf by anyone else. Such application shall be unstamped.

ARTICLE 585 (1) La requête en habeas corpus est accompagnée d'une déclaration sous serment qui énonce :

- a) l'identité du requérant et, le cas échéant, celle de la personne arrêtée ou détenue ;
- b) l'indication du lieu de l'arrestation ou de la détention;
- c) l'exposé concis des faits constitutifs de l'illégalité prétendue.

(2) La requête est déposée en quatre (4) exemplaires au greffe du Tribunal de Grande Instance.

(3) Le Président saisi enjoint, par lettre-convocation, à l'autorité qui détient cette personne, de la conduire devant lui aux jour et heure fixés, munie du titre d'arrestation ou de détention.

Il communique un exemplaire de la requête et une copie de cette lettre-convocation au Ministère Public pour ses réquisitions.

(4) Si l'arrestation ou la détention apparaît illégale, le Président statue et ordonne la libération immédiate de la personne détenue.

(5) En cas de non-comparution de la personne détenue, le Président en apprécie les raisons et statue comme il est dit à l'alinéa (4), sur la base des documents produits.

SECTION 585 (1) An application for habeas corpus shall be supported by an affidavit and shall state:

- (a) the identity of the applicant and where necessary, that of the person arrested or detained;
- (b) the place of arrest or detention;
- (c) a precise summary of the facts constituting the alleged illegality.

(2) The application shall be addressed in four (4) copies to the President of the High Court and filed in the registry of the said court.

(3) The President seized of the application shall order the custodian of the person detained to produce him on the day and hour mentioned in the order with the documents authorizing the arrest or detention.

He shall forward a copy of the application and the order to the Legal Department for its submissions.

(4) Where the arrest or detention appears to be illegal, the President shall order the immediate release of the person detained.

(5) In case of non appearance of the detainee, the President or such other judge appointed shall consider the reasons for his non-appearance and decide on the basis of the documents produced before him in compliance with the foregoing sub-section.

ARTICLE 586 (1) Le Président peut rendre des décisions avant-dire-droit. Elles ne sont susceptibles d'aucun recours.

(2) La décision intervenue au fond sur la requête en habeas corpus est susceptible d'appel. Toutefois, cette décision est exécutoire immédiatement dès son prononcé, nonobstant appel.

(3) a) Le délai d'appel est de cinq (5) jours à compter du lendemain de la date de l'ordonnance.

b) L'appel est interjeté dans les formes prescrites à l'article 274.

ARTICLE 587 (1) En cas d'appel, le dossier est transmis au Président de la Cour d'Appel dans les cinq (5) jours qui suivent la déclaration d'appel.

(2) Le Président de la Cour d'Appel ou tout autre magistrat de siège désigné par lui, statue dans le délai de dix (10) jours prévu à l'article 275 (2) ci-dessus.

ARTICLE 588 La procédure d'habeas corpus est également applicable aux mesures de privation de liberté prises à l'encontre de toute personne ayant bénéficié d'une décision de relaxe ou d'acquiescement prononcée par une juridiction répressive de droit commun ou d'exception.

SECTION 586 (1) When the President gives an interlocutory ruling on a preliminary issue, such ruling shall not be subject to appeal.

(2) When he gives a judgment on the merits on the application for habeas corpus, that judgment shall be subject to appeal. However, that decision shall be enforced immediately notwithstanding an appeal.

(3) (a) The time-limit within which to appeal shall be five (5) days with effect from the date following the day on which the decision was given.

(b) The appeal shall be lodged in accordance with the provisions of section 274.

SECTION 587 (1) Where an appeal is lodged, the case file shall be forwarded to the President of the Court of Appeal within five (5) days following the notice of appeal.

(2) The President of the Court of Appeal or any other judge of that court appointed by him shall hear and determine the appeal within the time-limit of ten (10) days provided for under section 275 (2) above.

SECTION 588 The procedure of habeas corpus shall also be applicable to measures of deprivation of liberty taken against any person who has been acquitted, discharged or released by an ordinary court of law or by a special tribunal.

TITRE II
**DE L'AUDITION DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT ET
 DES REPRESENTANTS DES MISSIONS DIPLOMATIQUES**

ARTICLE 589 Les membres du Gouvernement et les membres des missions diplomatiques peuvent être appelés en témoignage en justice. Ils peuvent être entendus à huis clos, sur leur demande ou sur réquisitions du Ministère Public. Leur déposition est, sauf dispositions légales contraires, reçue dans les formes prescrites par le présent code.

ARTICLE 590 (1) La déposition d'un agent diplomatique obéit aux principes posés dans les conventions internationales ratifiées par la République du Cameroun.

(2) La lettre invitant l'agent diplomatique à témoigner lui est adressée sous le couvert du Ministre chargé des Relations Extérieures.

(3) Lorsque l'agent diplomatique accepte de témoigner, mais ne peut comparaître devant le magistrat, un questionnaire lui est adressé par ce magistrat sous le couvert du Ministre chargé des Relations Extérieures.

(4) La réponse de l'agent diplomatique qui prête serment par écrit, est retourné sous pli fermé au magistrat sous le couvert du Ministre chargé des Relations Extérieures. Celui-ci la transmet sans en prendre connaissance.

PART II
**EVIDENCE BY MEMBERS OF GOVERNMENT AND
 REPRESENTATIVES OF DIPLOMATIC MISSIONS**

SECTION 589 Members of Government and representatives of diplomatic missions may be summoned to give evidence in court. They may, at their request or at the request of the Legal Department be heard in camera. Except as otherwise provided by law, their evidence shall be received in the manner prescribed in this code.

ARTICLE 590 (1) Evidence given by a representative of a diplomatic mission shall be in conformity with the principles of international conventions ratified by the Republic of Cameroon.

(2) The letter inviting a representative of a diplomatic mission to testify shall be addressed to him through the Minister in charge of External Relations.

(3) Where the representative of a diplomatic mission accepts to give evidence but is unable to appear due to unavoidable circumstances, a questionnaire shall be addressed to him by the magistrate through the Minister in charge of External Relations.

(4) The reply of the representative of a diplomatic mission who takes oath in writing shall be returned in a sealed envelope to the magistrate through the Minister in charge of External Relations who shall forward same without taking cognisance of its contents.

TITRE III
DE LA RECUSATION

ARTICLE 591 Tout magistrat du siège peut être récusé pour l'une des causes ci-après :

- a) si lui-même ou son conjoint est parent, tuteur ou allié de l'une des parties jusqu'au degré d'oncle, neveu, cousin germain et cousin issu du cousin germain inclusivement ;
- b) si lui-même ou son conjoint est employeur, employé de l'une des parties, héritier présomptif, donataire, créancier, débiteur ou une personne qui mange habituellement à la même table que l'une des parties, administrateur de quelque établissement ou société partie dans la cause ;
- c) s'il a déjà connu de la procédure ou s'il a été arbitre, conseil ou témoin ;
- d) si lui-même ou son conjoint a un procès devant être jugé par l'une des parties ;
- e) s'il y a eu entre lui-même ou son conjoint et l'une des parties, toute manifestation d'amitié ou d'hostilité pouvant faire douter de son impartialité.

PART III
**CHALLENGE AGAINST A MAGISTRATE OF THE BENCH
OR A JUDGE**

SECTION 591 Any magistrate of the bench or a judge may be challenged for any of the following reasons:

- (a) where he or his spouse is a relative, guardian or relative by marriage up to the degree of uncle, nephew, first cousin or the child of the first cousin of one of the parties ;
- (b) where he or his spouse is employer, employee, next of kin, donee, creditor, debtor, companion of one of the parties, or director of an enterprise or company involved in the case.
- (c) where he has previously taken part in the proceedings or if he has been an arbitrator or counsel or witness ;
- (d) where he or his spouse is a party in a case which shall be tried by one of the parties ;
- (e) where he or his spouse is involved in any incident tending to show friendship or hatred towards any of the parties and likely to cast a doubt on his impartiality.

ARTICLE 592 Tout magistrat du siège qui sait qu'il existe en sa personne une cause de récusation comme prévu à l'article 591 ci-dessus ou qui estime qu'il a de bonnes raisons de s'abstenir de connaître d'une affaire, doit en informer son supérieur hiérarchique.

Dans ce cas, il est procédé comme prévu aux articles 593 à 598 ci-dessous.

ARTICLE 593 Un magistrat du Ministère Public ne peut être récusé.

ARTICLE 594 (1) La demande en récusation est écrite et adressée en deux (2) exemplaires :

- b) au Président de la Cour d'Appel lorsqu'elle vise un magistrat de la Cour autre que le Président ou un magistrat d'un Tribunal du ressort ;
- c) au Président de la Cour Suprême lorsqu'elle vise le Président d'une Cour d'Appel ou un membre de la Cour Suprême autre que le Président.

(2) Une copie de la demande est également adressée, par le requérant, au magistrat concerné.

(3) La demande doit, à peine d'irrecevabilité, désigner nommément le ou les magistrats visés et contenir l'exposé des moyens invoqués ainsi que toutes justifications utiles.

SECTION 592 Any magistrate of the bench who thinks that he could be challenged for any of the reasons provided for under section 591 above, or who has good reasons to abstain from hearing and determining a case shall inform his superior.

In such a case the provisions of sections 593 to 598 hereinafter shall apply.

SECTION 593 A magistrate of the Legal Department may not be challenged.

SECTION 594 (1) The application stating the challenge shall be in writing and shall be forwarded in two (2) copies :

- (a) to the President of the Court of Appeal if it is directed at a judge of the Court of Appeal other than the president, or a magistrate of a lower court ;
- (b) to the President of the Supreme Court if it is directed at the President of a Court of Appeal or a member of the Supreme Court other than its president.

(2) A copy of the application shall also be forwarded by the applicant to the magistrate concerned.

(3) The application shall, under pain of being inadmissible, state the names of the magistrate or magistrates concerned and the grounds thereof, together with supporting evidence.

ARTICLE 595 (1) Le Président de la Cour Suprême ou le Président de la Cour d'Appel, selon le cas, statue par ordonnance sans frais après explications du magistrat concerné et réquisitions du Ministère Public.

(2) L'ordonnance du Président de la Cour d'Appel statuant sur une demande de récusation n'est susceptible d'aucun recours.

ARTICLE 596 (1) Lorsque la demande en récusation vise le Président de la Cour Suprême, elle est déposée au greffe de ladite Cour.

(2) Il y est statué par l'Assemblée Plénière siégeant en Chambre du Conseil, sans la participation du Président, par arrêt motivé qui est notifié aux parties et au Ministère Public.

ARTICLE 597 Nul ne peut récuser plus du tiers des membres de la Cour Suprême.

ARTICLE 598 Dès que le magistrat a reçu copie de la demande de récusation conformément aux dispositions de l'article 594 alinéa (2), il est tenu de suspendre la procédure jusqu'à décision.

ARTICLE 599 (1) Lorsque la récusation est admise, le magistrat récusé ne peut plus connaître de l'affaire.

SECTION 595 (1) The President of the Supreme Court or the President of the Court of Appeal, as the case may be, shall after receiving the explanation of the magistrate concerned and the submissions of the Legal Department, give a ruling without costs.

(2) The ruling of the President of the Court of Appeal on an application challenging a magistrate or a judge shall not be subject to appeal.

SECTION 596 (1) If the application is directed at the President of the Supreme Court, it shall be filed at the registry of the said court.

(2) A reasoned ruling on the application shall be made in chambers by the court in Plenary Session without the participation of the President, and it shall be notified to the parties and the Legal Department.

SECTION 597 No person may challenge more than a third of the members of the Supreme Court.

SECTION 598 (1) As soon as the magistrate receives a copy of the application in conformity with section 594 (2) the proceedings shall be stayed until a ruling is given on the application.

SECTION 599 (1) Where the application is granted, the magistrate shall no longer hear the case.

(2) En cas de rejet de la demande en récusation, le demandeur peut, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu, être condamné à une amende civile de 100.000 à 500.000 francs.

(3) Dans tous les cas, la décision est notifiée au demandeur et au magistrat concerné.

TITRE IV **DU REGLEMENT DE JUGES**

ARTICLE 600 (1) Lorsque deux Juges d'Instruction du ressort d'une même Cour d'Appel, saisis de la même infraction, se déclarent compétents ou incompetents, le conflit ainsi créé est tranché par la Cour d'Appel.

(2) Lorsque deux Tribunaux de Première ou de Grande Instance du ressort d'une même Cour d'Appel, saisis d'une même infraction, se déclarent compétents ou incompetents, le conflit ainsi créé est tranché par la Cour d'Appel.

ARTICLE 601 Lorsque deux Juges d'Instruction ou deux Tribunaux de Première ou de Grande Instance appartenant à deux ressorts de Cour d'Appel différents, saisis d'une même infraction, se déclarent compétents ou incompetents, le conflit ainsi créé est tranché par la Cour Suprême.

(2) Where the application is dismissed, the applicant may, without prejudice to the award of damages, where necessary, be ordered to pay a civil fine of from 100.000 to 500.000 francs.

(3) Such ruling shall be notified to the applicant and to the magistrate concerned.

PART IV **SETTLEMENT OF CONFLICTS OF JURISDICTION**

SECTION 600 (1) Where two Examining Magistrates within the jurisdiction of the same Court of Appeal are seised of the same offence and they assume or decline jurisdiction, the conflict thus created shall be resolved by the Court of Appeal.

(2) Where two different Courts of First Instance or two High Courts of the jurisdiction of the same Court of Appeal assume or decline jurisdiction, the conflict thus created shall be resolved by the Court of Appeal.

SECTION 601 Where two Examining Magistrates or two Courts of First Instance or two High Courts within the jurisdictions of two different Courts of Appeal are seised of the same offence and they assume or decline jurisdiction, the conflict thus created shall be resolved by the Supreme Court.

ARTICLE 602 (1) La Cour Suprême connaît du conflit résultant de deux décisions devenues irrévocables, rendues respectivement par une juridiction ordinaire et une juridiction d'exception et qui entravent le cours normal de la justice.

Il en est de même des décisions devenues irrévocables, rendues par deux juridictions ordinaires ou d'exception.

(2) Dans tous les cas, la Cour Suprême est saisie par requête motivée du Ministère Public ou de toute partie intéressée.

ARTICLE 603 La décision portant règlement de juges est notifiée au Ministère Public et aux parties, à la diligence du Greffier en Chef de la juridiction qui a statué. Elle n'est pas susceptible de recours.

TITRE V

DU RENVOI D'UNE JURIDICTION A UNE AUTRE

ARTICLE 604 (1) La Cour Suprême peut, pour cause de suspicion légitime ou pour les nécessités de l'ordre public, soit dessaisir une juridiction d'une affaire et renvoyer la cause devant une autre juridiction de même rang, soit désigner des juges appartenant à d'autres ressorts ou à d'autres juridictions, pour composer celle saisie.

(2) La requête aux fins de renvoi peut être présentée par le Ministère Public ou par toute autre partie. Toutefois, seul le Ministère Public peut évoquer les nécessités de l'ordre public.

SECTION 602 (1) The Supreme Court shall be competent to deal with conflicts of jurisdiction resulting from two final judgments delivered respectively by an ordinary court and a special court, the judgments of which undermine the normal course of justice.

It shall be likewise where the final judgments are delivered by two ordinary or special courts.

(2) The Supreme Court shall be seized of the matter by way of a reasoned application at the instance of the Legal Department or of any other party.

SECTION 603 The decision settling the conflict shall be notified to the Legal Department and to the other parties at the instance of the Registrar-in-Chief of the court that delivered the decision. It shall not be subject to appeal.

PART V

TRANSFER OF A CASE FROM ONE COURT TO ANOTHER

SECTION 604 (1) The Supreme Court may, on the ground of suspicion or in the interest of public policy, withdraw a case from any court and transfer it for trial to another court of the same competence or appoint magistrates within the jurisdiction of a different Court of Appeal to hear and determine the matter.

(2) The application for transfer may be made by the Legal Department or by any other party. However, only the Legal Department may base its application on grounds of public policy.

(3) La requête n'a pas d'effet suspensif. Toutefois, le Président de la Cour Suprême peut enjoindre par ordonnance au Président de la juridiction saisie de suspendre, en l'état, l'examen de la procédure.

ARTICLE 605 Toute décision statuant sur une demande de renvoi est notifiée à la juridiction concernée et aux parties, à la diligence du Greffier en Chef de la Cour Suprême.

TITRE VI
DES AMENDES FORFAITAIRES

CHAPITRE I
DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 606 (1) L'amende forfaitaire est une peine pécuniaire applicable aux contraventions et dont le montant est fixé d'avance par la loi.

(2) Il n'y a pas lieu à amende forfaitaire si :

- a) la contravention a causé un dommage corporel ou matériel;
- b) la contravention est connexe à un délit ou à un crime;
- c) la contravention se rapporte à la gérance ou à l'exploitation d'un débit de boisson ;

(3) The filing of an application shall not, on its own, stay the hearing of a case. However, the President of the Supreme Court may order the president of the court seised of the matter to stay the hearing of the matter.

SECTION 605 The Registrar-in-Chief of the Supreme Court shall cause all rulings on an application for transfer to be notified to the court concerned and to the parties.

PART VI
FIXED FINES

CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

SECTION 606 (1) A fixed fine shall be a pecuniary sentence applicable to simple offences, the quantum of which is determined in advance by law.

(2) A fixed fine shall not be applicable where:

- (a) the simple offence caused bodily or material injury ;
- (b) the simple offence is related to a felony or misdemeanour ;
- (c) the simple offence is related to the management or the operation of a liquor premises;

- d) une disposition légale impose à l'agent verbalisateur de prendre une mesure administrative, notamment la mise en fourrière ou le retrait du permis de conduire ou de toute autre pièce;
- e) le contrevenant est en état d'ivresse manifeste dans un lieu public.

ARTICLE 607 (1) Les officiers de police judiciaire ont qualité pour percevoir les amendes forfaitaires.

(2) Les agents de police judiciaire et les agents publics investis des attributions de police judiciaire ne peuvent percevoir lesdites amendes que s'ils y sont régulièrement habilités.

(3) L'habilitation prévue à l'alinéa (2) est générale ou spéciale à une catégorie de contraventions.

ARTICLE 608 Les agents verbalisateurs habilités à percevoir les amendes forfaitaires agissent sous le contrôle du Ministère Public auquel ils adressent leurs procès-verbaux conformément aux dispositions de l'article 89 (2).

ARTICLE 609 Les agents verbalisateurs habilités à percevoir les amendes forfaitaires doivent prêter serment devant le Tribunal de Première Instance dans le ressort duquel ils exerceront leurs fonctions.

- (d) a legal provision imposes on a person vested with the powers to charge an offender an obligation to take an administrative measure such as the impounding of a vehicle or the withdrawal of a driving licence or any other document ;

- (e) the person who committed the simple offence is in a state of manifest drunkenness in a public place.

SECTION 607 (1) Judicial police officers shall be competent to collect fixed fines.

(2) Agents of the judicial police and public servants vested with the powers of the judicial police shall only collect such fixed fines where they are duly empowered to do so.

(3) The authority provided for in sub-section (2) shall be general or special in relation to certain simple offences.

SECTION 608 Agents authorized to charge persons with simple offences and to collect fixed fines shall act under the supervision of the Legal Department to which they shall send their reports in accordance with section 89 (2).

SECTION 609 Agents authorized to charge persons with simple offences and receive fixed fines shall first take the oath before the Court of First Instance within the jurisdiction of which they are to carry out their duties.

ARTICLE 610 Avant d'instrumenter, l'agent verbalisateur doit, au préalable, prouver sa qualité au contrevenant en produisant, soit sa carte professionnelle, soit tout autre acte d'habilitation.

ARTICLE 611 (1) Tout agent verbalisateur habilité à percevoir les amendes forfaitaires doit être muni d'un carnet à souches spécial, côté et paraphé par le parquet compétent.

(2) La perception d'une amende forfaitaire donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal et à la délivrance, sur-le-champ, d'un reçu du carnet à souches.

(3) Tout agent verbalisateur qui perçoit une amende forfaitaire sans délivrer un reçu conforme aux dispositions des alinéas (1) et (2) ci-dessus, est passible des peines prévues à l'article 142 du Code Pénal.

ARTICLE 612 Le taux de l'amende forfaitaire est fixé, suivant la classe de la contravention à :

- a) 1.000 francs pour la première classe;
- b) 2.400 francs pour la deuxième classe;
- c) 3.600 francs pour la troisième classe;
- d) 25.000 francs pour la quatrième classe.

ARTICLE 613 Le paiement de l'amende forfaitaire est facultatif et l'agent verbalisateur doit en informer le contrevenant.

Mention en est portée au procès-verbal.

SECTION 610 Before performing his duty, the officer shall first disclose his identity to the offender by producing either his professional card or any other document empowering him in that regard.

SECTION 611 (1) Any person empowered to collect fixed fines shall be in possession of a special counterfoil receipt book numbered and initialled by the competent Legal Department.

(2) For every fixed fine collected, a report shall be made and a receipt issued on the spot from the said counterfoil receipt book.

(3) Any person who collects fixed fines without issuing a receipt in conformity with sub-sections (1) and (2) above shall be liable to the penalties provided under section 142 of the Penal Code.

SECTION 612 The rate for fixed fines shall be fixed according to the class of the simple offence as follows:

- (a) 1.000 francs for the first class;
- (b) 2.400 francs for the second class;
- (c) 3.600 francs for the third class;
- (d) 25.000 francs for the fourth class.

SECTION 613 The payment of fixed fines shall be optional and the person preferring the charge shall so inform the offender.

Mention of this fact shall be made in the report.

ARTICLE 614 (1) a) Toute mesure vexatoire ou d'intimidation à l'égard du contrevenant qui refuse de payer est passible des peines prévues à l'article 140 du Code Pénal.

b) Constituent notamment une mesure vexatoire ou d'intimidation la saisie illégale d'un bien appartenant au contrevenant, la mise en fourrière d'un véhicule pour refus de payer immédiatement la contravention ou l'injonction arbitraire de se présenter au bureau de l'agent verbalisateur.

(2) Lorsque la contravention est constatée en l'absence de son auteur, il lui est adressé copie du procès-verbal et éventuellement une invitation à payer l'amende forfaitaire due, au bureau de l'agent verbalisateur.

ARTICLE 615 Le procès-verbal constatant une contravention est établi conformément aux dispositions de l'article 90 ci-dessus.

Il mentionne en outre le montant de l'amende fixée, son versement ou au contraire son non-versement et, en cas de paiement, le numéro de la quittance délivrée.

SECTION 614 (1) (a) Any vexatious or intimidating measures against any person who has committed a simple offence and who is not willing to pay the fixed fine shall be liable to the penalties provided for under section 140 of the Penal Code.

(b) The following, in particular, shall constitute vexatious or intimidating measures; illegal seizure of property belonging to the offender; the impounding of a vehicle for refusal to immediately pay for the simple offence or the refusal to report at the office of the person authorized to prefer a charge.

(2) Where the charge is preferred in the absence of the offender, a copy thereof shall be sent to him, and he shall be invited to pay the fixed fines due in the office of the person authorized to prefer the said charge.

SECTION 615 The report indicating the commission of a simple offence shall be drawn up in accordance with the provisions of section 90 above.

It shall also state the amount of the fixed fine to be paid, specifying whether it has been paid or not and, where it has been paid, the number of the receipt issued.

ARTICLE 616 (1) Les sommes perçues au titre des amendes forfaitaires sont versées sans délai au Trésor Public.

(2) Copie de l'état de versement, signée par le Trésorier ou tout autre responsable habilité des services du Trésor et l'agent, est adressée par ce dernier au Procureur de la République compétent.

CHAPITRE II **DE L'INVALIDATION DE L'AMENDE FORFAITAIRE**

ARTICLE 617 Lorsque le Procureur de la République constate qu'une amende forfaitaire est illégale au regard des dispositions des articles 611 et 612, il procède comme il est dit aux articles 619 et 620.

ARTICLE 618 Lorsque les dispositions de l'article 614 (1) ont été méconnues, l'invalidation de l'amende forfaitaire ne peut intervenir qu'à la demande du contrevenant.

ARTICLE 619 Lorsque le montant de l'amende forfaitaire perçue par l'agent verbalisateur est supérieur ou inférieur au taux légal, le Procureur de la République rétablit la situation par ordonnance. Notification de cette ordonnance est faite au contrevenant.

SECTION 616 (1) Monies collected as fixed fines shall be paid forthwith into the Public Treasury.

(2) A copy of the payment voucher, signed by the treasurer or by any other authorized person of the treasury and the person who preferred the charge, shall be forwarded by the latter to the competent State Counsel.

CHAPTER II **ANNULMENT OF FIXED FINES**

SECTION 617 Where the State Counsel finds that a fixed fine is illegal having regard to sections 611 and 612 he shall proceed as provided for in sections 619 and 620.

SECTION 618 Where the provisions of section 614 (1) have been violated, the annulment of the fixed fine may only be ordered at the request of the offender.

SECTION 619 Where the amount of the fixed fine collected by the person preferring the charge is either higher or lower than the legal rate, the State Counsel shall redress the situation by an order. The offender shall be notified of such order.

ARTICLE 620 (1) Lorsque le réajustement aboutit à une majoration de l'amende forfaitaire et que le contrevenant refuse de payer la différence, le Procureur de la République procède comme il est dit à l'article 623 (2).

(2) Toute minoration d'une amende forfaitaire constitue une contravention de quatrième classe.

CHAPITRE III **DU PAIEMENT DE L'AMENDE FORFAITAIRE**

ARTICLE 621 Le paiement d'une amende forfaitaire éteint l'action publique, sous réserve des dispositions des articles 617 à 620.

ARTICLE 622 (1) Lorsqu'il n'y avait pas lieu à paiement d'une amende forfaitaire ou lorsque le montant payé est supérieur au taux légal, le Trésor Public est tenu, suivant le cas, de rembourser le montant de l'amende ou le trop perçu.

(2) Le remboursement a lieu sur présentation, soit d'un extrait du jugement, soit d'une ordonnance du Procureur de la République, délivrée sans frais.

SECTION 620 (1) Where the readjustment results in an increase of the fixed fine and the offender refuses to pay the difference, the State Counsel shall proceed as provided for under section 623 (2).

(2) Any assessment of the fixed fine lower than the amount prescribed, shall constitute a simple offence of the 4th class.

CHAPTER III **PAYMENT OF FIXED FINE**

SECTION 621 The payment of a fixed fine shall put an end to prosecution subject to the provisions of sections 617 to 620.

SECTION 622 (1) Where a fixed fine ought not to have been paid or where the amount paid was higher than the legal rate, the Public Treasury shall refund the amount paid or the difference, as the case may be.

(2) The refund shall be made on the presentation of either an extract of a judgment or of an order issued by the State Counsel without costs.

TITRE VII
DU JUGEMENT DES CONTRAVENTIONS

ARTICLE 623 (1) Dans les cas prévus aux articles 606 (2) et 620 ou en cas de non-paiement de l'amende forfaitaire, le Procureur de la République peut, dès réception du procès-verbal, mettre l'action publique en mouvement.

(2) Le Tribunal de Première Instance saisi statue conformément aux dispositions de l'article 362 du Code Pénal.

TITRE VIII
DES INFRACTIONS COMMISES A L'AUDIENCE

ARTICLE 624 Les infractions commises à l'audience sont jugées conformément aux dispositions ci-après :

- a) si l'infraction commise est une contravention, le Tribunal dresse sur-le-champ procès-verbal des faits, entend les contrevenants, les témoins et le Ministère Public, puis statue;
- b) si l'infraction commise est un délit, le Tribunal procède comme prévu au paragraphe a) ci-dessus ;

PART VII
TRIAL OF SIMPLE OFFENCES

SECTION 623 (1) In the cases provided under sections 606 (2) and 620 or in the event of non-payment of the fixed fines, the State Counsel may, as soon as he receives the report, commence prosecution

(2) The Court of First Instance seized of the matter shall decide in accordance with section 362 of the Penal Code.

PART VIII
OFFENCES COMMITTED DURING A COURT SESSION

SECTION 624 Offences committed during court sessions shall be tried in accordance with the following provisions:

- (a) where the offence committed is a simple offence, the presiding magistrate shall immediately prefer a charge based on the facts, hear the offender, the witnesses, the Legal Department, and deliver judgment;
- (b) where the offence committed is a misdemeanour, the court shall proceed as provided for in paragraph (a) above;

- c) si l'infraction est un crime, le Président ordonne l'arrestation de son auteur, procède à son audition, dresse procès-verbal de ses déclarations et le fait conduire devant le Procureur de la République qui procède conformément à la loi.

TITRE IX
DE LA RECONSTITUTION DES PIECES

ARTICLE 625 Lorsque l'original d'une décision est perdu, il est reconstitué conformément aux dispositions des articles 626 à 628

ARTICLE 626 (1) a) S'il existe une copie certifiée conforme de la décision perdue ou détruite, elle devient l'original.

- b) Sur ordonnance du Président de la juridiction qui a rendu la décision, son détenteur est tenu de déposer cette copie au greffe.

(2) A partir de l'original ainsi reconstitué, le greffier délivre, sans frais, une copie au détenteur dépossédé.

ARTICLE 627 S'il n'existe aucune copie certifiée conforme de la décision perdue ou détruite, l'original est reconstitué à partir des registres d'audience, par la juridiction qui l'a rendue.

- (c) where the offence committed in court is a felony, the presiding magistrate or judge shall order the offender's arrest, record his statement and direct that he be taken to the State Counsel who shall proceed as provided by law.

PART IX
RECONSTITUTION OF DOCUMENTS

SECTION 625 When the original of a judgment has been lost, it shall be reconstituted in conformity with the provisions of sections 626 to 628.

SECTION 626 (1) (a) Where there is a certified true copy of a lost or destroyed judgment, it shall become the original.

- (b) On the orders of the President of the court which delivered the judgment, its custodian shall hand over the copy to the registry of the court.

(2) From the original so reconstituted, the registrar shall deliver a copy of the judgment to the original holder without costs.

SECTION 627 Where there is no certified true copy of a lost or destroyed judgment, the original shall be reconstituted from the record book by the court that delivered it.

ARTICLE 628 Lorsqu'une pièce d'une procédure ou l'ensemble d'une procédure a disparu, il y a lieu à reconstitution, à la diligence, soit du Président de la juridiction qui a rendu la décision, soit de toute partie.

TITRE X **DU PRIVILEGE DE JURIDICTION**

ARTICLE 629 (1) Lorsqu'un magistrat de l'ordre judiciaire est susceptible d'être inculpé d'une infraction, le Procureur Général compétent présente une requête au Président de la Cour Suprême qui désigne un magistrat chargé d'instruire l'affaire et trois autres, d'un grade au moins égal à celui du mis en cause, en vue du jugement éventuel de l'affaire en premier ressort.

(2) Le Président de la Cour Suprême indique en outre la ville où l'affaire sera jugée.

ARTICLE 630 Les dispositions de l'article 629 sont également applicables lorsque la partie lésée adresse une plainte avec constitution de partie civile contre un magistrat, au Président de la Cour Suprême.

ARTICLE 631 Le magistrat désigné doit procéder personnellement à l'information judiciaire. Sa compétence est nationale.

ARTICLE 632 En cas d'appel, l'affaire est examinée par des magistrats de la Cour Suprême désignés par le Président de ladite Cour. Il est statué en collégialité.

SECTION 628 Where a document in a case file or the whole case file is missing, the President of the court seised of the matter or any party shall cause the said document or case file to be reconstituted.

PART X **PRIVILEGED PROCEEDINGS**

SECTION 629 (1) Where a judicial or legal officer is likely to be charged with committing an offence, the competent Procureur General shall request the President of the Supreme Court to appoint an investigating magistrate as well as three other magistrates of a grade at least equal to that of the magistrate incriminated and they shall, if necessary, hear and determine the matter at first instance.

(2) The President of the Supreme Court shall in addition indicate the town wherein the case shall be heard.

SECTION 630 The provisions of section 629 shall also apply where the aggrieved party files a complaint embodying a civil claim before the President of the Supreme Court against a magistrate.

SECTION 631 The magistrate appointed shall personally conduct the preliminary inquiry and his jurisdiction shall extend throughout the national territory.

SECTION 632 In the event of an appeal, the matter shall be heard by the magistrates of the Supreme Court appointed by the President of the said court and sitting as a collegiate bench.

ARTICLE 633 Lorsque le magistrat mis en cause est le plus ancien dans le grade le plus élevé, son affaire est examinée par la Cour Suprême siégeant en Assemblée Plénière.

ARTICLE 634 (1) Lorsqu'un Gouverneur de province a commis un crime ou un délit dans l'exercice et même hors de l'exercice de ses fonctions, le Procureur Général près la Cour d'Appel compétent adresse un rapport au Président de la Cour Suprême qui désigne un tribunal compétent, conformément aux alinéas (2) et (3) du présent article.

(2) Lorsqu'un Préfet ou tout autre chef de circonscription administrative ou un officier de police judiciaire a commis un crime ou un délit dans l'exercice et même hors de l'exercice de ses fonctions, le Procureur de la République transmet le dossier au Procureur Général pour en saisir le Président de la Cour d'Appel compétente. Celui-ci désigne le parquet chargé de diligenter les poursuites et la juridiction de jugement compétente pour en connaître.

(3) Dans les cas prévus aux alinéas (1) et (2), la poursuite, l'instruction et le jugement doivent être confiés à des juridictions de l'ordre judiciaire autres que celles de la province, département, arrondissement, district ou commune, selon le cas, où le mis en cause exerce ses fonctions.

SECTION 633 When the magistrate prosecuted is the most senior magistrate in the highest grade, his case shall be heard by the Supreme Court sitting in Plenary Session.

SECTION 634 (1) Where a Governor of a province has committed a felony or a misdemeanour, within or outside the performance of his duties, the Procureur General at the competent Court of Appeal shall address a report to the President of the Supreme Court who shall transfer the matter to a competent court in accordance with the provisions of sub-sections (2) and (3) of this section.

(2) Where a senior Divisional Officer or any other head of administrative unit or a judicial police officer has committed a felony or a misdemeanour even if unconnected with the exercise of his duties, the State Counsel shall transmit the case file to the competent Procureur General who shall seise the President of the competent Court of Appeal. The latter shall in turn designate both the Legal Department in charge of instituting prosecution and the competent trial court to hear and determine the matter.

(3) In the cases referred to in the preceding sub-sections, prosecution, investigation and trial shall be assigned to legal authorities other than those of the province, division, sub-division, district or council area where the accused performs his duties.

TITRE XI
DE L'EXTRADITION

CHAPITRE I
DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 635 L'extradition est l'acte par lequel un Etat remet un étranger trouvé sur son territoire à un autre Etat, sur la demande de celui-ci aux fins de poursuites pour une ou plusieurs infractions de droit commun ou pour l'exécution d'une peine privative de liberté prononcée contre cet étranger par une juridiction répressive de l'Etat requérant en raison d'une ou de plusieurs infractions de droit commun.

ARTICLE 636 Quiconque s'est, sur le territoire national, rendu complice d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger, peut être poursuivi et jugé au Cameroun suivant la loi étrangère et la loi camerounaise, à condition que l'existence du fait principal ait été établie par une décision définitive d'une juridiction étrangère compétente.

ARTICLE 637 Peut également être poursuivi et jugé au Cameroun, quiconque s'est rendu complice, à l'étranger, d'un crime ou d'un délit commis au Cameroun.

ARTICLE 638 Est entachée de nullité absolue, toute poursuite intentée en application des articles 636 et 637 si :

PART XI
EXTRADITION

CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

SECTION 635 Extradition shall be an act whereby a requested state hands over a foreigner found in its territory to a requesting State in order that he be prosecuted for one or more specified offences of ordinary law or to subject him to a term of imprisonment passed against him after a criminal trial for an offence of ordinary law.

SECTION 636 Whoever is found in the national territory to be an accomplice to a felony or misdemeanour committed abroad may be tried in Cameroon according to the foreign law and Cameroonian law on condition that the principal act has been established by a final decision emanating from a competent foreign court.

SECTION 637 Cameroonian courts shall also have jurisdiction to try any one who while abroad, is an accomplice to a felony or misdemeanour committed in Cameroon.

SECTION 638 Any proceedings brought under sections 636 and 637 shall be null and void to all intents and purposes if:

- a) l'action publique est mise en mouvement autrement que par le Ministère Public qui, en ce qui concerne les faits qualifiés délits par la loi camerounaise, ne peut agir que s'il est saisi d'une plainte préalable de la partie lésée ou d'une dénonciation officielle émanant de l'autorité compétente du lieu de perpétration du fait principal;
- b) l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement pour les mêmes faits à l'étranger et, en cas de condamnation, qu'il a, conformément aux lois de l'Etat où il a été condamné, exécuté sa peine, ou que celle-ci est prescrite, ou qu'il a bénéficié d'une mesure de grâce;
- c) l'action publique est prescrite ou éteinte par l'amnistie ou par toute autre cause au regard de la loi de l'Etat où les faits ont été commis, ou serait prescrite ou éteinte au regard de la loi camerounaise, si les faits avaient été commis au Cameroun.

ARTICLE 639 Les poursuites peuvent être exercées devant le Tribunal, soit du lieu du domicile, soit du lieu où il a été arrêté, soit enfin du lieu de sa dernière résidence connue au Cameroun.

Toutefois, la Cour Suprême peut, sur réquisitions du Procureur Général près ladite Cour, ordonner le renvoi de l'affaire devant une autre juridiction, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice.

- (a) prosecution is commenced by any person other than the Legal Department which in cases of misdemeanour under Cameroonian law can only act, if a complaint is brought to it by the injured party or if it receives an official information from the competent authority of the place of commission of the principal act;
- (b) the defendant shows that he has been tried abroad for the same acts and final judgment passed, and that if sentenced, he has either served his sentence or has been absolved of it by prescription or by pardon;
- (c) the prosecution is barred by amnesty or by any other cause, according to the law of the state where the acts were committed, or would be so barred according to the laws of Cameroon if the acts had been committed in Cameroon.

SECTION 639 Prosecution may be commenced against the accused either before the court of the place of residence of the accused, or of the place where he was arrested or of his last known place of abode in Cameroon.

However, the Supreme Court may, on application of the Procureur General at the said court and in the interest of justice, order the transfer of the case to another court.

ARTICLE 640 Est réputée commise au Cameroun :

- a) toute infraction dont un acte caractérisant un des éléments constitutifs a été accompli au Cameroun ;
- b) toute infraction de contrefaçon ou altération du sceau de la République ou des monnaies ayant cours légal sur le territoire national;
- c) toute infraction à la sûreté de l'Etat. Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique à un étranger que s'il est arrêté au Cameroun ou si le Gouvernement obtient son extradition.

CHAPITRE II
DE L'EXTRADITION DEMANDEE PAR UN
GOVERNEMENT ETRANGER

ARTICLE 641 (1) Le Président de la République peut, par décret, ordonner l'extradition, aux Gouvernements étrangers qui lui en font la demande, de tout étranger trouvé sur le territoire national, objet d'une poursuite pénale ou d'une condamnation à une peine privative de liberté dans l'Etat requérant.

(2) Il peut également, dans les mêmes formes, autoriser la communication aux autorités étrangères, des pièces à conviction ou documents détenus par les autorités camerounaises, sur demande présentée par voie diplomatique et sous condition, en cas de communication en originaux, de leur restitution dans les plus brefs délais.

SECTION 640 For the purposes of this law, an offence shall be deemed to have been committed in Cameroon if:

- (a) an ingredient of the offence was perpetrated in Cameroon ;
- (b) it consists of counterfeiting or of altering the official seal of the Republic of Cameroon or the currency being legal tender in its territory ;
- (c) it is against the security of the Republic of Cameroon. However this paragraph shall not apply to a foreigner unless he has been arrested in Cameroon or extradited to Cameroon.

CHAPTER II
EXTRADITION REQUESTED BY A
FOREIGN GOVERNMENT

SECTION 641 (1) The President of the Republic may, by decree order the extradition to a foreign government applying for it, of any foreigner charged with or convicted of an offence, in the requesting State.

(2) The President of the Republic may, by decree, on an application made through diplomatic channels permit, the despatch to any foreign authorities of exhibits or documents in the possession of a Cameroon authority on condition that, in the case of originals, they shall be returned without delay.

(3) La qualité d'étranger s'apprécie, le cas échéant, à l'époque de la commission des faits.

(4) Il ne peut être donné suite à une demande de comparution devant une juridiction étrangère, en qualité de témoin, d'un individu détenu, même au titre de la contrainte par corps, que sous la condition expresse de son renvoi au Cameroun dans les plus brefs délais, le tout, aux frais de l'Etat requérant.

SECTION I **DES CONDITIONS DE L'EXTRADITION**

ARTICLE 642 (1) Le fait servant de base à la demande d'extradition doit être :

- a) au regard de la loi de l'Etat requérant et de la loi camerounaise, soit une infraction passible d'une peine privative de liberté dont le minimum est au moins égal à deux (2) ans et dont la poursuite n'est pas rendue impossible par la prescription, l'amnistie ou toute autre cause légale, soit une peine privative de liberté encore légalement susceptible d'exécution, de six (6) mois au moins, compte non tenu de la contrainte par corps ;
- b) au regard de la loi camerounaise, une infraction de droit commun ;

(3) The status of foreigner shall be determined as at the date of the commission of the offence.

(4) No request for appearance as a witness in a foreign court of a person in detention may be granted even if he is serving a term of imprisonment in default of payment except on the express condition of his return without delay to Cameroon and of all expenses being borne by the requesting State.

SUB-CHAPTER I **CONDITIONS OF EXTRADITION**

SECTION 642 (1) Any act serving as a ground for extradition shall:

- (a) by the laws of the requesting State and of Cameroon, either constitute an offence punishable with a minimum sentence of loss of liberty of not less than two (2) years for which prosecution is not barred by prescription, amnesty or otherwise; or consist of a term of loss of liberty which is still legally enforceable within six (6) months at least notwithstanding imprisonment in default of payment;
- (b) by Cameroon law, constitute an ordinary law offence;

- c) tel qu'il ne résulte pas des circonstances et des faits, que l'extradition est demandée pour des raisons politiques, religieuses, raciales, ou en raison de la nationalité de la personne mise en cause.
- (2) a) Sont considérés comme infractions de droit commun pouvant justifier l'extradition, les crimes et délits non dirigés contre une forme de gouvernement.
- b) Sont assimilées aux infractions de droit commun, les infractions à compétence universelle prévues par les conventions internationales ratifiées par le Cameroun.

- ARTICLE 643** (1) a) Sont considérés comme infractions politiques et ne peuvent justifier l'extradition, les crimes ou délits dirigés contre la Constitution, la souveraineté d'un Etat ou les Pouvoirs Publics.
- b) L'appréciation des faits ou du caractère politique, religieux ou racial d'un mobile, ou du mobile tenant à la nationalité, en ce qui concerne la demande, appartient au gouvernement requis.
- c) Lorsque l'infraction est réputée politique, religieuse ou raciale en elle-même ou censée tenir à la nationalité, il appartient à l'Etat étranger, auteur de la demande d'extradition, d'en rapporter la preuve contraire.

- (c) from the circumstance show that extradition is not requested for political, religious or racial reasons, or based on the nationality of the person concerned.

- (2) (a) Felonies and misdemeanours which are not directed against any kind of government shall be considered as common law offences and may justify extradition.
- (b) Offences of universal jurisdiction provided by international conventions and ratified by Cameroon shall be considered as ordinary law offences.

- SECTION 643** (1) (a) Felonies and misdemeanours directed against the Constitution, the sovereignty of the State and Public Authorities shall be considered as political offences, for which extradition shall not be granted.
- (b) The assessment of the political, religious or racial nature or reasons, or of the grounds for citizenship, for the application shall lie with the government to which the application is made.
- (c) Where the offence is in itself political, religious or racial or based on citizenship, it shall be left to the requesting State to prove the contrary.

(2) Ne peuvent également servir de base à l'extradition :

- a) les infractions reprochées à un étranger, commises hors du territoire de l'Etat requérant et sanctionnées au Cameroun, si la législation de l'Etat où les faits ont été commis ne les considère pas comme une infraction ;
- b) les infractions connexes à des infractions politiques, religieuses, raciales ou tenant à la nationalité ;
- c) les infractions amnistiées dans l'un des Etats concernés ;
- d) l'erreur sur l'identité de la personne réclamée.

ARTICLE 644 Sauf dispositions légales contraires, aucun citoyen camerounais ne peut être extradé.

ARTICLE 645 L'extradition n'est pas applicable :

- a) aux transferts temporaires des détenus aux fins d'audition ou de confrontation ;
- b) aux simples citations auxquelles peuvent, en application d'une convention internationale, déférer certaines personnes détenues au Cameroun;

(2) The following shall also be considered as basis for which extradition may not be granted

- (a) offences committed by a foreigner outside the territory of the requesting State though punishable in Cameroon, if the laws of the state where the acts were committed do not consider the said acts as an offence;
- (b) offences that are related to political, religious and racial offences, or based on citizenship;
- (c) offences which have been amnestied in any of the countries referred to above;
- (d) mistake of identity of the person whose extradition is requested.

SECTION 644 Except where otherwise provided by law, no Cameroonian citizen may be extradited.

SECTION 645 Extradition shall not be applicable:

- (a) to the temporary transfer of detainees for the purpose of hearing or questioning them;
- (b) in respect of simple summonses by virtue of which, on the basis of an international convention, certain individuals detained may be brought for trial in Cameroon ;

- c) aux opérations de remise ne se rattachant ni à la répression d'une infraction ni à l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté prononcée par une juridiction répressive étrangère ;
- d) lorsque l'Etat requis a de sérieuses raisons de penser que la personne dont l'extradition est demandée sera soumise, dans l'Etat requérant, à des tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

SECTION II **DE LA PROCEDURE D'EXTRADITION**

ARTICLE 646 L'étranger en cours de poursuite ou d'exécution d'une peine au Cameroun ne peut être extradé pour comparaître devant les Tribunaux de l'Etat requérant qu'après l'intervention d'une décision au fond ou l'exécution des peines privatives de liberté.

ARTICLE 647 Les dispositions de l'article 646 sont applicables à l'étranger incarcéré en exécution d'une contrainte par corps.

- (c) to deportation operations which neither relate to the punishment of an offence or the enforcement of a sentence or preventive measure pronounced by a foreign court;
- (d) where there are reasons for the country requested to believe that the person concerned shall be subjected to torture and other punishment or treatment which is cruel, inhuman and humiliating, in the requesting country.

SUB-CHAPTER II **PROCEDURE FOR EXTRADITION**

SECTION 646 Where a foreigner is subject to prosecution or to the execution of a sentence, he may be extradited to appear before the courts of the requesting State only after judgment has been delivered on the merits or after the execution of an imprisonment sentence.

SECTION 647 The provisions of section 646 shall apply to a foreigner who is incarcerated as a result of imprisonment in default of payment of fine.

ARTICLE 648 Si l'extradition est demandée concurremment par plusieurs Etats pour une même infraction, elle est accordée de préférence à l'Etat contre les intérêts duquel l'infraction était dirigée ou à celui sur le territoire duquel elle a été commise.

ARTICLE 649 L'extradition est refusée lorsque:

- a) les infractions à raison desquelles elle est demandée ont été commises au Cameroun ;
- b) la prescription de l'infraction ou de la peine est acquise d'après la législation camerounaise ou celle de l'Etat requérant au moment de la réception de la demande d'extradition ;
- c) les infractions concernées ont déjà été définitivement jugées par les juridictions répressives camerounaises.

SECTION 648 Where extradition is requested concurrently by more than one state for the same offence, preference shall be given to the state against whose interest the offence was committed or on whose territory it was committed.

SECTION 649 An application for extradition shall be dismissed when:

- (a) the offences for which it is requested were committed in Cameroon ;
- (b) the prescription of the offence is established or the sentence passed is expunged according to Cameroonian law or that of the State requesting extradition at the time the application is received;
- (c) the offences in question have already been heard and determined by Cameroonian courts.

ARTICLE 650 (1) Sous réserve des conventions internationales, toute demande d'extradition est formée par voie diplomatique. A cette demande sont joints, selon le cas :

- a) une expédition du jugement ou de l'arrêt de condamnation même non contradictoire ;
- b) un acte de procédure ordonnant ou opérant de plein droit renvoi de l'inculpé devant une juridiction répressive d'instruction ou de jugement;
- c) un mandat d'arrêt ou toute autre pièce en tenant lieu, établi par l'autorité étrangère compétente. Ce mandat doit préciser l'infraction pour laquelle il a été délivré et la date de l'infraction.

(2) Le jugement ou l'arrêt de condamnation, l'acte de procédure visé à l'alinéa (1) b) ci-dessus, le mandat d'arrêt ou la pièce en tenant lieu sont produits en original ou en expédition authentique.

(3) L'Etat requérant joint en même temps une copie du texte applicable aux faits incriminés et un exposé desdits faits.

(4) En cas de jugement ou d'arrêt de défaut, outre les documents visés au présent article, l'Etat requérant doit fournir la preuve que la personne dont l'extradition est demandée a eu connaissance du déroulement du procès et qu'elle a disposé de moyens juridiques suffisants pour organiser sa défense.

SECTION 650 (1) Subject to international conventions, any request for extradition shall be made through diplomatic channels. To this application shall be attached, as the case may be:

- (a) a copy of the judgment, even if the person was convicted in absentia ;
- (b) a document ordering that the accused be brought before a court for preliminary inquiry or for trial ;
- (c) a warrant of arrest or any other document having the same effect and issuing from the competent foreign authority. However, the said document shall specify the offence on which it is founded and its date.

(2) The judgment carrying a conviction and the document mentioned in sub-section (1) (b) above shall be the original or a duly certified copy thereof.

(3) The requesting Government shall at the same time attach a copy of the law applicable to the offence charged, and an account of the facts of the case.

(4) In the case of a judgment in default, the requesting government shall, in addition, furnish evidence that the person concerned had knowledge of the trial, and sufficient legal means for his defence.

ARTICLE 651 Le dossier de demande d'extradition est, après vérification des pièces par le Ministre chargé des Relations Extérieures, transmis au Ministre chargé de la Justice qui, après s'être assuré de la régularité de la procédure, saisit pour exécution, le parquet de la résidence de l'étranger.

ARTICLE 652 En cas d'urgence et par dérogation aux dispositions des articles 641 et 642 ci-dessus, les parquets sont habilités à ordonner l'arrestation, sur la demande directe des autorités judiciaires étrangères et sur simple avis laissant trace écrite de l'existence de l'une des pièces indiquées à l'article 641.

La demande des autorités étrangères doit être régularisée dans les plus brefs délais, conformément aux dispositions de l'article 641 ci-dessus.

ARTICLE 653 (1) Dans les vingt-quatre (24) heures de l'arrestation, un magistrat du Parquet du Tribunal de Première Instance procède, si nécessaire avec l'aide d'un interprète, à un interrogatoire d'identité, notifié à l'étranger le titre en vertu duquel il est arrêté, recueille ses déclarations après l'avoir prévenu qu'il est libre de n'en point faire et avisé de son droit de se faire assister d'un défenseur.

(2) Du tout, il est dressé procès-verbal signé du magistrat, de l'étranger et, le cas échéant, de l'interprète. En cas de refus de signer par l'étranger ou s'il ne sait signer, mention en est faite audit procès verbal qui, le cas échéant, est également signé de l'interprète.

SECTION 651 The file containing the application for extradition shall, after the documents have been checked by the Minister in charge of External Relations be forwarded to the Minister in charge of Justice who, after ascertaining that the procedure is in order, shall further seise the Legal Department of the foreigner's place of residence for enforcement.

SECTION 652 In case of emergency, notwithstanding the provisions sections 641 and 642 above, the Legal Department shall have the power to order the arrest of a foreigner, on the direct application from the foreign judicial authorities and on simple notice with written proof of the existence of any one of the documents mentioned in section 641

The request of the foreign authorities shall, without delay, be regularized in accordance with the provisions of section 641 above.

SECTION 653 (1) Within twenty-four (24) hours of arrest, a magistrate of the Legal Department of the Court of First Instance shall proceed, if necessary with the aid of an interpreter, to examine the foreigner as to his identity, serve on him the document supporting his arrest and record any statements he may make after warning him that he is not bound to make any, and informing him of his right to brief counsel.

(2) A report shall be drawn up of the proceedings and shall be signed by the magistrate, the interpreter if any, and by the foreigner, or shall bear a note, where necessary, that the foreigner refuses or is unable to sign.

ARTICLE 654 L'étranger est transféré dans les meilleurs délais à la maison d'arrêt du siège de la Cour d'Appel dans le ressort de laquelle il a été arrêté.

ARTICLE 655 Le Procureur Général peut, à tout moment, procéder ou faire procéder par un magistrat de son Parquet Général, dans les formes indiquées à l'article 653 ci-dessus, à un nouvel interrogatoire de l'étranger, son conseil, s'il en a un, dûment convoqué.

ARTICLE 656 Dès réception du dossier visé à l'article 651 ci-dessus, le Procureur Général, après s'être assuré de l'accomplissement des formalités prévues aux articles 653 et 654 ci-dessus, le transmet, assorti de ses réquisitions, au Président de la Cour d'Appel, qui procède à l'enrôlement de l'affaire et en fait donner notification à l'étranger et, le cas échéant, à son conseil.

ARTICLE 657 (1) La Cour instruit la demande d'extradition en Chambre du Conseil, en présence du Ministère Public, de l'étranger, assisté, le cas échéant, d'un conseil et d'un interprète. Elle vérifie si les pièces visées à l'article 650 ci-dessus ont été régulièrement produites et apprécie tous les éléments de preuve versés aux débats.

(2) Au cours de l'instruction, la Cour peut admettre comme preuve valable, les dépositions et actes obtenus sous serment des autorités compétentes de l'Etat requérant, ainsi que tous mandats, attestations, actes authentiques ou leurs copies mentionnant la condamnation.

SECTION 654 The foreigner shall without delay be transferred to the prison at the seat of the Court of Appeal within the jurisdiction of which he was arrested.

SECTION 655 The Procureur General may, at any time, examine or cause a magistrate of his department, to examine the foreigner afresh in accordance with section 653 above in the presence of his counsel duly summoned, if any.

SECTION 656 As soon as the file mentioned in section 651 is received, the Procureur General shall, after having ascertained that the formalities provided in sections 653 and 654 have been fulfilled, forward it together with his submissions to the President of the Court of Appeal who shall list the case for hearing and notify the foreigner and, where necessary, his counsel.

SECTION 657 (1) The court shall examine the application for extradition in chambers in the presence of the Legal Department and of the foreigner, and if need be, of his counsel and of an interpreter. It shall ascertain whether the documents provided under section 650 have been duly produced, and shall examine all the evidence adduced.

(2) During the inquiry, the court may accept as valid evidence all the statements and other documents obtained under oath by the competent authorities of the requesting State, as well as all warrants, attestations, authenticated documents or copies thereof mentioning the sentence.

ARTICLE 658 Au cours de l’instruction du dossier d’extradition, la Cour peut, le Procureur Général entendu, admettre l’étranger au bénéfice de la liberté provisoire, s’il présente l’une des garanties prévues à l’article 246 (g).

ARTICLE 659 (1) Si l’étranger renonce au bénéfice de la législation camerounaise sur l’extradition et consent formellement à être livré aux autorités de l’Etat requérant, la Cour lui donne acte de sa déclaration.

(2) La décision de la Cour, donnée sous la forme d’un avis en Chambre du Conseil, est transmise sans délai par le Procureur Général au Ministre chargé de la Justice qui propose à la sanction du Président de la République, un projet de décret ordonnant l’extradition.

(3) Le décret visé à l’alinéa (2) ci-dessus est notifié sans délai à l’étranger et à l’Etat requérant. Il n’est susceptible d’aucun recours.

ARTICLE 660 La Cour statue sur la demande d’extradition en Chambre du Conseil par avis motivé. Seul le Procureur Général a qualité pour attaquer cet avis devant la Cour Suprême.

ARTICLE 661 (1) En cas d’avis défavorable de la Cour, soit parce que les éléments de preuve produits sont jugés insuffisants, soit parce que les conditions légales ne sont pas remplies, soit enfin parce qu’il y a erreur sur la personne dont l’extradition est demandée, la Cour ordonne sa mise en liberté immédiate si elle n’est détenue pour autre cause.

SECTION 658 Upon examination of the application for extradition, the court may, after hearing the Procureur General, grant bail to the foreigner if he fulfils one of the conditions provided for in section 246 (g).

SECTION 659 (1) Where the foreigner renounces the right to benefit from Cameroonian legislation on extradition and formally accepts to be handed over to the requesting State, the court shall rule accordingly.

(2) The decision made in chambers shall be forwarded without delay by the Procureur General to the Minister in charge of Justice who shall submit same in the form of a draft decree ordering the extradition, to the President of the Republic for signature.

(3) The decree referred to in subsection (2) above shall be notified without delay to the foreigner and the State requesting extradition. It shall not be subject to appeal.

SECTION 660 The court shall give a reasoned ruling in chambers on the request for extradition. Only the Procureur General may appeal against this decision before the Supreme Court.

SECTION 661 (1) Where the application is dismissed, either because the evidence adduced is deemed insufficient, or because the legal conditions are not fulfilled, or because there is a mistake of identity of the person whose extradition is requested, the court shall order the immediate release of the person if there are no other reasons for detaining him.

(2) La décision de la Cour est transmise sans délai par le Procureur Général au Ministre chargé de la Justice qui propose à la sanction du Président de la République, un projet de décret portant refus de l'extradition.

ARTICLE 662 Lorsque la demande d'extradition est rejetée, l'étranger ne peut plus faire l'objet d'une extradition ultérieure vers le même pays et pour les mêmes faits.

ARTICLE 663 En cas d'avis favorable, la décision de la Cour est transmise au Procureur Général. Il est procédé comme indiqué à l'article 659 (2) et (3).

ARTICLE 664 Dans tous les cas prévus aux articles 661 et 662, le dossier est transmis par le Procureur Général au Ministre chargé de la Justice dans les meilleurs délais, pour être retourné à l'Etat requérant.

ARTICLE 665 La Cour a compétence pour autoriser la transmission à l'Etat requérant, de tout ou partie des titres, valeurs ou objets saisis sur l'étranger, même si la demande d'extradition est irrecevable, rejetée, ou ne peut plus recevoir de suite pour quelque cause que ce soit.

Elle ordonne la restitution des titres, valeurs ou objets saisis qui ne se rapportent pas aux faits imputés à l'étranger et, le cas échéant, statue sans recours sur les réclamations des tiers à leur sujet.

(2) The ruling shall be forwarded by the Procureur General without delay to the Minister in charge of Justice who shall transmit same in the form of a draft decree rejecting the extradition, to the President of the Republic for the signature.

SECTION 662 Where the application for extradition is dismissed, the foreigner may not later on be the subject of extradition to the same country for the same offence.

SECTION 663 Where the application is granted, the ruling of the court shall be forwarded to the Procureur General. He shall proceed as provided in section 659 (2) and (3).

SECTION 664 The case file shall, in all cases provided in sections 661 and 662, be transmitted by the Procureur General to the Minister in charge of Justice without delay in order to be returned to the requesting State.

SECTION 665 The court shall be competent to authorize the forwarding to the requesting Government of the whole or part of any document, securities or objects seized from the foreigner, notwithstanding the fact that the application for extradition is dismissed or can no longer be reopened for any reason whatsoever.

It shall order the restitution of documents, securities or objects seized not relevant to the offence with which the foreigner is charged, and shall decide by order not subject to appeal on any claim to them by third parties.

ARTICLE 666 L'étranger est définitivement mis en liberté et l'extradition ne peut être demandée à son encontre par le même Etat et pour les mêmes faits, si dans le délai de trois (3) mois suivant la notification du décret d'extradition à l'Etat requérant, sa remise effective n'est pas demandée par celui-ci.

Les contestations concernant l'application du présent article sont soumises à la Cour d'Appel compétente qui statue, dans les huit (8) jours, le Ministère Public entendu. Sa décision est susceptible de pourvoi devant la Cour Suprême. Seuls le Ministère Public et l'étranger intéressés peuvent former pourvoi. Les dispositions des articles 657 et suivants sont applicables.

SECTION III **DES EFFETS DE L'EXTRADITION**

ARTICLE 667 (1) Le décret accordant l'extradition spécifie que l'extradé ne peut, sauf consentement spécial ultérieur du Gouvernement camerounais, être poursuivi ou puni dans le pays requérant pour une infraction antérieure à la remise, autre que celle ayant motivé l'extradition.

(2) La restriction prévue à l'alinéa (1) n'est pas applicable à l'étranger qui a eu pendant trente (30) jours à compter de son élargissement définitif, la possibilité de quitter le territoire de l'Etat requérant.

ARTICLE 668 (1) Au cas où le Gouvernement requérant demande l'autorisation de poursuivre la personne déjà livrée, pour une infraction antérieure à l'extradition, l'avis de la Cour devant laquelle elle avait

SECTION 666 The foreigner shall be released and his extradition may no longer be requested by the same State for the same offence, if three (3) months elapse after the communication to the requesting State of the decree of extradition, without delivery of the prisoner having been requested by the representative of the requesting State.

Any dispute on the application of this section shall be brought before the competent Court of Appeal which shall, within eight (8) days, and after the submissions of the Legal Department, determine the issue. The decision of the Court of Appeal shall be subject to appeal before the Supreme Court. Only the Legal Department or the foreigner may appeal to the Supreme Court. The provisions of sections 657 and following of this code shall be applicable.

SUB CHAPTER III **EFFECTS OF EXTRADITION**

SECTION 667 (1) The decree granting extradition shall be subject to the condition that the person extradited may not, without the special consent of the Government of Cameroon, be prosecuted or punished in the requesting country for any offence committed before his being handed over, other than that for which he was extradited.

(2) However, a foreigner extradited by Cameroon, who has had thirty (30) days after his final release during which he was able to leave the territory of the requesting State, shall no longer be subjected to sub-section (1).

SECTION 668 (1) Where after extradition, the requesting Government seeks permission to prosecute the person extradited for an earlier offence, such permission may not be granted until the court

comparu est obligatoire ; il peut être formulé sur simple production des pièces transmises à l'appui de la nouvelle demande.

(2) Sont également transmises par le Gouvernement étranger et soumises à la Cour, les pièces contenant les observations de la personne extradée ou la déclaration qu'elle entend n'en présenter aucune; l'étranger peut également déposer un mémoire et se faire éventuellement assister d'un conseil de son choix.

ARTICLE 669 (1) Lorsque l'extradition a été accordée, son annulation peut être prononcée par la Cour dans le ressort de laquelle l'extradé est détenu en cas de violation de l'une des conditions prévues aux articles 643 et 644. La demande en nullité formée par l'extradé en application du présent alinéa est recevable jusqu'à l'expiration de la peine.

(2) Les juridictions ayant compétence pour connaître des demandes d'annulation d'extradition sont aussi habilitées à qualifier les faits qui ont motivé la demande d'extradition.

before which he had earlier appeared has given its opinion, but the said opinion may be given merely on the documents forwarded in support of the new application.

(2) The foreign Government shall also forward to the court for submission the remarks of the person extradited, or his declaration that he has none to make. The foreigner may also hand in written submissions, and if he so desires, be represented by counsel of his choice.

SECTION 669 (1) After extradition has been granted in favour of Cameroon, an application to nullify same shall be filed at the Court of Appeal within whose jurisdiction the person extradited is in custody, if there is a violation of any of the conditions laid down in sections 643 and 644. Application for a declaration of nullity under the foregoing subsection may be made by the person extradited at any time up to the expiry of his sentence.

(2) The courts having the aforesaid jurisdiction may also determine the nature of the offence for which the application for extradition was made.

ARTICLE 670 Au cas où l'extradition est annulée, l'extradé, s'il n'est pas réclamé par le Gouvernement requis, est mis en liberté et ne peut être poursuivi ou puni, qu'il s'agisse des faits pour lesquels il a été extradé ou de faits antérieurs, que s'il est arrêté sur le territoire camerounais après l'expiration d'un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle il lui a été légalement possible de quitter le territoire national.

ARTICLE 671 (1) Le transit sur le territoire camerounais, y compris les bateaux et aéronefs camerounais, d'une personne de nationalité quelconque extradée par un Etat tiers à un autre Etat tiers, peut être autorisé par le Ministre chargé des Relations Extérieures, sur simple demande adressée par voie diplomatique, assortie des pièces justifiant qu'il ne s'agit ni d'une infraction politique, religieuse, raciale ou tenant à la nationalité, ni d'une infraction purement militaire.

(2) Ce transit s'effectue aux frais de l'Etat requérant sous la garde, le cas échéant, d'agents camerounais.

ARTICLE 672 Les frais de procédure, de détention et de transfèrement de l'extradé sont avancés par le Trésor Public camerounais et remboursés par l'Etat requérant.

SECTION 670 Where an extradition has been declared null and void and the person extradited is not claimed back by the Government from which extradition was requested, he shall be released and may not be prosecuted or punished either for the offence in respect of which extradition was obtained or for any earlier offence, unless he was arrested in Cameroon more than thirty (30) days after the date on which it was lawfully possible for him to leave the national territory.

SECTION 671 (1) A person of any nationality extradited by any foreign State to another State may transit through Cameroonian territory, including a Cameroonian vessel or aircraft only on the authorization granted by the Minister in charge of External Relations on a simple application through diplomatic channels supported by documents showing that the offence is neither political, religious, racial nor based on the citizenship of the person concerned or is not a purely military offence.

(2) Such transit shall, if necessary, be effected under the close supervision of Cameroonian agents at the expense of the requesting State.

SECTION 672 The costs of the proceedings, custody and of extraditing the person, shall be paid by the Cameroon Public Treasury and reimbursed by the requesting State.

CHAPITRE III
DE L'EXTRADITION DEMANDEE PAR LE
GOVERNEMENT CAMEROUNAIS

ARTICLE 673 Outre celles contenues dans le présent chapitre, les dispositions des articles 637 à 640 sont applicables à l'extradition demandée par le Gouvernement camerounais.

ARTICLE 674 L'extradition demandée par le Gouvernement camerounais est soumise à la procédure suivante:

- a) le Procureur de la République transmet au Procureur Général près la Cour d'Appel un dossier comprenant, suivant le cas :
- une expédition du jugement ou de l'arrêt de condamnation ;
 - un mandat d'arrêt du Juge d'Instruction ou de la Chambre de Contrôle de l'Instruction ou de la juridiction de jugement;
 - une ordonnance de renvoi du Juge d'Instruction ou l'arrêt de renvoi de la Chambre de Contrôle de l'Instruction, s'il s'agit d'un inculpé;
 - s'il y a lieu, la copie des dispositions légales relatives à l'accomplicité, à la tentative, au cumul d'infractions et à la prescription;
 - un extrait du bulletin n° 2 du casier judiciaire ;

CHAPTER IV
EXTRADITION REQUESTED BY THE
GOVERNMENT OF CAMEROON

SECTION 673 In addition to the provisions of this chapter, sections 637 to 640 shall apply to extradition requested by the Cameroon Government.

SECTION 674 The procedure for extradition requested by the Government of Cameroon shall be as follows:

- (a) the State Counsel shall transmit a file to the Procureur General of the Court of Appeal containing, as the case may be, the following documents:
- a copy of the judgment or a warrant of imprisonment ;
 - warrant of arrest issued by the Examining Magistrate or by the Inquiry Control Chamber or the court which delivered the judgment ;
 - a committal order issued by the Examining Magistrate or a committal order issued by the Inquiry Control Chamber if the person is an accused ;
 - if necessary, a copy of the legal provisions relating to accessories, attempt, joinder of charges and prescription ;
 - an extract of bulletin n°2 of the criminal record;

- b) le Procureur Général transmet le dossier au Ministre chargé de la Justice, assorti d'un rapport énonçant les faits qui motivent la demande d'extradition et la date de la commission desdits faits ;
- c) sous réserve des conventions internationales, le Ministre chargé de la Justice transmet le dossier ainsi constitué au Ministre chargé des Relations Extérieures, qui l'achemine par voie diplomatique, au Gouvernement requis.

ARTICLE 675 L'étranger, objet d'une première extradition au bénéfice du Cameroun, ne peut faire l'objet d'une extradition par le Cameroun au profit d'un Etat tiers, sans le consentement du premier Etat. Le consentement de ce premier Etat n'est toutefois requis que si les faits à la base de la demande d'extradition présentée par l'Etat tiers ont été commis antérieurement à l'extradition accordée au Cameroun.

Le consentement visé au présent article n'est pas nécessaire si l'extradé a eu pendant un délai de trente (30) jours suivant son élargissement, la possibilité de quitter le territoire camerounais.

- (b) the Procureur General shall transmit the case file to the Minister in charge of Justice accompanied by a report stating the facts which warrant extradition and the date of commission of the offence;
- (c) subject to international conventions, the Minister in charge of Justice shall transmit the file thus prepared to the Minister in charge of External Relations who shall forward it through diplomatic channels to the requesting State.

SECTION 675 No foreigner extradited to Cameroon on request may be extradited by Cameroon to a third State without the consent of the first State. Provided that such consent shall be required only if the request by the third State is based on acts committed before the extradition to Cameroon.

Provided further that the said consent shall not be necessary if the person extradited had thirty (30) days after his final release in Cameroon within which he was able to leave the national territory.

TITRE XII
DE LA REHABILITATION

ARTICLE 676 (1) La réhabilitation est une mesure qui, sauf disposition contraire de la loi, efface la condamnation pour crime ou délit et met fin à toute peine accessoire et à toute mesure de sûreté à l'exception de l'internement dans une maison de santé et de la fermeture de l'établissement.

(2) Lorsqu'une personne a fait l'objet de plusieurs condamnations, la réhabilitation doit porter sur l'ensemble des condamnations.

ARTICLE 677 La réhabilitation est acquise, soit de plein droit, soit par décision de justice.

ARTICLE 678 La réhabilitation peut être demandée en justice par le condamné.

En cas de décès du condamné, la demande peut être suivie et même introduite par son conjoint, ses ascendants ou descendants.

Le Ministère Public peut, en cas de décès du demandeur, suivre une demande de réhabilitation déjà formulée.

PART XII
REHABILITATION

SECTION 676 (1) Rehabilitation is a measure which, unless otherwise provided by law, expunges a conviction for felony or misdemeanour. It puts an end to any accessory penalty and to any preventive measure except to confinement in a health institution and closure of an establishment.

(2) Where a person has been convicted more than once, rehabilitation shall apply to all the convictions.

SECTION 677 Rehabilitation shall be as of right or by the judgment of a court.

SECTION 678 Any convict may apply to the court for rehabilitation from a conviction.

In the case of death of the convict, the application may be followed up or even filed by his spouse, his ascendants or his descendants.

In the case of the death of the applicant, any application for rehabilitation already filed may be continued by the Legal Department.

ARTICLE 679 (1) La réhabilitation ne peut être demandée qu'après un délai de cinq (5) ans en cas de condamnation pour crime et de trois (3) ans en cas de condamnation pour délit. Ces délais courent du lendemain du jour de la libération en cas de condamnation à une peine privative de liberté ou du lendemain du jour du paiement de l'amende.

(2) Les délais prévus au présent article sont doublés si le condamné est en état de récidive.

ARTICLE 680 (1) La réhabilitation de plein droit est acquise au condamné qui n'a fait l'objet d'aucune condamnation nouvelle à l'emprisonnement pour crime ou délit dans les délais ci-après :

- cinq (5) ans pour une peine d'amende;
- dix (10) ans pour une peine unique d'emprisonnement inférieure ou égale à six (6) mois;
- quinze (15) ans pour une peine unique d'emprisonnement inférieure ou égale à deux (2) ans;
- vingt (20) ans pour une peine unique d'emprisonnement inférieure ou égale à cinq (5) ans.

(2) Le délai est de quinze (15) ans si l'ensemble des condamnations est supérieur à un (1) an mais inférieur à deux (2) ans.

(3) Les condamnations prononcées avec confusion sont considérées comme étant une condamnation unique.

SECTION 679 (1) Rehabilitation may only be applied for after five (5) years in the case of a conviction for felony and after three (3) years in the case of a conviction for misdemeanour. These time-limits shall run from the date following the day of his release in the case of a sentence to loss of liberty, or payment in the case of a fine.

(2) The time-limit prescribed in this section shall be doubled in the case of persons with a previous conviction.

SECTION 680 (1) An offender who has not had any further sentence of imprisonment for felony or misdemeanour shall as of right be rehabilitated on the expiry of the following periods:

- five (5) years, for a sentence of fine;
- ten (10) years for a single sentence of imprisonment of up to six (6) months;
- fifteen (15) years for a single sentence of up to two (2) years;
- twenty (20) years for a single sentence of up to five (5) years.

(2) The period shall be fifteen (15) years for an aggregate sentence of more than one (1) year but not more than two (2) years.

(3) Sentences ordered to run concurrently shall be counted as a single sentence.

(4) En matière d'amende, les délais courent du jour de son paiement ou de la prescription acquise. Ils courent pour les condamnations privatives de liberté, du jour de l'expiration de la peine subie compte tenu, s'il échet, des remises gracieuses ou du jour de la prescription acquise.

(5) La remise totale ou partielle d'une peine équivaut à son exécution partielle ou totale.

ARTICLE 681 Toute personne réhabilitée qui a fait l'objet d'une nouvelle condamnation n'est recevable à demander sa réhabilitation qu'à l'expiration d'un délai de quinze (15) ans.

ARTICLE 682 (1) Pour être réhabilité, le condamné doit justifier du paiement des frais de justice. Il doit en outre justifier du paiement des dommages-intérêts ou de la remise de ceux-ci. A défaut, il doit établir qu'il a subi la contrainte par corps au titre de la condamnation civile.

(2) Le condamné pour banqueroute frauduleuse doit justifier du paiement du passif de la faillite en capital, intérêts et frais ou de la remise qui lui en a été faite.

(3) Si la partie civile ne peut être retrouvée, les sommes qui lui sont dues sont payées à son représentant ou, à défaut, versées au compte des dépôts et consignations.

(4) Si le condamné prétend que la partie civile a refusé de recevoir les sommes qui lui sont dues, il doit rapporter la preuve du refus et verser lesdites sommes au compte des dépôts et consignations.

(4) The said periods shall run, in the case of a sentence of fine, from the date of payment or of prescription, and in the case of loss of liberty, from the date of expiry of the sentence, taking into consideration any remission or prescription.

(5) The partial or total remission of a sentence shall amount to its partial or total execution.

SECTION 681 Any person who has been rehabilitated and who has been convicted again shall not be allowed to apply for rehabilitation except after the expiry of fifteen (15) years.

SECTION 682 (1) In order to be rehabilitated a convict shall show proof that he has paid all costs and damages or of any reduction thereof granted to him. In the absence of such proof, he shall prove that he served imprisonment in default of payment.

(2) Where he is convicted of fraudulent bankruptcy, he shall prove the discharge of his liabilities relating to capital, interest and expenses or prove that a reduction was granted to him.

(3) Where the civil party cannot be found, the monies due to him shall either be paid to his representative or in default, into the deposit account.

(4) Where the convict claims that the civil party has refused to accept the money due to him, he shall show proof of such refusal and pay the said money into the deposit account.

(5) La prescription quadriennale n'est pas applicable en cette matière.

ARTICLE 683 La Cour d'Appel du lieu de résidence du condamné est compétente en matière de réhabilitation.

ARTICLE 684 (1) Le condamné adresse la demande de réhabilitation au Procureur de la République du lieu de sa résidence en indiquant où il a résidé depuis sa libération.

(2) A la demande de réhabilitation sont annexés:

- une copie de la décision de condamnation;
- un extrait de casier judiciaire;
- tous autres documents utiles justifiant du paiement des amendes, des frais de justice et des dommages-intérêts.

ARTICLE 685 En vue de l'instruction de la demande de réhabilitation, le Procureur de la République se fait délivrer:

- une expédition du jugement de condamnation;
- un extrait du registre des punitions de la prison où la peine a été exécutée, exposant la conduite du condamné;
- un extrait du bulletin n° 1 du casier judiciaire du condamné.

Il transmet le dossier, assorti de son avis, au Procureur Général près la Cour d'Appel.

(5) The prescriptive time-limit of four (4) years shall not be applicable in this matter.

SECTION 683 The Court of Appeal of the place of residence of the convict shall be competent in matters of rehabilitation.

SECTION 684 (1) The convict shall address his application for rehabilitation to the State Counsel of his place of residence and shall indicate therein where he has lived since his release.

(2) To the application shall be annexed:

- a copy of the judgment convicting him;
- an extract of his criminal record;
- any other necessary documents, showing that he has paid fines, costs and damages.

SECTION 685 In order to process the application for rehabilitation, the State Counsel shall ensure that he is given:

- a copy of the judgment convicting the accused;
- an extract from the punishment register of the prison where the sentence was served, attesting to the conduct of the convict;
- an extract of bulletin n°1 of the criminal record of the convict.

He shall forward the file with his opinion to the Procureur General of the Court of Appeal.

ARTICLE 686 Le Procureur Général saisit la Cour d'Appel du dossier de réhabilitation. La Cour statue en audience publique dans les deux (2) mois de sa saisine, le Procureur Général, le condamné et/ou son conseil dûment entendus.

ARTICLE 687 En cas de rejet de la demande, une nouvelle demande ne peut être introduite avant l'expiration d'un délai de trois (3) ans, à moins que le rejet de la première n'ait été motivé par l'inobservation des délais prévus à l'article 680.

ARTICLE 688 (1) Lorsque la demande de réhabilitation est admise, mention est faite aux différents fichiers du casier judiciaire. Dans ce cas, l'extrait du casier judiciaire ne doit plus mentionner la condamnation effacée.

(2) Le réhabilité peut se faire délivrer, sans frais, une copie de l'arrêt de réhabilitation.

(3) Un extrait de l'arrêt de réhabilitation est, à la diligence du Procureur Général, transcrit en marge du jugement ou de l'arrêt de condamnation.

SECTION 686 The Procureur General shall seize the Court of Appeal of the application for rehabilitation. The court shall, in a public session, give a ruling within two (2) months from the date it was seised of the matter, after duly hearing the Procureur General, the convict and/or his counsel.

SECTION 687 Where an application is dismissed, a new one may not be filed before the expiry of three (3) years unless the reason for dismissing the first one is that it was made in disregard of the time-limit provided for in section 680.

SECTION 688 (1) Where the application is granted, a note thereof shall be made on the various index cards of the criminal record. In this case, the extract of the criminal record shall no longer mention the expunged conviction.

(2) The person rehabilitated may obtain, without costs, a copy of the rehabilitation order.

(3) An extract of the order of rehabilitation shall at the instance of the Procureur General at the Court of Appeal be recorded in the margin of the decision convicting or upholding the conviction of the appellant.

ARTICLE 689 (1) a) La réhabilitation ne restitue pas de plein droit les décorations et ne réintègre pas d'office dans les ordres dont le réhabilité aurait été déchu. Les mesures de police et de sûreté frappant le condamné ne sont pas effacées.

b) Le montant des condamnations pécuniaires et confiscations versé par le réhabilité reste acquis au Trésor Public.

(2) La réhabilitation ne réintègre pas de plein droit dans les fonctions ou emplois publics, grades, offices publics ou ministériels ni ne donne lieu à reconstitution de carrière.

Toutefois, la personne réhabilitée retrouve, si elle en a été déchu, les droits suivants : puissance paternelle, droit de tutelle, droits électoraux et droit de témoigner en justice.

(3) La réhabilitation ne fait pas obstacle aux demandes de révision tendant à établir l'innocence du réhabilité.

ARTICLE 690 L'arrêt de la Cour d'Appel peut être déféré à la Cour Suprême dans les formes et délais ordinaires.

SECTION 689 (1) (a) Rehabilitation shall not as of right restore any decoration nor automatically reintegrate the person rehabilitated in any orders forfeited. Police supervisory and security measures against the convict shall remain enforceable.

(b) Amounts paid in satisfaction of pecuniary fines and confiscations from the person rehabilitated shall remain with the Public Treasury and not be refundable.

(2) Rehabilitation shall not as of right reinstate anyone in the public service or employment, rank, public or ministerial offices nor shall it give rise to any reconstitution of his career.

However, the person rehabilitated shall recover the rights which were forfeited such as parental authority, guardianship, electoral rights and the right to appear as a witness in court.

(3) Rehabilitation shall not bar an application for review of judgment with a view to establishing innocence.

SECTION 690 The judgment of the Court of Appeal may be appealed against to the Supreme Court in the prescribed manner and within the prescribed time-limit.

TITRE XIII
DE LA LIBERATION CONDITIONNELLE

CHAPITRE I
DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 691 (1) La libération conditionnelle est la mise en liberté anticipée du condamné à une peine privative de liberté, ou soumis, par la décision de condamnation, à une mesure de sûreté de même nature.

Elle est accordée et révoquée par décret.

(2) Un décret fixe les conditions générales et les modalités de l'octroi et de la révocation de la libération conditionnelle.

(3) La mise en liberté anticipée du condamné, si elle n'a pas été révoquée, devient définitive à l'expiration de la durée de la peine.

CHAPITRE II
DE LA SUSPENSION DES MESURES

ARTICLE 692 Le décret de libération conditionnelle peut surseoir à l'exécution des mesures d'internement dans une maison spéciale de santé, de relégation, de surveillance et d'assistance post-pénales ou d'interdiction de l'exercice d'une profession, qui font suite à la peine principale. Cette suspension devient définitive cinq (5) ans après l'expiration de la peine principale.

PART XIII
RELEASE ON LICENCE

CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

SECTION 691 (1) Release on licence shall mean the premature release of a person sentenced to loss of liberty or subjected to a security measure of the same nature by the court decision. Both grant and revocation of such licence shall be by decree.

(2) The general conditions and detailed procedure for grant and revocation of release on licence shall be prescribed by decree.

(3) Release on licence not revoked shall become final on expiry of the term of imprisonment.

CHAPTER II
SUSPENSION OF MEASURES

SECTION 692 The decree granting release on licence may also suspend enforcement of any order of confinement in a special health establishment or of preventive confinement, or of post-penal supervision and assistance, or of banned occupation which would follow on release from the principal penalty. Such suspension shall become final five (5) years after the expiry of the principal penalty.

CHAPITRE III
DES CONDITIONS D'OCTROI

ARTICLE 693 (1) La libération conditionnelle ne peut être accordée au condamné qu'après l'accomplissement de la moitié de sa peine ou de la moitié de l'ensemble des peines en cas de cumul, compte tenu, s'il échet, des mesures de grâce. Elle ne peut être accordée au récidiviste qu'après l'accomplissement des deux tiers de sa peine.

(2) La libération conditionnelle ne peut être accordée au relégué qu'après cinq (5) ans.

CHAPITRE IV
DE LA REVOCATION

ARTICLE 694 (1) La libération conditionnelle peut être révoquée en cas de condamnation pour crime ou délit commis ultérieurement ou d'inobservation des conditions générales ou spéciales de la libération

(2) En cas de révocation, le temps passé en libération conditionnelle n'est pas imputé sur le reste de la peine à subir.

CHAPTER III
CONDITIONS FOR GRANT

SECTION 693 (1) Release on licence from a principal penalty may not be granted before service of half of the sentence, or of the aggregate of consecutive sentences, regard being had to remissions, if any. Where there are previous convictions, the convict may not be released before service of two thirds of the sentence or sentences.

(2) Release on licence from preventive confinement may not be granted before service of five (5) years of the sentence.

CHAPTER IV
REVOCATION

SECTION 694 (1) Release on licence may be revoked on conviction for felony or misdemeanour later committed or for breach of any of the general or special conditions of the licence.

(2) In case of revocation the period of liberty shall not be counted in the duration of the sentence.

TITRE XIV
DES CRIMES ET DELITS COMMIS A L'ETRANGER

ARTICLE 695 (1) a) Les juridictions camerounaises sont compétentes pour juger tout camerounais ou résident qui, hors du territoire national, s'est rendu coupable, comme auteur, co-auteur ou complice d'un fait qualifié crime ou délit par la loi camerounaise, à condition qu'il soit punissable par la loi du lieu de commission.

- b) Toutefois, l'action publique ne peut être mise en mouvement autrement que par le Ministère Public, à la suite d'une plainte de la victime de l'infraction ou d'une dénonciation officielle au Gouvernement de la République par le Gouvernement du pays où le fait a été commis.

(2) Les dispositions du présent article sont applicables au camerounais qui n'a acquis cette qualité que postérieurement au fait qui lui est imputé.

ARTICLE 696 (1) Quiconque, sur le territoire national s'est rendu complice d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger, a conspiré sa commission, ou a tenté de le commettre, peut être poursuivi et jugé au Cameroun suivant la loi camerounaise, si le fait principal est puni à la fois par la loi étrangère et par la loi camerounaise, et à la condition que l'existence du fait principal ait été établie par une décision définitive émanant d'une juridiction étrangère compétente.

PART XIV
FELONIES AND MISDEMEANOURS
COMMITTED ABROAD

SECTION 695 (1) (a) Cameroonian courts shall be competent to try any Cameroonian national or any resident who either as a principal or accessory, has committed abroad any offence considered to be a felony or misdemeanour, by the laws of Cameroon on condition that it is punishable by the law of the place of commission.

- (b) However criminal proceedings shall be instituted only by the Legal Department and only after a complaint by the victim or an official request to the Government of the Republic of Cameroon by the Government of the place of commission of the offence.

(2) This section shall apply to persons of Cameroon nationality who acquired their citizenship after the alleged offence.

SECTION 696 (1) Any person in Cameroon who commits a felony or a misdemeanour abroad or has been an accessory to such an offence or attempted to commit it, may be prosecuted and tried in Cameroon in accordance with the laws of Cameroon, if the principal offence is punishable both by Cameroon law and by the law of the place of commission, and on condition that the existence of the principal offence has been established by a final decision emanating from a competent foreign court.

(2) Peut également être poursuivi et jugé au Cameroun, quiconque s'est rendu complice à l'étranger d'un crime ou d'un délit commis dans le territoire de la République du Cameroun.

ARTICLE 697 Est entachée de nullité d'ordre public toute poursuite intentée en application des articles 696 et 697 qui précèdent si :

- a) les conditions de l'article 695 (1) b) ne sont pas réunies ;
- b) l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement pour les mêmes faits à l'étranger et, en cas de condamnation, qu'il a, conformément aux lois de l'Etat où il a été condamné, exécuté sa peine, ou que celle-ci est prescrite, ou qu'il a bénéficié d'une mesure de grâce;
- c) l'action publique est prescrite ou éteinte par amnistie ou de toute autre manière au regard de la loi de l'Etat où les faits ont été commis, ou serait prescrite ou éteinte au regard de la loi camerounaise si les faits avaient été commis au Cameroun.

ARTICLE 698 Les poursuites peuvent être exercées soit devant le Tribunal du lieu où réside la personne poursuivie, soit devant le Tribunal du lieu de sa dernière résidence connue au Cameroun.

Toutefois, la Cour Suprême peut, sur requête du Procureur Général, ordonner le renvoi de l'affaire devant une autre juridiction dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice.

(2) Any person who has been an accessory abroad to any felony or misdemeanour committed in the Republic of Cameroon may be prosecuted in Cameroon.

SECTION 697 Any proceedings instituted in pursuance of the provisions of sections 695 and 696 above shall be null and void where :

- (a) the conditions of section 695 (1) (b) are not fulfilled;
- (b) the defendant is able to show that he was tried for the same offence abroad and that the judgment of the court was final and further more that any sentence passed on him was served or time-barred or that he was granted a pardon ;
- (c) prosecution is time-barred or has been expunged by amnesty or by other means pursuant to the laws of the country where the offence was committed or would have been prescribed or expunged in accordance with the laws of Cameroon, had the offence been committed in Cameroon.

SECTION 698 Action may be taken either before the competent court in the place where the accused resides, or before the competent court in his last known place of abode in Cameroon.

Notwithstanding the foregoing, the Supreme Court, acting on the request of the Procureur General, may order the case to be transferred to another jurisdiction in the interest of justice.

ARTICLE 699 Est réputée commise au Cameroun :

- a) toute infraction dont un acte caractérisant un des éléments constitutifs a été commis sur le territoire de la République du Cameroun ;
- b) toute infraction de contrefaçon ou altération du sceau de la République du Cameroun ou de monnaie ayant cours légal sur son territoire ;
- c) toute infraction à la législation sur les stupéfiants, les substances psychotropes et les précurseurs ;
- d) toute infraction à la législation sur les déchets toxiques ;
- e) toute infraction à la législation sur le terrorisme ;
- f) toute infraction à la législation sur le blanchiment des capitaux.

SECTION 699 An offence shall be considered as having been committed in Cameroon :

- (a) where one of the ingredients of the offence was committed in the Republic of Cameroon;
- (b) where it is an offence of fraudulently changing the seal of the Republic of Cameroon or any counterfeiting of currency being legal tender in Cameroon ;
- (c) where it is an offence against the law relating to narcotic drugs, psychotropic substances and precursors ;
- (d) where it is an offence against the law relating to toxic wastes ;
- (e) where it is an offence against the law relating to terrorism;
- (f) where it is an offence against the law relating to money laundering.

TITRE XV
DE LA POURSUITE ET DU JUGEMENT
DES MINEURS

CHAPITRE I
DE LA MISE EN MOUVEMENT DE
L'ACTION PUBLIQUE

ARTICLE 700 (1) L'information judiciaire est obligatoire en matière de crime et de délit commis par les mineurs de dix-huit (18) ans.

(2) Lorsqu'un crime ou un délit est reproché à un mineur de dix-huit (18) ans, l'information est faite selon les règles de droit commun, sous réserve des dispositions ci-après.

(3) Sauf en matière de contravention, le mineur ne peut être poursuivi par voie de citation directe.

(4) Le Procureur de la République ou le Juge d'Instruction avise les parents, tuteur ou gardien du mineur des poursuites engagées contre celui-ci.

ARTICLE 701 (1) Le Juge d'Instruction effectue toutes diligences et investigations utiles à la connaissance de la personnalité du mineur.

PART XV
PROSECUTION AND TRIAL
OF JUVENILES

CHAPTER I
INSTITUTION OF PROSECUTION

SECTION 700 (1) A preliminary inquiry shall be compulsory for a felony or a misdemeanour committed by minors aged less than eighteen (18) years.

(2) Where a minor aged less than eighteen (18) years is accused of committing a felony or misdemeanour, preliminary inquiry shall be carried out in accordance with the rules of ordinary law subject to the provisions of this part:

(3) Except in the case of a simple offence, an infant shall not be prosecuted by direct summons.

(4) The State Counsel or the Examining Magistrate shall inform the parents, guardian or custodian of the infant that proceedings have been instituted against the minor.

SECTION 701 (1) The Examining Magistrate shall carry out all measures of investigation necessary to reveal the personality of the minor.

(2) a) Il peut notamment ordonner une enquête sociale sur la situation matérielle et morale de la famille, le caractère et les antécédents du mineur, sa fréquentation scolaire, son comportement ainsi que sur les conditions dans lesquelles il a été élevé.

b) Il charge de cette enquête le service social ou, à défaut, toute autre personne qualifiée.

(3) Le Juge d'Instruction peut ordonner un examen médical et, s'il y a lieu, un examen médico psychologique.

(4) Il peut, par ordonnance motivée, décider le placement du mineur dans un centre d'accueil ou dans un centre d'observation.

ARTICLE 702 (1) Le Juge d'Instruction peut confier la garde du mineur à :

- a) ses parents, tuteur, gardien ou toute autre personne digne de confiance;
- b) un centre d'accueil ou d'observation;
- c) une institution spécialisée;
- d) un établissement de formation professionnelle ou de soins.

(2) (a) He may, in particular, order a social investigation into the material and moral situation of the family of the minor, his character and antecedents, his attendance at school and general behaviour, and the conditions of his up-bringing.

(b) He shall entrust the investigation to the social welfare service or failing this, to any other qualified person.

(3) The Examining Magistrate may order a medical examination and any psychiatric tests, if need be.

(4) He may, by a reasoned ruling, decide to place the minor in a welfare reception centre or in an observation centre.

SECTION 702 (1) The Examining Magistrate may entrust the custody of a minor to:

- (a) his parents, guardian, custodian or any other trustworthy person;
- (b) a welfare centre or an observation home;
- (c) any specialized institution;
- (d) a vocational training or health centre.

(2) L'ordonnance de mise sous garde du mineur est toujours motivée. Elle en précise la durée, qui expire au plus tard à la date du jugement.

(3) La mesure de garde du mineur est prise dans l'intérêt supérieur de celui-ci et peut être révoquée ou révisée à tout moment.

ARTICLE 703 (1) A défaut d'acte de naissance, l'âge est déterminé par un médecin, qui délivre un certificat médical d'âge apparent.

(2) Lorsque seule l'année de naissance d'une personne est connue, celle-ci est présumée née le 31 décembre de ladite année.

CHAPITRE II **DE LA DETENTION PROVISOIRE DES MINEURS**

ARTICLE 704 Le mineur de douze (12) à quatorze (14) ans ne peut faire l'objet d'un mandat de détention provisoire qu'en cas d'assassinat, de meurtre ou de coups mortels.

ARTICLE 705 Le mineur de quatorze (14) à dix-huit (18) ans ne peut faire l'objet d'un mandat de détention provisoire que si cette mesure paraît indispensable.

(2) Any order to place a minor in one of the institutions mentioned in sub-section (1) shall always state the reasons for the custody and shall specify the duration thereof not to exceed the date when judgment is delivered.

(3) Measures of custody of a minor shall be taken in the best interest of the minor, and may be cancelled or changed at any time.

SECTION 703 (1) In the absence of a birth certificate of the infant, his age shall be determined by a medical officer who shall issue a medical certificate of apparent age.

(2) Where only the year of birth of a person is known, he shall be presumed to have been born on the 31st day of December of that year.

CHAPTER II **TEMPORARY DETENTION OF JUVENILES**

SECTION 704 A minor of twelve (12) to fourteen (14) years of age shall not be remanded in custody, except when he is accused of capital murder or of assault occasioning death.

SECTION 705 A minor aged between fourteen (14) and eighteen (18) may be remanded in custody only if this measure is considered indispensable.

ARTICLE 706 (1) Le mineur ne peut être détenu que dans :

- un établissement de rééducation ;
- un quartier spécial d'une prison habilitée à accueillir des mineurs.

(2) A défaut d'un établissement de rééducation ou de quartier spécial, le mineur peut être détenu dans une prison pour majeurs mais doit être séparé de ceux-ci.

ARTICLE 707 En cas de transfèrement de mineurs, de comparution devant le Juge d'Instruction ou devant le Tribunal, des dispositions doivent être prises pour empêcher tout contact avec des détenus majeurs ou avec le public.

ARTICLE 708 Lorsqu'un mineur est laissé en liberté, le Juge d'Instruction ou le Tribunal peut exiger :

- son engagement écrit de bien se conduire et de comparaître chaque fois qu'il en sera requis ;
- l'engagement sous caution des père, mère, tuteur ou gardien du mineur, de garantir sa représentation en justice ;
- l'engagement sur parole de toute personne digne de confiance, de garantir sa représentation en justice.

SECTION 706 (1) Infants shall be detained only in:

- a Borstal institution;
- a special section of a prison meant for the detention of minors.

(2) Where there is no Borstal institution or special section of a prison, the infant may be detained in a prison for adults but must be separated from them.

SECTION 707 Where minors are being transferred, or when they are brought before an Examining Magistrate or before the court, steps shall be taken to prevent any contact with adult detainees, or with the public.

SECTION 708 When an infant is released on bail, the Examining Magistrate or the court may require:

- a written undertaking binding him over to be of good behaviour and to appear at any time when he is required to do so;
- a recognizance entered into by his father, mother, guardian or custodian to guarantee his appearance in court when so required;
- an oral engagement by any person worthy of trust, guaranteeing the minor's appearance in Court.

CHAPITRE III
**DE LA COMPOSITION DU TRIBUNAL DE
 PREMIERE INSTANCE STATUANT EN MATIERE
 DE DELINQUANCE JUVENILE**

ARTICLE 709 (1) Le Tribunal de Première Instance statuant en matière de délinquance juvénile est composé :

- d'un magistrat du siège, Président ;
- de deux assesseurs, membres ;
- d'un représentant du Ministère Public ;
- d'un greffier.

(2) Les assesseurs titulaires et suppléants sont nommés pour deux (2) ans par acte conjoint des Ministres chargés respectivement de la Justice et des Affaires Sociales. Ils sont choisis parmi les personnes de l'un ou de l'autre sexe, âgées de trente (30) ans au moins, de nationalité camerounaise et connues pour l'intérêt qu'elles portent aux questions de l'enfance ou pour leur compétence en la matière.

(3) Avant d'entrer en fonction, les assesseurs titulaires et suppléants prêtent serment devant le Tribunal de Première Instance, de bien et loyalement remplir leurs fonctions et de garder scrupuleusement le secret des délibérations.

(4) Il est dressé procès-verbal de cette prestation de serment.

CHAPTER III
**COMPOSITION OF THE COURT OF FIRST INSTANCE
 SITTING IN CASES OF JUVENILE DELINQUENCY**

SECTION 709 (1) The Court of First Instance sitting in cases of juvenile delinquency shall comprise:

- a magistrate of the bench, President;
- two Assessors, members;
- a Representative of the Legal Department;
- a Registrar.

(2) Assessors and alternate assessors shall be appointed for a term of two (2) years by a joint decision of the Ministers in charge of Justice and of Social Affairs. They shall be chosen from among persons of both sexes of Cameroonian nationality aged thirty (30) years at least, and who are known for the interest they take in matters affecting juveniles or for their competence in that field.

(3) Prior to assuming their duties, they shall take oath before the Court of First Instance to be true and loyal in the discharge of their duties and scrupulously keep the secrets of deliberations.

(4) A report on the oath-taking shall be made.

ARTICLE 710 Les assesseurs ont voix délibérative sur les peines et les mesures à prononcer contre le mineur.

Ils sont consultés sur toutes les autres questions.

ARTICLE 711 Lorsque dûment convoqués, les assesseurs ne se présentent pas, le Président, après avoir constaté leur carence, siège seul ; mention du tout est faite dans le jugement.

ARTICLE 712 Il est tenu au greffe du Tribunal de Première Instance, un registre spécial dans lequel sont mentionnées toutes les décisions concernant les mineurs de dix-huit (18) ans.

CHAPITRE IV **DE LA COMPETENCE**

ARTICLE 713 Le Tribunal de Première Instance statuant en matière de délinquance juvénile est compétent pour connaître de tous les crimes, délits et contraventions commis par le mineur âgé de plus de dix (10) ans et de moins de dix-huit (18) ans. Toutefois, lorsqu'il existe des complices ou co-auteurs majeurs, la juridiction de droit commun est seule compétente.

SECTION 710 Assessors shall have the right to deliberate and vote on the sentences and measures to be taken against the infant.

They shall be consulted on all other issues.

SECTION 711 Where the assessors who are duly summoned fail to be present, the President shall, after ascertaining their absence, sit alone and mention of this fact shall be made in the judgment.

SECTION 712 A special register shall be kept in the registry containing all decisions relating to infants of less than eighteen (18) years.

CHAPTER IV **COMPETENCE**

SECTION 713 The Court of First Instance sitting in cases of juvenile delinquency shall be competent to try all felonies, misdemeanours and simple offences committed by minors aged more than ten (10) years but less than eighteen (18) years of age. However, where there are accomplices or co-offenders who are adults, only the ordinary law courts shall be competent to hear the case.

ARTICLE 714 Est compétent, le Tribunal :

- du lieu de la commission de l'infraction ;
- du domicile du mineur ou de ses parents, tuteur ou gardien;
- du lieu où le mineur aura été trouvé ;
- du lieu où le mineur a été placé à titre provisoire ou définitif.

ARTICLE 715 Les dispositions de l'article 59 ci-dessus sont applicables à la poursuite des mineurs.

ARTICLE 716 Lorsque le mineur est impliqué dans la même cause qu'une ou plusieurs personnes majeures, l'information judiciaire est faite suivant les règles du droit commun, sous réserve des dispositions des articles 701 et suivants du présent code.

CHAPITRE V **DU JUGEMENT**

ARTICLE 717 Le Tribunal ne prend connaissance du dossier social établi conformément aux dispositions de l'article 702 (2) qu'après la déclaration de culpabilité.

ARTICLE 718 (1) Le Président du Tribunal explique au mineur, dans un langage simple, la substance de l'infraction qui lui est reprochée. Ensuite, il lui demande s'il reconnaît en être l'auteur ou y avoir participé.

SECTION 714 The following courts shall be competent to try minors :

- the court of the place where the offence is committed;
- the court of the place of residence of his parents, custodian or guardian ;
- the court of the place where the minor has been found;
- the court of the place where the minor has been placed permanently or provisionally.

SECTION 715 The provisions of section 59 above shall be applicable in cases of prosecution of minors.

SECTION 716 Where an infant is involved in the same case as one or more adults, the preliminary inquiry shall be carried out in conformity with the rules of ordinary law, subject to the provisions of sections 701 and following of this code.

CHAPTER V **TRIAL**

SECTION 717 The court shall take cognizance of the social welfare report drawn up in accordance with section 702 (2) only after the infant has been found guilty.

SECTION 718 (1) The presiding magistrate shall explain to the minor in simple language the nature of the charges brought against him. Then, he shall enquire whether he admits the commission of the offence either as a principal or accessory.

(2) Quelle que soit la réponse, le Tribunal doit :

- entendre les dépositions des témoins ;
- permettre au mineur ou à ses représentants de poser toute question nécessaire aux témoins ;
- entendre toute déclaration que voudrait faire le mineur ; dans ce cas, il incombe au Président de poser, aux témoins et éventuellement au mineur, les questions qu'il juge utiles.

SECTION I **DU JUGEMENT CONTRADICTOIRE**

ARTICLE 719 (1) Le Tribunal de Première Instance statuant en matière de délinquance juvénile applique la procédure de droit commun, sous réserve des dispositions des articles 721 et suivants.

(2) Le mineur doit être assisté d'un avocat ou de toute autre personne qualifiée dans la protection des droits de l'enfant.

(3) Si le mineur n'a pas de conseil, il lui en est désigné un d'office, par le Tribunal.

(4) Lorsque le conseil du mineur, convoqué par tout moyen laissant trace écrite, ne se présente pas deux fois de suite à l'audience et ne justifie pas son absence, le Tribunal passe outre sa présence ; mention du tout est faite au plumeau d'audience et dans le jugement.

(2) Irrespective of the infant's reply, the court shall:

- hear the testimonies of witnesses;
- enable the minor or his representatives to put relevant questions to the witnesses;
- hear any statement the minor himself may wish to make, in which case the presiding magistrate shall put questions to the witnesses, or to the minor as he deems fit.

SUB-CHAPTER I **FULL TRIAL**

SECTION 719 (1) The Court of First Instance sitting in cases of juvenile delinquency shall apply the procedure applicable in ordinary courts subject to the provisions of sections 721 and following.

(2) A minor shall be assisted by counsel or by any other person who is a specialist in the protection of children's rights.

(3) Where the minor has no counsel, the court shall, of its own motion, assign one to him.

(4) Where the minor's counsel, who has been summoned by all means with written proof, does not attend two consecutive court sessions, the court shall hear and determine the matter in his absence. Mention of this fact shall be made in the record book and in the judgment.

ARTICLE 720 (1) A peine de nullité du jugement à intervenir, le huis clos est obligatoire devant toute juridiction appelée à connaître d'une affaire dans laquelle un mineur est impliqué.

(2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa (1), sont seuls admis à assister aux débats : les parents, tuteur, avocats, représentants des services ou institutions s'occupant des problèmes de l'enfance et des délégués à la liberté surveillée.

Toutefois, le Président peut :

- a) autoriser les représentants des organisations de protection des droits de l'homme et de l'enfant à assister aux débats ;
- b) lire le dossier social établi conformément aux dispositions de l'article 701 et poser au mineur, à ses parents, à son tuteur ou à son gardien toutes questions qui en découlent.

(3) Le Président peut, à tout moment, ordonner que le mineur se retire pendant tout ou partie de la suite des débats. Il peut en outre ordonner aux témoins de se retirer après leur audition.

SECTION 720 (1) Under pain of the trial being declared a nullity, the hearing of any matter in which a juvenile is implicated shall be in camera.

(2) Notwithstanding the provisions of subsection (1), the only persons entitled to attend the hearing shall be the parents, the infant's custodian or guardian as well as the witnesses, counsel, the representatives of services or institutions dealing with problems relating to children and probation officers.

However the presiding magistrate may:

- (a) authorize the presence of the representatives of organizations responsible for the protection of human rights and the right of the child at the hearing ;
- (b) read out the statement of the social welfare officer drawn up pursuant to section 701 and put any question relevant to this information either to the infant himself or to his parents or guardian.

(3) The presiding magistrate may, at any time, request the infant to withdraw during all or part of the rest of the hearing. He may likewise order the witnesses to withdraw after giving evidence.

ARTICLE 721 (1) Le Tribunal ne peut surseoir à statuer que dans les cas suivants :

- a) s'il n'a pu établir l'âge exact du mineur ;
- b) s'il estime devoir ordonner un examen médical, médico-psychologique ou une enquête complémentaire ;
- c) s'il juge nécessaire d'accorder une période d'épreuve.

(2) Le jugement est rendu en audience publique, en présence du mineur. Il peut être publié, à condition toutefois que le nom du mineur ne puisse être indiqué, même par initiales, et qu'aucun renseignement personnel ou familial le concernant ne soit précisé, sous peine des sanctions prévues à l'article 198 du Code Pénal.

ARTICLE 722 Le Tribunal peut ordonner la restitution des biens ou objets placés sous main de justice.

SECTION II **DU JUGEMENT PAR DEFAUT**

ARTICLE 723 (1) Lorsqu'un mineur est en fuite ou a disparu, le Tribunal peut ordonner toutes mesures tendant à s'assurer de sa personne. Il peut notamment, par décision motivée, ordonner que le mineur soit conduit et retenu dans un centre pénitentiaire, dans les conditions prévues au présent titre.

SECTION 721 (1) The court shall not stay the trial except in the following cases:

- (a) where the minor's age cannot be ascertained;
- (b) where it is deemed necessary to proceed to a further medical examination, medico psychological or further inquiry;
- (c) if it is deemed necessary to fix an observation period.

(2) Judgment shall be pronounced at a public hearing in the presence of the minor and may be published provided that no mention be made of the minor's name or initials and that no personal or family particulars be disclosed concerning him, under pain of the penalties provided for in section 198 of the Penal Code.

SECTION 722 The court may also order the restitution of any goods or chattels impounded by law.

SUB-CHAPTER II **JUDGMENT IN DEFAULT**

SECTION 723 (1) Where a minor has absconded or disappeared, the court may order any measures which it deems necessary to ensure the appearance of the infant in court. It may in particular, by a reasoned decision, order that the infant be brought and detained in a prison subject to the conditions provided for in this section.

(2) Le mineur doit comparaître dans le plus bref délai, devant le Tribunal qui a rendu la décision visée à l'alinéa (1).

(3) Si le mineur ne peut être retrouvé et que les intérêts des tiers nécessitent le jugement de l'affaire, le Tribunal statue par défaut.

CHAPITRE VI **DES MESURES ET PEINES APPLICABLES**

ARTICLE 724 Si le mineur âgé de quatorze (14) ans ou moins est déclaré coupable, le Tribunal doit lui adresser une admonestation avant de prononcer l'une des mesures suivantes :

- a) l'attribution de sa garde à ses parents, tuteur, gardien ou à toute autre personne digne de confiance ;
- b) la liberté surveillée ;
- c) le placement dans un établissement de formation professionnelle ou de soins ;
- d) le placement dans une institution spécialisée ;
- e) l'engagement préventif.

ARTICLE 725 (1) Si le mineur de plus de quatorze (14) ans et de moins de dix-huit (18) ans est déclaré coupable, le Tribunal, par décision motivée :

(2) The minor shall appear at the earliest possible date before the court which made the decision referred to in subsection (1).

(3) Where the minor cannot be found and the interest of third parties requires that the matter be adjudicated upon, the minor shall be tried in absentia.

CHAPTER VI **APPLICABLE MEASURES AND PENALTIES**

SECTION 724 If a minor aged fourteen (14) years or less is found guilty, the court shall admonish him before ordering one of the following measures:

- (a) entrusting the infant to the custody of his parents, guardian, custodian or to any trustworthy person;
- (b) placing him on probation;
- (c) placing him in a vocational or health centre;
- (d) placement in a specialised institution;
- (e) requiring him to enter into a preventive recognizance.

SECTION 725 (1) Where a minor aged more than fourteen (14) years but less than eighteen (18) years is found guilty, the court shall, by a reasoned decision :

- a) prononce une peine dans les conditions prévues aux articles 80 (3) et 87 du Code Pénal ;
- b) ordonne l'une des mesures prévues à l'article 724.

(2) a) Lorsqu'une peine d'emprisonnement ferme est prononcée, elle ne peut être assortie que de la mesure de liberté surveillée.

- b) La mesure de liberté surveillée prend effet au terme de la peine d'emprisonnement.

ARTICLE 726 (1) Lorsqu'une des mesures prévues aux articles 724 et 725 a été décidée, le jugement ordonne le placement du mineur pour tout le temps nécessaire à son éducation, jusqu'à sa majorité civile.

(2) Un mineur est censé, pendant qu'il se trouve placé dans une institution habilitée ou qu'il est en permission accordée par le Directeur de ladite institution, être légalement détenu. S'il s'évade ou ne réintègre pas l'institution, mandat d'arrêt est décerné contre lui, et il est ramené à l'institution.

(3) Le Tribunal peut, avant de décider au fond, ordonner la mise en liberté surveillée à titre provisoire, pour une période d'épreuve dont il fixe la durée.

ARTICLE 727 Les décisions des juridictions statuant en matière de délinquance juvénile sont dispensées du droit de timbre et enregistrées gratis.

- (a) pass sentence in accordance with the provisions of sections 80 (3) and 87 of the Penal Code;
- (b) order one of the measures provided under section 724 above.

(2) (a) In the case of a non-suspended term of imprisonment, only probation may be ordered in addition.

- (b) The probation order shall take effect after the term of imprisonment has been served.

SECTION 726 (1) When one of the measures provided for in sections 724 and 725 has been decided upon, the judgment delivered shall place the infant in custody until the end of his education, until he attains civil majority.

(2) Any minor placed in an authorized institution or granted leave of absence by the director thereof, shall be deemed to be in a state of legal detention and shall be arrested by warrant in the event of escape and sent back to the institution.

(3) The court may, before a decision on the merits, order provisional probation for a particular length of time as an observation period.

SECTION 727 All judgments delivered by courts sitting in cases of juvenile delinquency shall be exempted from stamp duty and shall be registered free of charge.

ARTICLE 728 Des textes réglementaires déterminent les modalités de remboursement des frais d'entretien, de rééducation et de surveillance des mineurs confiés à des personnes, services ou institutions.

CHAPITRE VII **DES CONTRAVENTIONS**

ARTICLE 729 (1) Si une contravention est établie contre un mineur de quatorze (14) à dix-huit (18) ans, le Tribunal adresse une réprimande simple au mineur ainsi qu'à ses parents, gardien ou tuteur, et les avertit des conséquences de la récidive. Cette réprimande est inscrite dans un registre spécial.

(2) Si le mineur ne comparaît pas, la réprimande qui doit lui être adressée est notifiée par lettre recommandée destinée, suivant le cas, à ses parents, son gardien ou son tuteur. Elle contient le même avertissement sur les conséquences de la récidive.

(3) En cas de récidive, les mesures et peines prévues aux articles 725 et 726 lui sont appliquées.

(4) Si le Tribunal estime utile de prescrire une mesure de surveillance, il ordonne que le mineur soit placé sous le régime de la liberté surveillée.

SECTION 728 The methods for the reimbursement of maintenance, re-education and supervisory expenses for minors entrusted to persons, institutions or services shall be laid down by statutory instruments.

CHAPTER VII **SIMPLE OFFENCES**

SECTION 729 (1) Where a minor aged fourteen (14) to eighteen (18) years is found guilty of a simple offence, the court shall reprimand the minor as well as his parents, guardian or custodian and shall warn them of the consequences of its re-commission. This reprimand is entered into a special register.

(2) Where the minor fails to appear in court, the reprimand which is destined for him shall be served on his parents, guardian or custodian, as the case may be, by registered letter. The letter shall also contain a warning of the consequences of its re-commission.

(3) In case of a previous conviction, the measures and penalties provided for under sections 725 and 726 shall be applicable to the minor.

(4) If the court deems it necessary to apply a measure of judicial supervision, it shall order that the infant be placed on probation.

CHAPITRE VIII
DE LA LIBERTE SURVEILLEE DU MINEUR

ARTICLE 730 La liberté surveillée du mineur est le régime sous lequel il est remis à ses parents, tuteur ou gardien et suivi par des agents spécialisés appelés délégués à la liberté surveillée. Elle consiste en des mesures d'assistance, de protection, de surveillance et d'éducation.

ARTICLE 731 (1) La rééducation du mineur placé en liberté surveillée est assurée, sous l'autorité du Président du Tribunal de Première Instance, par des délégués permanents et par des délégués bénévoles à la liberté surveillée.

(2) Les délégués permanents sont nommés par arrêté conjoint du Ministre chargé de la Justice et du Ministre chargé des Affaires Sociales. Ils ont pour mission de diriger et de coordonner l'action des délégués bénévoles. Ils assurent en outre la rééducation des mineurs que le Tribunal leur confie spécialement.

ARTICLE 732 Le délégué bénévole est désigné, soit dans le jugement, soit par ordonnance du Président du Tribunal de Première Instance. Il adresse à ce dernier un rapport sur le déroulement de sa mission suivant la périodicité fixée dans le jugement ou l'ordonnance, et chaque fois que les circonstances l'exigent.

CHAPTER VIII
PROBATION OF THE JUVENILE

SECTION 730 The probation of a juvenile shall be a measure whereby an infant is entrusted to his parents, guardian or custodian and is supervised by specially trained persons known as probation officers. Probation shall consist of means of support, protection, supervision and education.

SECTION 731 (1) The re-education of infants placed on probation shall be entrusted to regular and voluntary probation officers acting under the authority of the President of the Court of First Instance.

(2) Regular probation officers shall be appointed by a joint order of the Minister in charge of Justice and Minister in charge of Social Affairs. They shall be responsible for directing and coordinating the action of voluntary probation officers and for re-educating infants specially entrusted to their care by the court.

SECTION 732 A voluntary probation officer shall be designated either in the judgment or by order of the President of the Court of First Instance. He shall submit a report to the President of the court on his mission according to the calendar fixed in the judgment or order and each time the circumstance so warrants.

ARTICLE 733 Les parents, tuteur ou gardien du mineur placé sous le régime de la liberté sont tenus de :

- a) surveiller, protéger, assister et éduquer le mineur ;
- b) s'abstenir d'entraver, de quelque manière que ce soit, le déroulement de la mission du délégué à la liberté surveillée ;
- c) présenter le mineur au Président du Tribunal suivant la périodicité fixée dans le jugement ou l'ordonnance.

ARTICLE 734 En cas de décès, maladie grave, changement de domicile ou absence non autorisée du mineur, ses parents, tuteur ou gardien doivent, sans délai, en informer le délégué à la liberté surveillée.

ARTICLE 735 (1) En cas de violation de l'une des obligations prévues à l'article 733, le Président du Tribunal peut, après avis du Ministère Public, imposer aux parents, tuteur ou gardien, un engagement, le cas échéant, avec des garants solvables, à payer, s'il y a de nouvelles violations, une somme d'argent dont le montant est fixé en fonction des possibilités financières de l'engagé ou de ses garants.

(2) La somme d'argent fixée est payée entre les mains du Greffier en Chef du Tribunal de Première Instance.

ARTICLE 736 Les dispositions des articles 557 et suivants relatives à la contrainte par corps ne sont pas applicables aux mineurs.

SECTION 733 The parents, guardian or custodian of an infant placed on probation shall be bound to:

- (a) supervise, protect, educate and support the minor;
- (b) abstain from any act whatsoever likely to impede the work of the probation officer;
- (c) present the minor to the President of the court according to the calendar fixed in the judgment or order.

SECTION 734 In the event of death, serious illness, change of address or unauthorized absence of the minor, his parents, guardian or custodian shall inform the probation officer without delay.

SECTION 735 (1) In the event of infringement of one of the obligations provided for under section 733, the President of the court may, after receiving the opinion of the Legal Department, order the parents, guardian or custodian of the infant, to enter into a recognizance, and, if necessary, with viable sureties, to pay an amount of money in case of a fresh infringement. The said amount shall be fixed taking into consideration the financial situation of the parent, guardian, custodian or sureties.

(2) The sum thus fixed shall be paid to the Registrar-in-Chief of the Court of First Instance.

SECTION 736 The provisions of sections 557 and following, of this code relating to imprisonment in default of payment shall not apply to infants.

CHAPITRE IX
DE LA REVISION DES MESURES DE SURVEILLANCE

ARTICLE 737 (1) Les mesures ordonnées à l'égard d'un mineur délinquant en vertu de l'article 724 peuvent être révisées à tout moment, à la requête du Ministère Public, du mineur, des parents, du tuteur, du gardien ou du délégué à la liberté surveillée.

(2) Sont compétents pour connaître de toute demande de révision :

- a) le Tribunal ayant initialement statué ;
- b) le Tribunal du domicile des parents du mineur ou de son tuteur, ou du gardien, ou du délégué à la liberté surveillée.

CHAPITRE X
DES VOIES DE RECOURS

ARTICLE 738 (1) Les décisions du Tribunal de Première Instance statuant en matière de délinquance juvénile sont susceptibles d'opposition, d'appel ou de pourvoi, dans les formes et délais prévus par le présent Code.

Toutefois, ces voies de recours n'ont pas d'effet suspensif sur les mesures prononcées à l'encontre du mineur.

CHAPTER IX
REVIEW OF PROBATION MEASURES

SECTION 737 (1) All measures taken against juveniles by virtue of the provisions of section 724 may be reviewed at any time at the request of the Legal Department, the infant himself, his parents, guardian, custodian or the probation officer.

(2) The following shall be competent to entertain an application for review:

- (a) the court which pronounced the initial decision ; and
- (b) the court of the place where the parents, guardian or custodian of the infant reside.

CHAPTER X
SETTING ASIDE OF JUDGMENTS IN DEFAULT AND APPEALS

SECTION 738 (1) A judgment of the Court of First Instance sitting in cases of juvenile delinquency is subject to an application to set aside, or to an appeal to the Court of Appeal or to the Supreme Court in the manner and within the time-limits provided in this code.

However, appeals shall not stay the execution of any measures pronounced against a minor.

(2) Les procédures de droit commun de l'opposition, de l'appel et du pourvoi en cassation sont applicables aux jugements et arrêts intervenus à l'égard des mineurs.

(3) Les voies de recours peuvent être exercées sans mandat par les parents, tuteur, gardien, conseil ou délégué à la liberté surveillée.

CHAPITRE XI
DE LA COUR D'APPEL STATUANT EN MATIERE
DE DELINQUANCE JUVENILE

ARTICLE 739 L'appel des décisions du Tribunal de Première Instance est porté devant la Cour d'Appel statuant en matière de délinquance juvénile.

ARTICLE 740 (1) La Cour d'Appel statuant en matière de délinquance juvénile est composée:

- d'un magistrat du siège, Président;
- de deux assesseurs, membres;
- d'un représentant du Ministère Public ;
- d'un greffier.

(2) Les dispositions des articles 710 à 712 sont applicables devant la Cour d'Appel.

(2) Ordinary law procedure in respect of applications to set aside and of appeals shall be applicable to judgments passed against minors.

(3) Appeals may be lodged by the parents, the guardian, custodian, counsel or probation officer without any power of attorney.

CHAPTER XI
COURT OF APPEAL SITTING ON CASES
OF JUVENILE DELINQUENCY

SECTION 739 Appeals against judgments of the Court of First Instance shall be brought before the Court of Appeal sitting on cases of juvenile delinquency.

SECTION 740 (1) The Court of Appeal sitting in cases of juvenile delinquency, shall be composed of:

- a President, who shall be a magistrate of the bench;
- two Assessors, members;
- a representative of the Legal Department; and
- a Registrar.

(2) The provisions of sections 710 to 712 shall be applicable before the Court of Appeal.

CHAPITRE XII
DU CASIER JUDICIAIRE POUR MINEURS

ARTICLE 741 (1) Toute décision prononcée à l'encontre d'un mineur en application des articles 725 et 726 fait l'objet d'une fiche de casier judiciaire.

(2) Les dispositions des articles 573 à 583 sont applicables. Toutefois, la mention des condamnations prononcées à l'encontre d'un mineur n'est inscrite que sur les extraits du casier judiciaire délivrés aux magistrats et aux administrations publiques.

CHAPITRE XIII
**DES FRAIS OCCASIONNES PAR LES MESURES
DE PROTECTION DES MINEURS**

ARTICLE 742 (1) Les frais de transport et de déplacement engagés par les délégués permanents et les délégués bénévoles à la liberté surveillée, dans l'exécution de leur mission, leur sont remboursés au titre des frais de justice criminelle.

(2) Sont également payés comme frais de justice criminelle, les honoraires dus aux conseils commis d'office.

ARTICLE 743 Dans tous les cas où le mineur est remis à titre provisoire ou à titre définitif à une personne autre que son père, sa mère ou son tuteur, ou à une personne autre que celle qui en avait la garde ou à une institution, la décision doit déterminer la part des frais d'entretien mensuel et de déplacement qui est mise à la charge de la famille. Ces frais sont recouvrés comme frais de justice criminelle, au profit du Trésor Public.

CHAPTER XII
CRIMINAL RECORD IN RESPECT OF JUVENILES

SECTION 741 (1) All judgments delivered against minors pursuant to sections 725 and 726 shall be entered in the criminal record.

(2) The provisions of sections 573 to 583 shall be applicable. However, mention of the judgment passed against minors shall be made only on extracts of criminal record issued to magistrates and public services.

CHAPTER XIII
**COSTS ARISING FROM MEASURES FOR
THE PROTECTION OF JUVENILES**

SECTION 742 (1) The travelling expenses incurred by regular and voluntary probation officers in the course of their assignment shall be refunded in accordance with the general rules and regulations for the reimbursement of expenses incurred in criminal matters.

(2) The fees of counsel assigned by the court of its own motion, shall also be paid as expenses incurred in criminal matters.

SECTION 743 Whenever a minor has been entrusted to the permanent or temporary custody of a person other than his father, mother, guardian or the person to whose custody he had been previously entrusted, or to some institution, the decision shall specify that a portion of the monthly maintenance and travelling expenses be charged to the family. Such expenses shall be recovered as court fees in criminal matters for payment into the Public Treasury.

TITRE XVI
DES FRAIS DE JUSTICE

ARTICLE 744 Un texte particulier détermine les frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, et en fixe les tarifs, les modalités de paiement et de recouvrement.

ARTICLE 745 Les frais de justice engagés par le Ministère Public pour la mise en mouvement et l'exercice de l'action publique, l'instruction du procès ainsi que l'exécution des décisions judiciaires sont avancés par le Trésor Public. Ces frais sont supportés par la partie qui succombe, sauf décision motivée de la juridiction.

TITRE XVII
DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 746 (1) Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi et notamment:

- a) l'ordonnance du 14 février 1838 portant Code d'Instruction Criminelle;
- b) la loi du 10 mai 1863 sur l'instruction des flagrants délits ;
- c) la loi du 22 juillet 1867 relative à la contrainte par corps ;
- d) le décret du 30 novembre 1928 instituant les juridictions spéciales pour les mineurs ;

PART XVI
COURT FEES IN CRIMINAL MATTERS

SECTION 744 A special instrument shall fix court fees in respect of felonies, misdemeanours and simple offences by specifying the amount to be paid, the conditions of payment and recovery.

SECTION 745 Costs incurred by the Legal Department for commencing and carrying out criminal prosecutions and preliminary inquiries as well as the execution of judgments shall be advanced by the Public Treasury. The costs shall be borne by the party who fails except in cases where the court in its reasoned decision rules otherwise.

PART XVII
MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

SECTION 746 (1) All previous provisions repugnant to this law are hereby repealed, in particular:

- f) the « ordonnance du 14 février 1838 portant Code d'Instruction Criminelle »;
- (b) the « loi du 10 mai 1863 sur l'instruction des flagrants délits » ;
- (c) the « loi du 22 juillet 1867 relative à la contrainte par corps » ;
- (d) the « décret du 30 novembre 1928 instituant les juridictions spéciales pour les mineurs »;

- | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> e) le décret du 26 février 1931 sur l'instruction préalable; f) le décret du 2 septembre 1954 relatif au casier judiciaire; g) l'arrêté du 20 août 1955 fixant le taux de consignation d'aliments sur l'exécution de la contrainte par corps; h) la loi n°58/203 du 26 décembre 1958 portant adaptation et simplification de la procédure pénale; i) la loi n°64/LF/13 du 26 juin 1964 fixant le régime de l'extradition; j) les articles 61 à 64, 69 à 72, R.364 à R.366 du Code Pénal et 30 du décret n°79/341 du 3 septembre 1979 portant Code de la Route; k) les dispositions de la « Criminal Procedure Ordinance (cap.43 of the Laws of Nigeria 1958) »; l) les dispositions de l'« Evidence Ordinance (Cap. 62 of the Laws of Nigeria 1958) », en ce qui concerne la procédure pénale ; m) la « Children and Young Persons Ordinance (Cap 32 of the Laws of Nigeria 1958) »; | <ul style="list-style-type: none"> (e) the « décret du 26 février 1931 sur l'instruction préalable »; (f) the « décret du 2 septembre 1954 relatif au casier judiciaire »; (g))the «arrêté du 20 août 1955 fixant le taux de consignation d'aliments sur l'exécution de la contrainte par corps »; (h) the « loi n° 58/203 du 26 décembre 1958 portant adaptation et simplification de la procédure pénale »; (i) the «loi n°64/LF/13 du 26 juin 1964 fixant le régime de l'extradition »; (j) Sections 61 to 64, 69 to 72, R.364 to R.366 of the Penal Code and 30 of decree n°79/341 of 3rd September 1979 concerning the High Way Code; (k) The provisions of the Criminal Procedure Ordinance (Cap 43 of the Laws of Nigeria1958); (l) The Evidence Ordinance (Cap. 62 of the Laws of Nigeria 1958) as regards criminal trials; (m) The Children and Young Persons Ordinance (Cap 32 of the Laws of Nigeria 1958); |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

- n) la « Prisons Ordinance, (Cap 159 of the Laws of Nigeria 1958) » ;
- o) les dispositions de la « Southern Cameroons High Court Law 1955 », en ce qui concerne la procédure pénale ;
- p) les dispositions de la « Magistrates' Courts (Southern Cameroons) Law 1955 » ;
- q) l'ordonnance n°72/6 du 28 août 1972 portant organisation de la Cour Suprême, en ce qui concerne les affaires pénales ;
- r) la loi n°90/45 du 19 décembre 1990 portant simplification de la procédure pénale pour certaines infractions ;
- s) la loi n°75/16 du 8 décembre 1975 sur la procédure et le fonctionnement de la Cour Suprême, pour les affaires pénales ;
- t) la « Prevention of Crimes Ordinance (Cap.157 of the Laws of Nigeria, 1958) ».

(2) Toutes références, dans la présente loi, à des dispositions de droit interne abrogées, sont réputées références à celles qui les remplacent.

ARTICLE 747 La présente loi, qui entrera en vigueur le premier jour du treizième mois suivant celui de sa promulgation, sera enregistrée puis publiée au Journal Officiel en français et en anglais./-

- (n) The Prisons Ordinance, (Cap 159 of the Laws of Nigeria 1958);
- (o) The provisions of The Southern Cameroons High Court Law 1955 as regards criminal trials;
- (p) The provisions of The Magistrates' Courts (Southern Cameroons) Law 1955;
- (q) Ordinance n°72/6 of 28th August 1972 to fix the organisation of the Supreme Court, as regards criminal trials;
- (r) Law n°90/45 of 19th December 1990 to simplify criminal procedure in respect of some offences;
- (s) Law n°75/16 of 8th December 1975 fixing the procedure and functioning of the Supreme Court with regard to criminal matters ;
- (t) The Prevention of Crimes Ordinance (Cap.157 of the Laws of Nigeria, 1958).

(2) All references made in this law, to the repealed provisions of local law shall be deemed to refer to those which replaced them.

SECTION 747 This law, which shall come into force on the first day of the thirteenth month following that of its promulgation, shall be registered and published in the Official Gazette in English and in French./-